TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE (1982) — N° 1751 ÉDITION INTERNATIONALE DU JEUDI 20 AU MERCREDI 26 MAI 1982

DIRECTEUR : Jacques FAUVET
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MÉRY

DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS

TELEPHONE : 246-72-23
Adresse télégraphique : JOURMONDE PARIS



Le Monde

SÉLECTION HEBDOMADAIRE

No 1751

Canada, 0,70 $ can ; Côte d'Ivoire, 150 C.F.A. ; Danemark, 5,5 kr ; Egypte, 0,800 LE ; Grèce, 45 dr. ; Indonésie, 250 Rp. ; Liban, 250 P.L. ; Portugal, 20 esc. ; Réunion, 3,70 F ; Sénégal, 155 C.F.A. ; Singapour, 2 $ sing. ; Tunisie, 230 m. ; Turquie, 6 LT ; U.S.A., 0,70 $ U.S.

ABONNEMENT : Six mois Un an
France .... F 80 F 120
Etranger ...... F 115 F 190
(Tarifs avion page 9.)

CHÈQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

Trêve pour la C.E.E.

La semaine passée, les Britanniques, en refusant l'offre de compensation budgétaire qui leur était soumise par leurs partenaires pour 1982 et en s'obstinant à essayer de bloquer les prix agricoles, avaient fait une fausse manœuvre. Très vite, ils ont corrigé le tir : M. Pym, évitant tout éclat, a accepté lundi ce qu'il avait refusé huit jours plus tôt. Les Britanniques appliquent la nouvelle grille des prix agricoles, versent normalement ce qu'ils doivent au budget européen et, pour clore le tout, viennent d'accepter, pour 1982, un allégement de leur contribution budgétaire de 850 millions d'ECU, sensiblement inférieur à ce qu'ils réclamaient. La Communauté fait ainsi l'économie d'une crise.

Le gouvernement de Londres, engagé à fond dans le conflit des Malouines, est le premier à pouvoir tirer avantage d'une cohésion européenne ainsi retrouvée : le ton sur lequel les sanctions économiques contre l'Argentine ont été reconduites a été comme par hasard plus chaleureux que la fois passée, même si la défaillance persistante de l'Italie et de l'Irlande ne rend pas cette solidarité beaucoup plus convaincante qu'hier. Absorbée par la guerre de l'Atlantique sud, Mme Thatcher pouvait difficilement s'embarrasser d'une querelle ouverte avec ses alliés européens. Il reste que, habitué à voir les partenaires du continent tout avaler, son gouvernement a été surpris par la révolte des Neuf et par leur capacité à agir ensemble avec efficacité. « La semaine dernière a été une grande semaine pour la Communauté, dans la mesure où celle-ci a refusé de se laisser imposer une décision par un Etat membre », a pu dire M. Cheysson. La longue phase d'inhibition des Neuf face aux exigences britanniques semble achevée.

Les difficultés avec le Royaume-Uni ne le sont pas pour autant. La trêve ne met pas un terme à la lancinante négociation sur l'abattement budgétaire. Rien n'affirme que Londres, en acceptant une compensation forfaitaire de 850 millions d'ECU pour 1982, ait renoncé à voir sa « contribution nette » au cours des années suivantes couverte aux deux tiers par les pays partenaires. Revenir à des montants plus élevés sera néanmoins difficile. Les Neuf viennent indéniablement de marquer un point. C'est vrai en particulier de la France, dont le gouvernement, pourtant moins bien placé que son prédécesseur — ne serait-ce que parce que l'entente avec la République fédérale était moins évidente, — a fait sensiblement mieux que celui-ci.

Le débat budgétaire n'est cependant qu'une manifestation de la mauvaise intégration du Royaume-Uni dans la C.E.E. Si bien que l'accord de lundi laisse posé le problème de la « nature de la présence du Royaume-Uni dans la C.E.E. ». « Il faudra le traiter par exemple à l'occasion des politiques nouvelles », estime M. Cheysson, qui a apparemment en tête des formes d'Europe à plusieurs vitesses ou, pour parler comme M. Delors, à géométrie variable.

Les conséquences du vote institutionnel auquel les Britanniques vont contraindre les Neuf seront probablement limitées. Il est au moins acquis qu'un Etat membre ne pourra plus invoquer son intérêt essentiel pour une raison qui ne serait pas en liaison directe avec le sujet en discussion. Pour le reste, la majorité des gouvernements ne veulent pas renoncer, y compris pour des questions de gestion, à la règle de l'unanimité. Tout au plus peut-on espérer qu'il en sera fait un usage plus raisonnable.

(Lire nos informations page 6.)

(Mercredi 26 mai.)

Inquiétude en Argentine

Buenos-Aires admet que les Britanniques sont solidement établis aux Malouines

Le haut état-major argentin a admis, le lundi 24 mai, que la tête de pont établie par les troupes de choc britanniques sur l'île orientale des Malouines, à quelque 80 kilomètres de Port-Stanley, était plus importante et plus solide qu'il ne l'avait reconnu jusqu'à présent. Les Argentins précisent même que cette tête de pont a une superficie de 150 kilomètres carrés alors que le ministre britannique de la défense l'évalue à 25 kilomètes carrés seulement. On ajoute à Buenos-Aires que des combats au corps à corps ont lieu autour de San-Carlos, ce que l'on ne confirme pas à Londres de source militaire.

Une nouvelle bataille aéronavale a eu lieu lundi dans le chenal qui sépare les deux îles Malouines en face des plages de débarquement. Londres affirme avoir abattu huit appareils argentins et reconnaît que certains de ses navires pourraient avoir été touchés, tout en précisant que la frégate *Antelope*, torpillée dimanche, a coulé lundi. Buenos-Aires affirme avoir endommagé plusieurs unités de la Royal Navy, dont le *Canberra*, transformé en transport de troupes et en navire-hôpital.

Cependant les Dix ont réaffirmé leur solidarité politique et diplomatique au Royaume-Uni dans le conflit des Malouines. Les huit pays qui appliquent des sanctions économiques contre l'Argentine ont décidé de les reconduire pour une durée indéterminée. L'Italie et l'Irlande, qui, depuis mardi dernier, n'appliquent plus d'embargo sur les importations en provenance d'Argentine, ont maintenu cette position.

D'autre part, plusieurs pays latino-américains ont soumis des propositions de résolution au Conseil de sécurité des Nations unies pour un cessez-le-feu ou une trêve.

Le pape Jean-Paul II a décidé de se rendre comme prévu en Grande-Bretagne le 28 mai, mais il s'agira d'une visite « *purement pastorale et œcuménique* », dit-on au Vatican. Mme Thatcher a rappelé lundi qu'un cessez-le-feu ne pourrait intervenir sans un retrait immédiat des forces argentines.

(Lire nos informations page 3.)

Le gâchis

par MICHEL TATU

Près de trois cent mille Anglais avaient manifesté l'automne dernier à Londres contre la guerre nucléaire. Ils étaient moins de trois mille, le 23 mai, contre la guerre des Malouines. Le rapprochement de ces deux faits montre les limites du pacifisme moderne, mais on ne saurait conclure trop vite à la réhabilitation des guerres dites « fraîches et joyeuses » d'autrefois.

D'abord parce qu'il n'y a plus de guerre joyeuse à l'époque moderne — à supposer qu'il y en ait eu dans le passé — et que les pertes essuyées des deux côtés ont vite fait de changer la comédie en drame. Mais aussi parce qu'aucune guerre, même lointaine, ne peut plus être limitée à l'avance : il n'y a plus de face-à-face exclusif dans le système international actuel, et ce dernier, s'il n'a pu éviter le gâchis des Malouines, ne devrait pas tarder à imposer à nouveau sa logique aux belligérants.

L'éclatement à grande échelle du conflit est d'abord un défi aux Etats-Unis, qui, après une série d'erreurs ou d'échecs plus ou moins catastrophiques, se retrouvent perdants sur tous les terrains à la fois.

Le premier échec s'est produit au tout début d'avril, lorsque le président Reagan ne parvint pas à dissuader le général Galtieri, malgré de pressants appels téléphoniques, de débarquer sur les îles.

Le second fut l'échec de la médiation du général Haig : le secrétaire d'Etat voulait renouveler l'exploit de son prédécesseur, M. Kissinger, qui avait réussi, par une série de « navettes » héroïques et d'accords de dégagement arrachés haut la main, à séparer les belligérants au Proche-Orient après la guerre de 1973. Malheureusement pour M. Haig, cette navette était mal préparée, la technique n'était pas au point.

Cet échec-là fut d'autant plus grave que les Etats-Unis étaient la seule puissance au monde capable de faire entendre raison aux deux adversaires, qui étaient aussi ses alliés.

Après le secrétaire d'Etat, M. Perez de Cuellar prit le relais, mais il n'y avait aucune chance pour que l'impuissance des Nations unies comblât le vide laissé par la puissance des Etats-Unis.

(Lire la suite page 3.)

Grave échec pour l'Irak

La reconquête de Khorramchahr par l'Iran est un tournant dans la guerre du Golfe

La reconquête de Khorramchahr, après vingt mois d'occupation irakienne, par les troupes iraniennes, annoncée lundi 24 mai par Radio-Téhéran, a été confirmée mardi matin par un porte-parole militaire irakien, qui a annoncé que les « forces irakiennes avaient achevé leur retrait de la ville de Khorramchahr vers la frontière internationale ». Bagdad avait affirmé lundi soir que les combats se poursuivaient toujours dans la ville portuaire du Khouzistan, dont la chute est un échec majeur pour le régime du président Saddam Hussein.

Dans la soirée, l'imam Khomeiny a lancé à nouveau un avertissement aux pays arabes qui soutiennent l'Irak (l'Arabie Saoudite, la Jordanie et l'Egypte notamment). « Je préviens les gouvernements de la région que notre pays parle maintenant à partir d'une position de force... Si vous renoncez à prendre vos ordres des Etats-Unis, il n'y aura que de la reconnaissance de notre part... Ne faites rien qui nous obligerait à remplir le devoir que nous impose le Coran. »

La troisième proie...

par ERIC ROULEAU

Tandis que les bombardiers irakiens pilonnaient par vagues successives aéroports et installations stratégiques, que des unités d'infanterie et de blindés déferlaient sur le sol iranien à l'aube du 22 septembre 1980, le président Hussein était loin de penser que vingt mois plus tard les forces islamiques victorieuses menaceraient à leur tour l'intégrité territoriale et peut-être aussi l'existence même de la République baasiste.

Au contraire, la stratégie de l'état-major général de Bagdad prévoyait — selon un rapport secret livré aux autorités de Téhéran — l'occupation du Khouzistan et l'installation d'un gouvernement provisoire à Ahwaz, chef-lieu de la province, en l'espace de deux semaines.

La jonction plus au nord avec les maquisards kurdes de M. Abdel Rahman Ghassemlou, des soulèvements au sein des forces armées et de la population devaient donner le coup de grâce au régime khomeiniste.

Deux séries d'appréciations d'ordre militaire ou politique circulant à l'époque dans les états-majors et les chancelleries étrangères étaient à l'origine de ce bel optimisme. Les Irakiens, disait-on, seraient accueillis en libérateurs par les Arabes du Khouzistan et, d'une manière générale, par une population lasse de l'« anarchie » révolutionnaire, excédée par les difficultés économiques, le chômage et la misère, révoltée par la tyrannie d'un « *vieillard et la répression sanguinaire des mollahs* ».

L'armée islamique, disait-on encore, ne tarderait pas à s'effondrer sous l'effet du premier choc. Suspecte de par ses origines impériales, elle avait été décapitée, copieusement épurée, humiliée, et se trouvait en pleine réorganisation au moment de l'invasion irakienne. De surcroît, l'embargo américain la privait d'armements et de pièces de rechange. La plupart des avions de combat étaient cloués au sol, l'artillerie et les blindés étaient concentrés au Kurdistan ou sur la frontière soviétique, à des milliers de kilomètres du théâtre des opérations.

L'incompétence de l'état-major

Les forces irakiennes avaient tout en main, apparemment, pour l'emporter. Outre l'effet de surprise dont elles bénéficiaient, elles disposaient d'un armement soviétique aussi moderne qu'abondant, d'un matériel supplémentaire livré sans entrave par la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Italie, la France, entre autres, de fonds considérables — qui ont atteint la somme d'une trentaine de milliards de dollars — fournis par l'Arabaie Saoudite et d'autres pays du Golfe. L'armée de M. Hussein avait tout, sauf des officiers compétents.

Les observateurs militaires occidentaux ont cherché, mais en vain, à savoir pourquoi l'état-major de Bagdad avait choisi d'attaquer en priorité le port de Khorramchahr, sur l'estuaire du chott El-Arab plutôt que la base aérienne de Dezfoul, position stratégique de première importance dont l'occupation aurait permis de contrôler l'ensemble du Khouzistan, y compris Khorramchahr, et de priver ainsi le reste du pays de son ravitaillement pétrolier. Pourquoi ce changement alors qu'il était de notoriété publique que la base de Dezfoul, dégarnie, aurait pu être aisément conquise ? Pourquoi encore lancer deux divisions, quelque vingt mille hommes, et une dizaine de brigades de chars à l'assaut d'Abadan pour s'immobiliser ensuite pendant des mois à 4 kilomètres de ce port pétrolier ?

(Lire la suite page 2.)

POINT

Le P.S. face à l'« infléchissement »

Les socialistes, comme les communistes, ne sont pas hostiles à un infléchissement de la politique économique et sociale du gouvernement : mais pas à n'importe quelles conditions. Celles-ci touchent à la forme (le P.S. veut une discussion préalable avec le gouvernement) et au fond : que ceux qui dans le pays parlent volontiers d'austérité commencent par l'admettre pour eux-mêmes. Tel est le sens de la réplique donnée dimanche par M. Lionel Jospin au discours prononcé vendredi par M. Pierre Mauroy devant les groupes et sections socialistes d'entreprise.

Le pouvoir avait été dûment prévenu : voyant venir de mauvais indices, constatant que la reprise mondiale n'était pas au rendez-vous, craignant donc de voir l'exécutif céder à la pression du court terme, les dirigeants du P.S. avaient insisté à plusieurs reprises sur la nécessité d'une programmation de l'action gouvernementale et d'une concertation avec le parti.

Le P.S. a le sentiment de ne pas avoir été entendu, et il reproche au gouvernement de n'avoir imposé aucune « contrepartie » aux patrons, grands et petits, alors qu'il envisage de demander des sacrifices à tous les salariés.

Même si le pouvoir minimise la portée de l'infléchissement et ne prétend corriger que le dérapage des salaires, c'est un vrai débat qui s'engage avec la principale formation de la majorité. Il appelle au moins une réflexion d'ordre institutionnel.

M. Jean Lecanuet s'est demandé si le langage de M. Delors — patience, solidarité, effort — correspond à l'expression de « sentiments personnels » ou à un « virage » politique. On peut, en effet, se poser la question. Tant il est vrai que la logique institutionnelle aurait voulu qu'un infléchissement fût annoncé, après avoir été décidé, par le chef de l'Etat lui-même. Quitte à ce que chacun mette en musique la nouvelle orientation, si nouveauté il doit y avoir. Or rien de tel ne s'est produit : le ministre de l'économie a pris une position qui a le mérite de la clarté ; le premier ministre y a fait droit ; le P.S. a posé ses conditions.

Il appartiendra au chef de l'Etat d'arbitrer, à son retour d'Afrique. Il aura d'ailleurs l'occasion de trancher lors de sa prochaine conférence de presse.

(Mardi 25 mai.)

C.G.T., C.F.D.T. : les congrès vus de la base

La C.F.D.T., à partir du 25 mai à Metz, puis la C.G.T. du 13 au 18 juin à Lille, vont tenir leur congrès confédéral. Comment les militants de base voient-ils ces événements ?

Pour répondre à cette question, Michel Noblecourt s'est rendu à Longwy, à Nantes et à Limoges. Des voyages riches d'enseignements sur ce que pense et ressent « la base », notamment en ce qui concerne l'unité d'action. Cette question prend toute son importance au moment où la direction de Citroën engage une procédure de licenciement à l'encontre de dix-sept militants C.G.T. : elle leur reproche d'avoir participé au blocage des entrées de trois usines de la région parisienne.

D'autre part, M. Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., acceptant l'invitation de la C.F.D.T. et invitant en retour cette centrale à son congrès de Lille, écrit à M. Maire que « la situation rend plus nécessaire que jamais le maximum d'unité possible », et suggère qu'après les congrès une rencontre ait lieu entre les deux organisations.

I. — Longwy : le débat esquissé

par MICHEL NOBLECOURT

« *Longwy vivra !* », scandaient avec passion les militants de la C.G.T. il y a trois ans. Meurtrie, blessée, « dégraissée » de plus de six mille emplois dans la sidérurgie en trois ans, Longwy vit encore. Ou plutôt survit. Aujourd'hui dérisoires, les trois lettres du S.O.S. qu'au cœur de leur lutte les sidérurgistes longoviciens avaient installées au sommet du crassier ne clignotent plus. A quoi bon appeler encore au secours puisque la tornade de la crise a déjà fait ses ravages ?

Depuis le 21 janvier 1981, la radio Lorraine-Cœur d'acier (L.C.A.) n'émet plus. Une « normalisation » interne à la C.G.T. et une intervention des forces de police ont eu raison d'elle. Longwy est vraiment retombée dans l'oubli. Et pourtant, en ce 30 avril 1982, il flotte en cette cité si lourdement industrieuse par son architecture comme un petit air de fête. Effet habituel d'un jour de marché ou moins ordinaire d'un 1er mai unitaire ?

Pour ce 1er mai du changement, la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN ont voulu défiler ensemble pour manifester leur « *commune volonté de voir se poursuivre et se développer les grandes réformes rendues possibles grâce au 10 mai 1981 dans le sens du mieux-être, de la justice et de la liberté* ». « *On a fait un compromis* », explique M. Robert Giovanardi, responsable de l'union locale (U.L.) de la C.F.D.T. « *On a un peu lâché sur la Pologne et ils ont cédé sur le maintien du pouvoir d'achat.* » Le texte commun demande le plein exercice des libertés syndicales « *sans occulter les divergences* » sur cette question.

(Lire la suite page 7.)

UNE EXPOSITION AU GRAND PALAIS

Naissance de l'écriture

Avant l'écriture, les hommes étaient dans la préhistoire, avec l'écriture, ils ont accédé à l'histoire. Cette révolution — la naissance de l'écriture — est le thème d'une exposition organisée au Grand Palais à Paris, jusqu'au 9 août, par les départements des Antiquités orientales et des Antiquités égyptiennes du musée du Louvre. Une telle présentation aurait pu être aride. Quoi de plus sec, en effet, que des pierres ou des tablettes couvertes de signes ? Mais les deux commissaires de l'exposition, Mme Béatrice André-Léicknam pour le Proche-Orient et Mme Christiane Ziegler pour l'Egypte, ont réussi, avec l'aide de deux architectes, M. Jean-Paul Boulanger et Mme Geneviève Renisio, une présentation didactique qui n'est jamais ennuyeuse.

Les commissaires ont été aidés, certes, par la beauté ou le caractère extraordinaire des pièces exposées. Le couteau de Djebel El Arak a une lame de silex très finement façonnée par l'enlèvement d'éclats allongés et réguliers et son manche d'ivoire est sculpté sur ses deux faces (scène de chasse orientale d'un côté, combat traité à l'égyptienne de l'autre). Sur un bas-relief en *pierre bitumineuse*, le prêtre Dudu, vêtu d'une jupe en peau de mouton, est accompagné d'un aigle léontocéphale dont chaque serre agrippe un lion. Sur une tablette d'argile haute de 2,4 centimètres et large de 2 centimètres, un scribe a réussi à écrire trente lignes de cunéiformes microscopiques.

Un sculpteur a fait du grand intendant Maânakhates, assis sur ses talons, une statue-cube. Le code de Hammurabi, gravé sur une stèle de basalte haute de 2,25 mètres, est surmonté d'un fin bas-relief, où le roi est en adoration devant une

[illegible]NE REBEYROL.

(Lire la suite page 10.)

PROCHE-ORIENT

Liban

APRÈS L'ATTENTAT MEURTRIER DU 24 MAI

La population accueille avec soulagement le maintien de l'ambassade de France à Beyrouth

Commentant l'attentat perpétré lundi 24 mai à l'entrée de sa chancellerie, l'ambassadeur de France au Liban, M. Paul-Marc Henry, a déclaré qu'il s'agissait d'« un acte criminel non pas d'intimidation mais délibérément d'élimination ». « La présence française sera maintenue », a-t-il ajouté, reprenant les propos du porte-parole du Quai d'Orsay.

De notre correspondant

Beyrouth. — Le gouvernement et plus généralement la population ont été soulagés d'apprendre que l'ambassade de France à Beyrouth ne serait pas fermée après l'attentat sanglant dont elle a été l'objet lundi 24 mai. Sur le plan politique — mais aussi humain : près de cent mille visas français sont délivrés chaque année par le consulat général, — les assurances données à cet égard par le Quai d'Orsay étaient d'une extrême importance.

L'opinion publique est, en effet, convaincue ici qu'il existe un *« complot »* pour chasser de Beyrouth les missions diplomatiques qui y sont encore établies et, ainsi, isoler le Liban.

Sans se prononcer sur la réalité du *« complot »*, force est de constater que de nombreuses ambassades, arabes notamment, sont fermées ou en sommeil : celle de l'Egypte, certes, dont les intérêts sont confiés à la France, mais aussi celles de Jordanie, du Koweït, d'Arabie Saoudite, de Bahrein, des Emirats arabes unis, d'Oman. L'ambassade d'Irak, objet en décembre d'un attentat encore plus meurtrier que celui de l'ambassade de France (cinquante morts dont l'ambassadeur, et cent blessés), s'est quant à elle repliée à Hazmieh, zone à cheval entre Beyrouth-Est (chrétien) et un secteur resté sous l'autorité de l'Etat libanais.

Les ambassades occidentales et celles des pays de l'Est se maintenaient vaille que vaille jusqu'à l'annonce par la Grande-Bretagne, au début de mai, d'une réduction massive de son personnel diplomatique et de la fermeture de sa section consulaire. Les démarches du gouvernement libanais ont amené Londres à rétablir la section des visas, mais seulement pour les hommes d'affaires et les cas d'urgence. Cent vingt personnes environ, dont quatre-vingts Français, travaillent à l'ambassade et au consulat. Celui-ci étant déjà débordé par les demandes de visas, une diminution des effectifs se ferait au détriment des nombreux Libanais désireux de se rendre en France.

Vingt-quatre heures après le drame, l'hypothèse syrienne n'est plus la seule évoquée, bien qu'une donnée supplémentaire du contentieux syro-français soit apparue : le refus de Paris de livrer à Damas des ressortissants syriens hostiles au régime, réfugiés ou en tout cas établis en France.

Une hypothèse *« anti-syrienne »* a, en outre, pris corps, tenant compte de trois éléments :

Les ennemis de la Syrie — Israël et l'Irak en particulier — ont les *moyens* de réaliser un attentat spectaculaire à Beyrouth et de causer ainsi un grand tort à Damas ;

Les services syriens au Liban se disent déterminés à découvrir cette fois-ci les coupables, ce qui n'était pas le cas pour les attentats précédents, qu'ils se contentaient de *« déplorer »* ;

L'amélioration des relations syro-françaises semble amorcée.

Les autres hypothèses — iranienne, arménienne et même extrémiste palestinienne, par représailles contre la politique israélienne de la France — ne sont pas prises en considération à Beyrouth, ne serait-ce que parce qu'elles supposeraient une revendication précise, qui fait défaut.

Le bilan de l'attentat était, le mardi 25 mai, de dix morts et dix blessés dans un état grave, auxquels s'ajoutent dix-sept blessés légers.

Deux Français ont été tués : une secrétaire, Mme Anna Cosmidis (quarante-huit ans), et un parachutiste, Daniel Riphard (dix-neuf ans), dont le corps sera rapatrié dans la semaine.

L'attentat, imparable, devait se produire à l'heure de la plus grande affluence, dans l'enceinte de l'ambassade pour bien marquer que la France pouvait être atteinte au cœur même du symbole de sa présence diplomatique. Le spectacle qui s'offrait dans la cour de l'ambassade pendant les minutes qui ont suivi l'explosion — corps décapités, déchiquetés ; hommes et femmes transformés en torches vivantes, se tordant de douleur, poursuivis par des sauveteurs les aspergeant à l'aide d'extincteurs — était en effet, au-delà de l'horreur, une démonstration de l'impuissance de la France, comme de tout autre pays, à protéger sa mission à Beyrouth. L'ambassade de France était fermée mardi 25 mai en signe de deuil.

[illegible]

(Mercredi 26 mai.)

LA GUERRE ENTRE L'IRAN ET L'IRAK

La troisième proie...

(Suite de la première page.)

Ceux qui ont eu le privilège de visiter le front dans les premières semaines du conflit n'avaient pas tardé à comprendre que les Irakiens pouvaient difficilement gagner la guerre. A Abadan comme à Khorramchahr, une bonne partie de la population d'origine persane ou arabe, encadrée ou non par des miliciens islamiques, se battait avec une remarquable ténacité contre les fantassins et les chars irakiens, de rue à rue, de maison en maison, le plus souvent avec des fusils de chasse ou des grenades.

Une armée surequipée, avançant lourdement avec son artillerie et ses fusées, se heurtait à un mur invisible : à une force mobile et insaisissable. D'où des semaines de combats meurtriers pour occuper Khorramchahr, qui a été littéralement vidée de ses habitants ; d'où encore la décision des stratèges de Bagdad de camper aux portes d'Abadan et de s'abstenir de prendre d'assaut d'autres villes.

Les Iraniens avaient l'avantage de se battre sur leur propre terrain avec le sentiment de défendre tout autant une patrie que les acquis d'une révolution. L'observateur étranger qui visitait les camps des pasdaran (gardiens de la révolution) et les bases de l'armée régulière ne manquait pas d'être frappé par la ferveur qui animait les combattants. Chez la plupart, le prestige de l'imam Khomeiny demeurait intact. La *« guerre sainte »* menée contre les ennemis extérieurs et intérieurs de la République islamique n'avait d'autre objectif que de vaincre l'*« impérialisme américain »* et ses alliés « réactionnaires » du monde musulman.

Les officiers, d'abord congédiés pour leurs tendances « contre-révolutionnaires » puis réintégrés, exigeaient qu'on leur confiât des missions périlleuses sans pour autant cacher au visiteur étranger leur antipathie à l'égard du régime islamique. La guerre a donné l'occasion à l'imam Khomeiny de reconstituer l'« union sacrée » qui lui avait permis de renverser la monarchie, de donner un essor inespéré aux pasdaran, désormais la principale force militaire du pays, et de liquider les factions « libérales » ou « gauchistes » de tout acabit. C'est là peut-être que résident l'atout majeur et la véritable victoire de la République islamique face au régime baasiste de Bagdad.

La guerre du Golfe est-elle pour autant terminée ? L'hypothèse de l'« arabisation » du conflit paraît la moins vraisemblable. L'Egypte a fourni à l'Irak, ces derniers mois, des quantités considérables d'armements et de pièces de rechange pour pallier l'embargo partiel imposé par Moscou, et a dépêché récemment à Bagdad des conseillers militaires et des pilotes, mais il est improbable qu'elle accepte de s'engager davantage, d'autant que son aide n'a pas servi à grand-chose. Les autres pays arabes sont divisés et n'ont pas en tout cas les moyens militaires adéquats.

L'armée irakienne pourrait certes continuer à résister dans les deux ou trois localités frontalières qu'elle occupe à l'ouest du pays. Elle pourrait tenir longtemps à Qasr-E-Chirine, nid d'aigle qui commande l'accès d'une belle route goudronnée longue de quelque 200 kilomètres, qui conduit à Bagdad. Cependant, la reconquête de la localité coûterait trop cher pour qu'elle puisse constituer un objectif prioritaire. En toute logique, les forces islamiques tenteraient de recueillir rapidement les fruits de leur victoire, et la tentation est grande de foncer sur Bassora, la grande métropole méridionale de l'Irak, distante de moins de 40 kilomètres de Khorramchahr.

Selon nos renseignements, le débat se poursuivait à ce sujet le lundi 24 mai dans les milieux dirigeants iraniens. La décision avait été prise, il y a plus d'un an, de ne pas franchir la frontière entre les deux pays, les responsables ayant pris conscience qu'une invasion de l'Irak était non seulement au-dessus de leurs moyens, mais aussi politiquement dangereuse, dans la mesure où elle susciterait un sursaut patriotique favorable au gouvernement de Bagdad. Le débat en cours porte donc sur la question de savoir s'il faudrait ou non occuper une localité irakienne dans le but d'accélérer la décomposition du régime baasiste.

Ce dernier est déjà ébranlé. Après les émeutes dans diverses villes du Kurdistan, de violentes manifestations se sont déroulées, il y a une dizaine de jours, à Bagdad sans que les services de sécurité — qui réagissent d'habitude brutalement — interviennent avec fermeté pour les disperser.

L'opinion n'avait pas très bien compris pourquoi il fallait déclencher une guerre pour remettre en cause l'accord frontalier conclu en 1975 et présenté à l'époque comme équitable. Elle est aujourd'hui moins disposée à approuver son gouvernement : quelque 50 000 soldats et officiers irakiens, un sur cinq militaires (175 000 hommes à l'échelle de la population française) ont été tués sur les champs de bataille, en vain.

L'imam Khomeiny mise de toute évidence tout autant sur l'extension du mécontentement populaire que sur la colère d'une armée vaincue qui ne manquera pas de rejeter la responsabilité de sa défaite sur les « politiques ». Le Guide de la révolution avait juré, lors de son accession au pouvoir, d'abattre trois « Satans » : le chah, Carter et M. Hussein. Il ne renoncera pas de si tôt à sa troisième proie.

ÉRIC ROULEAU.

(Mercredi 26 mai.)



Avec l'occupation de Khorramchahr les Iraniens contrôlent pratiquement l'ensemble du Khouzistan. Plus au nord, cependant, les Irakiens conservent quelques places fortes, notamment, à Mehran, Qasr E Chirine et dans la région de Marivan, au Kurdistan.

AMÉRIQUES

Argentine

Le mouvement péroniste manque de chef et de projet politique cohérent

Correspondance

Buenos-Aires. — La figure d'Isabel Peron a réuni, mercredi 19 mai, le temps d'une messe, la famille péroniste. L'ancienne présidente avait rompu son silence il y a une semaine pour « suggérer » qu'un office soit célébré *« pour la patrie et en hommage à ceux qui sont tombés dans la lutte pour défendre la souveraineté »*. « Isabelita » aurait-elle décidé de faire sa rentrée sur la scène politique ? Il semble plutôt que Maria Estela Martinez de Peron ait voulu s'associer aux sacrifices du peuple dans la guerre contre la Grande-Bretagne.

Le prestige de la veuve Peron reste grand aux yeux des militants péronistes et d'une large fraction du peuple. Il est vrai aussi qu'elle est toujours présidente du Conseil supérieur du justicialisme. Mais, malgré les pressions de ses partisans pour qu'elle joue un rôle politique direct, il semble qu'elle veuille se limiter à l'exercice d'une autorité morale tant que le mouvement péroniste ne se sera pas doté d'un chef indiscuté. En fait, la « résurrection » d'Isabel Peron traduit surtout la crise profonde dans laquelle se débat le péronisme, aussi bien comme parti que comme organisation syndicale.

Les dirigeants justicialistes paraissent avant tout préoccupés par l'application du nouveau statut qui régira l'organisation et le fonctionnement des partis à partir du 1er juillet. La première étape du processus de restructuration des partis prévoit en effet la constitution d'une « commission de normalisation » représentant les différentes lignes internes et chargée de mettre en œuvre les nouvelles normes édictées par les militaires.

La lutte est déjà engagée entre les « barons » du justicialisme pour se retrouver aux premières places au cours de cette phase décisive. Les principaux candidats sont M. Deolindo Bittel, vice-président du Conseil supérieur du justicialisme ; M. Angel Federico Robledo, ex-ministre des relations extérieures du dernier gouvernement péroniste, M. Italo Luder, ancien président du Sénat durant le gouvernement d'Isabel (tous trois représentent, avec des nuances, la ligne modérée) ; M. Raul Matera, pour l'aile droite du parti, et l'ancien sénateur Vicente Léonidas Saadi, chef de l'aile gauche modérée.

L'atomisation n'est pas moindre du côté des structures syndicales, qui comptent deux centrales revendiquant le sigle de la C.G.T. Le processus d'unification entre l'« intersectorielle » (C.G.T. modérée), favorable au dialogue avec le gouvernement, et la C.G.T., beaucoup plus « dure » à l'égard du régime, engagé depuis deux mois vient d'être interrompu.

Malgré la volonté du gouvernement de présenter un front syndical uni à la prochaine assemblée de l'O.I.T., le syndicalisme argentin sera donc finalement représenté par deux délégations. La C.G.T « dure » a en effet refusé de participer à la réunion organisée le 19 mai par le ministre du travail en vue de désigner les représentants ouvriers à l'assemblée de Genève. Les responsables de cette centrale estiment que l'attitude du ministre constitue *« une intromission inacceptable dans des décisions qui appartiennent exclusivement au mouvement ouvrier »*.

L'ensemble du mouvement péroniste souffre à la fois de l'absence de chef et de projet politique clair. La crise des Malouines n'a fait qu'aggraver les divisions internes et a ajouté à l'embarras des dirigeants dans leurs relations avec le régime militaire. Il semble pourtant que leurs attaques contre le gouvernement soient beaucoup plus vives qu'au cours des premières semaines qui ont suivi la récupération de l'archipel. La C.G.T « dure » a rappelé au ministre du travail *« la répression systématique des activités syndicales, l'agression contre les institutions professionnelles et sociales, la virtuelle annulation des conventions collectives de travail, tandis que se poursuit la destruction de l'appareil de production et que les travailleurs sont plongés dans la misère »*.

Le mouvement péroniste comme d'ailleurs le parti radical, le parti de l'ancien président Frondizi et le parti « intransigeant », sont en train de prendre leurs distances vis-à-vis du gouvernement militaire. S'ils continuent d'appuyer les forces armées dans leur défense des Malouines, ils attaquent avec beaucoup plus de virulence la politique économique du général Galtieri et réclament avec une insistance accrue le retour rapide à la démocratie.

On voit mal pourtant les dirigeants actuels prendre en mains les destinées du pays durant l'« après-Malouines ». Le péronisme reste profondément ancré dans les masses et la guerre contre la Grande-Bretagne a réveillé les sentiments nationalistes, anti-nord-américains et anti-britanniques qui constituent des éléments importants de la sensibilité péroniste. Il y a là un terrain fertile pour un homme capable de les interpréter et d'assumer le rôle de porte-drapeau. Surtout s'il revient du front après s'être bien battu.

JACQUES DESPRÉS.

(Vendredi 21 mai.)

République Dominicaine

Le parti révolutionnaire (social-démocrate) a remporté les élections générales

M. Jorge Blanco deviendra chef de l'Etat le 16 août

De notre envoyé spécial

Saint-Domingue. — Le parti révolutionnaire dominicain (P.R.D., social-démocrate) a gagné aisément les élections générales du 16 mai. Alors que la moitié des suffrages étaient dépouillés, il était en tête avec environ 50 % des voix. Résultat comparable à celui qu'il avait obtenu il y a quatre ans, lorsqu'il a accédé au pouvoir pour la première fois depuis la courte présidence (elle n'a pas excédé sept mois) de M. Juan Bosch, en 1963. M. Salvador Jorge Blanco succèdera donc à M. Guzman à la tête de l'Etat le 16 août prochain.

Les partisans du P.R.D. ont, lundi soir 17 mai, accueilli cette victoire avec la frénésie qu'ils avaient déployée pendant la campagne électorale. Pendant plusieurs heures, sur le boulevard du bord de mer, il y a eu des cris, des danses, un concert ininterrompu d'avertisseurs.

Sans doute, bien des Dominicains ont su parfaitement pourquoi ils votaient « blanc » — la couleur du P.R.D. : ils ne voulaient pas de M. Balaguer, le candidat populiste du parti réformiste, un conservateur qui gérait déjà les affaires du temps de la dictature de Trujillo, et qui, à soixante-quinze ans, s'est contenté de faire campagne en rappelant ses mérites passés. Ils ne voulaient pas non plus du gauchisme quelque peu dogmatique de M. Juan Bosch, lequel s'est d'ailleurs perdu en de vaines querelles personnelles contre le secrétaire général du P.R.D., M. Pena Gomez, son ancien rival au sein de l'organisation.

Les électeurs du P.R.D. ont ainsi retrouvé leur enthousiasme d'il y a quatre ans, et que le président actuel, M. Antonio Guzman, avait quelque peu douché. Le futur président, M. Jorge Blanco, a beaucoup fait pour reconquérir cette ferveur : il a parcouru le pays en tous sens, utilisé des conseillers étrangers pour sa propagande, et tenu le langage des « nouvelles générations », qui veulent rompre avec les pratiques — népotisme, corruption, inefficacité — du passé.

Il a tranquillisé tout le monde en se faisant photographier, ces derniers mois, aux côtés de M. Reagan, du pape, de M. Schmidt. Le pourcentage de voix obtenu lui permettra de gagner la majorité des sièges dans les deux chambres, donc d'appliquer sans obstacles le programme de son parti. En 1978, le P.R.D. avait dû composer avec M. Balaguer, en lui accordant au Sénat une majorité que le parti réformiste n'avait pas vraiment obtenue. Il l'avait fait sous la contrainte, après que l'armée eut tenté de contester le résultat du scrutin.

M. Balaguer voit son audience diminuer. Les derniers chiffres connus lui donnent entre 30 et 35 % des voix, alors qu'il en avait eu 42 % en 1978. Pour le vieux caudillo, l'heure de la retraite a sonné. Sans doute est-ce aussi le cas pour M. Bosch, qui a soixante-douze ans, bien que son Parti de la libération dominicaine ait fait, en quatre ans, un bond de 1 % à environ 10 % des voix.

Le P.R.D. a sans doute gagné des suffrages dans les milieux universitaires — où il recrute beaucoup de ses militants — et chez les marginalisés. Au nom desquels il se propose de faire la révolution *« dans dix, vingt ou cinquante ans »*.

En élisant M. Jorge Blanco à la tête de l'Etat, c'est un nouveau style d'homme politique que la République Dominicaine a choisi pour confirmer son attachement à la démocratie, après l'ère des caudillos et des aventures.

Des trois principaux candidats, il est le seul, en effet, à avoir présenté un programme, à s'être affirmé, en même temps, comme un libéral et un gestionnaire. Tandis que le chef de la droite, M. Joaquin Balaguer, faisait défiler ses partisans avec des casseroles vides, pour manifester, à l'exemple des adversaires d'Allende au Chili, que la population a faim, le futur élu du P.R.D. parlait le langage de l'austérité et de la moralité.

Plus question, avec lui, de gonfler démesurément le nombre des emplois publics, conformément à une tradition bien établie. M. Blanco préconise un resserrement des dépenses et un accroissement des investissements productifs, ce que ne désavouerait aucun leader conservateur. En outre, il se propose de lutter contre la corruption, projet aussi ancien que le phénomène lui-même et auquel seule sa réputation d'intégrité permet d'accorder crédit.

« C'est un homme décent », dit de lui M. Juan Bosch, qui n'est pourtant pas tendre à l'égard des dirigeants de son ancien parti. Il est vrai que le « vieux professeur » ajoute : *« Oui, mais sans autorité, et mal entouré. »* De l'autorité, cet avocat d'affaires de cinquante-cinq ans, à l'apparence frêle et nerveuse, en a pourtant montré lors de la guerre civile de 1965. Procureur général du gouvernement « constitutionnaliste » du colonel Caamano, il avait alors dirigé, pendant quatre mois, la commission chargée de négocier avec les Américains le retrait des « marines » qui occupaient le pays, ainsi que le retour à un régime constitutionnel. Au dire de ses amis, il avait même fait preuve d'un certain courage physique, en menant sa tâche malgré les tentatives d'intimidation.

Gauche, droite ; progressisme, conservatisme : ce sont des mots que M. Blanco refuse d'utiliser. Situé au centre d'un parti défini lui-même comme de centre gauche, il est d'abord un pragmatique, connaissant mieux la chose publique que les idéologies ou les querelles internationales, prudent dans son approche des Etats-Unis, sans audace apparente à l'égard des pays de l'Est.

Candidat malheureux à la candidature, en 1977, il l'a emporté haut la main à la convention nationale de son parti, à l'automne dernier, parce qu'il apportait un sang neuf et que ses pairs le jugeaient capable, plus que son prédécesseur, de démocratiser la pratique administrative d'un Etat où règnent encore les féodalités.

CHARLES VANHECKE.

(Mercredi 19 mai.)



LA GUERRE DES MALOUINES

● A NEW-YORK, l'Irlande a déposé, lundi 24 mai, auprès du Conseil de sécurité un projet de *résolution qui invite instamment* l'Argentine et la Grande-Bretagne à cesser complètement les hostilités pendant soixante-douze heures. Le projet prie le secrétaire général de l'ONU d'entreprendre une nouvelle mission de bons offices en conformité avec la résolution 502 du Conseil (qui prévoit le retrait des forces) et sur la base de l'acquis des efforts qu'il avait déployés jusqu'au 20 mai, jour où il a renoncé à sa médiation. Le Brésil a également soumis un projet de résolution demandant un cessez-le-feu immédiat.

Ces projets ont été déposés après la réunion du Conseil de sécurité de lundi 24 mai, au cours de laquelle tous les intervenants se sont prononcés pour la reprise de la médiation du secrétaire général.

● A LONDRES, la position britannique à l'égard de ces propositions n'est pas encore connue, mais notre correspondant Daniel Vernet écrit : « Pour les Britanniques, accepter une trêve serait « absurde ». Mme Thatcher ne s'est pas embarrassée de périphrases pour répondre la même chose au message du pape qui plaidait pour la paix : « Le monde a vu trop souvent dans ce siècle les tragiques conséquences des échecs dans la défense des principes de justice, des valeurs de la *civilisation* et de *la* loi internationale, a-t-elle écrit. Nous voulons la paix avec la *liberté, pas la paix aux dépens de la liberté.* »

● DE BRUXELLES, notre correspondant Philippe Lemaître écrit : « Les ministres des affaires étrangères des Dix ont à nouveau exprimé lundi 24 mai leur solidarité avec la Grande-Bretagne. Ils ont confirmé leur « *totale adhésion* » à la résolution 502 du Conseil de sécurité des Nations unies et ils ont exprimé leur « fervent désir » de voir le conflit des Malouines aboutir à une solution négociée. Les sanctions économiques contre l'Argentine, qui venaient à expiration lundi soir, ont été reconduites par les huit Etats membres sans limitation de durée. L'Italie *et* l'Irlande *continueront* à *ne pas* les *appliquer*. « Ce n'est pas au moment où les combats sont engagés qu'il faut modifier les données de la situation », a commenté M. Cheysson. Pourquoi les sanctions qui, le 17 mai, avaient été prorogées pour une semaine, le sont-elles cette fois pour une durée indéterminée ? Le 17 mai, a expliqué le ministre des relations extérieures, proroger l'embargo de huit jours était un moyen de pression pour favoriser une conclusion rapide des négociations engagées par le secrétaire général de l'ONU. Ces négociations ayant échoué et les combats engagés, un délai n'aurait plus de sens, a fait valoir le ministre, ajoutant qu'aussitôt un cessez-le-feu conclu les sanctions seraient levées. »

A la suite de cette décision les ministres des affaires étrangères d'Argentine, du Nicaragua, du Panama et du Venezuela, réunis à New-York, ont exprimé leur « forte indignation » contre la prolongation indéfinie de cette « agression économique ».

● A WASHINGTON, l'Argentine a demandé lundi la convocation pour jeudi de l'organe de consultation du Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR). Ce traité de défense collective (signé en 1947 à Rio) prévoit, en cas d'agression contre un des vingt et un membres, des sanctions allant de la rupture des relations à l'utilisation de la force armée. Les ministres des affaires étrangères du TIAR s'étaient déjà réunis fin avril à la demande de l'Argentine et avaient adopté, malgré l'opposition des Etats-Unis, une résolution reconnaissant la souveraineté argentine sur les Malouines.

● A JOHANNESBURG, le quotidien libéral d'opposition « The Star », a annoncé lundi avec beaucoup de précisions que l'Afrique du Sud livrait à l'Argentine des missiles sol-sol et des pièces détachées de Mirage. Cette information n'a été « ni confirmée, ni démentie » par le gouvernement de Pretoria. Elle a été démentie à Buenos-Aires. L'ambassade britannique en Afrique du Sud a déclaré « tout ignorer » de cette affaire, qui provoquerait « un tollé en Grande-Bretagne si elle était confirmée ».

(Mercredi 26 mai.)

Le gâchis

(Suite de la première page.)

La troisième erreur fut la prise de position radicale et sans nuances de Washington en faveur de la Grande-Bretagne, sitôt consommé l'échec de la médiation américaine. Sans doute la Maison Blanche cédait-elle ainsi à la pression des médias et du Congrès qui avaient vivement critiqué la neutralité formelle observée pendant la première phase ; elle faisait aussi tout naturellement le « choix culturel » qui est celui de la quasi-totalité de l'élite américaine (1).

Mais cette prise de position, assortie d'une aide logistique, levait le dernier obstacle qui pouvait entraver la détermination de Mme Thatcher, sans fléchir pour autant la volonté des Argentins. L'Europe ayant suivi le mouvement en imposant à Buenos-Aires des sanctions sans précédent, rien ne s'opposait plus à l'escalade et à l'ouverture des hostilités.

Une attitude plus réservée aurait permis à l'Europe d'exercer une influence modératrice et aux Etats-Unis de maintenir une position d'arbitrage. Or Washington sera bien obligé de revenir, en partie, à cette position quand le jour viendra de mettre fin au gâchis. Il lui faudra, alors, exercer des pressions sur Mme Thatcher, qui pourra se plaindre de l'inconséquence de son grand allié.

De toute manière, personne ne doute, à Washington ou ailleurs, du tort très sérieux qui a été porté à l'image des Etats-Unis en Amérique latine. Certains observateurs locaux ont même noté que l'« *agresseur* » britannique sera plus facilement pardonné, au sud du rio Grande, que le « *félon* » nord-américain, traître à la solidarité continentale comme à sa propre doctrine, énoncée par Monroe au siècle dernier. Une évolution d'autant plus remarquable que la Maison Blanche en appelait, tout récemment encore, à cette même solidarité continentale contre la « *subversion castro-communiste* » et s'appuyait précisement sur l'Argentine pour combattre la guérilla du Salvador.



(Dessin de KONK.)

Quant à l'U.R.S.S., on a pu craindre, dans certains états-majors occidentaux, qu'elle ne manifeste un soutien plus concret à l'Argentine, par exemple en envoyant un de ses sous-marins couler discrètement un navire britannique dans l'Atlantique sud *et en laissant les Argentins s'en* attribuer le mérite... A vrai dire, pourtant, on ne voit guère pourquoi des actions aussi risquées lui apparaîtraient nécessaires : l'Union soviétique n'est-elle pas, comme le notait récemment le *Times*, le pays qui « *gagne le plus en faisant le moins* » ? De fait, en accentuant dans sa propagande le côté « post-colonial » du conflit, en présentant l'Argentine comme victime d'une coali*tion euratlantique dirigée par les* Etats-Unis et l'OTAN, en encourageant les promesses d'aide directe formulées par Cuba et le Nicaragua, Moscou a déjà gagné beaucoup sans rien risquer.

Néanmoins, une escalade illimitée des hostilités ou une grave défaite de l'Argentine obligeraient, sans doute, le Kremlin à s'afficher, sinon à agir, davantage. Comme le relevait encore le *Times*, les dirigeants soviétiques ont considérablement développé leur intérêt pour l'Amérique latine ces dernières années : leur commerce avec cette région (Cuba mis à part) a décuplé de 1970 à 1977, la part qu'elle occupe dans la répartition des crédits soviétiques au tiers-monde est passée de 2 % à 25 % au cours de la même période. Et l'U.R.S.S. peut d'autant moins négliger l'Argentine que ce pays est son premier partenaire commercial dans la région et son principal fournisseur de blé. L'on peut donc s'attendre que la solidarité d'aujourd'hui trouvera son prolongement concret après la guerre, quelle qu'en soit l'issue, par exemple sous la forme de livraisons d'armes destinées à remplacer les équipements détruits.

Comme en 1956 ?

En 1956, Khrouchtchev avait menacé Eden de lancer sur l'Angleterre des fusées (qu'il n'avait probablement pas) pour l'obliger à se retirer du canal de Suez. Mais c'était Eisenhower qui avait joué le rôle décisif en « lâchant » ouvertement ses alliés français et britanniques, puis en obligeant Israël à revenir à ses positions de départ. Aujourd'hui, M. Brejnev n'a que l'embarras du choix en matière de fusées, mais le langage est devenu plus prudent. Et ce sont encore les Etats-Unis qui, malgré leurs erreurs, détiennent le maximum d'atouts dans la région du conflit. Ils devront bien les utiliser un jour, mais il faudra pour cela qu'ils écoutent un peu moins leurs préférences « culturelles », un peu plus leur intérêt géopolitique et stratégique.

C'est bien pourquoi la conclusion pourrait être paradoxale : quelle que soit l'ampleur de sa victoire, Mme Thatcher devra probablement faire plus de concessions que son adversaire à la table des négociations : d'abord pour faire *plaisir* à ses amis américains, qui tenteront d'endiguer de la sorte la vague anti-occidentale en Amérique latine ; ensuite parce qu'elle se bat, comme elle l'assure elle-même, pour un principe, non pour la possession des îles. Or il est beaucoup plus facile de s'accrocher à un terrain qu'à un principe.

On l'avait déjà constaté avant la dernière escalade : comme le montrent les propositions britanniques de règlement publiées la semaine dernière, Londres a d'ores et déjà accepté de confier le pouvoir aux Malouines à un gouverneur désigné par l'ONU, assisté d'un personnel nommé en accord avec l'Argentine et flanqué d'observateurs désignés par ce pays. Autant dire que c'en est fini de l'administration britannique sur le territoire contesté et que Buenos-Aires s'y voit reconnaître nettement plus qu'un droit de regard. Autrement dit encore, l'Argentine a obtenu davantage en sept semaines, grâce à son coup de force, qu'en plusieurs *années de négociations*. Ce *seul* fait n'est-il pas une entorse au principe de légalité au nom duquel plusieurs dizaines de soldats britanniques ont déjà sacrifié leur vie ?

MICHEL TATU.

(Mardi 25 mai.)

(1) On a même vu, à Paris, M. Kissinger qualifier la Grande-Bretagne de « *plus ancien allié* » des Etats-Unis... Comme si ce plus ancien allié n'avait pas été la France, et la Grande-Bretagne, au contraire, le premier ennemi de la République américaine !

LES FORCES EN PRÉSENCE

● Une flotte britannique de cent vaisseaux
● Une aviation argentine basée en Patagonie

La plus grande flotte militaire depuis la seconde guerre mondiale, dont des commandos ont débarqué aux îles Malouines, vient de se lancer, pour l'Angleterre, à la reconquête de l'archi*pel occupé depuis le 2 avril* par neuf mille soldats argentins.

Près de cent vaisseaux, dont 21 navires de combat, ont été déployés de Portsmouth à l'île de l'Ascension dans l'Atlantique sud. On compte dans cette flotte deux porte-aéronefs, deux croiseurs légers, six destroyers, sept frégates, trois sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire et sept navires d'assaut transportant quatre mille cinq cents soldats professionnels appartenant aux Royal Commando et à la Royal Artillery. Au moins six bâtiments sont équipés de missiles mer-mer Exocet MM 38. Il faut ajouter cinq pétroliers et tout un cortège de navires ravitailleurs, navires marchands porte-conteneurs ou ferries et deux paquebots : le *Canberra* avec deux mille cinq cents soldats et le *Queen-Elisabeth-II*, transportant quelque trois mille cinq cents hommes de la 5e brigade d'infanterie. Celle-ci est composée du 2e bataillon de Scot Guards, du 1er bataillon des Welsh Guard et du 7e Gurka Rifle, unité prestigieuse composée d'officiers britanniques et de cadres et soldats d'origine népalaise.

La flotte compte sur l'appui d'une quarantaine d'avions de combat Sea Harrier, une quarantaine d'hélicoptères Sea King, Wessex et Chinook, deux escadrons de bombardiers Vulcan et deux escadrons d'avions de surveillance maritime Nimrod.

Les forces argentines, presque complètement isolées par le blocus britannique, sont évaluées à neuf mille soldats sur les Malouines, répartis en six bataillons d'infanterie, disposant d'une quinzaine de transports de troupes blindés, de canons de 105 mm et de matériel de défense anti-aérienne. Quelque mille cinq cents hommes sont stationnés, estiment les experts, dans l'île occidentale. Le reste a été déployé dans l'île *orientale où se trouvent* la capitale, Port-Stanley, et les localités de Darwin et Port-Louis.

Aucune information n'a été donnée sur la position ou les mouvements des bâtiments argentins : un porte-avions (avec quatorze Skyhawks à bord), deux destroyers de type 42, sept destroyers de construction américaine, trois frégates de type A-69 de construction française et sept corvettes ; sept de ces bâtiments sont porteurs de missiles Exocet MM 38.

L'aviation argentine, basée en Patagonie, à plus de 740 kilomètres des Malouines, dispose de cinq Super-Etendard équipé de missiles air-mer Exocet AM 39, dix patrouilleurs maritimes Neptune et six avions de reconnaissance sous-marine. Elle peut mettre en œuvre soixante-huit chasseurs bombardiers Skyhawk, dix-sept Mirage III, vingt-cinq avions de combat Dagger de construction israélienne et dérivés du Mirage III, dix bombardiers tactiques Canberra, et un nombre indéterminé d'hélicoptères Puma, Chinook et Augusta.

Ne disposant pas d'une autonomie de vol suffisante pour faire l'aller et retour, les Mirage, Dagger ou Super-Etendard doivent être ravitaillés en vol. Mais l'Argentine n'a que deux avions ravitailleurs. Au grand maximum huit avions peuvent donc partir en mission en même temps, ce qui limite la puissance aérienne tactique argentine. Cela compense pour les Britanniques le nombre limité d'avions de combat Harrier couvrant leurs opérations amphibies.

(Lundi 24 mai.)

WASHINGTON : le soutien à Londres ne se fonde sur « aucun accord nouveau »
déclare M. Reagan

De notre correspondant

Washington. — Bien que soutenant la Grande-Bretagne et lui fournissant une aide logistique, les Etats-Unis n'ont pas l'intention de participer aux combats dans les Malouines. Cette précision a été donnée — ou plutôt rappelée — par M. Reagan, lundi 24 mai, au cours d'une rencontre avec la presse. Le président américain envisage toujours de se rendre à Londres au cours de sa tournée européenne, du 2 au 11 juin. Seul un événement « imprévu » l'amènerait à reconsidérer cette étape de son voyage en Europe.

M. Reagan n'avait, en somme, rien à dire sur les Malouines, et c'est le plus frappant. Après avoir joué les médiateurs dans ce conflit, *les dirigeants américains* s'ingénient, depuis trois semaines, à adopter un « profil bas » et très flou. Ils cherchent à garder le contact avec l'Argentine, à rassurer l'ensemble des pays latino-américains — à faire oublier, en quelque sorte, leur demi-engagement aux côtés de la Grande-Bretagne. Celui-ci ne se fonde sur « *aucun accord nouveau* », a affirmé lundi M. Reagan, laissant entendre qu'il se limite au ravitaillement en pétrole et aux communications. Des assurances plus précises auraient été personnellement données aux dirigeants argentins, ces derniers jours, par M. Thomas Enders, assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires inter-américaines.

Sans le dire publiquement, les Etats-Unis ne souhaitent pas que leur allié britannique libère et occupe l'ensemble des Malouines. A cause des pertes considérables que cela provoquerait, mais aussi parce qu'une occupation serait techniquement difficile, durerait longtemps et entretiendrait, en Amérique latine, des sentiments que l'on cherche précisément à dissiper.

La belle-mère et le petit frère

Les commentaires, à Washington, sont quasiment unanimes : quelle que soit l'issue du *conflit*, les Etats-Unis *en* sortiront perdants. La liste des dégâts présumés s'allonge de jour en jour.

● L'Argentine risque de se donner des dirigeants plus opposés à Washington. Elle se rapprocherait davantage de l'Union soviétique, qui est déjà son premier partenaire commercial, ou deviendrait un pays non aligné. Cela obligerait le Pentagone à revoir toute sa stratégie dans l'Atlantique sud.

● Les Latino-Américains accusent l'Oncle Sam d'avoir trahi l'O.E.A. Ils l'assimilent à l'Europe, voire au colonialisme. « *Les Etats-Unis ont préféré leur belle-mère à leur petit frère* », soulignait récemment un diplomate vénézuélien. Washington aura beaucoup de mal, en tout cas, à refuser aux Latino-Américains des armes « *pour se défendre* ». Les Argentins feront tout pour devenir une puissance nucléaire, les Brésiliens les suivront, la politique de non-dissémination sera mise en échec.

● L'Amérique centrale a été éclipsée par le conflit des Malouines, les projecteurs ne sont plus braqués sur l'embarrassante situation au Salvador. Cependant, Washington s'est attiré l'inimitié des pays qui étaient prêts à soutenir sa politique : l'Argentine, bien sûr, mais aussi des démocraties comme le Venezuela et le Costa-Rica. M. Reagan aura du mal à soutenir désormais que le péril numéro un sur le continent est une *menace extérieure* marxiste : l' « *envahisseur européen* » pourrait prendre la place de Cuba, et celui-ci sortir de son isolement.

M. Reagan et ses collaborateurs répliquent que les dégâts sont exagérés et, d'ailleurs, réparables. Ils n'en tirent pas moins les leçons du conflit, qui a mis en lumière à la fois les limites et les dangers de leur politique.

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement républicain a eu tendance à voir tous les conflits locaux ou régionaux en termes d'affrontement Est-Ouest. Les Malouines — plus encore que le Proche-Orient — démentent cette théorie. Le désarroi et l'impréparation de Washington n'expliquent-ils pas en partie son incapacité à prévenir le conflit, puis à l'empêcher de s'étendre ?

Connaissant mal l'Amérique latine, l'administration Reagan avait adressé des signaux ambigus aux généraux argentins. Ceux-ci ont cru que les Etats-Unis fermeraient les yeux sur leur équipée militaire, compte tenu de l'amélioration des rapports entre les deux capitales et de leurs projets communs en Amérique centrale. Ce n'est pas du temps de M. Carter, adversaire déclaré des atteintes aux droits de l'homme, qu'une telle erreur d'interprétation aurait été commise par Buenos-Aires... « *Nous avons à revoir de fond en comble notre politique latino-américaine* », entend-on dire à Washington.

ROBERT SOLÉ.

(Mercredi 26 mai.)

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LE DÉBUT DU CONFLIT

Une déclaration de Tass condamne l'action de la Grande-Bretagne

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique est sortie de sa réserve, dimanche 23 mai, dans le conflit des Malouines. Une déclaration de l'agence Tass reprise lundi à la une de la *Pravda* condamne sans ambiguïté la Grande-Bretagne. « *Le conflit sur les îles Falkland* (Malouines) *a pris une nouvelle et dangereuse tournure*, écrit Tass. *Il ne fait pas de doute que la responsabilité de la situation qui s'est créée autour de ces îles incombe à la Grande-Bretagne, qui s'est opposée depuis des années à l'application des résolutions de l'ONU en faveur de leur décolonisation et d'un règlement négocié du litige opposant la Grande-Bretagne à l'Argentine sur la question de leur souveraineté (...). Aujourd'hui, la Grande-Bretagne a renoncé tout à fait aux négociations dont le gouvernement de l'Argentine préconise la poursuite. Ce refus de négocier ne peut pas être justifié, quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur les causes du conflit.* »

L'agence soviétique ajoute que l'intervention armée des troupes britanniques « *représente un danger pour la paix et la sécurité internationales* », qu'elle est « *en contradiction avec la charte de l'ONU et les normes fondamentales du droit international* » et que les Etats, « *en premier lieu les Etats-Unis* », qui ont pris ouvertement le parti de Londres en sont aussi responsables.

Tass conclut : « *Des efforts urgents sont nécessaires, notamment dans le cadre de l'ONU, pour régler le litige anglo-argentin par la voie des négociations.* »

Sur le fond, la position exprimée par l'agence soviétique n'est pas nouvelle puisque, déjà, la presse avait souligné le caractère colonialiste de la politique britannique, l'attitude belliqueuse de Mme Thatcher et le bon droit du gouvernement argentin. Cependant, c'est la première fois, si l'on excepte l'intervention ponctuelle du ministère des affaires étrangères soviétiques, le 14 mai, auprès de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou sur les mesures d'exclusion aériennes et maritimes prises par Londres que l'U.R.S.S. prend position d'une manière quasi officielle dans le conflit et qu'elle condamne explicitement l'action de la Grande-Bretagne. C'est aussi la première fois qu'elle porte un jugement global sur le litige et qu'elle prend ouvertement à son compte l'argumentation de Buenos-Aires.

Il reste que, en dépit de cet incontestable pas en avant, la réaction soviétique demeure mesurée. D'abord, le recours à une déclaration de Tass marque un degré d'engagement relativement faible : dans l'arsenal subtil dont disposent les autorités soviétiques, c'est une des formes d'intervention les moins solennelles.

Ensuite, le ton même de cette protestation est modéré. Cette absence d'invectives contraste avec le style habituel de la presse.

Un lent pourrissement plutôt qu'une guerre ouverte

Moscou continue donc d'observer une certaine prudence. Il apparaît que les dirigeants soviétiques n'entendent pas se lier trop étroitement à un régime dont la nature leur déplaît et dont l'avenir est d'ailleurs incertain. Surtout, à l'approche de leurs pourparlers avec Washington sur la limitation des armements, ils ne tiennent pas à envenimer la situation, même si celle-ci les contraint parfois à aller un peu plus loin qu'ils ne le souhaitaient. « *Les négociations les plus longues valent mieux que la guerre, même de courte durée* », écrit Tass. Le Kremlin demeure persuadé, en effet, que son intérêt sera mieux servi par un lent pourrissement du conflit que par une guerre ouverte.

THOMAS FERENCZI.

(Mardi 25 mai.)

DIPLOMATIE

Le Sahara entre Rabat et Washington

Le roi Hassan II a quitté Washington, jeudi 20 mai, sans avoir conclu d'accord militaire avec les Etats-Unis. Apparemment, des difficultés sont apparues au cours de cette visite de trois jours, légèrement écourtée, quant à l'utilisation par les Américains de bases aériennes au Maroc en cas de menaces sur la péninsule Arabique. Si le principe de telles facilités ne semble pas être remis en cause, leurs modalités — et la manière de les présenter — nécessitent d'autres discussions.

Ces modalités techniques ne pouvaient être réglées à Washington par le roi lui-même. Une grande partie de ses conversations avec le président américain auraient porté sur le Proche-Orient et la guerre irano-irakienne. C'est aux experts qu'il revenait de préciser l'aménagement d'une ou de plusieurs bases marocaines pour accueillir éventuellement des unités de la force de déploiement rapide. Mais on peut se demander si d'autres obstacles, plus politiques, n'ont pas empêché l'accord de se conclure cette semaine, à la grande déception des responsables américains.

L'un de ces obstacles serait le montant de l'aide que les Etats-Unis fournissent au Maroc. M. Reagan voulait l'augmenter sensiblement, mais la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants s'y est opposée, craignant que le conflit du Sahara occidental ne finisse par devenir une « guerre américaine ».

Un autre obstacle serait la crainte des Marocains que leur pays ne passe pour une « base américaine », voire le « complice » des Etats-Unis lors d'une opération militaire « anti-arabe ».

Le ministre marocain des affaires étrangères, M. Boucetta a donné des « facilités » une présentation bien différente de celle de Washington, qui y voit un moyen pour dépêcher éventuellement des troupes dans le golfe Persique, et rien d'autre.

« Il n'est pas question de bases américaines au Maroc », a déclaré M. Boucetta. « Mon pays est agressé par des armes perfectionnées provenant de l'Est. Il a besoin de se défendre avec des armes efficaces qui se trouvent à l'Ouest. C'est nous qui sommes demandeurs. »

En fait, il n'y a pas de malentendu quant à la finalité des « facilités d'escale » que Washington souhaite obtenir de Rabat, comme il en a déjà obtenu du Caire à Ras-Banyas, en mer Rouge. Le royaume chérifien sait parfaitement qu'elles serviraient, le cas échéant, à venir au secours des monarchies pétrolières de la péninsule Arabique au cas où elles seraient menacées.

L'hésitation américaine à s'engager plus avant dans l'affaire du Sahara ne peut que réjouir des capitales comme Alger Madrid ou Paris, hostiles à l'internationalisation du conflit et à l'accroissement du rôle maghrébin des superpuissances ; nul ne doute, en effet, qu'un renforcement de l'aide américaine au Maroc entraînerait un plus grand soutien de Moscou au Polisario. La pause dans un rapprochement maroco-américain qui inquiétait la France pourrait lui donner l'occasion d'être plus présente dans le jeu diplomatique nord-africain autour du Sahara.

(Samedi 22 mai.)

Les discussions américano-soviétiques sur les armements stratégiques

Les récents échanges de *propos* entre Washington et Moscou donnent à penser que, malgré tous leurs désaccords internationaux, les Deux Grands sont prêts à reprendre leurs conversations, interrompues depuis près de trois ans, sur les armements stratégiques.

Sans doute M. Brejnev, dans son discours du 18 mai, n'a-t-il pas officiellement accepté d'ouvrir ces pourparlers en juin, comme M. Reagan l'avait proposé neuf jours plus tôt dans son « appel d'Eurêka ». Peut-être attend-il de voir quelle sera l'attitude américaine aux premières négociations de Genève (sur les armements le 20 après deux mois d'interruption. Mais, à l'évidence, le dialogue se renoue, même s'il est encore prématuré, pour toutes sortes de raisons aussi bien médicales que diplomatiques, de parler d'un sommet en octobre.

Le nouveau nom de « START » qu'on donne à Washington aux pourparlers SALT (pour « réduction » des armements au lieu de « limitation ») reflète un peu plus qu'un caprice du président Reagan. On avait pu se convaincre pendant les dix années qu'ont duré les deux phases de ces pourparlers que ceux-ci ne servaient ni à réduire ni même à limiter les armements nucléaires, mais au mieux à canaliser une course que chacun entendait poursuivre avec le moins d'entraves possible : de 1969 à 1979, le nombre de charges nucléaires « stratégiques » (c'est-à-dire de portée intercontinentale) s'est accru de près de cinq fois dans l'arsenal américain ; la prolifération a été tout aussi forte en U.R.S.S., sans même parler des armements apparus sur le théâtre européen.

Une telle « irresponsabilité » est apparue de plus en plus intolérable à une opinion que travaille, tant en Europe qu'aux Etats-Unis, un fort courant de contestation sur ces questions. M Brejnev, qui a toutes raisons d'encourager ce mouvement, a donc, lui aussi, cessé de parler de simple « limitation » pour se dire partisan de « réductions considérables ».

Les Européens ne peuvent que se réjouir de ces bonnes dispositions et prendre note de l'assurance donnée par M. Brejnev que le gel des SS-20, annoncé en mars, s'applique à toutes régions « d'où sa portée pourrait couvrir l'Europe occidentale », donc à une zone allant un peu au-delà de l'Oural. Mais il faudrait bien plus que cette précision et que le gel proposé par le dirigeant soviétique sur ses autres fabrications nucléaires « pendant la durée des négociations », pour rétablir l'équilibre. Si, en effet, le vaste programme d'armement poursuivi par le Kremlin depuis quinze ans peut passer à la rigueur pour un effort de rattrapage vis-à-vis des Etats-Unis et de leur arsenal central, ce même *effort a conduit*, en Europe, à un déséquilibre manifeste au profit de Moscou.

(Vendredi 21 mai.)

OUTRE-MER

Renversement de majorité en Polynésie française

De notre correspondant

Papeete. — Dimanche soir 23 mai, la Maison des jeunes de Pirae était en fête. Le maire de la localité, M. Gaston Flosse, député R.P.R., entouré de plusieurs centaines de militants, célébrait sa victoire aux élections territoriales. Le parti qu'il dirige, le Tahoeraa Huiraatira (Rassemblement populaire), arrive, en effet, largement en tête du scrutin proportionnel, en obtenant à lui seul treize des trente sièges de l'Assemblée locale. Le Tahoeraa, qui ne disposait que de dix sièges dans la précédente Assemblée, confirme ainsi la progression qu'il avait enregistrée depuis plusieurs années en particulier aux dernières élections législatives. Avec l'appui d'élus indépendants, le parti de M. Flosse est ainsi assuré de disposer de la majorité au sein de la nouvelle Assemblée.

C'est une défaite pour les trois partis du Front uni qui, depuis 1977, dirigeait le territoire : le Here Ai'A, de MM. John Teariki et Jean Juventin, *député non inscrit, maire de* Papeete, enregistre un recul sensible tout en conservant six sièges. Le Mouvement social-démocrate, mené par MM. Frantz Vanizette et Maco Tevane, est battu et ne sera pas représenté. Enfin, le E'A Api, qui disposait de six sièges, en 1977, parvient tout juste à en conserver un. C'est un échec personnel pour le vice-président du conseil de gouvernement, M. Francis Sanford, ancien député, qui a laissé son parti se scléroser et n'a pas su préparer la relève. Les trois sièges obtenus par M. Emile Vernaudon, son jeune lieutenant dissident, en témoignent.

C'est également l'échec d'une majorité parfois divisée mais surtout désavouée en raison de plusieurs scandales « politico-financiers » dénoncés avec force par l'opposition. A l'inverse, en proposant de *« mieux gérer la Polynésie »* avec une équipe rajeunie et un programme de relance économique, le parti de M. Flosse a séduit les électeurs. En réclamant un statut d'autonomie interne, il s'est assuré aussi une certaine popularité.

Appelé à exercer les fonctions de vice-président de gouvernement, M. Flosse devrait abandonner prochainement son siège de député. Le statut qu'il défend et qui lui donnera la présidence de ce conseil s'inscrit, estime-t-il, *« dans le droit fil de la loi de décentralisation appliquée en métropole »*. Favorable au maintien des liens avec la France, le député R.P.R a déclaré : *« Dans le contexte international actuel, il faut vraiment être irresponsable pour se séparer d'une grande nation protectrice »*, en citant l'exemple des îles Malouines. M. Flosse s'adressait ainsi indirectement au Ia Mana Te Nunaa, parti socialiste autogestionnaire, qui milite pour l'indépendance et qui, grâce à de bons résultats, obtient trois sièges à l'Assemblée. Le Ia Mana arrive en troisième position à Tahiti-Moorea. En revanche, le parti socialiste polynésien (P.S.P.), qui n'obtient que 2,11 % des suffrages exprimés, a déçu certaines attentes du P.S métropolitain auquel il s'était fédéré.

PHILIPPE GUESDON

(Mercredi 26 mai.)

LE VOYAGE DE M. MITTERRAND EN AFRIQUE

L'ÉTAPE D'ALGER

Jamais nous ne confondrons présence et ingérence

DÉCLARE LE CHEF DE L'ÉTAT

De notre correspondant

Alger. — La volonté de M. Mitterrand d'exprimer sans tarder son sentiment sur la politique européenne de Mme Thatcher a quelque peu perturbé le début de l'escale algérienne du chef de l'Etat. Pour bien marquer leur distance avec une affaire qui ne les concerne pas, les Algériens ont préféré que leur hôte ne s'exprime pas à l'aéroport où était venu l'accueillir le président Chadli Bendjedid, mais dans la résidence mise à sa disposition, la villa Djenan el Mithaque (1). C'est donc dans un bâtiment sur lequel flottait le pavillon français et en s'adressant uniquement à des journalistes français que M. Mitterrand a fait sa déclaration.

Sitôt sa *« mise au point »* faite, M Mitterrand a retrouvé M. Chadli Bendjedid pour un long entretien en tête à tête. Les deux présidents ont fait le point sur les relations bilatérales, en matière économique notamment. Paris souhaite voir aboutir dans un proche avenir le projet d'accord de coopération économique dont les bases avaient été jetées par M. Brahimi, le ministre algérien de la planification, et son collègue français, M. Rocard, lors de la visite de ce dernier en janvier. Les réalisations, confiées à des entreprises françaises, représenteraient globalement une vingtaine de milliards de francs et seraient de nature, dans les prochaines années, à redresser la balance commerciale actuellement largement déficitaire pour la France en raison de ses achats de pétrole et de gaz.

Le respect des engagements

Les deux chefs d'Etat ont aussi échangé leurs vues sur la situation en Méditerranée et en Afrique. La France et l'Algérie, a déclaré à ce sujet M. Mitterrand, manifestent le même souci de ne pas voir la compétition Est-Ouest se substituer aux problèmes posés par les relations Nord-Sud. *« C'est malheureusement une tendance qui s'affirme aujourd'hui et contre laquelle nous devons réagir. »* M. Mitterrand a aussi affirmé sa volonté de voir la France demeurer active en Afrique. Evoquant les liens anciens d'amitié qui unissent Paris à de nombreuses capitales d'Afrique noire, il a dit : *« Nous respecterons tous nos engagements passés et nous en prendrons d'autres si cela nous est demandé. Mais jamais nous ne confondrons présence et ingérence. »*

M. Mitterrand a tenu à souligner que sa rencontre avec M. Chadli Bendjedid avait le caractère d'une réunion de travail amicale et non pas officielle. Ce principe avait été retenu lors de sa visite à Alger le 1er décembre 1981. *« C'est une bonne chose*, a-t-il dit, *que les chefs d'Etat algérien et français entretiennent de bonnes relations personnelles. »*

Dans les milieux proches du président français, on soulignait volontiers que l'escale d'Alger ne revêtait pas de signification politique particulière mais témoignait seulement du nouveau climat des relations franco-algériennes, un climat fondé sur la confiance et la franchise. Il ne s'agit pas pour autant, précise-t-on, de créer un *« axe Paris-Alger »*, la France socialiste entend ne pas répéter les erreurs du passé et prendre le contre-pied de la politique giscardienne en effectuant un renversement d'alliance, qui ne lui est d'ailleurs pas demandé. Elle souhaite, dit-on encore, entretenir de bonnes relations avec tous les pays du Maghreb, y compris le Maroc, où M. Mitterrand se rendra avant la fin de l'année. Si l'accent a d'abord été mis sur l'Algérie, c'est parce qu'il y avait un abcès à percer. Mais c'est en gardant le contact avec tous les pays que Paris peut le plus utilement contribuer au règlement des problèmes pendants, et surtout à celui du Sahara occidental.

La position française semble bien comprise et acceptée par Alger où l'on ne peut qu'apprécier la décision de M. Mitterrand de faire escale, à la fin de sa tournée, à Nouakchott pour souligner l'importance que Paris accorde à la sécurité et à l'indépendance de l'Etat mauritanien.

DANIEL JUNQUA.

(Vendredi 21 mai.)

(1) Il s'agit en fait du nouveau palais présidentiel, dont les travaux sont à peine terminés, qui accueillait pour la première fois un chef d'Etat étranger. Le président Chadli logeait jusqu'à présent dans une villa d'hôte de la présidence, Dar Aziza. C'est là d'ailleurs que sa femme a reçu à déjeuner Mme Mitterrand.

AVANT DE QUITTER LA COTE-D'IVOIRE POUR LE SÉNÉGAL

M. Mitterrand assure que la France entend parvenir à la stabilisation des cours des matières premières

De notre envoyé spécial

Yamoussoukro. — Alors qu'au Niger le président de la République française avait longuement mis l'accent sur la sécurité, dès son arrivée en Côte-d'Ivoire, il a attiré l'attention de M. Houphouët-Boigny sur la lutte contre les spéculations affectant les cours des matières premières, thème que le président ivoirien ne cesse de reprendre, pour sa part, devant toutes les instances internationales depuis vingt ans. Tandis que le séjour à Niamey fut surtout l'occasion de débattre de politique extérieure, il a été essentiellement question d'économie aussi bien à Abidjan qu'à Yamoussoukro, d'où M. et Mme Mitterrand devaient directement gagner Dakar.

« Malgré la sagesse de votre politique et les atouts que vous avez su mettre dans votre jeu, la Côte-d'Ivoire a dû affronter les défis financiers de la détérioration des termes de l'échange... », a dit M. Mitterrand, le 22 mai, dans son discours à l'Assemblée nationale à Abidjan. Puis, après avoir rappelé que *« les matières premières représentent de loin la première source des revenus d'exportation du tiers-monde »*, il précisa : *« Rien n'est plus incertain que le prix d'une matière première. En deux ans, la tonne de cuivre est passée de 1 300 livres à 500 livres, et le cacao, production locale importante, possède le triste record de l'instabilité : un jour à 2 dollars, il peut, quelques mois plus tard, plonger jusqu'à 20 cents. »*

A propos du Stabex (1) qu'il appela *« cette invention des pays de la Communauté économique européenne, cet outil le plus symbolique de notre solidarité »*, M. Mitterrand indique : *« La France fera tout ce qui est en son pouvoir pour défendre dans un premier temps le Stabex contre les attaques dont il est l'objet et, dans un second temps, pour que les progrès de la solidarité entre Lomé I et Lomé II continuent de façon telle que Lomé III soit à son tour à la hauteur des attentes. Nous proposerons une suite de mesures pour enrichir le Stabex et lui redonner l'ambition et l'efficacité qui ont fait jusqu'ici sa force. »*

Lors de la conférence de presse qu'il donna, le 23 mai, en fin de matinée, à la Maison du parti à Yamoussoukro, le président de la République rappela que la France payait, pour beaucoup de matières premières en provenance du tiers-monde, un prix supérieur aux cours mondiaux parce que *« c'est une des manières dont nous entendons participer au codéveloppement... »*. Comme on lui demandait s'il voulait soutenir, comme il l'avait fait récemment pour le gaz algérien, le café et le cacao de Côte-d'Ivoire, il répondit : *« C'est ce que nous faisons tous les jours. »* A propos du conflit saharien, M. Mitterrand a déclaré : *« La France n'entend pas exercer une médiation dans cette affaire. Elle dit simplement à ceux qui la consultent ce qu'elle pense... J'ai vu M. Chadli... Je vais voir M. Haidalla en Mauritanie... Je serai au Maroc fin septembre-début octobre... Je n'ai rien d'autre à ajouter à ce sujet pour l'instant... »* Interrogé sur les problèmes de sécurité, le président de la République répondit : *« Il faudrait en finir avec cette légende. (...) Je n'ai pas besoin de rassurer les chefs d'Etat africains... Les obligations souscrites à leur égard sont celles de la France et non celles de tel ou tel chef d'Etat français. Le problème de la sécurité n'a pas été abordé avec le président de la République de Côte-d'Ivoire. Il n'a pas besoin de s'assurer... ou de se rassurer, rassurez-vous ! »* Cette repartie provoqua l'hilarité de l'auditoire.

Une des rares mentions dans ce voyage de la politique intérieure prit, devant l'Assemblée nationale, la forme d'une caution explicite au régime ivoirien : *« Je me plais à rendre hommage à travers vous à votre République qui, sous l'impulsion du président Félix Houphouët-Boigny, a pris le parti de l'évolution vers une démocratie adaptée à vos sociétés et à la résolution des problèmes qui sont ceux de votre continent... »*

L'accueil de Yamoussoukro

A Yamoussoukro même, où le président de la République française arriva avec une heure de retard par suite d'une série d'incidents techniques qui le contraignirent à emprunter l'avion personnel de M. Houphouët-Boigny, l'accueil populaire fut aussi chaleureux qu'il l'avait été dans la capitale.

A l'hôtel de ville, l'un des plus luxueux et modernes des dizaines d'édifices construits au cours des quinze dernières années dans le village natal du président ivoirien, M. Mitterrand fut accueilli par M. Kaoukou, maire de la ville, qui prononça une longue allocution. Aux premiers rangs du public figurait une imposante délégation d'une centaine de chefs coutumiers, chargés de bijoux d'or, certains d'entre eux, vêtus d'amples toges tissées de fils d'or, portant des cannes ou des sabres plaqués d'or, qui portèrent à la présidence d'honneur de leur association M. Mitterrand, auquel ils remirent, à cette occasion, une série d'attributs : chaise, qui est ici le réceptacle du pouvoir, bonnet, pagne, chasse-mouches *« qui éloigne l'esprit du mal »*, canne, épée émoussée, *« symbole de paix et de progrès »*, le tout composé de plaques de métal précieux posé sur une âme de bois. A Yamoussoukro comme à Abidjan, l'Afrique profonde était au rendez-vous.

PHILIPPE DECRAENE.

(Mardi 25 mai.)

(1) Fonds de stabilisation d'un certain nombre de matières premières offert par la C.E.E. aux pays A.C.P. (Afrique, Caraïbes, Pacifique) dans le cadre des conventions de Lomé I et Lomé II.

AFRIQUE

Kenya

ANCIEN VICE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Odinga est exclu du parti unique

De notre correspondant

Nairobi. — Après des mois de léthargie, la vie politique kényane s'anime à nouveau. Le chef de l'Etat, M. Daniel Arap Moi, a exclu, jeudi 20 mai, des rangs du parti unique de fait, l'Union nationale africaine du Kenya (Kanu), le plus prestigieux et le plus tenace contestataire du pays, M. Odinga. Ancien vice-président de la République passé dans l'opposition et chef de file de l'ethnie luo — l'une des deux grandes tribus du pays avec celle des Kikouyous, — M. Odinga s'était rallié en 1979 au président Moi. Celui-ci l'avait même nommé à la tête d'un organisme paragouvernemental.

Toutefois, depuis un an, M. Odinga, qui s'affirme socialiste, a peu à peu repris sa liberté de parole et multiplie ses attaques contre un régime dont il dénonce avec vigueur les plus criantes faiblesses : emprise des intérêts étrangers sur l'économie, impuissance face au chômage, planification déficiente, mauvais usage de l'aide extérieure, corruption de la classe politique.

Pour M. Moi, le vieux leader Luo *« n'appartient plus à la Kanu. Il l'a quittée de lui-même en choisissant sa propre direction »*. Dans un discours étonnamment révélateur de la conception que nombre de présidents africains se font de la vie publique — où ils mêlent la personnalisation du pouvoir, le clientélisme et les rapports de patronage, — M. Moi a regretté que sa gratitude n'ait pas été payée de retour *« Pour réhabiliter M. Odinga*, a-t-il dit, *je lui ai confié le bureau du coton, je lui ai donné une voiture et deux bureaux, pourtant, il n'a pas apprécié ma générosité. »*

Au-delà des querelles de personnes, le raidissement de M. Moi est lié à un problème de fond, celui du parti unique. Lors d'un récent voyage en Grande-Bretagne de M. Odinga, la presse londonienne fit état de sa volonté de créer une nouvelle formation politique, le parti socialiste du Kenya. Rentrant à Nairobi, il y a deux jours, M. Odinga a démenti nourrir un tel dessein car, a-t-il précisé, *« notre parti gouvernemental est bien assez socialiste »*. Mais est-ce pure coïncidence si l'une des personnalités les plus turbulentes du Kenya, M. George Anyona, ancien parlementaire empêché de se présenter aux élections de 1979 et proche de M. Odinga, a affirmé jeudi, lors d'une conférence de presse, que *« le Kenya est mûr pour un second parti politique »* ? M. Anyona a rappelé que, *« selon la Constitution, le Kenya est un Etat multipartis »*.

M. Anyona n'a aucune chance d'être écouté. Il y a quelques semaines, M. Charles Njonjo, ministre des affaires constitutionnelles et homme-clé du régime, préconisait au contraire de mettre un terme à l'ambiguïté de la loi suprême en légalisant le système du parti unique.

M. Moi ne semble pas plus disposé à céder. Irrité par les attaques de quelques députés radicaux qui mettent à profit leur immunité parlementaire pour dire leurs quatre vérités aux dirigeants et pour révéler certains scandales financiers, le président a menacé le mois dernier de réduire les privilèges des élus et d'arrêter les *« éléments rebelles »*. Depuis quatre ans, il n'y a plus de prisonnier politique au Kenya. Tout en tolérant le libre débat dans le cadre d'un parti unique qu'on peut qualifier de « semi-compétitif », l'équipe au pouvoir redoute les tentatives de déstabilisation.

M. Moi s'apprête sans doute à reprendre les choses en main. Depuis juillet dernier, sa responsabilité de président en exercice de l'O.U.A. l'a contraint à négliger la politique intérieure. Pour mieux assumer sa fonction, il ajourna même à 1983 la tenue d'importantes élections internes au parti. Il a annoncé jeudi qu'*« il entreprendrait, après le prochain sommet de l'O.U.A., une tournée dans le pays pour dénoncer ceux qui ne suivent pas la ligne »*.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Samedi 22 mai.)

Espagne

Le P.S.O.E. va former le premier gouvernement d'Andalousie

Le parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) a remporté les élections au Parlement autonome andalou, qui se sont tenues le 23 mai, en obtenant 52,59 % des voix devant le parti conservateur Alliance populaire (A.P.), qui a recueilli 17,17 %.

La coalition gouvernementale Union du centre démocratique (U.C.D.) vient en troisième position, avec 13,02 % des voix, suivie par le parti communiste espagnol (P.C.E.), avec 8,54 %, et le parti socialiste andalou (P.S.A.-autonomistes de gauche), avec 5,39 %. Le taux de participation a été de 66,17 %.

La répartition des cent neuf sièges du Parlement autonome andalou est la suivante : P.S.O.E. : 66 ; A.P. : 17 ; U.C.D. : 15 ; P.C.E. : 8 ; P.S.A. : 3.

De notre correspondant

Madrid. — « *Nationaliste et social-démocrate* », c'est ainsi qu'aime à se définir M. Rafael Escudero, qui s'apprête à devenir le Président du premier gouvernement régional qu'ait connu l'Andalousie. Malgré une violente campagne lancée contre lui et son parti, le P.S.O.E., par le patronat andalou, cet avocat sévillan de trente-sept ans est un modéré. Son programme économique n'est guère différent de celui des formations plus conservatrices : face à la crise qui frappe sa région, ne défend-il pas la nécessité d'une mécanisation de l'agriculture (qui fera sans doute croître le chômage) et d'une relance de l'investissement de l'Etat destinée à stimuler celui des particuliers ? S'il évoque la nécessité d'une réforme agraire, n'entend-il pas davantage par là une amélioration des techniques agricoles qu'une redistribution de la terre ?

Ces positions nuancées ont valu à M. Escudero quelques désaccords avec l'appareil et les bases syndicales de sa formation qui l'accusent de dénaturer quelque peu le message socialiste. Mais le prestige populaire qu'il a acquis à la tête de la « junta », l'organe de gouvernement du système de pré-autonomie qu'a connu l'Andalousie pendant deux ans, lui a permis de faire triompher bases syndicales de sa formation.

La grève de la faim qu'il avait menée en 1980 pour convaincre le gouvernement central d'accorder à sa région l'autonomie complète, comme à la Catalogne et au Pays basque, n'est certainement pas étrangère à sa popularité. Car, modéré sur le plan économique, M. Escudero est plus radical dans ses positions régionalistes.

Malgré la victoire aisée de son parti, c'est une tâche difficile qui l'attend. — T. M.

(Mardi 25 mai.)

Le cercle vicieux du sous-développement

On se croirait, en Andalousie, dans un pays d'Amérique latine en quête de réforme agraire. Les traits tiers-mondistes ne manquent pas. La concentration de la terre reste grande. Suivant le recensement de 1972, le dernier en date, les exploitations agricoles de plus de 500 hectares constituent moins de 1 % du total mais occupent 38 % de la superficie travaillée. A l'autre extrême, les minifundia (moins de 5 hectares) représentent 63 % du total des exploitations mais ne couvrent que 5,6 % de la superficie cultivée. La concentration de la terre est supérieure à ce qu'elle était lors du recensement... de 1930 !

Quatre cent cinquante mille ouvriers agricoles n'ont pas de terre ; seulement 9 % d'entre eux bénéficient d'un emploi fixe. Les saisonniers sont employés en moyenne quatre-vingts jours par an. Les chiffres du chômage dans la région sont les plus élevés d'Espagne : 48 % de plus que la moyenne nationale en 1979. Ceux du revenu par habitant, eux, sont les plus faibles : 76 % du niveau moyen du pays en 1975.

Mais si la terre reste aux mains de quelques-uns, les latifundia laissés en friche par des propriétaires toujours absents commencent à disparaître. Depuis la réforme fiscale de 1977 et la création de l'impôt sur le patrimoine, il faut exploiter la terre, ou la vendre. Et la vieille classe des *señoritos* andalous tend à disparaître au profit de capitalistes modernes et productifs. Les grands holdings financiers, comme Rumasa (1), s'installent progressivement dans la région en y achetant des terres.

« *Il ne sert à rien de donner la terre à celui qui la travaille si le bénéfice reste aux mains de celui qui commercialise les produits* », affirme de son côté M. Felipe Alcaraz, secrétaire général du parti communiste andalou. Une réforme agraire qui voudrait réellement changer le sort du paysan ne devrait pas s'attaquer seulement à la propriété de la terre, mais aussi aux circuits de commercialisation, au crédit, à la formation professionnelle. Les petits propriétaires, qui ne disposent guère de capacité de stockage, se voient forcés de céder à bon compte leurs produits, qui sont ensuite mis en vente sur les marchés à des prix bien supérieurs, ou transportés ailleurs pour y être transformés. Car l'Andalousie se contente de cultiver, sans élaborer sa production ni la commercialiser. Elle fournit 90 % du coton national, mais les filatures les plus importantes se trouvent toutes en Catalogne. Elle produit près de 80 % de l'huile d'olive espagnole, mais en commercialise seulement 34 %.

La question du crédit agricole est également l'une des plus délicates. Comment permettre réellement l'essor du mouvement coopératif et le maintien de la petite propriété privée si toute demande de crédit doit recevoir l'aval de deux garants possédant des biens immeubles, et si les taux d'intérêt varient dans les villages entre 18 % et 20 % pour des prêts remboursables en un an ?

« *La fait que la répartition de la terre ne soit pas suffisante ne signifie pas pour autant qu'elle ne soit pas nécessaire* », affirme M. Francisco Casero, secrétaire général du SOC. Lié à l'origine au P.T. (parti du travail maoïste, aujourd'hui quasi disparu), ce syndicat fut le premier à défendre l'idée d'une réforme agraire incluant la transformation de la propriété. Il dénonça aussi les « *compromis* » des centrales syndicales socialiste et communiste, qui ont modéré de plus en plus leurs revendications dans le domaine agraire pour ne pas remettre en cause les accords politiques passés à Madrid, et notamment le pacte de la Moncloa de 1977.

Y a-t-il une autre voie que celle de la mécanisation ? Les socialistes ne le croient pas. « *L'agriculture andalouse ne peut pas donner du travail à tous ceux qui cherchent à en vivre* », affirme M. Rafael Escudero, dirigeant socialiste et président de la junte andalouse, l'organe de gouvernement pré-autonomique de la région. « *Il faut en finir avec le schéma tiers-mondiste qui veut faire dépendre éternellement l'économie de notre région d'une agriculture arriérée et basée sur une main-d'œuvre trop abondante et donc bon marché. Notre seul espoir est qu'une agriculture plus moderne puisse dégager une partie du capital nécessaire à un début d'industrialisation, qui absorbera à son tour l'excédent de main-d'œuvre.* »

Comment l'Andalousie sortira-t-elle du cercle vicieux du sous-développement ? « *Nous avons une campagne potentiellement riche, mais qui ne dégage pas de surplus permettant une accumulation de capital dans un autre secteur*, affirme M. Juan Salas, président de la confédération patronale de Séville. *L'industrialisation ne pourra donc venir que d'un apport extérieur. Mais l'investissement public est insuffisant, et comment l'investisseur privé va-t-il s'intéresser à une région sans infrastructure comme la nôtre ?* »

L'Andalousie est-elle condamnée à rester sur les franges du développement dont a bénéficié le reste de l'Espagne ? « *Depuis 1979, notre région a reçu en moyenne du budget de l'Etat une part de 2 à 3 % plus élevée que celle qui lui correspond en fonction de sa population*, affirme M. Rodriguez Alcaide, député du parti gouvernemental pour Cordoue. *Mais ces chiffres pèsent peu après des décennies où nous avons systématiquement reçu 5 à 6 % de moins que notre dû, année après année.* »

L'Andalousie est certainement la seule région d'Espagne où les représentants de tous les partis politiques, des centrales syndicales et des organisations patronales font chorus pour demander au pouvoir central une augmentation de l'investissement public. Mais la clameur andalouse ne parvient que bien assourdie à Madrid. Reste un espoir : que le système d'autonomie régionale dont va bénéficier cette région à partir du mois de mai permette au nouveau gouvernement local de commencer à changer les choses...

THIERRY MALINIAK.

(Samedi 22 mai.)

(1) Le holding Rumasa, dirigé par un ancien viticulteur de la région de Jerez, M. Ruiz Mateos, est devenu en quelques années un des géants de l'économie espagnole. Il contrôle notamment une douzaine de banques régionales, des entreprises de construction, une chaîne de grands magasins et une partie du secteur viticole du sud du pays.

Victoire socialiste

Le parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.) de M. Felipe Gonzalez a remporté une éclatante victoire aux élections qui ont eu lieu, le dimanche 23 mai, en Andalousie pour désigner le premier Parlement autonome d'une région oubliée depuis trop longtemps du pouvoir central, et où les conflits sociaux ont pris une acuité dangereuse.

L'Andalousie, tiers-monde de l'Espagne, vient donc pour la première fois de donner le pouvoir régional à un parti de gauche. Les mises en garde de la droite et du parti gouvernemental (U.C.D., Union du centre démocratique) de M. Calvo Sotelo, qui ont agité l'épouvantail d'un retour du Front populaire dans les provinces du Sud où les souvenirs cruels de la guerre civile sont, plus qu'ailleurs, restés vivaces, n'ont pas atteint leur but.

La victoire des socialistes, qui disposeront de la majorité absolue dans le prochain Parlement autonome, est encore plus nette que ne le laissaient prévoir les sondages. Les voix de la gauche se sont portées massivement sur le P.S.O.E., qui a bénéficié du report d'un certain nombre de suffrages centristes et du faible score d'un parti communiste souffrant de ses divisions et de ses scissions à répétition. M. Rafael Escudero, candidat socialiste à la présidence du gouvernement autonome, a évoqué la possibilité d'inclure des indépendants dans l'équipe dirigeante locale, mais a exclu d'avance toute alliance avec les communistes.

Il entend démontrer, avant les élections générales qui doivent en principe avoir lieu en 1983, que les socialistes peuvent être de bons gestionnaires en Andalousie. Il devra, pour y parvenir, trouver un terrain d'accord avec un patronat dont la campagne contre la menace « rouge » a été particulièrement virulente. Mais c'est bien la carte de la modération, de la main tendue et de la participation nécessaire de tous les secteurs de la société andalouse que M. Escudero a jouée avec succès pendant sa campagne.

A l'ampleur de cette victoire socialiste correspond une déroute du parti gouvernemental, qui risque d'avoir des conséquences importantes au plan national après les revers déjà essuyés en Catalogne, au Pays basque et en Galice. L'Alliance populaire (droite) de M. Fraga Iribarne, ancien ministre de Franco, fait de son côté une percée spectaculaire, en multipliant par quatre son score des dernières élections législatives. M. Fraga est en position de relancer *son opération*, qui consiste à convaincre le chef du gouvernement de Madrid de créer un grand rassemblement de la droite classique, seule façon selon lui d'éviter un éventuel succès des socialistes aux prochaines élections générales.

La question principale posée à M. Calvo Sotelo et aux dirigeants déchirés d'une Union du centre démocratique à la recherche d'une nouvelle définition politique et idéologique est de savoir s'il convient ou non de dissoudre les Cortès de Madrid et d'organiser des élections anticipées.

Un rapprochement de l'aile droite de l'U.C.D. avec l'Alliance populaire pourrait inciter les amis de M. Adolfo Suarez, ancien chef du gouvernement, à conclure de leur côte un pacte avec les socialistes pour bâtir une coalition de centre-gauche. Les socialistes ne souhaitent pas provoquer une crise majeure alors que toutes les retombées du procès des putschistes de février 1981 ne sont pas connues. Mais ils ne pourront pas, avec la meilleure bonne volonté, prolonger longtemps l'existence d'un gouvernement centriste à la dérive.

(Mardi 25 mai.)

Roumanie

M. Ceausescu a remanié profondément le gouvernement

M. Constantin Dascalescu a été nommé, vendredi 21 mai, premier ministre du gouvernement roumain en remplacement de M. Ilie Verdet, démissionnaire, et qui occupait ce poste depuis 1979. M. Verdet, beau-frère de Mme Elena Ceausescu, est nommé vice-président du Conseil d'Etat, ce qui constitue un net *recul dans la hiérarchie. Le nouveau chef du gouvernement*, lui, a fait toute sa carrière dans le parti grâce à M. Ceausescu et il est membre titulaire du comité politique exécutif, du secrétariat et du bureau permanent du P.C. Il n'a pas manqué de rendre hommage à l'« illustre dirigeant » avant de présenter son gouvernement au Parlement.

Ce remaniement, décidé le même jour par le comité central et approuvé ensuite par les députés, vise à améliorer la situation économique du pays.

Les huit vice-premiers ministres ont été limogés et quatre nouveaux seulement ont été nommés : Mme Alexandrina Gainuse et Gheorghe Petrescu, auparavant ministre des constructions mécaniques (la sœur et le frère de Mme Ceausescu, qui, elle, reste premier vice-premier ministre), M. Ludovic Fazekas (qui dirigeait au gouvernement le Conseil pour les problèmes des conseils populaires) et M. Gheorghe Stoica, membre du comité central.

M. Cornel Burtica, ministre du commerce extérieur, qui était aussi vice-premier ministre, perd ces deux postes, mais reste membre du comité exécutif politique du parti. Son portefeuille est confié à M. Nicolas Constantin, jusqu'à présent ministre d'Etat au Plan, qui est également membre du comité exécutif politique et du bureau permanent du P.C., mais qui perd son poste de vice-premier ministre. Il est remplacé au Plan par l'ancien vice-premier ministre, M. Emilian Dobrescu. Celui-ci aura pour secrétaire d'Etat Mme Aneta Spornic, qui fut limogée le 28 avril du ministère de l'éducation et de la culture après l'affaire de la « secte de la méditation transcendantale ». Elle n'aura donc pas occupé bien longtemps le poste de chef comptable d'une usine textile auquel elle avait été affectée.

Mais le comité central du P.C. a exclu du comité exécutif politique du parti, pour « *fautes graves commises dans le cadre de leurs fonctions* », Mmes Spornic et Cornelia Filipas, ex-vice premier ministre.

Les « grands chambardements », en Roumanie, ne surprennent plus personne. M. Ceausescu est coutumier depuis 1965 de ces « rotations des cadres ». La crise économique s'aggrave et la dette extérieure de la Roumanie qui était de 11 milliards de dollars il y a un an est évaluée, à présent, à 14 milliards (ce qui, par tête d'habitant, équivaut presque à l'endettement de la Pologne). Le limogeage de M. Burtica, pris pour bouc émissaire, n'est donc pas étonnant. Déjà, *l'un de ses adjoints*, M. Margaritescu, et les vice-ministres de l'agriculture et de l'industrie alimentaire avaient été renvoyés il y a quelques jours pour ne pas avoir observé les consignes en matière d'achats, voire d'investissements à l'étranger. Le limogeage en bloc des huit vice-premiers ministres correspond sans doute au même souci.

Est-ce la réponse trouvée par M. Ceausescu aux mises en garde lancées par Moscou, à l'occasion de la crise polonaise, sur la nocivité d'un endettement excessif auprès de l'Occident ? Ou encore, à l'autre mise en garde indirecte à propos du culte de la personnalité faite par le truchement d'un article satirique paru dans le journal du parti hongrois ?

Une série d'« affaires »

C'est possible, mais il y a peut-être eu autre chose. Le colonel de sécurité Cercel, commandant de la garde personnelle de M. Ceausescu, aurait été récemment limogé. De plus, le suicide, il y a une semaine, de M. Virgil Trofin, limogé du ministère des mines après la lapidation l'été dernier de M. Ceausescu par les mineurs de Motru, défraye actuellement la chronique. On ne sait pas s'il faut ou non mettre des guillemets au mot suicide. Le saura-t-on jamais ? Mais ce qui est peu habituel, c'est que l'on en parle ouvertement à Bucarest.

En même temps, la répression contre les intellectuels se poursuit comme si l'on voulait leur enlever toute velléité de désobéissance. L'affaire de la « secte de méditation transcendantale » a déjà servi de prétexte à nombre de licenciements, *parmi les psychologues et les anthropologues* ; et aussi parmi les musiciens.

A propos de l'affaire de la secte, on convoque les gens à une réunion de cellule du parti et on leur retire leur carte. Après quoi, ils sont automatiquement licenciés, privés de tout travail intellectuel et priés de chercher un emploi manuel. Les services de sécurité (police secrète) convoquent à des interrogatoires tous ceux qui ont eu le tort de s'être rendus, ne serait-ce qu'une seule fois, à une conférence sur la méditation transcendantale. Pourquoi donc les gens auraient-ils hésité ? Si la conférence avait lieu, c'est qu'elle était autorisée.

La suite des événements apportera peut-être des éclaircissements sur cette fuite en avant de M. Ceausescu qui semble vouloir accréditer la thèse d'un complot contre le régime et ses alliés (n'accuse-t-on pas la fameuse « secte » d'avoir tenté de faire sortir la Roumanie du pacte de Varsovie ?). Quoi qu'il en soit, ces règlements de comptes n'empêchent pas la population de manquer de produits alimentaires et ne faciliteront en rien les conditions de vie des Roumains.

AMBER BOUSOGLOU.

(Lundi 24 mai.)

M. Dascalescu premier ministre

M. Constantin Dascalescu, le nouveau premier ministre, né en 1922, est un apparatchik qui doit sa carrière à M. Nicolas Ceausescu. Lorsque celui-ci prend la direction du parti, en 1965, M. Dascalescu devient premier secrétaire du P.C. pour la région de Galati. En 1974, lorsque M. Ceausescu réorganise, après le 11e congrès, la structure des organes dirigeants du parti, M. Dascalescu est appelé à la direction du département de l'agriculture du comité central. Il préside, à partir de 1976, l'Union des coopératives agricoles et devient, la même année, secrétaire du comité central chargé de l'organisation et membre du bureau permanent du P.C. Il est également membre du comité exécutif du P.C. Depuis 1978, il présidait le conseil supérieur pour le développement économique et social.

L'été dernier, c'est lui qui, au congrès des écrivains, a prononcé le discours le plus dur. Il a aussi accompagné M. Ceausescu à Motru, ce centre minier où le chef du parti dut regagner précipitamment son hélicoptère devant les jets de pierres des mineurs.

● M. ILIE VERDET, *qui perd le poste de premier ministre, est né le 10 mai 1925. Il a été ouvrier mineur avant de suivre les cours de l'Académie d'études économiques de Bucarest. Entré au parti communiste en 1945, il commence, trois ans plus tard, une carrière d'apparatchik, notamment dans les organismes locaux du parti à Resistsa et Hunedoara. En 1955, il est élu membre suppléant du comité central et devient titulaire en 1960. En 1965, il est déjà secrétaire du comité central et, un an plus tard, entre dans le comité exécutif comme suppléant. Il devient titulaire en 1966. Elu député depuis 1961, vice-président du conseil des ministres en 1965, il devient premier vice-premier ministre en 1966. En 1974, on lui confie la présidence du conseil économique. (Il en est le troisième titulaire en deux ans.) M. Ceausescu, qui crée à cette époque une présidence de la République à son profit, met en place au sein du secrétariat du parti un « bureau permanent » qui doit fonctionner comme une sorte de super-gouvernement. M. Verdet y entre en 1977. En mars 1979, il remplace M. Manea Manescu à la tête du gouvernement.*

Chine

Renforçant les positions des amis de M. Deng Xiaoping

D'importantes mutations ont eu lieu à la tête des services du comité central du parti

De notre correspondant

Pékin. — Une série de nominations à la tête de différents organes dépendant du comité central du parti communiste ont été officiellement annoncées dimanche 16 mai. Un certain nombre d'entre elles étaient déjà connues, mais la publication de cette liste donne à penser que, à l'instar de la restructuration du gouvernement rendue publique au début du mois, la réorganisation des instances supérieures de l'appareil est, pour l'essentiel, achevée. La prochaine étape devrait être, lors du douzième congrès du parti, prévue pour la seconde moitié de l'année, l'élection d'un nouveau comité central et d'un bureau politique assez profondément remanié.

Si le changement de l'appareil politique a été mené de façon beaucoup plus discrète que celui du gouvernement, il n'en apparaît pas moins assez profond. Tous les départements du comité central, à l'exception d'un seul (organisation), changent de responsable : la section internationale sera désormais dirigée par M. Qiao Shi, un ancien secrétaire du comité de solidarité afro-asiatique avant la révolution culturelle, qui remplace M. Ji Pengfei, qui a atteint la limite d'âge ; la propagande revient à M. Deng Liqun, ancien secrétaire politique de Liu Shaoqi et qui avait été accusé dès 1958 d'être un « *contre-révolutionnaire révisionniste* » ; le département du Front uni est placé sous la houlette de M. Yang Jingren, l'un des rares dirigeants non han à ce niveau. De nationalité hui, M. Yang est chargé par ailleurs, au sein du gouvernement, de la commission d'Etat pour les affaires des nationalités, où il succède à M. Ulanhu, un Mongol.

Rajeunissement et « dégraissage »

Trois autres modifications doivent être relevées. L'office général du comité central, qui représente en quelque sorte son secrétariat administratif, est confié à M. Hu Qili, actuellement maire de Tianjin. M. Hua Guofeng, l'ancien numéro un du parti, perd l'un des derniers titres qui lui restaient : il est supplanté à la direction de l'école du parti par M. Wang Zhen, un vétéran de la longue marche dont on dit que l'état de santé n'est pas des meilleurs. Enfin, les fonctions de directeur et de rédacteur en chef à la tête du *Quotidien du peuple* sont désormais distinctes. Un nouveau rédacteur en chef, M. Qin Chuan, est nommé. Il était jusque-là l'un des adjoints de M. Hu Jiwei, qui occupera le poste de directeur.

Ce remaniement au sommet s'accompagne d'un mouvement de personnel aux échelons inférieurs qui aboutit à un certain rajeunissement — l'âge moyen au niveau des chefs de département passe de soixante-quatre à soixante ans — et à un « dégraissage » de ces instances : le personnel du comité central aurait été réduit d'environ 17 %. Sur le plan politique, l'un des traits principaux de ce train de nominations est la désignation d'un nombre assez important de responsables proches de M. Hu Yaobang pour avoir travaillé avec lui à l'époque (1957-1964) où celui-ci était le premier secrétaire de la jeunesse communiste. Une telle tendance avait déjà été notée dernièrement à l'occasion de certaines mutations en province.

Rajeunissement, réduction encore plus drastique de la bureaucratie, promotion de certains responsables politiques gagnés à la ligne personnifiée par le trio Hu Yaobang - Deng Xiaoping - Zhao Ziyang : telles avaient été aussi les caractéristiques du récent remaniement gouvernemental. L'âge moyen des ministres et des vice-ministres était passé de 64 à 58 ans, et leur nombre de 505 à 167. Il s'agit *en fait* d'un véritable bouleversement de l'appareil gouvernemental, nombre de ministères voyant leur organigramme sérieusement modifié. C'est particulièrement le cas dans le secteur économique avec l'extension des pouvoirs de la commission économique d'Etat, qui englobe désormais dans ses services ceux des anciennes commissions de l'agriculture, de l'énergie, de la construction des machines et d'un certain nombre d'autres organismes.

A noter également la création d'un ministère du travail, ainsi que d'un ministère de la radio et de la télévision, confié à M. Wu Lengxi, ancien rédacteur en chef du *Quotidien du peuple* avant la révolution culturelle et l'une des premières victimes de celle-ci. Le ministère de la culture, qui était sans titulaire depuis plus d'un an, sera dirigé par un « politique » venu du département de la propagande du comité central. Cette mutation est significative d'une certaine tendance : ainsi, c'est un autre ancien chef adjoint de ce même département de la propagande, M. Wao Shouyi, qui prend la tête du ministère du travail.

Aucun des grands ministères politiques (affaires étrangères, défense, plan) n'a, en revanche, été touché, alors, pourtant, que l'on disait certains de leurs titulaires menacés.

MANUEL LUCBERT.

(Mercredi 19 mai.)

EUROPE

Londres s'étant fait plus conciliant

Les Dix sont parvenus à un accord sur la contribution britannique au budget communautaire

Bruxelles (Communautés européennes). — *Les ministres des affaires étrangères des Dix, réunis lundi 24 mai à Bruxelles, sont parvenus à un accord sur la compensation à accorder au Royaume-Uni en 1982, afin d'alléger sa* « contribution nette » *(la différence entre ce qu'il y verse et ce qu'il en reçoit) au budget européen. Le montant en a été fixé à 850 millions d'ECU (1), soit environ 5,3 milliards de francs. A l'automne, les Dix reprendront la négociation afin de décider à quel niveau accorder cette compensation à partir de 1983 et pour combien d'années. La crise ouverte il y a une semaine par l'échec des pourparlers sur l'affaire budgétaire, puis par l'adoption des prix agricoles, en dépit du veto britannique, est donc écartée.*

« *L'important, ce fut la volonté des Anglais de conclure. Ils souhaitent le moins possible être en difficulté avec la Communauté* », a observé M. Cheysson à l'issue de la réunion. De fait, M. Pym a, à peu de chose près, accepté tout ce qu'il avait refusé une semaine plus tôt. La compensation a été fixée pour 1982 à 850 millions d'ECU (5,3 milliards de francs), alors que les Neuf, à Luxembourg, le 17 mai, *proposaient 800 millions d'ECU* (4,9 milliards de francs). Après l'échec de Luxembourg, les Britanniques, faisant valoir que, si l'on voulait rester « *dans la ligne* » de l'accord de mai 1980, la compensation prise en charge par les pays partenaires devait couvrir les deux tiers de leur contribution nette, demandaient qu'elle soit fixée à 1 008 millions d'ECU (6,2 milliards de francs). En quelques jours, ils ont donc considérablement assoupli leur position, sans compter que, comme l'a rappelé M Cheysson, ils étaient partis de beaucoup plus loin puisqu'ils réclamaient, au début des pourparlers, une compensation de 1 400 millions d'ECU (8,7 milliards de francs). Le montant est à comparer aussi aux sommes qui ont été versées au Royaume-Uni en 1980 et en 1981 : 1 175 millions d'ECU et 1 400 millions d'ECU.

De notre correspondant

La Commission avait proposé le montant de 800 millions d'ECU, en prenant comme hypothèse, pour 1982, une contribution nette britannique, avant correction, de 1 530 millions d'ECU (9,5 milliards de francs). Les services de la Commission s'étant souvent trompés dans leurs prévisions, il a été entendu que la somme forfaitaire maintenant décidée, donc les 50 millions d'ECU, pourrait être ajustée en fonction des résultats réels. Autrement dit, si la contribution nette se révèle supérieure aux 1 530 millions d'ECU prévus, la contribution octroyée sera relevée. Mais les Neuf ont obtenu que, si les choses se passaient ainsi, l'ajustement serait calculé en tenant compte aussi du fait qu'en 1980 et 1981 les Britanniques ont trop perçu par rapport à ce qui avait été envisagé.

Les compensations qui leur ont été versées ont bien été celles qui avaient été décidées en mai 1980, mais, durant ces deux années, les contributions nettes (avant correction) ont été très sensiblement inférieures au niveau qui avait été prévu par la Commission, et qui avait servi de base pour établir les compensations. Ces 850 millions d'ECU seront pris en charge par les autres Etats membres. Cependant, les Allemands, qui, parmi les Dix, sont les *plus importants contributeurs nets* au budget, avaient expliqué depuis longtemps qu'ils entendaient que, pour eux, le surcroît d'effort financier soit nul ou au moins très modeste. Leur quote-part dans les compensations accordées au Royaume-Uni en 1980 et en 1981 est de 36 %. Ils insistent pour la limiter désormais à 9% (soit le quart) M. Genscher a accepté lundi soir de porter cet effort national à 18 %, soit, en pourcentage, la moitié de la quote-part actuelle. De tout cela il résultera pour la France, selon les chiffres cités par M. Cheysson, une participation de 300 millions d'ECU (1,8 milliard de francs) en 1982, soit nettement moins qu'en 1981 (2 580 milliards de francs) et même moins qu'en 1980 (2,1 milliards).

La négociation concernant la compensation budgétaire à accorder à partir de 1983 reprendra, nous l'avons vu, en novembre. M. Cheysson a indiqué que, dans l'esprit du gouvernement français, des compensations ne pourraient encore être octroyées que pour deux ans. Avant qu'on ne se résigne, faute de pouvoir faire mieux, à essayer de régler le problème uniquement pour 1982, les Britanniques réclamaient comme minimum un arrangement portant sur cinq ans; les Français estimaient pour leur part que trois ans constituaient un maximum.

L'accord a été accueilli avec soulagement mais sans enthousiasme. *La grande majorité des partenaires* ont remarqué la modération et le souci d'aboutir manifestés par M. Pym tout au long de la journée. Le vote du 18 mai sur les prix agricoles et la « *violation* » de l'arrangement de Luxembourg qu'il suppose ont été peu évoqués par le secrétaire au Foreign Office, sinon pour poser, avec beaucoup de mesure, deux questions :

— Le compromis de Luxembourg, qui autorise les Etats membres à exiger qu'une décision soit prise à l'unanimité lorsqu'ils estiment qu'un intérêt national essentiel est en jeu, reste-t-il à la base des travaux des Dix ? ;

— Appartient-il aux Etats membres de décider eux-mêmes quel est leur intérêt essentiel ?

Le conseil a abordé la question en examinant un rapport sur les suites à donner aux propositions institutionnelles figurant dans le plan Genscher-Colombo. Il a décidé de consacrer une journée spéciale de réunion — le 20 juin — à ce problème, indiquant cependant que l' « *acte européen* » — texte que les Dix se proposent d'adopter pour donner vie aux orientations figurant dans le rapport Gensher-Colombo — devra préciser que l'intérêt essentiel ne pourra être invoqué par un Etat membre que s'il y a un rapport étroit avec le sujet en discussion. C'est redire que les Britanniques n'étaient pas en droit de bloquer les prix agricoles pour la seule raison qu'ils n'avaient pas obtenu satisfaction sur le plan budgétaire.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Mercredi 26 mai.)

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

LUNDI 17 MAI

SYRIE. — *L'ambassadeur de France en Syrie, M. Henri Servant, qui avait été rappelé en consultation à Paris à la suite de l'attentat de la rue Marbeuf, le 22 avril dernier, attribué aux services spéciaux syriens, regagne son poste.*

MARDI 18 MAI

UNION SOVIETIQUE. — *Dans une allocution prononcée à l'ouverture du dix-neuvième congrès des Jeunesses communistes (Komsomol), M. Brejnev rejette les propositions de réduction des armements stratégiques faites par M. Reagan dans son discours d'Eurêka, le 10 mai dernier.*

MERCREDI 19 MAI

INDE. — *Quelque cinquante-deux millions d'électeurs indiens sont appelés à élire, parmi près de trois mille cinq cents candidats, les six cent sept membres des Assemblées de quatre Etats de l'Union regroupant près de cent millions d'habitants, soit 14 % de la population du pays. Il s'agit du Bengale-Occidental, à l'est, du Kerala, au sud, de l'Haryana, au nord, et de l'Himachal-Pradesh, au nord-ouest.*

MAROC. — *Dans un rapport publié à Londres, Amnesty International affirme que les autorités marocaines gardent au secret pendant des mois, voire des années, des détenus politiques et infligent des tortures à certains prisonniers.*

Selon l'organisation de défense des droits de l'homme, qui se fonde sur les conclusions d'une mission d'enquête effectuée dans le royaume en février 1981, les autorités n'ont pu dire ce qui était arrivé à des centaines d'internés, dont certains sont morts en détention dans des conditions tragiques.

POLOGNE. — *L'agence polonaise PAP annonce que le général Jaruzelski a reçu, mardi 18, le maréchal Koulikov, commandant en chef des forces du pacte de Varsovie. La rencontre aurait porté principalement sur l'entraînement et l'amélioration de la préparation au combat.*

TURQUIE. — *Le gouvernement turc demande au gouvernement français l'extradition du cinéaste Yilmaz Guney, évadé de prison en octobre, alors qu'il purgeait une peine de dix-huit ans de réclusion « pour crime de droit commun ». Un mandat d'arrêt international contre Yilmaz Guney est également lancé par les autorités turques via Interpol.*

Le cinéaste n'a pas réintégré sa prison après une « permission de sortie » accordée en octobre, et réussit à quitter clandestinement la Turquie. Yilmaz Guney a, entre-temps, été condamné par un tribunal militaire d'Ankara, en janvier, à sept ans et demi de prison pour « propagande communiste ».

JEUDI 20 MAI

CHYPRE. — *Le premier ministre turc, M. Bülent Ulusu, arrive à Chypre, dans la zone occupée par les troupes d'Ankara. Il doit y faire une visite officielle de quatre jours, à l'invitation du chef de l' « Etat fédéré turc » de l'île, M. Rauf Denktash. Cette visite a suscité une vive protestation d'Athènes : la Grèce considère que le gouvernement légal de Nicosie était seul habilité à inviter, ou non, M. Ulusu à Chypre.*

COREE DU SUD. — *Le président Chun Doo-hwan accepte la démission de onze membres du gouvernement à la suite des remous qui entourent le scandale financier touchant les milieux dirigeants du régime. Le cabinet tout entier a offert sa démission mais le président Chun a décidé de maintenir dans leurs fonctions le premier ministre, M. Yoo Chang-soon, ainsi que dix autres membres du gouvernement. Un porte-parole officiel précise que le vice-premier ministre chargé du plan et le ministre des finances sont considérés comme en partie responsables du scandale mais qu'ils sont maintenus à leur poste afin de contribuer à résoudre la crise.*

Le secrétaire général du parti démocratique de la justice, parti au pouvoir, M. Kwon Jung-dal, est démis de ses fonctions en raison de ses liens avec les personnes impliquées dans le scandale.

POLOGNE. — *Le général Jaruzelski regagne Varsovie dans la soirée, après avoir passé onze heures à Sofia. Ses entretiens avec M. Todor Jivkov, le chef du parti et de l'Etat bulgare, montrent « une absolue identité de vues » des interlocuteurs. Ceux-ci réaffirment l' « absolue unité » de leur pays avec l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes.*

Depuis l'instauration de l'état de guerre en décembre, le chef de la junte polonaise a visité tous les pays du pacte de Varsovie, à l'exception de la Roumanie.

VENDREDI 21 MAI

FRANCE. — *Le déficit du commerce extérieur de la France s'est brusquement aggravé en avril, atteignant 8,24 milliards de francs en données brutes et 10,15 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières. Le taux de couverture des importations par les exportations est ainsi revenu à 88,8 % en données brutes et à 83 % en données corrigées. Il faut remonter à juin 1968 pour trouver un aussi mauvais résultat.*

LIBAN. — *Trois attentats et un affrontement armé replongent Beyrouth-Ouest (secteur à majorité musulmane sous contrôle syrien) dans le cycle de la violence, après un mois de relatif répit.*

Le principal attentat vise le mouvement des Mourabitoun (nassériens) : l'édifice abritant leur service d'information, boulevard de Mazraa, est soufflé par l'explosion d'une charge de 50 kilos de T.N.T. et s'effondre en partie, faisant dix morts et vingt-quatre blessés, en majorité des habitants de l'immeuble.

Les deux autres attentats sont quasi simultanés et visent l'un un monument élevé à la mémoire de Nasser (un blessé), et l'autre un laminoir.

DIMANCHE 23 MAI

FRANCE. — *La motion adoptée au terme des travaux de la cinquième conférence nationale des sections et groupes socialistes d'entreprise exprime la volonté des militants de* « construire l'union des forces politiques et syndicales indispensables à la consolidation du changement ». *Le P.S., selon ce texte,* « doit saisir toutes opportunités pour relancer la pratique unitaire quotidienne ». *La motion fixe au P.S. l'objectif de compter deux mille groupes et sections d'entreprise avant la fin de 1982, au lieu de mille sept cents actuellement.*

L'effort ? D'accord. Des sacrifices ? Pourquoi pas, si cela est nécessaire. Encore faut-il savoir à qui le gouvernement demandera de les consentir et pour quoi faire. C'est en substance ce que déclare M. Lionel Jospin dans le discours de clôture.

ETATS-UNIS. — *Le secrétaire d'Etat américain, M. Alexander Haig, indique que M. Brejnev a répondu par une lettre aux propositions du président Reagan sur la réduction des armements stratégiques. M. Haig ajoute qu'il espérait « pouvoir bientôt fixer une date » pour l'ouverture de négociations à ce sujet.*

GRECE. — *M. Pierre Mauroy termine une visite de quarante-huit heures en Grèce, qualifiée de « semi-privée ». Le premier ministre a eu des entretiens politiques avec le président de la République, M. Constantin Caramanlis, et avec le chef du gouvernement grec, M. Andreas Papandréou.*

Les conversations politiques ont, notamment, porté sur les modalités de l'appartenance de la Grèce à l'OTAN et à la C.E.E. M. Papandréou a précisé à M. Mauroy que, contrairement au programme électoral du parti socialiste grec, il n'était plus question, à présent, de sortir de ces deux organisations. La Grèce demande seulement que ses intérêts spécifiques soient mieux pris en compte.

POLYNESIE FRANÇAISE. — *Les quatre-vingt-quatre mille trois cent quarante-cinq électeurs inscrits de la Polynésie française sont appelés à élire les trente conseillers qui composeront, pendant cinq ans, l'Assemblée du territoire. Il y a, pour l'ensemble des cinq circonscriptions de l'archipel, trois cent quatre-vingt-dix-huit candidats, répartis sur cinquante-quatre listes. L'élection a lieu au scrutin proportionnel, sans panachage ni vote préférentiel. La nouvelle Assemblée désignera le conseil de gouvernement exécutif local et devra se prononcer sur un projet de réforme du statut du territoire visant à accorder une plus large autonomie aux élus locaux.*

FRANCE

La mort de Georges Gosnat

M. Georges Gosnat, membre du comité central et trésorier du parti communiste, député du Val-de-Marne, est mort, samedi matin 22 mai, à l'hôpital Charles-Foix d'Ivry-sur-Seine. M. François Mitterrand a adressé, d'Abidjan, un télégramme de condoléances à M. Georges Marchais. « C'est une grande et fidèle figure de votre parti qui disparaît, en même temps qu'un parlementaire qui a marqué, depuis la libération, les assemblées de la République », *a dit le président de la République au secrétaire général du P.C.F.*

Rendant hommage à son camarade, M. Marchais a notamment déclaré : « C'est un homme de cœur exceptionnel, un dirigeant éminent de notre parti, un parlementaire entièrement dévoué au service de l'État, un grand patriote, qui vient de nous quitter. (...) Georges Gosnat restera dans notre mémoire comme un de ces hommes qui font honneur au P.C.F. et au peuple de notre pays. »

Les obsèques du député doivent être célébrées mercredi matin 26 mai à Ivry. Georges Gosnat sera remplacé à l'Assemblée nationale par M. Paul Marcieca, maire de Vitry-sur-Seine.

L'homme des tâches délicates

Le parti communiste a une force secrète liée à sa nature originelle de parti révolutionnaire, inscrivant son action dans un *mouvement* international. Cet aspect du P.C.F. s'est progressivement estompé depuis une vingtaine d'années, à mesure qu'évoluaient la réalité internationale, la politique soviétique et celle de différents P.C. Pourtant, ce que Mme Annie Kriegel définit comme la « *génération fondamentale* » du parti — les hommes et les femmes formés dans les années 20 et 30 — a ses représentants ou ses épigones parmi les dirigeants.

Georges Gosnat était un de ceux-là, dont la vie est un défi au biographe d'occasion. Quel rapport établir entre le député rond et jovial, qui aimait, il y a encore peu, à égayer les journalistes dans les couloirs du Palais-Bourbon, et l'homme qui, à vingt et un ans, dirigeait France Navigation, principal instrument du soutien apporté par *l'Internationale communiste aux* combattants républicains espagnols ?

C'est là que commence la carrière de Georges Gosnat, né le 3 décembre 1914, à Bourges (Cher). C'est le fils de Venise Gosnat, grande figure de l'histoire du P.C.F., étrangement effacée, aujourd'hui, comme beaucoup d'autres, de la mémoire des militants. Entré aux Jeunesses communistes *à dix-neuf ans*, Georges Gosnat est remarqué par Maurice Thorez, qui *lui* confie l'une des *tâches les plus délicates* qu'un responsable communiste peut avoir à assumer dans ces années-là : assurer l'acheminement et l'approvisionnement des brigades internationales en Espagne, puis, après la défaite des républicains, pourvoir au sauvetage des vaincus. De tous les vaincus ? Le sort auquel ont été abandonnés des anarchistes et des trotskistes espagnols témoigne que la guerre que leur faisaient les tenants de l'orthodoxie stalinienne n'était pas purement idéologique.

Il faut ensuite, devant la menace allemande, mettre France Navigation à l'abri. Georges Gosnat trouve les appuis nécessaires auprès de Paul Reynaud et d'Edouard Herriot (1). Il gardera l'habitude de ces contacts discrets avec des hommes politiques du bord opposé et l'on observera, par exemple, bien des années plus tard, ses bonnes relations avec M Edgar Faure. Pour lors, Georges Gosnat, diplômé de l'Ecole supérieure de commerce à Paris, est mobilisé avec le grade de lieutenant. Fait prisonnier par les Allemands, il passe la guerre dans un camp, à Lübeck, tandis que son père, lui aussi capturé, s'évade et deviendra l'un des organisateurs de la Résistance en Bretagne.

A la libération, alors que Venise Gosnat est peu à peu relégué dans la fonction d'adjoint au maire d'Ivry-sur-Seine, son fils siège dans les deux Assemblées constituantes. Elu député de la Charente-Maritime, il verra son mandat renouvelé jusqu'en 1958. Il entre au comité central du P.C.F. en 1954. Il exerçait déjà, depuis 1947, des responsabilités financières au côté d'une autre figure mystérieuse du parti, M. Jean Jérôme, qui siège au comité central sans que son nom apparaisse sur la liste officielle.

De juin à décembre 1946, il avait également occupé le poste de sous-secrétaire d'Etat à l'armement dans le cabinet de M. Georges Bidault.

Suppléant de Maurice Thorez dans la circonscription d'Ivry-Vitry depuis 1962, il succède au secrétaire général, qui meurt en 1964, comme député de cette circonscription. Il y sera *constamment réélu et s'offrira même* le luxe de l'être au premier tour, le 14 juin 1981, alors que le P.C.F. perd la moitié de ses députés. En 1967, c'est Georges Gosnat qui présente au comité central la souscription que le parti a décidé de lancer pour financer la construction de son nouveau siège. Il assurera jusqu'à sa mort la fonction de trésorier du parti, secondé, ces dernières années, par M. Raymond Jeanne.

Trésorier du parti, Georges Gosnat a la haute main sur les entreprises que contrôle le P.C.F., sur leurs liens avec les municipalités qu'il dirige et, aussi, avec les pays de l'Est, avec lesquels certaines d'entre elles commercent. Est-il, pour autant, l'un des interlocuteurs privilégiés des Soviétiques au sein de la direction du P.C.F. ? Il en a la réputation et ne se donne pas beaucoup de peine pour la démentir. Il semble même s'en autoriser pour prendre position, en juin 1981, devant le comité central, contre la participation du P.C.F. au gouvernement ; le parti démentira, toutefois, qu'il existe un « groupe » prosoviétique hostile à cette participation.

Chargé du bureau de presse du parti lors du congrès d'octobre 1974, qui marqua le début de la rupture du P.C.F. avec la stratégie du programme commun, Georges Gosnat avait contrôlé ainsi, jusqu'en juin 1979, l'expression du parti dans les moyens d'information A l'Assemblée nationale, il siégeait à la commission des finances, tout en gérant avec une extrême fermeté son « fief » d'Ivry

Aura-t-il, lui aussi, emporté dans la *mort sa part des secrets du* parti ?

PATRICK JARREAU.

(Mardi 25 mai.)

(1) Philippe Robrieux : *Histoire intérieure du parti communiste*, Tome I, Fayard, 1980.

L'État les banques et les entreprises nationalisées

L'État a demandé aux banques nationalisées de fournir 3 milliards de francs de fonds propres aux entreprises industrielles également nationalisées, désirant ainsi faire participer les établissements de crédit au financement de très importants investissements que ces entreprises vont devoir engager. Bien que les dirigeants de ces banques, récemment nommés par le gouvernement, soient d'accord sur le principe d'une participation de leurs établissements à un tel financement, ils se montrent en revanche beaucoup plus réticents en ce qui concerne les modalités de cette participation, et il y a de quoi.

Premier terme du raisonnement, les banques françaises sont très lourdement engagées sur l'étranger : la moitié de leurs ressources, en moyenne, est constituée par les devises empruntées, essentiellement des dollars, qu'elles reprêtent à tout le monde, entreprises et organismes publics français d'abord, étrangers ensuite. Le coût de ces ressources est fonction de la confiance que les marchés financiers internationaux leur témoigne et dont le degré est en relation avec une classification très précise, établie par deux bureaux de tarification américains, Moody's et Standard and Poor. Selon des critères bien définis, capacité bénéficiaire, importance et nature de l'endettement, structures de l'actif et du passif, la classification sera excellente (A 1), moyenne (A 2) ou médiocre (A 3). Pour l'instant, les grandes banques françaises sont toutes classées A 1. Or les bénéfices de ces établissements sont déjà, en proportion, parmi les plus bas du monde occidental et proviennent, à 50 %, de l'étranger, du moins tant que la confiance se maintiendra.

Dans quel cas pourrait-elle être ébranlée ? Tout simplement si les banques françaises, en contrepartie de leur participation au capital d'entreprises nationalisées, recevaient des actions dont la valeur comptable pourrait, éventuellement, chuter dangereusement. Cette chute serait de nature à « démolir » le bilan de ces banques, d'où déclassement, diminution des bénéfices et difficultés croissantes à emprunter à l'étranger, selon un engrenage fatal...

A titre d'exemple, un premier « petit » déclassement, qui se traduirait par une hausse d'un huitième de point, soit 0,12 %, sur le coût de leurs ressources, alourdirait de plus de 300 millions de francs les charges financières de chacune de ces grandes banques, soit la moitié ou les deux tiers de leur bénéfice annuel.

Une société de portefeuille

D'où l'idée, récemment émise, d'interposer entre les entreprises et les banques une société de portefeuille, qui ferait écran — une sorte de sas. En échange de leur apports, cette société de portefeuille remettrait aux banques soit des titres à valeur garantie par le Trésor, soit, pourquoi pas, une partie des portefeuilles d'actions cotées en Bourse et détenues par l'Etat : certificats pétroliers d'Elf-Aquitaine ou participations majoritaires de Havas, par exemple.

Une telle solution aurait la faveur de M. Delors, de M. Fabius et de l'Elysée. Au Trésor, en revanche, on y serait hostile, de peur de voir réapparaître le spectre d'une banque nationale d'investissement qu'il faudrait financer année par année. De toute façon, c'est bien ce qu'il faudra faire, compte tenu des perspectives actuelles. En ce cas, pourquoi vouloir assimiler à de vulgaires compagnies pétrolières, ponctionnables à merci, ces efficaces machines à emprunter que sont les banques françaises, dont la capacité bénéficiaire est si fragile ? Le risque est tel qu'il pourrait largement excéder les gains attendus et, surtout, diminuer la confiance dont jouit encore la France à l'étranger.

FRANÇOIS RENARD.

(Mardi 25 mai.)

UNE ANNÉE DE GOUVERNEMENT MAUROY

Le revers de la synthèse

Nul socialiste n'a l'âme plus hugolienne !

Dans son premier ouvrage, *Héritiers de l'avenir*, paru en 1977, M. Pierre Mauroy entrouvrait ce jardin secret, où il aime fréquenter celui qu' savait si bien exalter l'espérance humaine : *« Souvenez-vous de ce que Victor Hugo écrivait à propos des prolétaires :* « Pas de » mot plus *profond. C'est l'ancien* » « manants » refait à neuf (...) C'est » ce qui coule. L'eau, l'eau qui » souffre, l'eau qui rêve, l'eau dont » chaque goutte est une larme. »(1). » Comment s'étonner que, devenu premier ministre, il emprunte aujourd'hui à l'auteur des *Châtiments* le titre de son second livre — *C'est ici le chemin,* — qui doit paraître le 2 juin (2) ? Ce titre, M. Mauroy l'a personnellement choisi dans l'une des strophes de *Lux*, l'un des plus fameux poèmes composés par Victor Hugo au cours de son exil à Jersey, en 1852 :

(...) Nos jours sont des jours d'amertume,
Mais quand nous étendons les bras dans cette brume,
Nous sentons une main ;
Quand nous marchons, courbés, dans l'ombre du martyre,
Nous entendons quelqu'un, derrière nous, nous dire :
C'est ici le chemin

Ce choix est révélateur des sentiments de M. Mauroy au moment où le manuscrit a été achevé, peu après le revers de la gauche aux cantonales. Il témoigne d'une foi militante inaltérable, malgré l'« amertume » de la déconvenue électorale, et d'une volonté de ne changer ni de politique ni de stratégie.

La connotation religieuse du poème ne gêne pas le chef du gouvernement. Là où Victor Hugo discerne la présence divine derrière les proscrits, le maire de Lille entend les conseils de ses glorieux aînés, Jaurès, Blum, tous ceux *« de la race des bâtisseurs, des réalisateurs »*, tel Léo Lagrange, qui était *« à l'antithèse de tous ces Saint-Just doctrinaires qui prolifèrent depuis toujours dans notre parti...* (3). » Quant à l'amertume que M. Mauroy a ressentie à l'issue des scrutins de mars — qui représentèrent pour lui un échec personnel, tant il est vrai qu'il avait mené une campagne très active, — elle n'a eu aucune mesure avec celle, beaucoup plus profonde, qu'il a éprouvée, un peu plus tard : quand il a subi les déclarations blessantes du président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Pierre Joxe, mettant publiquement en doute sa capacité à diriger le gouvernement. Ce *« coup de poignard »*, selon une expression entendue à l'hôtel Matignon, restera pour le premier ministre le plus mauvais souvenir politique de cette première année d'exercice du pouvoir exécutif. Dans l'entourage du chef du gouvernement, on se plaît à souligner, toutefois, que la direction du parti n'a pas suivi M. Joxe dans ses critiques. Tandis que M. Jospin se montrait nuancé, M. Poperen parlait de *« clapotis »* superficiels et M. Quilès faisait savoir que, pour sa part, il n'avait pas *« bougé »*.

En se référant à Victor Hugo, M. Mauroy court néanmoins le risque de fournir des arguments à ceux des socialistes qui lui reprochent de vouloir faire de la bonne politique en ne sacrifiant qu'aux bons sentiments et de trop concéder au lyrisme. Lyrique, M. Mauroy l'est parfois trop, c'est vrai, au goût de ses propres collaborateurs, surtout quand ses improvisations le conduisent à prendre, en public, des engagements intempestifs qu'il a ensuite du mal à tenir. Qu'il s'agisse, par exemple, de la fiscalité, de la retraite à soixante ans, de la réduction de la durée du temps de travail ou de la limitation du cumul emploi-retraite, les citoyens, qui avaient suivi attentivement, l'hiver dernier, le « tour de France » contre le chômage, ont pu constater que les décisions gouvernementales se situaient souvent en retrait des déclarations publiques faites à l'époque par le premier ministre.

Mais il est vrai aussi que cette ferveur et cette chaleur communicative ont assuré immédiatement à M. Mauroy une popularité qui ne s'est pas démentie pendant un an. Ce décalage entre le verbe et l'acte ne représente d'ailleurs qu'une expression mineure du pragmatisme foncier du maire de Lille.

Et c'est bien parce que M. Mauroy incarnait le mieux le sens du réalisme, le refus du dogmatisme, l'art de la synthèse permanente à la tête d'une fédération socialiste du Nord qui a toujours su concilier réforme et révolution, allier Jaurès et Guesde, tout en optant pour la clarté et la rigueur vis-à-vis du parti communiste, que M. François Mitterrand s'était naturellement tourné vers lui lorsqu'il lui fallut désigner le premier chef du gouvernement du « changement ». N'avait-il pas le profil idéal pour préserver l'unité d'un gouvernement rassemblant toutes les composantes historiques du nouveau parti socialiste mais aussi les autres sensibilités de la gauche regroupée autour de M. Mitterrand ? Face aux détenteurs du pouvoir économique, n'apparaissait-il pas le mieux armé pour conduire la politique de compromis social définie par son parti ? Ce double contrat, M. Mauroy l'a rempli.

L'histoire retiendra sans doute que le premier ministre de M. Mitterrand aura été l'artisan d'une transition politique en douceur, le réalisateur d'une alternance majeure opérée sans qu'aucune des catastrophes économiques et sociales prédites par les dirigeants de la droite se soit produite. Nul ne contestera non plus, de bonne foi, l'ampleur du travail entrepris depuis le 21 mai 1981 par les deux gouvernements successifs de M. Mauroy.

Le principal échec des socialistes est de n'avoir pas été capables, au cours de ces derniers mois, de mettre en relief ni la portée des deux réformes de structures engagées — la décentralisation et les nationalisations — ni l'importance des dix-huit ordonnances prises en trois mois pour lutter contre le chômage. Loin de tirer un profit politique de ce premier bilan, la gauche a perdu les cantonales.

A l'hôtel Matignon, on estime, *a posteriori*, que le gouvernement a commis trois erreurs. D'abord celle d'avoir sous-estimé la capacité de réaction de l'opposition. Il y a un an, chez les socialistes, personne n'aurait imaginé que la presse de droite retrouverait les accents extrémistes d'avant la dernière guerre et qu'un Jean Cau irait jusqu'à qualifier M. Mauroy de *« ténor gonflé de bière (...) aux mains blêmes et fines jusqu'à l'équivoque »* (4). Ensuite, celle d'avoir mal géré le débat politique national en consacrant plus de temps à riposter à l'opposition qu'à mieux expliquer sa politique. L'erreur, enfin, d'avoir mal évalué les pesanteurs inhérentes au fonctionnement de l'appareil de l'Etat, en particulier le temps d'inertie qui caractérise invariablement l'application par l'administration des décisions du pouvoir exécutif. Le premier ministre en a fait l'expérience avec la mise en œuvre des « contrats de solidarité ».

Sa principale déception sociale est venue de l'attitude peu coopérative des syndicats ouvriers, qui ont contribué à alimenter les égoïsmes corporatistes et, donc, à isoler le gouvernement, alors que le P.S., encore inadapté à son rôle de parti majoritaire, ne parvenait pas à faire contrepoids. En ce domaine, pourtant, l'hôtel Matignon se montre relativement optimiste à moyen terme. Dans l'entourage du premier ministre, on estime que les centrales syndicales se rapprocheront du pouvoir dès que sera terminée la période des scrutins d'entreprises. Ne sera-ce pas trop tard, trop peu de temps avant les élections municipales ? M. Mauroy, en tout cas, n'entend rien faire qui puisse contrarier la formation du front syndical sur lequel le gouvernement aura besoin de s'appuyer pour assurer le succès de sa politique.

Rien n'entame, chez le chef du gouvernement, la conviction que *« la France et la gauche marchent désormais d'un même pas »* derrière M. Mitterrand, *« porteur d'une espérance immense »*. Chargé de donner *« force de loi »* au changement et d'établir les bases d'une *« nouvelle citoyenneté »*, le premier ministre intègre dans ses analyses la durée de la gauche au pouvoir. Sa fonction institutionnelle de paratonnerre protecteur du président de la République ne lui pèse guère, et sa complicité avec le chef de l'Etat ne paraît pas avoir été sensiblement altérée par les critiques dont il a été la cible à l'intérieur même du parti. Au lendemain des élections cantonales, on avait souligné à l'Elysée la volonté présidentielle d'une reprise en main. Force est de constater que M. Mitterrand continue de peu intervenir dans la gestion quotidienne.

M. Mauroy a conduit seul, à la mi-avril, les ultimes discussions avec le patronat. Si le vendredi 16 avril, il a téléphoné à M. Mitterrand, en voyage officiel au Japon, ce ne fut pas, comme on l'a dit, pour évoquer le différend entre le ministre de l'intérieur et le ministre de la justice sur les problèmes de sécurité, ce fut pour lui exposer ses intentions à l'égard de la délégation du C.N.P.F., dont le président, M. Gattaz, s'était prévalu de l'accord du ministre de l'économie et des finances pour revendiquer un allégement de la taxe professionnelle supérieur au montant retenu par le premier ministre (11 milliards en deux ans). M. Mitterrand, ce jour-là, a avalisé la décision du chef du gouvernement. De la même façon, le chef de l'Etat s'est rallié à l'arbitrage rendu par M. Mauroy en faveur du ministre du budget lors de la discussion du collectif budgétaire adopté le 12 mai par le conseil des ministres.

Les deux hommes étaient également convenus de ne pas précipiter le remaniement ministériel, prévu de longue date, sous prétexte que les méthodes de travail de l'équipe constituée en juin 1981 prêtaient le flanc à la contestation. Il y aura un remaniement, confirme-t-on à l'hôtel Matignon, mais pas avant la fin de la session parlementaire, ni avant que le premier ministre n'ait rendu les principaux arbitrages dans la procédure d'élaboration du projet de budget pour 1983, c'est-à-dire pas avant la fin juillet ou le début septembre.

Depuis son voyage réussi au Canada et au Québec, M. Mauroy observe une relative discrétion. Il a renoncé, pour l'instant, au deuxième « tour de France » qu'il s'était proposé d'entreprendre pour fixer, dans chaque région, des objectifs quantitatifs à la lutte contre le chômage. Les directeurs des comités régionaux pour l'emploi et les autres fonctionnaires concernés seront convoqués prochainement à Paris pour recevoir, à ce sujet, les directives du gouvernement. Sur les conseils de son cabinet, le premier ministre prend quelque recul.

Après avoir confirmé son talent pour l'art de la synthèse — quitte à improviser, au passage, un art de *« gouverner autrement »*, — M. Mauroy doit aujourd'hui éviter que sa politique économique et sociale du « juste milieu » ne sécrète avant les municipales trop de demi-satisfactions. Il lui faut maîtriser ce revers de la synthèse, qui inclut pour les socialistes le danger de décevoir les élans du printemps 1981.

Outre la confiance que lui a publiquement renouvelée M. Mitterrand en avril, M. Mauroy dispose toujours, pour ce faire, d'une position personnelle solidement établie. Compte tenu du poids des fédérations socialistes du Nord et du Pas-de-Calais, de l'amitié qui unit le maire de Lille et le maire de Marseille, patron de la puissante fédération des Bouches-du-Rhône, et des positions réalistes du leader du CERES, M. Chevènement, ministre d'Etat, aucun dirigeant du P.S. ne pourrait actuellement prétendre réunir, à l'intérieur du parti, quelque majorité que ce soit contre le premier ministre. Ce constat pèsera d'autant plus sur la vie du P.S., à l'avenir, que M. Mitterrand, par sa fonction, se trouve désormais à l'écart du jeu interne. M. Mauroy le sait. Cette assurance n'est pas étrangère à sa sérénité.

ALAIN ROLLAT.

(Samedi 22 mai.)

(1) Paru aux éditions Stock, en 1977. *Héritiers de l'avenir* a été réédité en 1981 par le Livre de poche.
(2) Chez Flammarion.
(3) Citation extraite des *Héritiers de l'avenir*.
(4) Extrait de *la Barbe et la Rose* (Table ronde).

C.G.T., C.F.D.T. : les congrès vus de la base

(Suite de la première page.)

Les militants longoviciens de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ont-ils voulu donner à leurs dirigeants départementaux et confédéraux une leçon d'unité ? Ce ne serait pas la première. Ici, dans ce bassin fortement influencé par le P.C., dans cette municipalité à direction communiste, éprouvée par la vague rose de juin 1981 (le député n'est plus communiste mais socialiste), la C.G.T. domine largement (1).

A la tête de l'union locale depuis la fin de 1980, où il a succédé à M. Michel Olmi, ancien secrétaire du syndicat C.G.T. d'Usinor-Longwy, M. Marcel Mousley, lui aussi sidérurgiste, tente d'« *impulser* » la préparation du congrès : *« Un congrès, cela se prépare surtout localement pour l'union locale ou un syndicat. Un congrès confédéral, c'est plus loin. Mais aujourd'hui cela se prépare mieux que par le passé. »* Record de débats à Longwy ? Voire... *« Le débat sur le congrès, il va falloir qu'on le suscite »*, souligne M. Yvon Donati, secrétaire du syndicat C.G.T d'Usinor à Longwy et Rehon. Débats et journées d'études entre militants sont prévus pour *« sortir un matériel plus léger pour les syndiqués »* (évalués à quatre cents). Délégué à Lille, M. Jean Markun, secrétaire de la fédération régionale des mineurs de fer (2), indique que la sensibilisation des militants a commencé. Des discussions sont en cours dans les sections. A la caisse primaire d'assurance-maladie, une assemblée des soixante syndiqués de la C.G.T. était programmée. *« Le débat sera plus profond et plus complet que pour le quarantième congrès »*, commente un de ses responsables, M. Jean-Marie Duriez.

Que les débats soient esquissés ou esquivés — comme le prétendent des militants critiques, — un certain nombre de questions nourrissent la réflexion des responsables cégétistes. Reprenant la formule d'un des adversaires de l'ouverture démocratique, thème du quarantième congrès, M. Duriez affirme : *« Un congrès de la C.G.T., cela ne discute pas du sexe des anges, mais de revendications concrètes. J'espère que le quarante et unième congrès ne parlera pas d'une seule voix, mais que les interventions iront dans la même direction. »* « *On va s'interroger sur les trois ans de lutte à Longwy* », ajoute-t-il, tandis qu'en écho M. Markun souligne les *« énormes difficultés »* des mines de fer. Un congrès ne peut se préparer hors contexte. On n'agit pas forcément C.G.T. de la même façon à Longwy qu'à Nice. La ville est encore trop sinistrée du fait du chômage. l'aspiration à une sidérurgie nationale forte, trop présente ici, à la C.G.T. comme à la C.F.D.T.

Or, à Longwy, le cœur d'acier ne bat pas encore vraiment au diapason du changement. Certes, ici, à la C.G.T., tous affirment l'avoir voulu, personne ne veut le faire capoter et voir *« le retour de la droite »*. La C.G.T., proclame M. Duriez, *« n'est pas là pour hurler avec Labbé ou Gattaz ni pour faire des courbettes et des risettes au gouvernement. Mais, pour garantir le changement, il faut que nous soyons proches des positions du programme de la C.G.T. »* *« On manie le mot positif avec précaution »*, dit de son côté M. Markun. Certes, pour ce mineur, *« on est condamné à réussir »*. Certes, la nationalisation, les projets Auroux, l'amnistie ont été bien accueillis. Mais *« le changement n'est pas encore perçu chez les mineurs. Le doute, la colère, la déception s'installent. C'est perceptible chez des militants parce qu'on a besoin de points d'appui et on n'en a pas »*. Et un militant des mines de fer ne verrait pas d'un mauvais œil le changement de quelques responsables *« qui prennent des décisions comme avant mai 1981 »*.

Est-ce à dire que l'attitude de la C.G.T. pendant la campagne présidentielle ne pose pas problème à Longwy ? Pour M. Markun, *« dans les localités minières, nous avons tous contribué à l'élection »* de M. Mitterrand. Les *« relations naturelles »* entre le P.C. et la C.G.T ne le gênent pas. Pas davantage que *« l'accord »* C.G.C.-R.P.R. ou la « complicité » Maire-Rocard, mais *« il y a des limites à ne pas franchir »*. Cégétiste, mais aussi communiste comme la plupart des responsables locaux de la C.G.T., M. Markun pense que *« lorsqu'un militant de la C.G.T., à la porte de l'entreprise, parle au nom du P.C., il y a une confusion préjudiciable. Ce débat mérite d'être ajusté. Il faut une certaine clarté »*.

Pour M. Donati, une telle confusion résulte sans doute du fait qu'*« il n'y a pas foule »* pour prendre des responsabilités militantes. Ainsi on retrouve la même personne au syndicat et au parti, la bataille politique devant relayer la bataille syndicale. M. Donati n'est pas hostile à une meilleure prise en compte des sensibilités dans la C.G.T., mais elles *« ne doivent pas entraver une orientation prise par le plus grand nombre »*.

Cette règle devait-elle s'appliquer pour la Pologne ? Face à ceux qui avaient intérêt à ce que *« la Pologne fiche le socialisme en l'air »*, M. Donati juge *« la position de la C.G.T. salutaire au peuple polonais. Il est facile d'exciter deux boxeurs pour que le sang coule. Plus on applaudit, plus ils tapent, mais rien n'est réglé »*. Si M. Markun renouvelle ses réserves et celles de sa fédération, M. Mousley comprend les interrogations des militants. Mais *« là où c'est inacceptable, c'est que sur cette base on tente de créer une division interne à la C.G.T. »*.

« Notre problème, c'est l'emploi »

Est-ce pour cette raison que M. Jean-Claude Brûlé n'a pas été représenté aux élections de délégués du personnel dans le collège ouvrier d'Usinor-Mont-Saint-Martin, le 27 avril ? Une élection où la C.G.T. a perdu 3,08 %. L'histoire de M. Brûlé est celle d'un long désaccord. Presque passionnel. Militant du P.S.U. en 1968, puis engagé au P.S., aujourd'hui sans étiquette, il se heurte à son organisation C.G.T. dès 1974, à l'occasion d'un conflit *« où j'ai découvert qu'on sacrifiait la pratique syndicale pour des objectifs politiques très précis »*. En 1979, lors de la lutte des sidérurgistes, M. Brûlé est de nouveau en porte à faux. *« Il fallait trouver*, explique-t-il, *des actions qui mettent le plus possible le pouvoir politique en cause. J'étais considéré comme le sous-marin de la C.F.D.T. »* Puis viennent la liquidation de L.C.A. et la Pologne. Il n'est pas le seul à s'insurger contre l'« état de guerre ». Six syndicats, mais aussi deux sections de cadres de la métallurgie, en font autant. Une pétition recueille deux cent vingt-deux signatures de cégétistes.

Accusé de mener *« une activité qui sort des règles démocratiques »*, en clair de faire du fractionnalisme, M. Brûlé est rayé de la liste des candidats délégués du personnel. *« Attribuer cela à des positions sur la Pologne est tout à fait ridicule*, affirme M. Mousley. *C'est sur la base de son attachement à la C.G.T. et de son bilan d'activité que ce camarade n'a pas été représenté. »* *« La Pologne*, répond en écho M. Brûlé, *était un bon moyen de se débarrasser d'un militant qui contestait la pratique syndicale. »*

Une autre militante, ouvrière dans le textile, est, elle, sur le point de quitter la C.G.T. pour aller nulle part ailleurs. *« Ce n'est plus vivable*, explique-t-elle désabusée. *Quand vous êtes en désaccord, on vous dit que vous êtes de droite, que vous faites le jeu du patron ou de la C.F.D.T. Je ne le supporte plus... »*

A l'U.L. de la C.F.D.T., le climat est autre. Le congrès confédéral de Metz ne suscite qu'indifférence. Il ne se prépare pas vraiment. *« Discuter des orientations d'un congrès, cela suppose qu'on ait du temps à lui consacrer*, souligne M. Robert Giovanardi. *Or ici, à Longwy, notre problème, c'est l'emploi. »*

Une telle attitude d'indifférence ne s'apparente pas automatiquement à une bravade de la confédération. Les *« enfants terribles »* de Longwy affirment qu'ils ont toujours été *« syndicalisés »*. Dans un bassin où il n'y a pas actuellement beaucoup de conflits ouverts, à l'exception de celui de la faïencerie, *« on utilise beaucoup le terrain de la négociation avant de lancer une action »*, souligne M. Giovanardi. On soutient même les orientations confédérales sur les nouvelles solidarités et la non-compensation intégrale de la réduction du temps de travail, tout en regrettant au passage que la confédération n'ait pas fait plus pour parvenir à un 1er mai unitaire. Mais on est en revanche sceptique face au changement, réticent face au gouvernement, inquiet face à un plan pour la sidérurgie *« qui organise le chômage »*. Les cédétistes longoviciens mesurent le changement dans leur sidérurgie. Ce qu'ils veulent, ce sont des emplois. Ce n'est donc pas le dépôt d'un amendement au congrès de Metz qui répondra à leur attente...

MICHEL NOBLECOURT.

(Vendredi 21 mai.)

(1) Aux élections professionnelles du 12 décembre 1979 la C.G.T. a obtenu à Longwy, tous collèges salariés confondus, 52,65 % (41,5 % dans le département de Meurthe-et-Moselle) contre 19,64 % pour la C.F.D.T. (27,1 % dans le département). Pour 1981, elle revendique 2 000 syndiqués (1 000 cotisations de plus qu'en 1980).

(2) La Fédération régionale des mineurs de fer C.G.T est dirigée par M. Jean Corradi (sans engagement politique). Membre de la commission exécutive confédérale depuis six ans, M. Corradi, en désaccord avec la confédération sur la Pologne et la démocratie syndicale, a décidé de ne pas se représenter.

Prochain article :

NANTES : PAS DE BRISE UNITAIRE

ÉNERGIE

LA FIN DE LA CONFÉRENCE DE L'OPEP

Le plafond de production reste fixé à 17,4 millions de barils de pétrole par jour

Le prix du pétrole ne changera pas d'ici à la fin de l'année, et les pays membres de l'OPEP continueront autant que nécessaire de contenir leur production en deçà du plafond – décidé à Vienne en mars – de 17,4 millions de barils par jour. Le communiqué publié après deux jours de conférence à Quito précise en effet qu'il a été décidé *« de maintenir le plafond actuel sur la production totale de l'OPEP »*. Il n'est pas certain, en revanche, que tous les pays se soient engagés individuellement à respecter les quotas définis il y a deux mois.

Le ministre du Venezuela, M. Calderon Berti, a, d'autre part, annoncé la création d'une société multinationale avec participation brésilienne, mexicaine et vénézuélienne pour explorer et produire du pétrole dans les pays en développement.

De notre envoyé spécial

Quito. – Malgré les titres impressionnants de la presse équatorienne sur le débarquement britannique aux Malouines *(« Desembarcan los Britannicos »)*, ce n'est pas cette guerre-là, mais celle du Golfe, qu'avaient en tête les délégations de l'OPEP. Certes, les gardes du corps de Cheikh Yamani, tous d'anciens militaires nostalgiques de Sa Majesté, se relayaient auprès des télex pour suivre l'évolution des troupes britanniques, mais les esprits étaient plutôt tournés vers Khorramchar et sa chute, que les Iraniens annoncent proche. La politique de l'Iran à l'intérieur de l'OPEP, son ministre, M. Gharazi, ne l'a pas caché, consiste *« à isoler l'Arabie Saoudite, à l'obliger à devenir un membre comme les autres »*. Point question, pour cela, de relever plus encore le niveau d'extraction de Téhéran : *« Notre lutte avec l'Arabie Saoudite n'est pas sur le marché pétrolier, mais c'est un combat politique. Lorsque Saddam Hussein* [le président irakien] *sera tombé, beaucoup de problèmes seront résolus. »* Comment s'étonner alors que l'intervention iranienne, le 21 mai, ait provoqué le départ courroucé du ministre saoudien ? Dans un tel contexte politique, et alors que le marché pétrolier reste incertain, l'OPEP ne pouvait prendre d'autre décision que celle d'attendre.

Le comité mis en place à Vienne pour surveiller le marché continuera donc à se réunir chaque mois, décidé, s'il le faut, à convoquer une conférence extraordinaire. Et, en attendant, comme il l'avait recommandé, le plafond de 17,4 millions de barils par jour sera maintenu. Pour ce comité, les indices (marché libre, marge des raffineurs) sont certes concordants pour indiquer que la tendance dépressive du marché pétrolier est enrayée, mais il faudra une hausse des prix des bruts de la mer du Nord et du Mexique – espérée pour le mois de juillet – pour être assuré que les attaques dirigées contre l'OPEP sont, pour le moment du moins, abandonnées. M. Nabi, le ministre algérien, affirme, en effet, que la baisse des prix britanniques n'a pas été *« un geste commercial mais un acte politique »*.

Il n'en reste pas moins que le maintien d'un plafond global, sans plus de précision, indispose un certain nombre de pays. Le ministre irakien s'indignait que l'on n'ait pas souligné le peu de respect qu'a l'Iran des décisions de l'OPEP. Etranglé par la fermeture de l'oléoduc syrien et les multiples attentats contre la dernière voie d'exportation de son pétrole (le dernier en date, en Turquie, remonte au 7 mai), Bagdad s'irrite de ne pouvoir vendre que 400 000 barils par jour à l'étranger quand Téhéran écoule désormais plus de 1,5 million de barils quotidiennement. Le Koweït et le Nigéria ont fait savoir, quant à eux, qu'ils auraient aimé pouvoir produire plus. Enfin, la délégation iranienne a rappelé que son pays entendait être maître de sa production et estimé que son quota devrait être de 3 millions de barils par jour (il est de 1,2 million). Paradoxalement, la position de Téhéran se rapproche ainsi de celle de Ryad, qui continue de répéter que le niveau d'extraction du royaume relève de sa souveraineté nationale.

« L'attribution de quotas par pays, rappelle M. Nabi, *était le résultat d'un compromis. Comme telle, elle ne reposait pas sur des critères objectifs. Il faudra donc sans nul doute mettre un peu plus d'objectivité dans tout cela. »* Mais, à court terme, le ministre algérien juge positive cette décision de Quito qui tend à rendre permanente la programmation de la production *« établie en mars dans des circonstances exceptionnelles »*.

Le ministre algérien n'évite pas le débat sur le maintien de cette arme : *« L'utilisation de l'instrument de production pour défendre les intérêts de l'OPEP est une discussion qui dure depuis l'origine de l'Organisation et qui a reçu une réponse cette année »*.

« Toutefois, ajoute-t-il, *cette utilisation n'est nécessaire que dans la mesure où l'OPEP estime qu'elle n'a pas d'autres moyens pour tenir les prix. »*

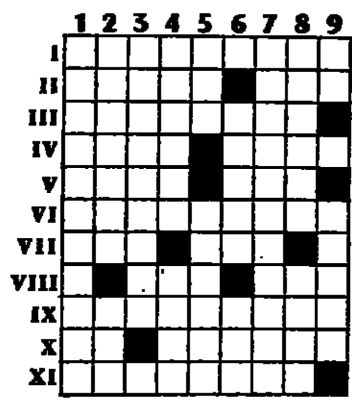
Les ministres de l'Organisation vont donc suivre attentivement l'évolution du marché dans les semaines à venir tout en remettant sur le métier, dès juillet, l'élaboration d'une stratégie à long terme abandonnée il y a plus d'un an. Mais ils surveilleront plus attentivement encore le conflit irako-iranien. *« Durant cette guerre,* a prévenu M. Hejazi, numéro 2 de la délégation iranienne et député de Téhéran, *nous avons perdu des dizaines de milliers de jeunes gens, 50 milliards de dollars d'équipement et de constructions, et il y a plus de deux millions de réfugiés. Nous continuerons notre combat pour obtenir compensation. »*

BRUNO DETHOMAS.

(Lundi 24 mai.)

LES MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1871



HORIZONTALEMENT

I. Substitut de parquet. – II. Devoir de fille soumise. De leur réunion naissent les grands courants. – III. – Sa mère la considère comme une sœur. – IV. Richesse du langage populaire. Enfant de Bohême. – V. Plus elle est drôle, moins elle est amusante. Ordre exécuté à la lettre. – VI. Forme de « crâne ». – VII. Demi-mesure ou ancienne unité de poids. Cours d'un pays rouge s'alliant avec un beau « Bleu ». – VIII. Vide, dans le milieu. Un personnage qui n'a peut-être pas existé y serait mort. – IX. Un rat de bibliothèque l'est par des livres. – X. Egaré. Dispositions ornementales pour pastorales ou mélodies de plain-chant. – XI. Mettre à plat ceux qui sont déjà lessivés.

VERTICALEMENT

1. Soumet à un feu intensif celles qui finiront souvent gelées. – 2. Certains dragueurs cherchent à le faire, d'autres à l'éviter. Bien que figurant en bonne part dans la tenue, en manque manifestement. – 3. Détachement de reconnaissance. – 4. Bien qu'elle soit « volée », personne n'aime la prendre. Pile par laquelle le duc de Brunswick perdit la face. – 5. Etape dans la formation d'une écorce. Manches pour quatre bras se donnant la main. – 6. On l'abaisse pour savoir à combien il s'élève. Subornés. – 7. La goutte qu'il occasionne incite à prendre de l'eau. – 8. Effectuer un rétablissement. Devise du téméraire. – 9. Préposition. Pièces de boucherie.

Solution du problème n° 1870

Horizontalement

I. Décousues. – II. Etonnante. – III. Pal. Lias. – IV. Epeire. Ta. – V. Nervure. – VI. Aser. Nuée. – VII. Uélé. – VIII. Lisse. Cil. – IX. Lues. Pré. – X. Elseneur. – XI. Se. Aussi.

Verticalement

1. Dépenaillés. – 2. Etapes. Iules. – 3. Coléreuses. – 4. On. Ivrese. – 5. Un. Ru. Le. Na. – 6. Salerne. Peu. – 7. Uni. Eu. Crus. – 8. Etat. Eviers. – 9. Sésame.

GUY BROUTY.

MARCHÉS FINANCIERS

Les devises et l'or

Dollar indécis, faiblesse de la livre

Le dollar s'est montré particulièrement indécis cette semaine, un jour en hausse, un jour en baisse, sans tendance bien définie. La tenue de la livre sterling a été nettement affectée par l'aggravation du conflit des Malouines, tandis que le franc français est resté sous haute surveillance.

Décidément, le mouvement de baisse du dollar, encore assez prononcé pendant la première semaine de mai, paraît stoppé, du moins pour l'instant, après le coup d'arrêt qu'il a subi il y a une dizaine de jours. L'explication paraît devoir être cherchée du côté des taux d'intérêt, qui refusent obstinément de baisser aux États-Unis. Leurs variations quotidiennes, de faible amplitude, provoquent une véritable « ondulation » du dollar. Ainsi, cette semaine, on a pu voir son cours osciller, à Paris, autour de 6 F, entre 5,96 F et 6,05 F, et à Francfort, entre 2,29 DM et 2,33 DM. Cette indécision déconcerte les milieux financiers internationaux, qui, auparavant, tablaient sur un lent fléchissement d'une devise américaine notoirement surévaluée, selon eux.

La livre sterling a dû être soutenue par la Banque d'Angleterre, en raison de l'approche d'un débarquement britannique aux îles Malouines, qui s'est finalement produit en fin de semaine.

Le franc français est resté sous haute surveillance, l'inquiétude des milieux financiers internationaux quant à son avenir proche restant assez vive, comme le prouve la forte tension réapparue sur les taux de l'eurofranc (le franc des non-résidents) : à la veille de l'Ascension, on cotait, à l'extérieur de nos frontières, 35 % à 40 % sur une semaine, avec des pointes à 60 %, l'échéance à un mois valant plus de 30 %, et 26 % celle à six mois. Cela prouve qu'à l'étranger on cherche à emprunter du franc pour le vendre à découvert, dans la perspective d'une dévaluation prochaine.

Une telle éventualité a été écartée à deux reprises par M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances. Faisant écho à des rumeurs qui couraient à la veille du précédent week-end, lorsque, venant d'Helsinki, il rejoignit M. Mitterrand à Hambourg, le ministre déclara sur les ondes de France-Inter : *« L'heure d'un réajustement des parités au sein du système monétaire européen (SME) n'est pas venue. Le SME a, jusqu'à présent, très bien fonctionné, et les conditions d'un changement de parité ne sont pas réunies. »* Jeudi 20 mai au soir, invité de l'émission d'Antenne 2, « L'heure de vérité », M. Delors a écarté, à nouveau, la possibilité d'un réajustement de parité au cours des prochains mois : *« Nous verrons en fin d'année. » « La compétitivité française est encore bonne vis-à-vis de toutes les monnaies »*, a-t-il précisé, ajoutant qu'à partir de septembre prochain, lors des réunions consacrées à la réforme du SME, *« nous envisagerons la nouvelle situation et observerons la tenue du franc »*. S'il est un mensonge permis et même recommandé à un ministre des finances, c'est bien celui qui porte sur l'opportunité et la date d'un réajustement monétaire, réajustement assez délicat, il est vrai, et dont la préparation exige une concertation poussée. Un fait semble acquis, toutefois, c'est la forte perte de compétitivité du franc vis-à-vis du mark, l'écart se creusant mois après mois, ce qui fait *« planer une menace sur le SME, à moins que cet écart ne soit réduit »*, a estimé le nouveau ministre des finances allemand, M. Manfred Lahnstein.

En tout état de cause, il ne semble pas que l'annonce d'un déficit commercial record en avril (10 milliards de francs), soit de nature à raffermir le franc la semaine prochaine.

Sur le marché de l'or, les coups de canon des Malouines ont fait gagner une dizaine de dollars à l'once de métal, dont le cours dépassait légèrement 340 dollars à la veille du week-end.

FRANÇOIS RENARD.

(Lundi 24 mai.)

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 14 AU 21 MAI

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York	1,7958	–	16,6527	51,8204	43,4027	–	39,8472	0,0781
	1,8240	–	16,6044	51,5331	43,3745	2,2883	39,0091	0,0779
Paris	10,7790	6,0050	–	306,38	260,63	–	234,47	4,6950
	10,9850	6,0225	–	310,35	261,22	13,7815	234,93	4,6922
Zurich	3,5182	1,9600	32,6392	–	85,8694	–	76,5326	1,5324
	3,5395	1,9405	32,2216	–	84,1682	4,4405	75,6972	1,5118
Francfort	4,1356	2,3040	38,3685	117,55	–	–	89,9648	1,8014
	4,2052	2,3055	38,2819	118,80	–	5,2754	89,9356	1,7962
Bruxelles	–	–	–	–	–	–	–	–
	79,7088	43,70	7,2561	22,5199	18,9546	–	17,8470	3,4047
Amsterdam	4,5970	2,5610	42,6493	130,66	111,15	–	–	2,0023
	4,6758	2,5635	42,5658	132,10	111,19	5,8661	–	1,9972
Milan	2295,80	1279	212,99	652,55	555,12	–	499,41	–
	2341,10	1283,50	213,11	661,42	556,71	29,3707	500,68	–
Tokyo	425,77	237,20	39,5007	121,02	102,95	–	92,6200	0,1854
	429,82	235,65	39,1297	121,43	102,29	5,3924	91,9251	0,1835

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 21 mai, 2,5316 F contre 2,5556 F le vendredi 14 mai.

La Bourse de Paris est restée en 1981 au septième rang des places internationales

Au cours de l'année 1981, les cours des actions françaises ont baissé de 17 % en moyenne, a indiqué M. Bernard Tricot, président de la Commission des opérations de Bourse (COB), en présentant le rapport annuel de cet organisme, le quatorzième du genre.

Dans le même temps, les transactions boursières enregistrées tant sur le marché officiel que sur le hors-cote ont dépassé les 150 milliards de francs, 153,4 milliards très exactement, contre 125 milliards en 1980, cette progression s'étant poursuivie au premier trimestre 1982, avec un total de 53,5 milliards de francs.

Sur le marché obligataire, le ton est resté beaucoup plus calme, et le volume des émissions a même régressé à 106,9 milliards de francs, contre 111,7 milliards l'année précédente, *« malgré les perturbations connues cette année-là sur le marché financier »*, a souligné M. Tricot, ajoutant que, pour les quatre premiers mois de 1982, les émissions ont atteint 39,3 milliards de francs, dont 10 milliards pour les emprunts d'Etat, les anticipations restant pour l'ensemble de l'année en cours autour de 120 à 130 milliards de francs.

Le fait saillant reste l'engouement dont bénéficient les emprunts à taux variables. Alors qu'ils représentaient en 1980 quelque 24 % des émissions, soit environ 8 % des sommes collectées, cette proportion est passée respectivement à 48 % et 25 % l'année dernière.

En dépit de ce bilan globalement satisfaisant, la Bourse de Paris n'a pas amélioré son classement au palmarès des Bourses internationales. Avec une capitalisation de 219 milliards de francs en 1981, en baisse de 11,6 % sur l'année précédente, elle demeure au septième rang des places internationales, après New-York, Tokyo, Londres, Toronto, les Bourses allemandes et l'American Stock Exchange.

(Lundi 24 mai.)

Semaine du 17 au 21 mai

L'INTERROGATION

POUR la première fois depuis la fin mars, la Bourse de Paris a légèrement décroché cette semaine (– 0,8%), écornant ainsi un peu les gains laborieusement mais régulièrement acquis (près de 9 %) durant cette période de lente et longue ascension.

La perte est légère. D'aucuns la considèrent cependant comme un premier avertissement sans frais. Par trop nourri de capitaux en quête de placement, le marché, selon eux, n'écoutait plus guère ces derniers temps les bruits venus de l'extérieur. Et ce n'est qu'à force de tambouriner à sa porte que la pluie aurait réussi à lui faire tendre l'oreille et regarder au-dehors le paysage.

Sans doute n'ont-ils pas entièrement tort. L'analyse mérite cependant d'être poussée un peu plus loin en la nuançant.

De fait, la Bourse a baissé. Déjà sensible depuis une huitaine de jours, la pression des ventes bénéficiaires s'est accentuée, surtout mardi. Mais attribuer le phénomène à la méfiance, voire à l'inquiétude, comme certains n'hésitent pas à le faire, peut paraître un peu excessif dans la mesure où il a coïncidé avec l'échéance mensuelle. La liquidation générale a en effet eu lieu mercredi et, pour la seconde fois consécutive, elle a été gagnante (près de 5 %). L'on ne saurait vraiment s'étonner dans ces conditions que les investisseurs aient été tentés d'empocher leurs gains. En outre, force est de constater que les ventes parfois massives, comme en témoignent les chiffres d'affaires importants enregistrés les 18 et 19 mai, ont été bien absorbés dans l'ensemble. Ce qui tendrait à prouver que le marché n'a rien perdu de sa vitalité mais n'a guère retrouvé, non plus, beaucoup de sa lucidité.

Ni le dérapage des prix en avril ni l'aggravation du déficit extérieur le même mois, ni les appréhensions grandissantes ressenties par Wall Street devant l'éloignement d'une éventuelle reprise de l'économie, ni les mois difficiles à venir annoncés par M. Jacques Delors, ministre des finances, ni enfin le débarquement britannique aux Malouines, n'ont, semble-t-il, eu le moindre écho sous les lambris du palais Brongniart.

Il reste qu'un élément de jugement fait cruellement défaut pour juger le marché. Le rythme de la semaine boursière a été rompu par le chômage du jeudi de l'Ascension. Beaucoup ayant cédé à la « tentation du pont », la Bourse, vendredi, a tourné à vide.

Impossible dans ces conditions, de se faire une opinion sur ses véritables sentiments quand, privée de substance, elle a du même coup échappé à l'actualité, lourde de nouvelles déprimantes en fin de semaine.

Programmé à la veille du week-end, le vrai démarrage du nouveau mois boursier se fera probablement lundi prochain avec le retour de la cohorte des investisseurs dispersés, comme les citadins, aux quatre coins de la France par quelques jours de vacances. Il sera intéressant de noter alors la réaction du marché. Mais la question peut se poser de savoir s'il en aura. Sauf événements alarmants de dernière minute, quarante-huit heures de recul permettent de juger une situation avec plus de sérénité et tant que les liquidités abondent...

ANDRÉ DESSOT.

Pour une internationale de la santé

II. — *L'O.M.S., au-delà du cordon sanitaire*

Par CLAIRE BRISSET

L'Organisation mondiale de la santé, qui a achevé le vendredi 14 mai, à Genève, son assemblée plénière, répond-elle aux demandes multiples que lui adressent ses cent cinquante-sept pays membres ? Après avoir analysé (notre précédent numéro) un certain nombre de ses lignes de force et de ses éléments de faiblesse, nous analysons la situation à laquelle elle doit faire face, aujourd'hui, par rapport à l'histoire déjà ancienne de la coopération sanitaire internationale.

Un monstre de bureaucratie, une Église, une chapelle, un club, ou bien, au contraire, un modèle de décentralisation ? La *meilleure des* institutions des Nations unies ? Comment trancher entre des jugements aussi contradictoires, portés sur l'O.M.S. ? Comment apprécier le pour et le contre ? Aucun sujet n'est plus sensible : la vie, la mort des enfants du monde, la souffrance des malades, le silence des agonisants, l'effondrement ou le succès d'un système de soins, ont-ils réellement un lien quelconque avec la vie feutrée des fonctionnaires du siège qui, à Genève, comptent, évaluent, confèrent, commentent ?

Ce qui, en tout cas, frappe, est la sévérité du constat que l'O.M.S. porte sur la situation sanitaire mondiale, sur laquelle elle fournit des données accablantes. Alors que la population du monde augmente en moyenne de près de 2 % par an, la croissance des structures sanitaires ne peut, en aucune manière, suivre un rythme comparable. Soit parce que leur poids économique est déjà excessif : il n'est pas loin d'atteindre, en Europe occidentale et en Amérique du Nord, 10 % des produits intérieurs bruts ; soit parce que l'appauvrissement croissant de nombre de pays du tiers-monde inhibe tout progrès significatif dans ce domaine.

Aussi le déséquilibre est-il éclatant : dans les pays industrialisés, les variations des dépenses de santé n'ont guère de chances d'entraîner une augmentation significative de la mortalité ou de la morbidité, tout au plus des révisions des choix économiques et des rééquilibrages politiques. En revanche, dans le tiers-monde, les difficultés financières croissantes auxquelles se heurte le développement des systèmes sanitaires auront, et ont déjà, une incidence *directe sur l'état de santé des* populations et *sur la mortalité*.

L'illustration la plus évidente de cette situation est fournie par les courbes d'espérance de vie : soixante-douze ans en moyenne dans les pays industrialisés, cinquante-sept ans dans le tiers-monde. Encore s'agit-il d'une évaluation globale : dans nombre de pays de l'Afrique sub-saharienne, l'espérance de vie ne dépasse guère quarante ans. Même *déséquilibre pour la mortalité infantile, qui avait quelque peu régressé* au cours des années 60, mais stagne de nouveau depuis, et reste... dix fois supérieure dans le tiers-monde par rapport au niveau qu'elle a atteint dans les pays développés.

Comme l'estiment les responsables de l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), sur les cent vingt-cinq millions de nouveau-nés qui auront vu le jour en 1982, dix-sept millions seront morts avant leur cinquième anniversaire : 95 % de ces décès *d'enfants surviennent* dans le tiers-monde, où se cumulent les effets de la malnutrition et des maladies parasitaires et infectieuses.

Malnutrition et cancer

Ces données globales masquent le détail d'évolutions convergentes que l'O.M.S. ne cherche pas à dissimuler : ainsi, la bilharziose progresse à la faveur des travaux d'irrigation, et frappe à présent deux cents millions de personnes ; le paludisme est en pleine recrudescence, puisqu'il semble établi que le nombre total des cas a plus que doublé entre 1972 et 1977. La malnutrition n'a pas régressé non plus : cent cinquante millions de personnes sont sous-alimentées dans le monde, dont dix millions d'enfants, atteints de la forme aiguë qui, comme l'écrit l'O.M.S., *« aboutit généralement à la mort si l'on n'intervient pas »*. Les maladies diarrhéiques, dues à la contamination de l'eau et de l'environnement, tuent chaque année de trois à cinq millions d'enfants, les infections aiguës des voies respiratoires, plus de deux millions.

Les exemples de ce type pourraient être multipliés, et l'O.M.S. ne s'en prive pas, dans les documents de travail remis aux délégués présents à Genève. Elle livre aussi un certain nombre de données sur la pathologie dégénérative, sur les maladies de la pléthore ou du vieillissement qui affectent, au premier chef, les pays industrialisés : le cancer frappe vingt millions de personnes dans le monde, entraînant une mortalité annuelle de plus de six millions. Les maladies cardiovasculaires, quoique en recul dans certains pays industrialisés, n'en viennent pas moins en tête des causes de décès en Occident ; l'hypertension, les accidents vasculaires cérébraux, le diabète et les maladies rhumatismales chroniques accompagnent le vieillissement de la population.

Une obsession européenne

Rassembler ces données, ce n'est pas céder à l'obscur plaisir du catastrophisme ; c'est montrer, chiffres à l'appui, l'exigence absolue d'une action internationale concertée dans le domaine sanitaire. Plus que jamais, les évolutions pathologiques s'affirment comme des tendances mondiales, indissociables d'une part des migrations humaines de plus en plus massives auxquelles donne lieu l'évolution des peuples ; inséparables, en second lieu, des conditions du développement économique lui-même ou du sous-développement.

L'O.M.S., à cet égard, n'est que l'héritière d'une histoire mouvementée et déjà plus que centenaire. En fait, l'origine de la coopération sanitaire internationale se confond avec celle d'une obsession européenne : la lutte contre les maladies quarantenaires, singulièrement la peste, la fièvre jaune, le choléra, venues de l'Est ou du Sud, et dont les incursions périodiques sur le Vieux Continent laissaient derrière elles des souvenirs terrifiés.

La peste, qui avait frappé pour la dernière fois en Europe à Marseille en 1720, puis à Messine en 1743, semblait, au milieu du dix-neuvième siècle, confinée dans un réduit balkanique. Il n'en allait pas de même de la fièvre jaune, qui avait fait quelques apparitions isolées sur les côtes occidentales de l'Europe, ni surtout du choléra, venu du Bengale, par voie de terre, à travers les steppes de l'Asie et qui ravagea la Russie blanche en 1830, la Grande-Bretagne en 1831, la France en 1832 et plusieurs autres pays de l'Europe du Nord. L'épidémie de 1832 à Paris emporta plus de 2 % de la population de la capitale.

Aussi est-ce à Paris que le gouvernement français convoqua, en 1851, la première « conférence sanitaire internationale », dans le but essentiel d'élaborer des mesures quarantenaires. Cette conférence, comme celles qui suivirent, ne parvint à rien : tant que la communauté scientifique demeurait dans l'ignorance des causes des grandes maladies épidémiques — dites « pestilentielles » — et de leur mode de propagation, il était inconcevable d'élaborer une prévention efficace.

Le choléra fut la première affection dont la médecine permit de percer l'origine : en 1883, Robert Koch, à la tête d'une mission allemande, se rendit en Égypte, où sévissait une épidémie meurtrière, puis l'année suivante à Calcutta, où il constata que les victimes de la maladie étaient porteuses de « bacilles virgules » — le vibrion cholérique, — qu'il identifia. Mais la communauté scientifique n'était pas prête à admettre cette réalité : une violente polémique se développa entre les « contagionnistes », qui s'adressaient à leurs patients munis de porte-voix et pratiquaient opérations et autopsies, à l'aide de longues perches, et ceux qui voyaient dans le choléra le seul résultat de la « saleté ». Sir William Gull eut même, en 1885, cette formule définitive : *« Il est démontré depuis longtemps que le choléra en tant que choléra n'engendre pas le choléra. »*

C'est dans cette atmosphère que s'ouvrit à Rome, cette même année 1885, la sixième Conférence sanitaire internationale, où il fut convenu, tant la question était épineuse, que l'on éviterait le sujet de l'étiologie du choléra, et que Robert Koch fut réduit au silence. Pourtant, sept ans plus tard, à la conférence de Venise, l'étiologie du choléra était admise, et la première convention sanitaire internationale signée, qui précisait les mesures de quarantaine destinées à éviter la propagation de la maladie par la voie maritime.

Un pilier de la paix

En outre, en 1894, Alexandre Yersin découvrait le bacille de la peste, et, en 1900, la commission de la fièvre jaune de l'armée américaine mettait en évidence le rôle d'un moustique dans la propagation de la maladie. Ainsi, à l'aube du vingtième siècle, était élucidée la nature des trois principales maladies quarantenaires. Il devenait alors possible de créer un organisme chargé tout à la fois de rassembler les informations et de centraliser les décisions : tel fut le rôle dévolu à l'Office international de l'hygiène publique (O.I.H.P.) établi à Paris en 1909. Outre-Atlantique s'était constitué dans le même but, en 1902, ce qui devait devenir le bureau sanitaire panaméricain, installé à Washington.

La première guerre mondiale devait donner à cette coopération une impulsion et une orientation nouvelles : la philosophie de la Société des nations (S.D.N.) aidant, la coopération sanitaire internationale apparut comme un instrument nécessaire au service de la paix, un élément majeur de réconciliation, ainsi que le précisait d'ailleurs explicitement le pacte de la S.D.N. Cette dernière constitua donc en son sein, à Genève, un organisme spécialisé, l'Organisation d'hygiène de la Société des nations, dont on pensait qu'il se substituerait à l'O.I.H.P. C'était compter sans l'hostilité des Etats-Unis, qui avaient refusé d'emblée d'adhérer à la S.D.N. : aussi coexista-t-il pendant l'entre-deux-guerres, deux organismes chargés des mêmes missions, l'un à Genève, l'autre à Paris, auxquels s'adjoignait d'ailleurs, pour les Amériques, celui de Washington.

La seconde guerre mondiale devait avoir raison de ce fractionnement : plus encore qu'en 1919 dominaient l'écœurement et la volonté d'action commune. Le sentiment exprimé en 1945 par le cardinal Spellman, archevêque de New-York : *« La médecine est l'un des piliers de la paix »*, devait se concrétiser pleinement lors de la conférence de San-Francisco au cours de laquelle furent créées les Nations unies et décidé le principe de constituer *« une seule organisation sanitaire internationale »*.

Le 7 avril 1948, entrait en vigueur la constitution de l'O.M.S., fixée à Genève, et dont le docteur Brock Chisholm, un psychiatre canadien, devint le premier directeur général. Militant passionné de l'idéal de paix et d'égalitarisme qui animait les pères fondateurs des Nations unies, il devait profondément marquer l'O.M.S., malgré la brièveté de son mandat — cinq ans, — de son empreinte personnelle. Son successeur, le docteur M. G. Candau, un Brésilien, devait rester à la tête de l'Organisation pendant vingt ans, jusqu'en 1973, date à laquelle le remplaça le docteur Halfdan Mahler, directeur actuel, qui briguera, l'an prochain, la reconduction de son mandat.

Depuis trente ans, l'O.M.S., constituée à l'origine par cinquante-cinq Etats, s'est radicalement transformée. Composée à ses débuts d'une majorité de pays industrialisés, elle ne permettait alors l'expression des peuples du tiers-monde qu'à travers la voix des puissances coloniales. Forte aujourd'hui de cent cinquante-sept membres, parmi lesquels les pays en voie de développement sont en écrasante majorité, elle n'est plus désormais un club de nantis. Sa doctrine, son action, s'en ressentent profondément. A-t-elle gagné en démocratie ce qu'elle a perdu en efficacité et en dynamisme ?

(Samedi 15 mai.)

III. — *Une révolution*

« La santé pour tous en l'an 2000. » On convient à Genève, derrière les fenêtres ensoleillées du siège de l'O.M.S. , qu'il s'agit là d'un slogan simplificateur et, à bien des égards, d'un rêve utopique. Et pourtant, on maintient qu'il était impératif de fixer une stratégie, un objectif qui, si vague soit-il, permette d'orienter, d'ordonner les efforts, d'organiser l'action sanitaire dans le monde, et singulièrement dans le tiers-monde.

Il y a cinq ans, l'Assemblée mondiale de la santé, instance suprême de l'O.M.S., décidait, à Genève, d'adopter à l'échelle du monde cet objectif : *« Santé pour tous en l'an 2000. »* Un an plus tard, à Alma-Ata (U.R.S.S.), au cours d'une réunion conjointe avec l'UNICEF, fonds des Nations unies pour l'enfance, l'O.M.S. conceptualisait l'« outil » qui permettrait la mise en œuvre de cette doctrine nouvelle : ainsi était définie la théorie des « soins de santé primaires » qui devait devenir le pivot de la stratégie. Enfin, l'Assemblée générale des Nations unies consacrait l'ensemble, en novembre 1981, après avoir déclaré que l'amélioration de la santé faisait partie intégrante du développement économique.

Cette terminologie vague recouvre, en fait, des notions précises, dont on commence seulement aujourd'hui à mesurer les implications. Définir la santé « pour tous » comme un élément moteur du développement, c'est condamner implicitement les politiques sanitaires antérieures axées sur la technologie de pointe, hospitalière, urbaine en tout cas, et centrées sur la prise en charge du petit nombre. C'est affirmer hautement les exigences, la priorité de l'action préventive. C'est aussi proclamer que l'amélioration de la santé du plus grand nombre passe, d'abord, par l'assainissement du milieu, l'adduction d'eau potable dans les villes et les villages, la construction d'égouts et de systèmes d'évacuation des déchets, la destruction des insectes vecteurs des parasites ; bref, c'est remettre à l'honneur les progrès de l'hygiène qui ont, plus que tout le reste, fondé le « décollage » sanitaire de l'Occident, depuis deux cents ans.

Pour parvenir à cet objectif, l'O.M.S. estime impératif de respecter deux préalables. Le premier est politique : aucun des éléments de ce qu'elle dénomme elle-même une *« révolution sanitaire »* ne sera réalisable sans un engagement au plus haut niveau. Si, au sommet de l'Etat, on continue de préférer les évacuations sanitaires, vers Paris ou vers Londres, des dirigeants et de leurs familles à des campagnes de prévention des maladies transmissibles dans les villages et dans les bidonvilles, rien ne pourra être fait. Ou si, comme ce fut le cas récemment, un gouvernement d'un pays en voie de développement demande l'aide de l'O.M.S. pour acquérir un scanographe, alors que, selon le docteur Malher lui-même, directeur général de l'O.M.S., ce pays pouvait, avec la même somme, vacciner l'ensemble de ses enfants contre la rougeole et éviter ainsi la mort de cinq cent mille d'entre eux pour les dix ans à venir.

Le directeur général de l'O.M.S. ne se prive pas, d'ailleurs, de rappeler ces réalités, publiquement, aux pays membres, comme il l'avait fait il y a un an, en termes très vifs, lors de la trente-quatrième Assemblée mondiale de la santé. *« J'ai le regret de vous dire,* s'était-il écrié, *qu'en dépit de la façon spectaculaire dont vous utilisez l'O.M.S. aux niveaux régional et mondial, très peu d'entre vous s'en servent convenablement à l'intérieur de leur propre pays. Combien de fois vous vois-je encore mésuser de ses ressources limitées en poursuivant l'exécution de projets fragmentaires, en demandant des bourses d'études mal adaptées à vos besoins essentiels en personnel et en réclamant du matériel et des fournitures dont l'utilité est très discutable ! Et combien de fois vois-je les représentants de votre Organisation au sein du secrétariat* (1) *accepter passivement cette forme périmée d'assistance technique, si louables que soient leurs intentions ! »*

Le préalable économique et monétaire

Le second préalable est d'ordre économique et monétaire. Si l'on veut améliorer de manière décisive la santé du plus grand nombre, il faut impérativement, estime-t-on à Genève, accroître les flux financiers affectés à l'action sanitaire, et ce à un double niveau. D'abord à l'intérieur même des pays en voie de développement. Dans les vingt-cinq Etats les plus pauvres du monde, les dépenses publiques de santé n'atteignent que 2,6 dollars par habitant et par an (estimation 1981). Dans quatre-vingt-cinq autres pays en voie de développement, ce chiffre n'atteint que 17 dollars, alors que, dans vingt-huit pays développés, il se monte à 277 dollars. En d'autres termes, les pays les plus pauvres ne peuvent consacrer que moins de 1,5 % de leur produit national brut à la santé, contre 6 à 10 % dans le monde industrialisé.

Mais une augmentation de ces sommes en valeur absolue dans les pays du tiers-monde n'est guère envisageable, compte tenu de la gravité de leurs problèmes économiques : il convient donc, avec les mêmes fonds, de faire autre chose. Dans un tel contexte de pénurie, le *développement communautaire est* l'unique voie possible.

Le second niveau d'intervention économique est celui des transferts internationaux. D'après l'O.C.D.E. et l'O.M.S., quelque 3 500 millions de dollars ont été transférés, en 1979, vers les territoires et pays en développement, au profit des actions de santé, ce qui correspond à 10,7 % de l'aide officielle au tiers-monde.

Or, si l'on veut réellement mettre en œuvre une politique de soins de santé primaires dans les pays les moins favorisés — ce qui, estime l'O.M.S., ne coûterait que 10 à 12 dollars par habitant et par an, — il faudrait multiplier par sept le niveau actuel des transferts internationaux. Encore cette estimation suppose-t-elle que les pays intéressés prennent eux-mêmes en charge la moitié de cette somme, ce qui reste difficilement imaginable. Ainsi, conclut sur ce point l'O.M.S., la mise en œuvre de la stratégie des soins de santé primaires implique-t-elle non seulement un accroissement des investissements nationaux mais aussi une augmentation considérable des transferts internationaux dans le domaine de la santé, ainsi que leur réorientation vers l'action communautaire.

Ces préalables posés, l'O.M.S. a défini un certain nombre de domaines d'action prioritaires pour lesquels elle veut stimuler les efforts de la communauté mondiale. L'un des programmes auxquels elle consacre le plus d'énergie est celui qui a trait aux recherches en matière de reproduction. Sur ce point, l'Organisation se propose, d'ici à 1989, de mener à bien des études sur l'innocuité à long terme des méthodes de régulation des naissances adoptées de 1970 à 1977 et d'évaluer l'acceptabilité et les effets secondaires des moyens contraceptifs qui seront utilisés d'ici à 1985. Elle se propose, en outre, d'intégrer aux dispositifs actuels *« au moins six méthodes nouvelles actuellement en cours d'élaboration »* et de *« mener à un stade avancé d'expérimentation clinique trois autres méthodes »*, dont un contraceptif à usage masculin.

Second thème majeur de recherches : les maladies tropicales, à propos desquelles elle a mis en œuvre, depuis 1975, avec l'aide du P.N.U.D. (Programme des Nations unies pour le développement) et la Banque mondiale, des projets d'études spécifiques portant sur le paludisme, la lèpre, la maladie du sommeil, la bilharziose, les filarioses et les leishmanioses. Comme les autres programmes de recherche de l'O.M.S., celui-ci, qui bénéficie de contributions volontaires importantes, particulièrement des pays scandinaves, ne met pas en œuvre ses propres travaux : il aide financièrement ceux qui sont menés dans les divers pays, accorde des bourses à des chercheurs, en provenance du tiers-monde notamment. Au total, six cent soixante programmes de recherche sont aidés de cette manière. Parmi les perspectives les plus prometteuses ainsi ouvertes, figure spécialement l'espoir de déboucher sans trop tarder sur deux vaccins nouveaux, contre le paludisme et contre la lèpre.

A l'aide de mécanismes analogues, l'O.M.S. soutient des projets de recherches portant sur les maladies diarrhéiques (dont le choléra), auxquelles elle impute entre le tiers et le quart de tous les décès d'enfants âgés de moins de cinq ans. Le programme vise tout particulièrement à diffuser les techniques simples de réhydratation par voie orale.

Le « programme élargi de vaccination » qu'elle souhaite faire adopter par l'ensemble des pays du tiers-monde ne manque pas, lui non plus, d'ambition, puisqu'il vise à obtenir l'immunisation, d'ici à 1990, de tous les enfants du monde contre les six maladies-cibles les plus répandues : tuberculose, poliomyélite, diphtérie, tétanos, coqueluche, et rougeole, qui tuent cinq millions d'enfants chaque année. Or, à l'heure actuelle, moins de 10 % des enfants du tiers-monde bénéficient de ces vaccinations. L'O.M.S. s'est plainte, au cours de la trente-cinquième Assemblée mondiale qui s'achève, de la faiblesse de l'engagement des Etats sur ce problème. Elle estime qu'il faudrait, pour que l'objectif soit atteint, investir dans ce programme quelque 300 millions de dollars chaque année, alors qu'en 1981 seulement 72 millions de dollars ont été versés, à ce titre, aux pays en voie de développement.

Quant aux projets de l'Organisation qui consistent à mettre à la disposition des Etats du tiers-monde les deux cents « médicaments essentiels » dont ils ont besoin, ils posent davantage encore de questions irrésolues : alors que l'O.M.S., soutenue par l'UNICEF, s'est heurtée aux multinationales productrices d'aliments infantiles et leur a fait accepter, en 1981, un « code de conduite » aujourd'hui largement reconnu, elle hésite à engager un combat analogue contre l'industrie pharmaceutique. La collaboration de cette dernière sera, en effet, une nécessité, dont les pays du tiers-monde sont conscients, dans la mesure où les instruments techniques de l'auto-approvisionnement leur font défaut et où n'existe aucun produit de substitution accessible et bon marché. L'O.M.S. est accusée par certains, dans ce domaine, d'avoir mis une sourdine à ses revendications initiales, bref, d'avoir cédé aux pressions des multinationales. Seuls les développements de son programme dans les mois et les années qui viennent permettront de faire justice de cette accusation.

Ainsi l'O.M.S., par la nature même de son objectif, met-elle en œuvre des programmes qui touchent à tous les domaines de la pathologie, y compris dans les pays industrialisés. Elle organise et harmonise les travaux d'experts en de multiples domaines, notamment en toxicologie, afin de veiller au danger potentiel que peuvent présenter des substances chimiques présentes dans l'environnement, par exemple pour évaluer leur éventuel pouvoir cancérogène. Depuis plusieurs années, elle attire l'attention sur les risques que représentent les effluents industriels, la mécanisation de certains procédés de fabrication et l'utilisation civile de l'énergie nucléaire. Elle insiste aussi sur la nécessité de mieux prendre en charge les maladies mentales graves (quarante millions de personnes dans le monde, estime-t-elle) ou plus légères (deux cents millions de cas).

D'une manière générale, l'objectif que s'est fixé l'Organisation n'est pas apporter une assistance technique directe à ses membres, sauf dans les cas où une situation d'urgence ou de catastrophe impose une intervention. Sur ce point, l'O.M.S. comporte un service *ad hoc* qui agit en liaison avec les autres institutions des Nations unies, en particulier le Haut Commissariat pour les réfugiés et l'UNICEF, pour adresser sur les lieux des catastrophes, personnels et médicaments. L'objectif central de l'Organisation, qui récuse jusqu'au terme d'« aide », est de permettre aux pays de se doter de structures nationales inspirées de sa doctrine, c'est-à-dire orientées vers le développement des communautés de base. Contrairement au procès longuement entretenu à l'encontre de sa nouvelle stratégie, l'O.M.S. ne refuse pas d'admettre l'existence, dans les capitales ou les grandes villes, d'hôpitaux faisant office à la fois de structures d'appel pour les cas complexes et de centre de formation des personnels. Mais elle critique la polarisation, sur ces structures, des maigres ressources dont disposent les pays du tiers-monde et l'aide extérieure qu'ils reçoivent.

Pour mieux faire entendre sa voix, l'O.M.S. s'est dotée de structures très décentralisées et d'un mécanisme électif, à l'échelon de ses bureaux régionaux, unique en son genre dans le système des Nations unies. Il reste que cet énorme appareil doit trouver les moyens originaux d'un fonctionnement adapté aux pays qui en ont le plus besoin. Faute de quoi, il continuera à limiter, sans profit pour ceux qu'il aide, l'écho de sa propre voix...

FIN

(Lundi 17 mai.)

(1) Le secrétariat désigne le personnel permanent du siège, à Genève.

SPORTS

CYCLISME

« TOTO » GÉRARDIN EST MORT

Louis Gérardin, qui vient de mourir à l'âge de soixante-dix ans — il était né le 12 août 1912, à Billancourt, — restera l'une des grandes figures du cyclisme français. Celui qu'on appelait toujours « Toto » avait débuté en 1928 sous les couleurs de l'Athlétic-Club de Boulogne-Billancourt (A.C.B.B.), alors qu'il occupait un poste de dessinateur aux usines Renault, pour devenir, avec Lucien Michard et Lucien Faucheux, le meilleur sprinter français des années trente.

Champion de Paris de vitesse à seize ans, puis champion du monde amateur de la spécialité en 1930, il remporta dix fois le titre de champion de France professionnel. A son palmarès, figurent également les grands prix de Paris 1939, 1941 e 1943. D'autre part, il se classa deuxième du championnat du monde de vitesse professionnel à trois reprises : en 1936, en 1947 et en 1948.

Réputé pour son élégance comparable à celle de Charles Pélissier, Louis Gérardin devait acquérir une popularité méritée au fil d'une carrière exemplaire qui se prolongea durant un quart de siècle. Il devint ensuite conseiller technique pour la piste et forma Daniel Morelon ainsi que Pierre Trentin.

JACQUES AUGENDRE.
(Mardi 25 mai.)

Les résultats

Athlétisme

CHAMPIONNATS DE FRANCE INTER-CLUBS

Les championnats de France inter-clubs se sont achevés sans surprise le 23 mai par la onzième victoire consécutive de l'équipe masculine du Racing-Club de France, à Saint-Etienne, et par le troisième succès consécutif de l'équipe féminine du Stade Français, à Montgeron.

Automobilisme

GRAND PRIX DE MONACO DE FORMULE 1

1. Patrese (Brabham - Ford), les 251,712 km en 1 h. 54 min. 11 sec. (132, 300 km/h.) ; 2. Pironi (Ferrari), à 1 tour ; 3. De Cesaris (Alfa-Romeo) ; 4. Mansell (Lotus) ; 5. De Angelis (Lotus) ; 6. Daly (Williams), à 2 tours ; 7. Prost (Renault), à 3 tours, etc.

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS

1. Prost, 18 pts ; 2. Watson, 17 ; 3. Pironi, 16 ; 4. Rasberg, 14 ; 5. Patrese, 13 ; 6. Lauda, 12, etc.

Aviron

REGATES DE VICHY

Vainqueurs de seize des vingt-deux épreuves, les Soviétiques ont très largement dominé les régates internationales de Vichy, disputées les 22 et 23 mai sur le bassin de l'Allier. Le quatre de couple français (Boudoux, Gate, Peltier, Fornara) a déçu pour sa première sortie en se faisant devancer pour la deuxième place par l'Italie.

Basket-ball

COUPE DE LA FEDERATION

Le Cercle Saint-Pierre de Limoges, déjà vainqueur de la coupe Korac et deuxième du Championnat de France, a terminé sa saison en beauté en battant Villeurbanne par 116 à 100, le 22 mai à Reims, en finale de la Coupe de la fédération.

Cyclisme

BORDEAUX-PARIS

Le Marseillais Marcel Tinazzi, âgé de vingt-neuf ans, champion de France professionnel sur route en 1977, a gagné le 22 mai Bordeaux-Paris (585 kilomètres) en devançant de 58 secondes Maurice Le Guilloux troisième l'an passé

TOUR D'ITALIE

Après les neuvième et dixième étapes gagnées respectivement, au sprint, par les Italiens Moreno Argentin et Giuseppe Saronni, leur compatriote Francesco Moser conserve le maillot rose avec 6 sec. d'avance sur Bernard Hinault et 24 sec. sur Saronni.

Escrime

CHAMPIONNATS DE FRANCE DE FLEURET

Le Cercle d'escrime Henri-IV de Charenton a réussi un brillant doublé aux championnats de France de fleuret avec Philippe Omnès, un étudiant en éducation physique de vingt-deux ans, vainqueur en finale du junior Olivier Valentin, et Véronique Brouquier, une étudiante en archéologie de vingt-cinq ans, qui s'est imposée devant la junior niçoise Marie-Christine Cabane. Par équipes, l'O.G.C. Nice a gagné chez les dames et le Racing-Club de France chez les hommes.

Jeu à treize

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Le XIII catalan a remporté son cinquième titre de champion de France en battant Saint-Estève par 21 à 8, le 23 mai à Toulouse.

Motocyclisme

GRAND PRIX D'ESPAGNE

L'Américain Kenny Roberts (Yamaha) a dominé l'épreuve des 500 cm3 du Grand Prix d'Espagne en devançant le Britannique Barry Sheene (Yamaha) et l'Italien Uncini (Suzuki) qu'il précède dans le même ordre au classement provisoire du championnat du monde. Le Vénézuélien Lavado (Yamaha) s'est imposé devant le Français Jean-Louis Tournadre (Yamaha), qui conserve sa première place au championnat du monde.

BOL D'ARGENT

L'équipage français Etienne-Le Bihan (Honda) a gagné le troisième Bol d'Argent, à Montlhéry, en couvrant 131 tours à 137,899 km/h. Moré - Battistini (Kawasaki) ont terminé à 1 tour et Mounier - Lestoquoit (Honda) à 3 tours.

Rugby

L'équipe de France A' a été tenue en échec, 10 à 10, par l'Union soviétique, le 22 mai à Moscou. Les Soviétiques ont réussi un essai par O chinikov (45e) et deux pénalités par Bobrov (5e) et Slousar (12e). Les Français ont répliqué par un essai de Chadebech (75e), une pénalité de Bonal (27e) et un drop de Camberabero (32e).

CHALLENGE DU MANOIR (Demi-finales)

A Béziers : Narbonne b. Lourdes, 15 à 9 ; à Lourdes : Dax b. Perpignan, 15 à 6.

Sports équestres

C.S.I.O. DE LUCERNE

Le C.S.I.O. de Lucerne n'a pas réussi aux Français. Le Grand Prix est revenu au Suisse Bruno Candrian sur Van Gogh (0 pt, 41 sec. 90) après barrage avec cinq concurrents, dont les Français Gilles Bertran de Balanda (Malesan Galoubet), *deuxième avec 0 pt et 45 sec. 86, et Frédéric Cottier* (Flambeau), *troisième avec 4 pts et 4 sec. 33*

Tennis

INTERNATIONAUX D'ITALIE (250 000 dollars) Demi-finales

Teltscher (E.-U.) b Arraya (Pérou), 6-4, 3-6, 6-3 ; Gomez (Equ.) b. Wilander (Suède), 5-7, 6-4, 6-3.

Finale

Gomez b. Teltscher, 6-2, 6-3, 6-2.

SCIENCES HUMAINES

Naissance de l'écriture

(Suite de la première page.)

Ici et là, quelques notes d'humour : notre orgueilleuse civilisation industrielle ne revient-elle pas au pictogramme ? Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder nos panneaux de signalisation routière. De même, nos lointains ancêtres n'avaient-ils pas déjà inventé les bandes dessinées ? Les bas-reliefs où le roi Assurbanipal a fait représenter sa victoire sur le roi d'Elam en témoignent.

Mais surtout, les deux commissaires de l'exposition ont su expliquer comment l'écriture reflète une civilisation. Les exploits des rois, les délimitations de frontières, la correspondance diplomatique donnent le cadre de l'histoire officielle. Les codes, les lois, les contrats, les jugements dressent le cadre juridique. Les mythes, les prières, les hymnes, les rituels tracent le cadre religieux. Les textes littéraires, les traités astrologiques, les problèmes mathématiques, les précis médicaux ou pharmacologiques, les recueils magiques ou divinatoires, les comptabilités, tout concourt à faire ces ensembles qu'on appelle civilisation. Sans l'écriture, peu de choses nous en seraient parvenues.

C'est en Mésopotamie, vers 3300 av. J.-C., puis dans la vallée du Nil deux cents ans plus tard, que les Sumériens d'abord, les Egyptiens ensuite, ont inventé l'écriture. Certes, les deux systèmes sont très différents.

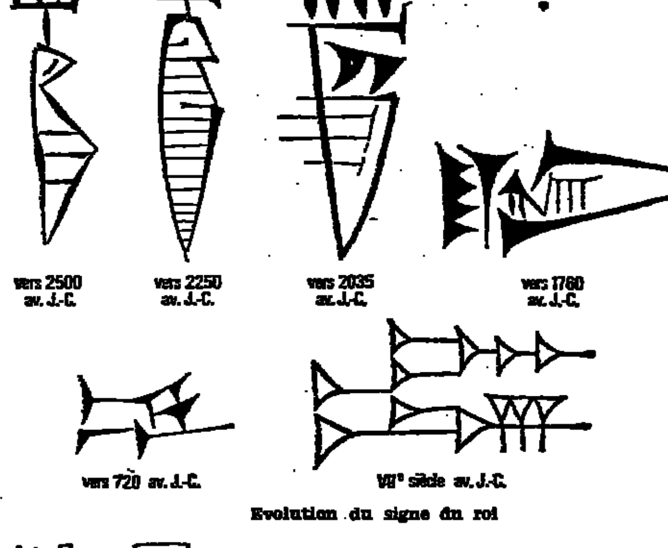
Les Sumériens commencent par une représentation pictographique qu'ils transforment, après cinq ou six siècles, en une écriture idéographique et phonétique tracée en creux par un calame (un roseau de section triangulaire) sur des tablettes d'argile un peu molle. Les signes ressemblent à des clous (clou ou coin = *cuneus* en latin). Cette origine du support en terre creuse impose son graphisme, même lorsque les signes sont sculptés dans la pierre.

Les Egyptiens utilisent brusquement, à partir de 3150-3100 av. J.-C. une écriture déjà élaborée dont on ne connaît pas les balbutiements antérieurs. Dès son apparition, le système est complexe : les dessins représentant des personnages, des animaux ou des objets, très reconnaissables le plus souvent, ont une valeur soit idéographique, soit phonétique, éventuellement alphabétique, soit déterminative (mouvement, femme, par exemple). L'originalité et la beauté des signes sculptés et peints sur les monuments ou écrits à l'encre sur du papyrus avec un roseau écrasé ont frappé les Grecs qui ont baptisés ceux-ci *« images sacrées »* (hiéroglyphes).

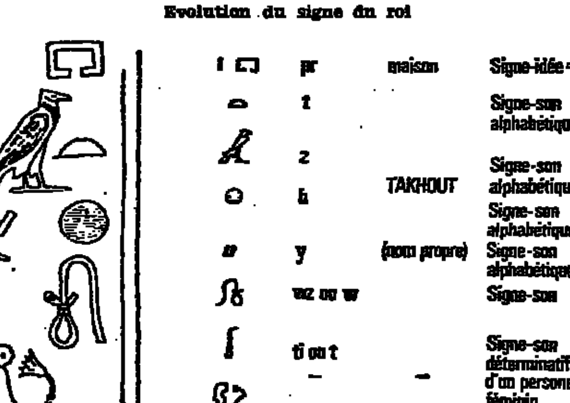
Avec la sédentarisation et le développement du commerce, les habitants de la Mésopotamie ont dû inventer une comptabilité concrète capable de compléter la mémoire : ils ont façonné en argile, seule matière première de la région, des *« calculi »*, c'est-à-dire des petites boules, des petits cônes, des petits cylindres, des petites galettes, auxquels étaient attribués des valeurs fixes et connues (1, 6, 10, des multiples de 6 ou de 10, selon que le système de numération était sexagésimal ou décimal). Pour une opération de gestion ou de commerce, les *« calculi »* étaient enfermés dans une boule creuse d'argile dont l'authenticité et l'intégrité étaient garanties par un sceau imprimé grâce à un petit cylindre gravé. La mémoire du porteur chargé de délivrer les explications, indispensables pour comprendre ces témoins purement numériques, était aidée par la figuration de scènes symboliques.

La céramique, elle aussi, était ornée de décors souvent symboliques. Tous ces symboles, ceux des boules et ceux des vases, étaient déjà destinés à la mise par écrit de la pensée, mais ils ne traduisaient pas encore le langage.

En l'état actuel de nos connaissances, les Sumériens ont été les premiers à inventer un système graphique capable de transcrire le langage. Les premiers pictogrammes étaient facilement lus, puisqu'ils ressemblaient aux objets concrets qu'ils représentaient. Et puis, on s'est aperçu que la juxtaposition de deux pictogrammes pouvait servir à représenter une idée abstraite devenant ainsi idéogramme. Exemple : un oiseau accompagné d'un œuf (... carré) évoquait l'idée de l'enfantement.



Evolution du signe du roi



La [maîtresse] de maison Takhout

Les pictogrammes figuratifs comportaient forcément des lignes courbes. Or le tracé de courbes sur des tablettes d'argile n'est pas aisé. Le tracé s'est donc stylisé jusqu'à ne plus avoir de rapport avec le pictogramme d'origine : la pointe du calame, plus ou moins inclinée, permettait d'imprimer dans l'argile, soit la tête d'un clou, soit un clou entier avec sa tête et sa tige, les différentes orientations des clous permettant de multiples variantes et donc des signes très nombreux.

Vers 3000 avant Jésus-Christ, certains signes prennent une valeur phonétique, au moins pour transcrire les noms propres. On parvient vers 2600-2500 avant J.-C. à une écriture à la fois idéographique et phonétique.

L'arrivée des Sémites

Vers 2330 avant J.-C., la Mésopotamie est bouleversée : aux Sumériens parlant une langue encore mal connue appartenant à un groupe mystérieux succèdent des Sémites. Les nouveaux arrivants, les Akkadiens, empruntent le système d'écriture de leurs vaincus pour transcrire une langue totalement différente. La transcription n'est pas aisée : la langue sumérienne et la langue akkadienne possédant, en propre, des sons spécifiques. En outre, la langue sumérienne est agglutinante (un monosyllabe flanqué de préfixes, de suffixes et d'infixes), alors que la langue sémitique est caractérisée par des « trilitères », c'est-à-dire trois consonnes en ordre fixe suffisant pour reconnaître le sens général et la vocalisation (l'arabe et l'hébreu actuels, d'ailleurs, n'écrivent toujours pas les voyelles).

Pour faciliter la lecture, on ajoute des signes déterminatifs et d'autres, phonétiques et syllabiques. L'écriture se complique au fil des siècles, en partie à cause de la caste des scribes, qui tenait à rester indispensable et à garder ainsi ses privilèges. D'une centaine de signes vers le dix-huitième siècle avant notre ère, on passe à plus de mille dix siècles plus tard.

En dépit de sa complication, l'écriture cunéiforme a eu un énorme succès. Elle a, en effet, transcrit plusieurs langues : le sumérien qui reste, jusqu'aux Séleucides, la langue cultuelle et culturelle (comme le latin au Moyen Age), l'akkadien et d'autres langues sémitiques, le hittite et le Vieux-Perse (langue indo-européenne), etc. Mais, ayant raté sa transformation en écriture alphabétique, malgré quelques essais locaux, elle est supplantée, vers 800 avant J.-C., par l'araméen. Cette langue sémitique, transcrite par un alphabet dérivé de l'alphabet en vingt-deux signes inventé par les Phéniciens vers 1100 avant J.-C., remplace alors l'akkadien comme langue diplomatique.

Comme les cunéiformes, les hiéroglyphes égyptiens ont été utilisés pendant des millénaires. La dernière inscription connue date, en effet, de 394 après J.-C. Là aussi, le système est compliqué puisque les signes représentent des idées, des sons (consonnes uniquement) ou des déterminatifs. En outre, sur les monuments, les hiéroglyphes s'écrivent aussi bien de droite à gauche que de gauche à droite ou de haut en bas, et la place relative des signes est souvent décidée en fonction de l'esthétique et non pas seulement de l'ordre phonétique ou grammatical.

Sur les papyrus, des écritures cursives plus rapidement tracées se développent : vers 1000 avant notre ère, le hiératique qui est utilisé pour des textes administratifs et juridiques et surtout, à partir de 650 avant J.-C., le démotique. Le démotique, où ne se reconnaissent plus du tout les hiéroglyphes, sert jusqu'au premier siècle de notre ère pour tous les usages courants de l'écriture, contrats, comptes, ouvrages scientifiques, correspondance, littérature et même décrets royaux. La fameuse pierre de Rosette, gravée en 196 avant J.-C. sous Ptolémée V Epiphane, grâce à laquelle Champollion déchiffra les écritures de l'ancienne Egypte, comporte une inscription triple : en grec, en hiéroglyphes et en démotique.

YVONNE REBEYROL.

★ Galeries nationales du Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower, Paris (8e). Jusqu'au 9 août.

POUR LE JEUNE PUBLIC...

Le service d'action culturelle de la direction des musées de France a pensé au jeune public. Dans une salle didactique, des panneaux résument l'exposition. Et surtout, dans un atelier qui leur est réservé, les enfants peuvent s'initier aux écritures cunéiformes et hiéroglyphiques. Une école mésopotamienne et une école égyptienne ont été reconstituées, et là, avec le matériel de leurs lointains condisciples (argile et calame, ou papyrus et roseau), les écoliers d'aujourd'hui apprendront pendant deux heures les techniques des scribes.

En outre, deux visites-conférences d'une durée de quatre-vingt-dix minutes chacune sont prévues, la première pour les enfants de neuf à quatorze ans, la seconde pour les adolescents de plus de quatorze ans.

(Vendredi 21 mai.)

LE FESTIVAL DE CANNES

« YOL », DE YILMAZ GUNEY

L'épopée d'un cinéaste

Un film surprise avait été annoncé. Il s'agit de *Yol*, du cinéaste turc Yilmaz Güney, évadé de prison depuis le mois d'octobre dernier. Il a été présenté en compétition au moment *où près de trois cents travailleurs* turcs manifestaient devant le Carlton pour dénoncer *« la junte militaire fasciste »*.

Yilmaz Güney n'est plus tout à fait un *inconnu*, non seulement à Paris et en France, après le succès du *Troupeau* (Grand Prix du festival de Locarno 1979), mais à Cannes même, où, assure-t-on, son premier film de quelque importance fut monté dès 1971 : *Umut (l'Espoir)*, qui connut ensuite une carrière parisienne dans un cinéma de la rive gauche.

Film très simple, essentiel, où l'acteur le plus connu de Turquie à l'époque, passé derrière la caméra, comme trente ans plus tôt Vittorio de Sica en Italie, réalise l'œuvre la plus étonnamment fidèle à l'esprit du néo-réalisme, celui du *Voleur de bicyclette*, et, en même temps, dépourvue de tout esprit de servilité, entièrement *originale, authentique, née* de l'expérience même de Güney. *Umut* était une épopée discrète de la misère, de l'impuissance face au destin, face à la société telle qu'elle est conçue.

Yilmaz Güney, alors — il aime le rappeler, — travaillait dans une industrie (si l'on peut ainsi qualifier un simple artisanat fait de bouts de ficelles) qui produisait annuellement quelque deux cent cinquante films. Lui-même, en 1965, interpréta jusqu'à dix-sept rôles (certains disent vingt-sept). Il a grandi, développé sa *personnalité, dans la* pire cinéma commercial tiers-mondiste, à l'image d'autres pays comme l'Inde, l'Egypte, l'Indonésie, les Philippines, et, même un temps la Grèce, où pareillement le film avait pour mission d'enrichir au plus vite les poches de producteurs sans scrupule et de nourrir l'imaginaire de foules au seuil de la pauvreté absolue.

L'admirable, pour Yilmaz Güney, est d'avoir su, en une douzaine d'années, mener son art à un niveau de sophistication qui ne rend pas déplacée la comparaison avec Vittorio de Sica. Quand, coup sur coup, en l'espace d'un peu plus de trois ans, trois films de la *qualité* du *Troupeau*, *l'Ennemi (1979, présenté au Festival de* Berlin) et *Yol* et (la Voie 1981), trois films tournés à partir de la prison où était incarcérée Güney se succèdent, un phénomène unique dans l'histoire du cinéma surgit soudainement : un cinéaste capable de créer par l'intermédiaire d'un exécutant, chargé de la *stricte mise* en scène d'un sujet entièrement conçu par lui, Yilmaz Güney, suivi par lui de A à Z, monté même dans une certaine mesure, pour les deux premiers films, nous assurait-on à l'époque en Turquie, à l'intérieur de sa prison.

Sans avis

Avec *Yol*, que Yilmaz Güney, lors de sa conférence de presse à Cannes, nous demande de traduire de plusieurs manières, *la voie*, mais aussi *la direction, l'issue*, le problème s'est soudain trouvé modifié, après le coup d'Etat des militaires du 12 septembre 1981. Transféré dans une prison semi-ouverte d'où il pouvait plus facilement s'échapper, mais où il risquait sa vie, le cinéaste réussit trois mois plus tard à *s'enfuir définitivement et à passer à l'étranger. Le* film déjà tourné, mais non encore monté, par son ancien assistant Serif Goren, part lui aussi à l'*étranger*, où, début 1982, Güney peut se mettre au travail sur ce qu'il appelle la post-production, dans des conditions techniques dont il n'aurait pu rêver auparavant. C'est ce film enfin achevé, monté, sonorisé, qui nous est livré aujourd'hui au Festival de Cannes, en compétition, sans avoir demandé l'avis des autorités turques.

Ses histoires, Yilmaz les prend toujours dans sa vie la plus immédiate. Le processus de *Yol* reste exemplaire de la façon dont l'auteur élabore ses scénarios, à même le vécu. Il a demandé à ses camarades de détention, dans son avant-dernière prison, de raconter leur *expérience, leur découverte de la Turquie*, lors de ces permissions que leur accordaient les autorités à tour de rôle. Au départ, le cinéaste pensait tourner un film de six heures, avec onze destins entremêlés. La sagesse l'a conduit à se contenter de cinq. Au mixage, en Suisse, Güney a actualisé le film, situant la mise en liberté provisoire de ses détenus après le 12 septembre dernier. *L'armée est* partout, elle l'était *déjà* avant : personne ne remarqua le tournage de Serif Goren, ne distingua les vrais des faux soldats, ils s'inscrivaient tout naturellement dans le paysage.

Cinq prisonniers partent donc en permission, l'un d'eux est arrêté par la police, ayant perdu ses papiers. Les quatre autres poursuivent : l'un est abattu par son beau-frère, un troisième voit son frère tué par des gendarmes et ne rentrera pas, un quatrième vit encore avec sa fiancée des rapports patriarcaux. Le cinquième perd sa femme. Chacun, qu'il en prenne ou non conscience, découvre moins l'oppression soldatesque, l'arbitraire en uniforme, que l'héritage de toute une tradition qui enchaîne l'homme misérable à sa terre et à des préjugés barbares. L'action, la multiplication des personnages et des situations, nous laisseraient par moments un peu déroutés si le sentiment n'était aussi fort, la vision parfois proprement lyrique : l'homme reste un loup pour l'homme, pas tant à cause de l'exploitation capitaliste ou de quelque autre engrenage socio-politique, mais parce que la société turque engendre la violence *comme une seconde nature*.

Un malade en sursis

Une seule vision épuise mal un travail aussi foisonnant, une fresque riche de mille contradictions. Nous devrions *voir* vers la fin du Festival, à la Quinzaine des réalisateurs, un autre film turc inédit d'Ali Ozgenturk, l'auteur de *Hazal*, rentré dans son pays pour tourner au moment même du coup d'Etat et sachant ce qui l'attendait : la prison. Ce film, pourtant, *Cheval, mon cheval*, a été mené à terme et *monté* par Zeki Okten, qui avait déjà signé la mise en scène du *Troupeau* pour Yilmaz Güney. L'enjeu reste grave, le cinéma turc est un malade en sursis. La solidarité des amis de la Turquie, et du cinéma turc, en France, et donc à Cannes, *peut jouer un rôle décisif.*

LOUIS MARCORELLES.

(Mardi 18 mai.)

« MISSING », DE COSTA-GAVRAS

Une tragédie moderne

A l'aube, les chars se sont mis en route. Ils ont investi les principales villes du pays. Le gouvernement a cédé à la force. Ce sont les militaires qui, maintenant, détiennent le pouvoir. *Un putsch. Un putsch dans un* pays d'Amérique latine dont le nom ne *sera suggéré qu'à la dernière* image, mais que nous devinons être le Chili de 1973. Les soldats entrent dans les maisons, fouillent, interrogent, s'emparent des suspects. Il y a des arrestations, des cadavres, des *disparitions par milliers*.

Au nombre des disparus, un citoyen américain, Charles Horman, arrêté chez lui pendant une absence de sa femme. Journaliste, Charles s'intéressait beaucoup à la situation politique du pays. Généreux, enthousiaste, il ne cachait pas sa sympathie pour le gouvernement qui vient d'être renversé. Avait-il eu connaissance de secrets compromettants ? A-t-il commis des imprudences ? Sa femme, Beth, l'ignore. Du moins espère-t-elle que la nationalité américaine de Charles lui permettra d'être *rapidement libéré*.

Avec une rigueur impeccable, le beau film de Costa-Gavras s'organise autour de trois thèmes qui se relaient et se combinent au fil de l'intrigue. Tout d'abord l'enquête, le suspense, la montée de l'angoisse. Affolée, perdue dans ce pays étranger, d'autant plus étranger pour elle qu'il vient soudain de pactiser avec l'horreur, Beth cherche désespérément à savoir où est son mari, ce qu'on lui reproche et les risques qu'il court. Questions auxquelles les fonctionnaires de l'ambassade américaine, saisis de *l'affaire, répondent de façon évasive*, tout en assurant que le « malentendu » ne tardera pas à se dissiper.

Venant de Washington, où il a alerté ses amis politiques, le père de Charles n'a pas tardé à rejoindre Beth. C'est lui qui va donner au film *sa seconde dimension. Homme* d'affaires, adepte de la Christian Science, Ed est un pur produit de l'establishment américain, un bourgeois imbu de préjugés sociaux et moraux, qui n'aime guère sa belle-fille et a toujours considéré Charles comme un *rêveur*, un inconscient, un *« idéaliste pleurnichard »* dont il n'y *a pas grand-chose à attendre*. Mais un fils est un fils, et Ed entend bien sauver Charles.

Le voici donc qui multiplie à son tour les démarches, sans plus de succès que Beth. Ensemble, ils visitent un hôpital, pénètrent dans un stade où sont parquées des hordes *de prisonniers*, parcourent *un hall* immense transformé en morgue : aucune trace du disparu. Charles est-il seulement encore en vie ? La question maintenant se pose, atroce pour Beth, mais pour Ed également, qui, indigné par ce qu'il voit et ce qu'il entend, a peu à peu découvert, aux côtés de Beth, que ce fils mal aimé et plus ou moins méprisé était digne de son respect autant que de sa tendresse.

Histoire vraie

Charles a été torturé et tué par les gens de la junte. Ed et Beth finiront par l'apprendre. Ils devineront aussi que, dès le premier jour, les diplomates américains étaient au courant de l'arrestation du jeune homme et qu'ils n'ont rien fait pour le sauver. Pourquoi cette inaction ? Ordres supérieurs. Secrets d'Etat. Complicité inavouée, inavouable, avec le nouveau régime. Charles savait trop de choses pour qu'on le laisse en vie.

Cet aspect politique du film (sa troisième ligne de force) a provoqué quelques remous à Washington. Le département d'Etat a pris la peine de publier une longue protestation. Mais Costa-Gavras est formel : comme le livre de Thomas Hauser (1), duquel *Missing* est tiré, son scénario repose sur des documents authentiques. L'histoire de Charles Horman est une histoire vraie. Le public américain ne s'y est d'ailleurs pas trompé, qui a réservé au film un accueil attentif et chaleureux.

La présentation cannoise a confirmé ce succès. *Missing* compte d'ores et déjà parmi les favoris du festival. On y retrouve la netteté, la mesure du style de Costa-Gavras, qui toujours préfère le fait précis, le détail révélateur, à l'imagerie spectaculaire. L'atmosphère de cette ville en état de siège, brusquement terrorisée, où chaque rue, chaque maison, devient un piège, et tout espoir un leurre, est admirablement reconstituée.

Mais plus encore que la description d'un monde livré à la froide logique de la *répression*, c'est le drame intime des deux principaux personnages *et l'évolution de leurs rapports* qui communiquent au récit sa vibration particulière. Telle que l'incarne la merveilleuse Sissy Spacek, Beth nous apparaît comme le symbole de toutes ces femmes qui, d'est en ouest, se battent pour connaître le sort du frère, du mari ou de l'amant duquel *elles* ont été arrachées. Et c'est avec une vérité saisissante, bouleversante, que Jack Lemmon joue son rôle de grand bourgeois conservateur, d'abord muré dans ses principes, puis métamorphosé quand il comprend que l'on peut vivre et mourir pour d'autres idéaux que les siens.

Un critique new-yorkais a qualifié *Missing* de *« mélodrame politique »*. Le mot « tragédie » conviendrait mieux, le film ne glissant qu'avec pudeur et dignité dans l'émotion. Quant au message politique, il est clair qu'il dénonce la connivence du département d'Etat américain dans la chute d'Allende. Costa-Gavras n'a jamais craint de s'engager. Ici encore, il prend ses responsabilités. Efficace et passionnant, *Missing* est le meilleur de ses films.

JEAN DE BARONCELLI.

(Vendredi 21 mai.)

(1) Publié en France aux éditions Ramsay. 226 pages, 70 francs.

« MOONLIGHTING », de Jerzy Skolimowski

Une maison nommée Pologne

On ne savait pas grand-chose de ce film, sinon que Jerzy Skolimowski l'avait réalisé. Au début de cette année, à Londres où il réside, et que les personnages en étaient des Polonais arrivés en Angleterre à l'époque de *« l'état de guerre »* dans leur pays. Or c'est une œuvre plus surprenante, plus forte et surtout plus dérangeante, à bien des égards, que certaines de celles dont la compétition officielle tire son prestige.

Moonlighting commence en comédie burlesque : le 5 décembre 1981, quatre Polonais, Novak, un contremaître qui est le seul à parler anglais, et trois ouvriers maçons débarquent à Londres, de l'avion de Varsovie, avec tout un matériel (outils, sacs de couchage) et un permis de séjour d'un mois. Ils viennent travailler « au noir » pour le compte de leur riche patron. Celui-ci a acheté une maison dans une tranquille rue londonienne. Il veut la faire remettre en état, du haut en bas, sans passer par la main-d'œuvre anglaise, trop onéreuse. En revanche, les « clandestins » gagneront, eux, en un mois, plus qu'en un an en Pologne.

Cette situation est traitée en farce. On dirait l'arrivée des Max Brothers. Novak (Jeremy Irons, l'acteur anglais à moustache, vedette masculine de *la Maîtresse du lieutenant français*) traîne ses trois « zozos » (de vrais Polonais, ceux-là) dans une équipée frauduleuse, donne, d'une cabine publique, des coups de *téléphone de conspirateur à Varsovie*, organise le travail, la vie quotidienne et les loisirs. Les Polonais font un bruit à ameuter tout le quartier, les cloisons s'effondrent, la maison devient le chantier de la pagaille. Bref, au lieu de passer inaperçus, ces travailleurs clandestins sèment la perturbation. On s'attend à ce qu'ils se fassent pincer. Mais le film prend son tournant, son sens, au moment où Novak est informé, par la télévision et les journaux, de l'intervention militaire en Pologne, le 12 décembre. Plus de liaisons téléphoniques, plus *d'avions. Novak* cache les événements à son équipe. Il dirige, presque sans repos, des travaux intensifs pour terminer dans les délais prévus. La situation devient absurde. Les clandestins sont des exilés malgré eux. Novak prend toutes les initiatives. On lui vole sa bicyclette, il en vole une autre, il invente une statégie pour dérober de la nourriture dans un supermarché.

Skolimowski a tourné, très vite, sous le coup de la colère, d'une blessure intérieure, une sorte d'allégorie qui met en cause non seulement un système économique et politique ayant conduit ces ouvriers polonais à une aventure insensée, mais encore l'indifférence des démocraties occidentales à la tragédie polonaise. Sa mise en scène est marquée par un humour amer. Novak et ses hommes deviennent les Robinsons d'une maison nommée Pologne, dont la rénovation (pour qui, pour quoi ?) s'effectue, après une phase de confusion comique, en même temps que la « normalisation » dans leur pays.

Ce film est une gifle à la bonne conscience du monde extérieur et *des médias. Que veut dire*, en Angleterre ou chez nous, le mot « Solidarité » ? Les Polonais sont toujours seuls.

JACQUES SICLIER.

(Samedi 22 mai.)

« PETITES GUERRES »

Maroun Baghadi invente le cinéma libanais

Le cinéma libanais n'existe pas, sinon sous forme d'une dizaine de films commerciaux par an et, surtout, de feuilletons de télévision destinés au monde arabe, et obéissant aux diverses censures des pays où ils sont diffusés. Ce cinéma, Maroun Baghadi vient de l'inventer. Né à Beyrouth, d'une famille chrétienne, il a trente ans, il a fait à Paris des études de sciences politiques et à l'IDHEC. Il appartient à une génération qui veut se définir dans un pays en plein chaos.

« Même avant la guerre, dit-il, *l'artiste était un paria dans la société libanaise. Et, aujourd'hui, il est encore plus absurde de vouloir être cinéaste au Liban. Nous n'avons pas d'infrastructure cinématographique et, surtout, il n'y a place que pour les guerriers, les militaires, les marchands d'armes. Pourtant un courant se dessine timidement ; des jeunes qui cherchent autre chose, du côté de l'art. Mon film a pu exister grâce à la participation bénévole de ceux qui y ont travaillé, à la contribution financière de quelques amis et à des crédits pour le matériel et le développement en laboratoire. Je suis couvert de dettes. Tant pis. Nous avons tourné à Beyrouth-Ouest pendant deux mois, beaucoup de Libanais ont fait de la figuration, les trois principaux personnages, Soraya, Nabil et Talal, sont des comédiens non professionnels. Tout le budget a donc été consacré à la technique, à la réalisation.*

» Etre présent à Cannes, dans la sélection officielle de Un certain regard, est, pour moi, une grande chance. J'ai voulu montrer le vécu de tout les Libanais, en dehors de toute connotation partisanne. Et j'espère qu'il reste encore, au Liban, un peu de tolérance pour accepter des images qui ne reflètent pas le manchéisme qu'on a imposé. »

Au contraire du *Faussaire*, de Volker Schloendorff (vision et constat d'un intellectuel européen tourmenté et culpabilisé), *Petites guerres*, de Maroun Baghadi, est, en effet, le film d'une réalité ressentie dans son quotidien, sur place, sans les codes idéologiques et les explications de l'Occident. Le point de vue subjectif du réalisateur et de ses interprètes (remarquables, justement, parce qu'ils vivent à l'intérieur de cette société) rompt une illusion et trouve la simple réalité humaine.

Dans les ruines, le danger permanent, un paysage social bouleversé par les querelles d'adultes, Talal, le fils d'un féodal disparu, pris en otage, Soraya, la jeune bourgeoise amoureuse, Nabil, le mythomane se livrant à des trafics et des combines qui peuvent lui coûter la vie, incarnent une génération perdue, livrée à des « petites guerres » personnelles, mais qui veut retrouver la paix, l'unité.

« Beyrouth, dit Maroun Baghadi, *est une ville en délire. On peut y fabuler sa vie. On y voit la guerre, la mort, comme des choses devenues banales, normales. C'est une situation malsaine. Mes trois personnages ressemblent à tous les Libanais, mais ils ont, chacun, leur spécificité. A l'âge de Talal, tout le monde a rêvé de « tuer son père ». Etre mythomane à la manière de Nabil, c'est jouer un rôle dans la vie. Soraya, bourgeoise, n'aura jamais — comme la bourgeoisie — sa place dans la guerre.*

» Il y a aussi beaucoup de moi-même dans tout cela. J'ai l'impression d'avoir brûlé ma vie à Beyrouth. J'ai été un militant et j'allais jouer au poker le soir, j'ai aimé dix femmes à la fois. Elevé dans la religion chrétienne, j'ai rompu avec elle. Vouloir être chrétien de gauche, au Liban, relève de la schizophrénie. Une confusion s'est faite entre l'islam et la gauche. Un « chrétien progressiste » est accepté avec méfiance. Il ne se trouve pas dans un camp qu'il a choisi, mais au milieu de deux camps. Cela aussi est malsain. Jusqu'en 1975, le Liban n'existait pas. Beyrouth était le bordel du monde arabe et la vitrine de l'Occident. La guerre a fini par faire sentir aux Libanais leur identité.

» Les jeunes combattants des deux camps sont des fous (des fous géniaux), mais ils cherchent à créer un pays. On nous a proposé un choix aberrant entre l'autoritarisme et le sous-développement, entre le fanatisme et la réclusion. Moi, je n'ai pas envie de faire ce choix. »

Ce qu'il déclare ainsi, calmement et fermement au soleil de la Croisette, Maroun Baghadi l'a montré avec passion dans son film. Individuellement impliqué dans la guerre du Liban, c'est en homme de cinéma *affirmé qu'il s'exprime. On peut parler*, à juste titre, de découverte et Petites guerres n'aurait pas été déplacé dans la compétition.

J. S.

(Samedi 22 mai.)

« PARSIFAL », DE SYBERBERG

Le cinéma total

COMME la maison, poudrée de flocons de neige, enfermée dans la boule de verre qui tombait de la main du citoyen Kane mourant (image du film d'Orson Welles), la maquette du Festspeilhaus, le théâtre de Bayreuth voué au culte de Wagner, est placée au sein d'un globe tenu par Kundry et recouvert par ses longs cheveux roux, vers la fin du film de Sybergerg. Le haut lieu sacré, mystique, où *Parsifal*, la dernière œuvre de Wagner, fut représenté, pour la première fois, *le 26 juillet 1882, se trouve en* somme écarté de ce film où il figure, par ailleurs, un temple en ruine.

Auteur complet de *Ludwig, requiem pour un roi vierge, Karl May* et *Hitler, un film d'Allemagne*, représentations de fantasmes qui étaient déjà, dans une certaine mesure, des « drames musicaux », Hans-Jurgen Syberberg a eu, ici, Richard Wagner pour scénariste. Mais il a réinventé un monde cinématographique à sa propre manière, un monde de toiles peintes et de décors bizarres, extravagants, où la notion d'espace réel ou théâtral a disparu.

Tourné dans les studios de la Bavaria à Munich, ce film, c'est *Parsifal* selon Syberberg, loin, bien loin de Bayreuth, malgré le texte et la musique de Wagner comme langage des personnages et accompagnement musical. Rien de commun donc — on pouvait s'en douter — avec les conceptions de Joseph Losey pour le film-opéra du *Don Juan* de Mozart. Syberberg, qui *s'en est toujours pris aux mythes* de la culture allemande — elle a, selon lui, depuis les rêves de Louis II de Bavière (protecteur de Wagner), engendré, par une sorte de fatalité historique, Hitler et le nazisme, — a désacralisé *Parsifal*, cette « messe » *toujours célébrée en* Allemagne, depuis sa création.

A vrai dire, il ne propose pas, comme cela se fait beaucoup de nos jours dans les théâtres lyriques ou non, une relecture. Il donne sa vision en termes de cinéma total. Il reste encore fidèle, *dans une partie du premier* acte, à son goût pour le kitsch révélateur de mythes mais glisse, peu à peu, vers un lyrisme baroque, s'épurant, au troisième acte, avec la rédemption de Kundry et « l'enchantement du vendredi saint » en tableaux préraphaélites. Et pourtant, il n'a pas cherché par sa mise en scène la beauté esthétique, mais une sorte d'expressionnisme en couleurs, replaçant la légende mystique du Graal et de Parsifal le pur dans *un temps indéfini, un univers* suspendu dans une traversée de l'histoire du monde, que figurent, au premier acte, les oriflammes de cinquante nations, depuis le Moyen Age, dont le drapeau à croix gammée.

Le jardin enchanté des filles-fleurs apparaît d'abord comme une imagerie à la Méliès ; ensuite, la caméra extrêmement mobile (il y a beaucoup de plans-séquences dans ce film) glisse à travers des rochers, univers sauvage peuplé de femmes douloureuses, parfois nues, prisonnières. Le rocher est, d'ailleurs, avec les ruines, le thème décoratif dominant de cette œuvre, foisonnante de trouvailles visuelles. Les wagnériens considéreront sans doute comme un sacrilège le dédoublement de *Parsifal en deux personnages*, un jeune homme avant le baiser de Kundry, une jeune fille après, tous deux acteurs débutants ayant, pour le chant, la même voix, celle de Rainer Goldberg. Mais rien n'est gratuit chez Syberberg.

Outre sa mise en scène visionnaire, l'originalité fondamentale de ce *Parsifal* tient surtout, comme si le film avait été fait pour elle, à la manière dont Syberberg a dirigé Edith Clever (*la Marquise d'O* de Rohmer, *la Femme gauchère* de Peter Handke, Clytemnestre chez Peter Stein), dans le rôle de Kundry. Sorcière grimaçante, pécheresse luttant, dramatiquement, contre les ordres de Klingsor le magicien, séductrice découvrant, pour tenter Parsifal, un sein maternel, qui est aussi la pomme d'Eve, femme vieillie et meurtrie, nouvelle Marie-Madeleine, Edith Clever donne, avec la voix d'Yvonne Minton, toute la mesure d'un grand talent tragique, menant, jusqu'au bout de ses forces, cette figure féminine devenue pour le réalisateur le personnage rêvé, la prophétesse, esprit de Wagner.

J. S.

(Jeudi 20 mai.)

LE NOUVEAU « PREMIER CERCLE »

Soljenitsyne vingt ans après

LORSQUE les trois amis se retrouvèrent vingt ans après la « charachka », ils se photographièrent. C'était à Moscou, en 1968. Au centre « Sania » Soljenitsyne, les mains fraternellement posées sur les épaules des deux autres, Lev Kopelev le géant, alors glabre, à sa droite, Panine, le chevalier au visage en lame de couteau à sa gauche. Aux innombrables lecteurs que captiverait bientôt *le Premier Cercle* (paru en 1963), ces trois hommes allaient devenir familiers, sous les noms respectifs de Gleb Nerjine, le chercheur de vérité, « *économe de son temps* », absorbé par « *un avare contrôle de ses gestes* », Roubine le Méridional, marxiste croyant et humaniste à la faconde intarissable, Sologdine, l'ascète aux yeux bleus, occupé à un perfectionnement de soi intraitable, nationaliste un peu loufoque, pour qui « *la satiété est la mort de l'âme* ».

C'est notre tour, vingt ans après, de faire le point en relisant ce livre-cathédrale qui nous fascina dès sa parution. Il nous revient dans une nouvelle rédaction, une nouvelle traduction, un contexte bouleversé. Vingt ans après, ce livre majeur n'a pas blanchi d'un cheveu, mais, comme les trois amis, nous aussi avons changé !

Comment dire le bagne

Réfugié dans son domaine isolé du Vermont, aux Etats-Unis, Alexandre Soljenitsyne non seulement achève son immense fresque historique, *la Roue rouge* (1), mais il a également entrepris une edition révisée et définitive de son œuvre. On comprend sans peine qu'il en ait éprouvé le besoin : depuis 1962 où il leva la visière et se découvrit au monde jusqu'à son expulsion *manu militari* de 1974, il n'a pu publier normalement que quatre récits. Le reste était soit déformé dans le samizdat, soit enterré dans des cachettes, soit plus ou moins maltraité par les éditeurs occidentaux attirés par le côté sensationnel du duel de cet écrivain avec le pouvoir. En 1978 parut le premier tome des nouvelles *Œuvres* en russe (Ymca Press). « *A la frontière de la soixantaine, il n'est que temps ma foi, de songer à faire un sort aux œuvres décantées* », nous avertit l'auteur, dont la femme compose sur place les textes, en sorte qu'il s'agit encore d'un samizdat, cette fois-ci celui de l'exil.

Ce qu'il importe de retenir des explications de l'auteur (surtout données dans *le Chêne et le Veau*), c'est que *le Premier Cercle* est son premier grand roman. Il a été précédé par des nouvelles (avant la guerre), par un immense récit en vers mémorisés (au camp), mais dès que l'ex bagnard se retrouve seul sous le ciel étoilé d'Asie centrale, en relégation à Kok-Terek (décrit dans *le Pavillon des cancéreux* sous le nom d'Ouch-Terek), il cherche fiévreusement le genre littéraire qui lui permettra de dire l'expérience inouïe dont il es. un rescapé : l'univers concentrationnaire soviétique. Il tâtonne dans deux directions : le théâtre et la nouvelle polyphonique. Le récit en vers *la Petite Voie* comportait deux pièces en vers, *le Banquet des vainqueurs* et *les Captifs*, qui forment avec *la République du travail* (écrit en 1954 à Kok-Terek et connu sous le titre *le Cerf et la Putain)* et le scénario *Les tanks connaissent la vérité* (écrit un peu plus tard à Riazan) un ensemble dramatique sur la condition du bagnard soviétique. Le scénario vient d'être traduit et publié en français. Il décrit le soulèvement de Kenguir en juin 1954 (auquel est consacré le chapitre le plus épique de *l'Archipel du Goulag)*.

Ce théâtre (ou « film écrit ») répond à un besoin invincible de l'ex-bagnard écrivain : *faire voir*. Les remarques d'auteur, les immenses descriptions du décor et du rituel du bagne, y occupent plus de place que le dialogue. Tout Soljenitsyne y est déjà en place jusque dans d'infimes détails, mais l'essentiel est encore absent : ces pièces ou scénarios sont trop descriptifs (ils mènent droit aux « chapitres-écrans » d'*Août 14)*, ils manquent du ressort interne tragique propre au théâtre. Car l'élan soljenitsynien n'est pas tragique ; il est épique et poétique. Son héros favori — ce « nouveau chevalier » ou encore « nouveau décembriste » — n'est pas un homme déchiré, c'est un homme trempé par le bagne, qui parcourt le chemin initiatique du goulag et en sort affermi, transfiguré.

C'est avec *le Premier Cercle* que Soljenitsyne trouva magistralement la solution esthétique à son problème : un cycle polyphonique et poétique confrontant des vingtaines de destins dans un nœud de temps extrêmement réduit : quatre jours à la Noël 1948.

Commencé à Kok-Terek, achevé à Miltsevo (chez Matriona), le roman fut retravaillé plusieurs fois et plusieurs fois détruit. (N'oublions pas que l'auteur d'alors était encore un ex-bagnard anonyme qui tentait de revivre : il a réépousé sa femme, pris un poste d'enseignant.) Après *Ivan Denissovitch* (qui est un fragment, une « chute » du grand dessein), la publication du *Premier Cercle* ne paraît plus invraisemblable ; l'auteur modifie la fable (et l'édulcore), ramenant le nombre des chapitres de quatre-vingt-seize à quatre-vingt-sept. La revue *Novy Mir* refusa néanmoins l'œuvre en 1964 ; la version 87 passa à l'Occident, c'est celle que nous avons connue il y a vingt ans (l'histoire de sa publication a d'ailleurs été racontée par Olga Carlisle (2), contestée violemment par Soljenitsyne dans la version américaine du *Chêne et le Veau)*. La traduction française de 1968 — faite apparemment de l'anglais — présente d'étranges infidélités au texte publié alors en russe (3). En somme, *le Premier Cercle* que nous recevons aujourd'hui, enfin traduit du russe — et avec quel brio ! — par Louis Martinez, c'est la première version retravaillée, celle qui naquit dans les sables du Sud-Kazakhstan dès 1954 et fut achevée chez la bonne Matriona.

L'œuvre restituée est non seulement plus complète, mais elle a notablement changé de signification. On se rappelle sa construction circulaire (inspirée par Dante) : au centre, les chevaliers de la prison-charachka, savants et bagnards, libres parce qu'ils ont tout perdu, mais soumis à la tentation de servir leurs maîtres ; autour d'eux, les maîtres immédiats, sombres brutes bureaucratiques ou élégants cyniques rongés par la peur ; plus loin, le « grand monde » stalinien et l'Imperator géorgien dans son bunker nocturne. La fable repose sur la « trahison » du diplomate Volodine. Or, au lieu d'avertir le médecin de famille que celui-ci est surveillé et ne doit pas remettre d'échantillon médical à un collègue américain (fable inspirée par l'hystérie anticosmopolite de Staline et, plus lointainement, par le « complot des blouses blanches »), Volodine, dans la nouvelle version, avertit les Américains qu'un de leurs savants atomistes va *les* trahir. Autrement dit, tout repose maintenant sur l'affaire Rosenberg. (Soljenitsyne aurait-il un doute sur leur culpabilité ? Il ne les désigne pas nommément.)

Du coup, la fable est autrement « aiguisée » ! Volodine est bel et bien un « *traître* » du point de vue de l'Etat soviétique, ou de n'importe quel Etat d'ailleurs ; on comprend que Roubine, à l'atelier de phonoscopie de la charachka, n'ait aucun scrupule à travailler à l'identification de la voix du traître ; et Soljenitsyne rajoute un chapitre capital, « L'oncle de Tver », pour nous expliquer l'acte insolite du jeune et sémillant diplomate. L'oncle de Tver initie son neveu à l'histoire vraie du bolchevisme et pose la question des « *frontières du patriotisme* », autrement dit : faut-il servir son gouvernement s'il est despotique ? L'exemple de Herzen, le grand exilé russe du dix-neuvième siècle, vient illustrer la leçon de l'oncle.

Parmi toutes les différences significatives que l'on peut relever entre le *Cercle 87* et le *Cercle 96*, j'en relèverai encore deux. *Le Cercle 96* approfondit et amplifie le portrait de Staline. Le monologue intérieur du despote vieillissant, qui fête ses soixante-dix ans après avoir fait assassiner son vieux compagnon bulgare Kostov, s'étend maintenant sur cinq chapitres, et il apparaît plus nettement que Imperator sénile représente, dans la construction allégorique de ce poème qu'est *le Premier Cercle*, le pôle nocturne (il ne supporte pas le matin, le midi, le soleil), il déteste l'espace (c'est-à-dire la Russie, qui est « espace-liberté ») et, par son enfermement volontaire, il symbolise l'esclavage des maîtres alors que les « Rosicruciens » de la charachka accèdent, eux, à une liberté spirituelle quasi socratique.

L'autre retouche majeure concerne Sologdine (dont le prototype est Panine, un des trois « mousquetaires »). Panine et Soljenitsyne sont aujourd'hui brouillés. Panine a publié une sorte de catéchisme antisoljenitsynien où il l'attaque sur sa droite (4). Le rôle de mentor qu'a assumé Panine à la charachka à l'égard de son camarade plus jeune Soljenitsyne apparaît avec évidence. Panine-Sologdine est ici le maître ès ruse et fermeté, il a un visage « iconique », il enseigne un christianisme pur et dur, fort en esprit et en chair. Peut-être cette image virile a-t-elle joué un rôle de père pour le détenu encore jeune dont Kopelev nous dit qu'on sentait, en lui, « *la souffrance de l'absence de père* » (Soljenitsyne n'a jamais connu le sien).

Le Premier Cercle, tel qu'il apparaît dans cette nouvelle rédaction, est une œuvre initiatique. Le maître est Sologdine, l'initié est Nerjine (Soljenitsyne) et le terme de l'initiation est l'émancipation de l'élève : devenu un homme fort, libéré de la chair grâce à la prison, il assume sa captivité et quitte volontairement le « premier cercle » (celui où Dante situait les sages préchrétiens) pour un des cercles infernaux les plus terrifiants.

Quand la dissidence est réduite au silence

Durant les vingt ans qui séparent les deux *Cercles*, c'est une page entière qui a tourné. Lorsque nous reçûmes le *Cercle 87*, nous ignorions presque tout de l'auteur, de la charachka, de ses codétenus. Aujourd'hui, tout appartient à l'histoire. Le troisième tome des *Mémoires* (en russe) de Kopelev (5) est venu confirmer la véracité du *Premier Cercle* et apporter des portraits nuancés des deux autres « mousquetaires » et de bien d'autres savants bagnards de cette prison-laboratoire maintenant célèbre. Un livre, celui de Lucienne Felix est même venu faire la synthèse de tout ce que l'on savait sur cette étrange « science au goulag » née dans les charachkas. Les trois « mousquetaires » sont à l'Occident... et ne se voient plus ! Lentement, sûrement la dissidence de 1966 à 1974 a été broyée, exilée, réduite au silence à l'intérieur et souvent au bavardage à l'extérieur. C'est sans doute le prix d'une entrée dans l'histoire.

Reste ce livre magnifique, aussi envoûtant aujourd'hui qu'hier ! Reste la leçon de fraternité, de libération intérieure qu'il donne de tous les chefs-d'œuvre de Soljenitsyne, le premier chronologiquement, et le plus poétique, presque médiéval par son idéal d'égalité chevaleresque et mystique, et pourtant né de l'humiliation de la condition concentrationnaire. Un livre « préchrétien » où les guides de Soljenitsyne sont encore d'inspiration « antique » : Lao Tseu, dont Kopelev nous confirme dans ses *Mémoires* qu'il était alors leur commun maître à penser, et La Boétie, dont le *Discours de la servitude volontaire* a laissé des traces dans *le Premier Cercle*. La fraternité des savants bagnards de la charachka de Marfino restera, grâce à Soljenitsyne, comme un des hauts moments de l'histoire sans fin de la libération de l'homme.

GEORGES NIVAT.

(Vendredi 21 mai.)

★ ŒUVRES COMPLETES DE SOLJENITSYNE. TOME I : LE PREMIER CERCLE. Traduit du russe par Louis Martinez. Fayard, 680 pages. Relié toile, 150 F.

● Paraît également le « scénario » : LES TANKS CONNAISSENT LA VERITE. Traduit par Dimitri Sesemann. Fayard, 186 p., 54 F.

★ *Dessin de CAGNAT.*

(1) *La Roue rouge* est une fresque historique consacrée à la Russie entre 1914 et 1917. Le premier tome en est *Août 1914*, qui doit reparaître dans une nouvelle rédaction, pratiquement doublée en volume. Le deuxième tome est *Octobre 16*, le troisième *Mars 17*, tous deux encore inédits.

(2) Olga Carlisle : *Solzhenitsyn and the Secret Circle*. New-York 1918. Traduction française parue en 1980 chez Maspero.

(3) A. Soljenitsyne : *Le Premier Cercle*. Traduit par M. G. Kybarthi. Laffont, Paris 1968.

(4) Dimitri Panine : *Soljenitsyne et la réalité*. La Table ronde, 1975.

(5) Lev Kopelev, germaniste accompli, auteur de nombreux ouvrages sur la littérature allemande, a publié en russe trois tomes de *Mémoires*. Les deux premiers, qui narrent la guerre et son arrestation par le *SMERCH* soviétique, ont paru en traduction française sous le titre : *A conserver pour l'éternité* (Stock). Le troisième, qui a pour titre le nom de l'église qui abritait la « charachka de Marfino », près de Moscou, est encore inédit. Kopelev y raconte en détail, entre autres, l'histoire du coup de téléphone d'un « traître » à l'ambassade américaine et des tentatives d'identification de la voix menées par son équipe à l'atelier de phonoscopie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Claude Julien.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire : nº 57 437.
ISSN : 0026 - 9360.

« LA TERRE EST SI BELLE... », de Julien Green

Et l'espérance ?

L'ESPERANCE, avec laquelle le chrétien est censé regarder l'avenir de l'humanité entière, et pas seulement son salut personnel, cette vertu théologale au même titre que la foi et la charité, Julien Green n'est-il pas en train d'y faillir quelque peu ? De *La Terre est si belle...*, son Journal des années 1976-1978, se dégage une vision de l'avenir collectif proprement horrifiée

L'auteur prend soin d'avertir qu'il « *accepte son âge* », que la mort lui « *est égale* ». On le croit, d'ailleurs, lorsque, avec un appétit de voyage plus vif qu'auparavant, il découvre la Grèce, jamais visitée, la Turquie, l'Iran, ou qu'il retourne en Ecosse ou au Pays de Galles.

On est encore plus convaincu de son bonheur quand il relate ses voyages en art : expositions de peinture, disques — Schumann, Schubert, Dukas, — films — palme justifiée au *Désert des Tartares*, — relecture des livres de chevet, la Bible, Montaigne, Saint-Simon. Parmi les souvenirs d'écrivains, une mention particulière pour Malraux « *rugissant de douleur* » à la mort de Louise de Vilmorin, et pour Mauriac, dont le dernier échange de regards, entre croyants, se charge d'une « *éloquence impérieuse* ».

IL n'empêche : quel lamento ! Le vieillissement en fournit le thème répété ; ou, plutôt, la perte de la jeunesse. Julien Green pense avoir eu la jeunesse « *la plus belle du monde* ». La beauté, sa propre beauté, contribuait à la fête. « *S'éprendre de soi est le début d'un long roman d'amour* », écrit Wilde. L'auteur de *Jeunesse* se souvient du temps où il « *cueillait les regards avec une indifférence olympienne* ». Le fantôme qu'il se sent désormais doit se déprendre de soi. La nuit, qu'il guettait naguère comme une promesse enivrante, et que saluait chacun de ses livres, il n'y voit plus qu'un rappel à l'évidence qu'il va falloir quitter tant de douceurs.

AUTRE désolation, presque consolante à sa manière : ces douceurs ne lui survivront pas. Politiciens et architectes conspirent à gâcher le cadre où s'est épanouie sa jeunesse. La violence est partout, et l'entraide nulle part. Green est formel : il n'a que peu d'espoir dans l'avenir du bonheur humain. Il tremble pour ceux qu'il aime. La France ne restera pas longtemps l'îlot de sûreté relative que nous connaissons. Le monde deviendra impersonnel et redoutable. « *L'appauvrissement intellectuel* » s'accompagnera d'un « *refus du passé* » et d'une confusion spirituelle « *où se perdront la plupart des valeurs chrétiennes* ». Des gens bien informés lui prédisent même la fin de la planète avant l'an 2000 !

Il y a longtemps que le déclin des valeurs chrétiennes a commencé, aux yeux de Green, et par la faute de l'Eglise romaine. L'auteur du *Pamphlet contre les catholiques de France* ne se fait ni à la messe en français, ni à nos hideux cantiques, ni au remplacement des rites de son enfance par des discours protestants farcis de sciences humaines. Le regret des évolutions intervenues, en gros depuis le Concile, va jusqu'au soupçon. Tout heureux de voir un évêque belge mitré à l'ancienne, Green s'inquiète : « *Oui, mais sous cette mitre, quelles idées ?* »

ON aimerait discuter la noirceur de certains propos. Douter que les jeunes sachent encore goûter la vie, est-ce que ça n'a pas toujours été une manière de se rassurer, de quitter moins tristement le festin ? La cacophonie politique et l'architecture sauvage, que Green déplore justement, ne sont-elles pas le prix à payer de la liberté dont il se félicite ? Qu'avaient-elles de si réjouissant, ces années 30 coincées entre deux boucheries, sinon que l'auteur y entrait dans la vie ? Notre époque n'est-elle pas en progrès sur certains chapitres, tel celui de l'hypocrisie ? Ne reste-t-il pas quelques belles raisons d'espérer ?

Pour un catholique qui venait précisément du protestantisme, il doit être douloureux de voir toucher à ce pour quoi il a rallié Rome. On le comprend de préférer, aux bavardages souvent peu mystiques de prêtres déguisés en receveurs de la R.A.T.P., le slavon et les ors lourds des églises orientales.

Puisque Green se rend volontiers à la chapelle ukrainienne de la rue des Saints-Pères ou à la cathédrale de la rue Daru, qu'il y retrouve le mystère négligé par le rite romain, qu'il s'entoure d'icônes, pourquoi, tel Morard, dont il partage le goût des religions « *qui ne bougent pas* », ne change-t-il pas une nouvelle fois de confession, et ne se fait-il pas orthodoxe ? « *Je me sens trop romain*, répond-il, *et à mon âge on a moins que jamais le droit de quitter son poste.* » Ce scrupule l'honore : il ne convainc pas tout à fait. Tant il est vrai qu'on ne trahit que ses désirs.

L*A Terre est si belle* permet en revanche de vérifier une certitude : un journal intime vaut ce que vaut son auteur. Apprendre le temps qu'il faisait, *ce matin-là*, dans la vie et dans l'âme d'un scribouillard sans œuvre derrière ni devant lui, on n'en a que faire. La même notation devient captivante, si elle émane d'un homme qui a signé *Moïra* et *Mont-Cinère*.

La notation d'un écrivain véritable n'est d'ailleurs jamais réductible à celle d'un vulgaire graphomane. Des détails surgissent, et se marquent dans nos propres mémoires, avec une force qui ne trompe pas. Exemples, ici : le quatrième âge qui « *flotte en robe de chambre dans des couloirs d'hôpitaux* », un salon aux volets clos dont les meubles ne se distinguent que par « *les surfaces brillantes du bois* », un taureau dont les pattes évoquent « *toute une mythologie horrifiante* ». « *On note certaines choses,* dit encore Green, *comme on agite un mouchoir à la portière d'un express.* » Ou cette prescription technique, dont tant d'hommes de plume devraient faire leur miel : « *Ecarter sans cesse l'inutile, tout ce qui sonne trop bien.* »

Ces lignes où se récapitule une œuvre entière font qu'on entre dans le *Journal* de Green avec « *la même joie* », comme l'écrit drôlement une lectrice à l'auteur, que « *quand on enjambe sa baignoire* » !

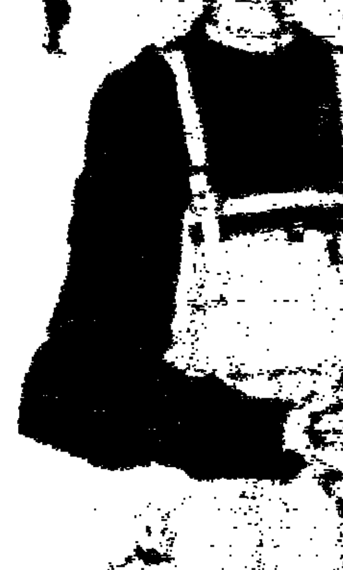
BERTRAND POIROT-DELPECH.

(Vendredi, 21 mai.)

★ LA TERRE EST SI BELLE..., JOURNAL 1976-1978, de Julien Green, Seuil, 339 pages, 67 F.







هكذا من الأصل

Dossier : les centrales solaires PAGE V.

Felix Rohatyn : un banquier contre Reagan PAGE X.

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11 612 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 30 MAI 1982

Le Monde

DIMANCHE

Des chrétiens au parti communiste

Un certain nombre de chrétiens, et particulièrement de catholiques, sont membres du P.C.F. ou sont très proches de lui. Les uns ont « sauté le pas » vers l'athéisme, d'autres parviennent à concilier leur appartenance à une Eglise et à un parti qui se réclame du marxisme, proclamé en 1936 « intrinsèquement pervers » par le pape Pie XI. Qui sont-ils et comment s'explique leur itinéraire ?

MARIE-CLAUDE BETBEDER

« *IL y a des communistes qui me disent que le parti n'existerait pas sans les jeunes chrétiens qui, génération après génération, sont venus lui apporter les capacités militantes qu'ils avaient acquises dans les mouvements de jeunesse catholique...* » Le vieil homme qui parle ainsi est un jésuite. Un homme qui pèse ses mots. Sa vie, depuis 1940, a constamment été mêlée à celle des communistes et du parti communiste mais il n'en a jamais été membre. « *Personnellement*, dit-il, *ce qui m'intéresse dans la confrontation de ces deux mondes, le chrétien et le communiste, c'est ce qu'ils ont de plus étranger.* »

Janvier 1982 : « *Y aura-t-il toujours un chrétien pour venir colmater les brèches ?* », s'irrite un communiste dissident, démissionnaire d'importantes fonctions à la C.G.T. Un prêtre de la Mission de France, Bernard Lacombe, vient d'accepter de devenir membre du bureau confédéral de la centrale. Il n'est pas membre du parti communiste, mais ses déclarations, d'une simplicité quasi biblique *(1)*, le situent dans sa mouvance. D'autres, dans l'anonymat, font des démarches analogues, que ce soit à la C.G.T. ou dans le parti. Seraient-ils plus communistes que les communistes, ces chrétiens du P.C. ?

Ce n'est pas si simple. Parmi ceux qui ont manifesté publiquement leur désaccord avec la ligne actuelle du parti ou ont été écartés de leurs responsabilités pour une autonomie de pensée jugée excessive, il y a aussi des chrétiens : des gens comme Louis Géhin, secrétaire général pendant douze ans de la C.G.T. de Renault Sandouville, ou comme Georgette Vacher, membre du bureau de l'union départementale (U.D.) C.G.T. du Rhône (2). Il y a également des hommes et des femmes qui ne sont plus chrétiens mais ont été longtemps des militants chrétiens : Antoine Spire, membre pendant dix ans de la direction des Editions sociales, la maison d'éditions du comité central ; Chantal Rogerat, la rédactrice en chef récemment écartée d'*Antoinette*, le mensuel féminin de la C.G.T. ; Louisette Blanquart, qui fut rédacrice en chef d'*Antoinette*, puis journaliste à *l'Humanité*, Jean-Louis Moynot, qui était jusqu'en septembre 1981 secrétaire confédéral de la C.G.T...

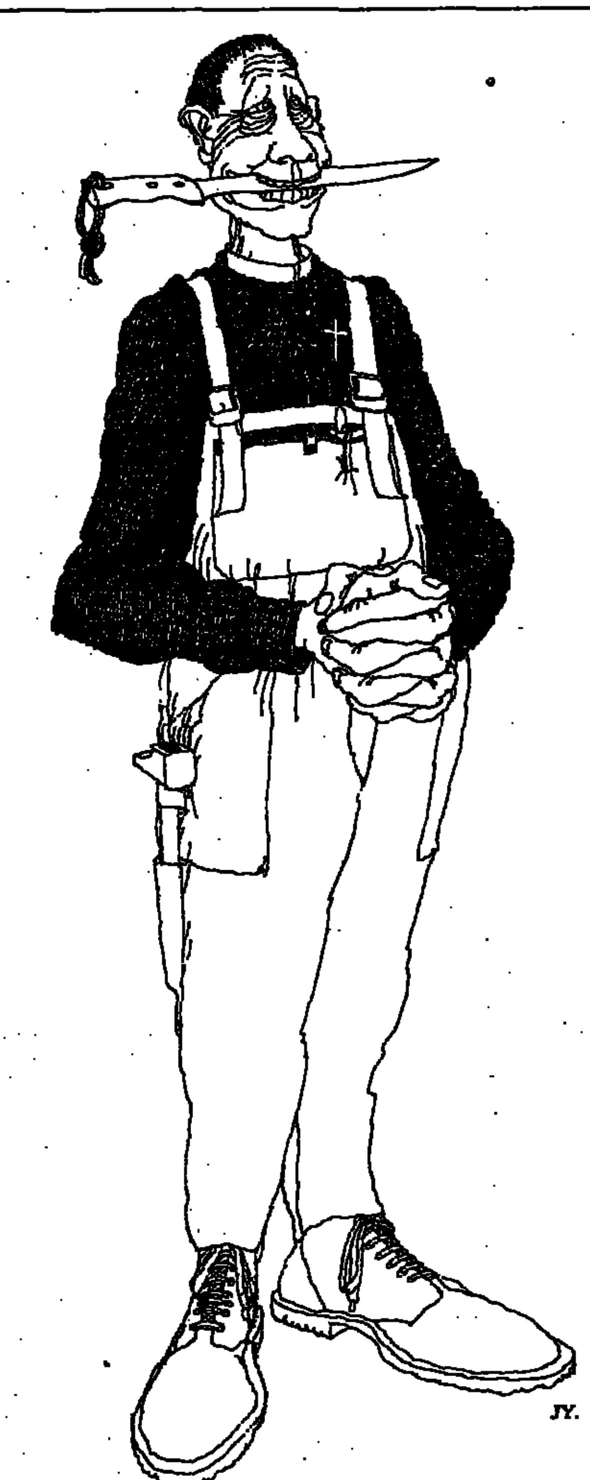
Une première remarque s'impose : *les chrétiens du P.C. existent !* Leur nombre est limité mais nullement négligeable.

Peu ont de grosses responsabilités dans le parti ou à la C.G.T., mais beaucoup en ont au niveau local. Faute de statistiques, il faut aller voir ce qui se passe dans les quartiers et les usines. Là, de proche en proche, on en découvre un peu partout. Il n'est personne ou presque qui ne connaisse un prêtre-ouvrier, une « sœur », un membre de l'A.C.O. (3), un(e) jociste ou ancien(ne) jociste (4) qui fait partie de telle cellule, du comité de section, de l'union locale C.G.T..., communiste ou si proche que la différence n'est pas sensible à beaucoup de ceux qui les connaissent.

Il y a ainsi, au moins dans les grandes concentrations ouvrières, une assez forte « présence » d'hommes et de femmes qui assument plus ou moins complètement la double étiquette chrétienne et communiste. Plus ou moins complètement... : les classifications nettes sont à peu près impossibles. Certes, il y a des cas simples : celui de gens qui se réfèrent explicitement à Jésus-Christ, ont un minimum de pratique religieuse, et possèdent une carte régulièrement timbrée du P.C. Ils constituent le noyau de cette enquête ; mais s'arrêter à eux défigurerait la réalité. Entre eux et ceux qui sont radicalement athées existe toute une gamme de positions intermédiaires qui ne cessent d'évoluer. Et la seule frontière importante *en la matière paraît bien passer* entre ceux qui n'ont jamais connu qu'un christianisme sociologique et ceux qui ont vécu, à un moment quelconque de leur vie, une conviction religieuse forte.

Une strate importante des effectifs athées du parti est en effet composée d'hommes et de femmes qui ont été – en général au temps décisif de leur jeunesse – des militants chrétiens convaincus. Leur communisme en a gardé une tonalité particulière : Nicole T., issue d'une famille bourgeoise, a voulu par conviction religieuse s'insérer dans la classe ouvrière et a épousé un ouvrier. Devenue veuve, elle a adhéré au parti communiste et a été élue conseillère municipale. Maintenant, installée dans un grand ensemble, elle y a de multiples activités et sa porte est toujours ouverte au gens de son voisinage qui veulent lui faire part de leurs problèmes.

(Lire la suite page IV.)



(1) Cf. l'article de Michel Noblecourt, dans *le Monde* du 23 mars 1982.

(2) Mme Georgette Vacher, membre du P.C. et responsable « femmes » de l'U.D.-C.G.T. du Rhône, s'est donné la mort le 20 octobre 1981 après son exclusion du bureau. Elle avait écrit une « *Lettre aux travailleurs* » pour expliquer son geste qui provoqua de sérieux remous.

(3) Action catholique ouvrière.

(4) JOC : Jeunesse ouvrière chrétienne.

Enrichissez-vous !

par BRUNO FRAPPAT

LES riches d'un côté, les pauvres de l'autre. C'est trop injuste. Et pourquoi ne serions-nous pas tous riches ? Vieux rêve qui explique, à peu de choses près, toutes les guerres, les révolutions et les crimes.

Aujourd'hui c'est possible, mais pacifiquement. Non par *la vertu du socialisme* ambiant, qui prend (un peu) aux riches pour donner (un tout petit peu) aux pauvres. Non : la manne, qui n'a rien de céleste, nous arrive par la poste. Chèque après chèque, sou par sou, les Français gagnés par une fièvre de solidarité interbancaire et interrégionale, s'enrichissent les uns les autres, s'expédient généreusement billets et mandats. Pierre après pierre, ils édifient la fortune du voisin, de l'inconuu qu'on leur désigne. Ils s'épaulent.

Ainsi fonctionne le « Cercle d'or », une chaîne d'enrichissement mutuel qui étend ses maillons de Dunkerque à Menton et de Thionville à Bayonne. C'est la chaîne des espérances folles et, littéralement, géométriques.

Si vous n'avez pas encore été sollicité par le « Cercle d'or », cela ne saurait tarder. Un ami choisi, un membre de votre famille, un collègue sûr, vous détaillera bientôt la mécanique *de la richesse. Il* vous vendra une liste de douze noms moyennant 200 francs. Sous son contrôle, vous adresserez à la personne figurant en tête de liste 200 francs. Ensuite, il vous *restera* à placer votre nom sur la liste, en douzième position, à recopier deux fois la liste non sans avoir éliminé le premier nom. Ces deux listes, vendez-les, à votre tour, à deux personnes de confiance et attendez sagement les semaines et les mois.

Le calcul est aisé. Un document aussi anonyme qu'officiel qui accompagne toutes les listes le dit : vous pouvez, à terme, gagner jusqu'à 1 640 000 francs. C'est écrit et c'est scientifique : « *Quand vos amis composeront leur liste, vous serez nº 11 sur 4 listes, nº 10 sur 8 listes* » et, de proche en proche, vous serez, si tout va bien (et pourquoi tout n'irait-il pas bien ?) « *nº 1 sur 4 096 listes* ». Lisez encore : « *Lorsque ces 4 096 personnes vendront chacune le concept* (sic) *à deux personnes, il y aura donc 8 192 personnes qui vous enverront 200 francs chacune.* » Total : 1 638 400 francs. Par la grâce des amis - des amis - des amis. Merci aux 8 192 généreux et anonymes donateurs !

Le bonheur à peu de frais. Mais, attention, c'est une affaire sérieuse. Gare aux amateurs qui rompent leurs chaînes et honte aux indécis qui les retardent. Le mode d'emploi du « Cercle d'or » recèle une morale de l'efficacité et de la volonté qui paraît bien portée par des vents venus d'outre-Atlantique : « *La plupart des gens connaissent le succès non parce qu'ils ont été prudents, mais parce qu'ils ont su à quel moment ils devaient agir.* » Et encore cette menace pour les méfiants : « *Si je laisse passer cette chance, combien de temps faudra-t-il pour q'une opportunité* [en français, on dit : occasion] *semblable se présente à moi ?* »

Le « Cercle d'or » a des centaines de milliers d'adeptes. Il a fait des ravages dans l'Est et le Sud-Est, la région parisienne a été touchée, l'Ouest vacille. Des ouvriers ont cotisé, des employés modestes, mais aussi des médecins, des magistrats, des artistes. Face à la *chance, il n'y a plus ni classe*, ni race, ni religion. La confiance est générale, nationale. On vend des listes dans les salons cossus du seizième arrondissement, on voit des ménagères surmenées tenter, dans leur H.L.M., de convaincre des voisines qui tirent le diable par la queue. Le « Cercle d'or » pousse ses tentacules dans les campagnes les plus reculées, les banlieues les plus sombres.

Trop tard ! Trop tard pour l'enrayer, trop tard pour convaincre. Trop tard pour faire comprendre que s'il devait se trouver des gagnants dans cette boule de neige, ils ont déjà leur magot. Trop tard pour expliquer que, si les centaines de milliers de Français qui ont joué le jeu (de la fortune) devaient gagner, il faudrait multiplier leur nombre par... 8 192. Et que pour rendre un million de Français millionnaires, il faudrait plus de huit milliards de donateurs qui, eux-mêmes, pour s'enrichir, *devraient attendre que la* croissance démographique devienne géométrique...

Des plaintes ? Aucune. Au ministère de la justice, à l'intérieur, on s'inquiète, mais on a beau fouiller : *personne ne se* plaint. Les millionnaires frustrés ne savent pas encore qu'ils le seront. Ils ont tous entendu parler du cousin de la tante à Jules qui a entendu dire par sa femme de ménage qu'une concierge avait gagné 8 000, 10 000, 20 000 francs.

Qui se plaindrait ? Et de qui ? D'un ami, d'un parent ? Affaire privée. Et d'ailleurs, on vous le certifie, cela viendra. La pompe va s'amorcer. Ça bloque un peu pour l'instant, mais les chèques tomberont avant l'été. Gare aux dénigreurs ! Un journaliste de *l'Est républicain*, pour avoir publié un article caustique mais véridique, a reçu un tombereau de lettres d'injures et de menaces. Mais point de chèques !

On s'entre-tue aux Malouines, à *Khorramchahr*, la France est assassinée au Liban, la Pologne plie mais ne rompt point, la crise est partout et l'espérance nulle part. On ne croit plus à l'au-delà. Reste à investir dans l'illusion certaine du gain, le hasard démocratique, le facile Loto, la loterie plus nationale que jamais et le P.M.U. égalitaire.

Promesses de richesses, rêves dominicaux, vacances ultramarines, machines à rêver, stéréo - mégalo - vidéo - magnéto - loisirs, machines à çi, machines à ça, machines à sous : la chance vous guette, travailleurs des villes et des champs, *peuple de gauche !* Saisissez-là !

En 1981, les Français ont dépensé plus de 7 milliards de francs au Loto, 655 millions à la loterie nationale et 19 milliards au P.M.U. Total : 27 milliards. En 1982, la France (les Français) aura accordé 5,90 milliards de francs aux affaires culturelles et 17 milliards à l'aide publique au tiers-monde.

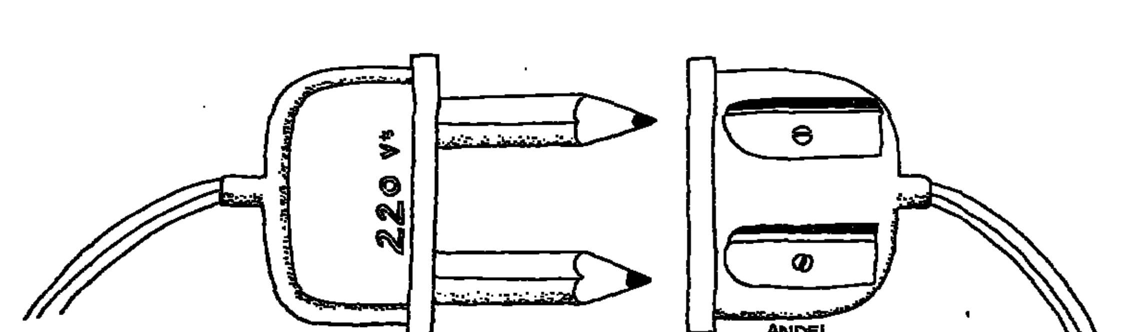
Les affamés s'en plaignent ? Ils n'ont qu'à adhérer au « Cercle d'or ». Et, comme les Français, imaginer qu'un pauvre plus un pauvre ça doit mathématiquement donner deux riches. ■

COURRIER

La carte des régions

Au sujet de la carte des régions françaises (*le Monde Dimanche*, 21 avril 1982), il faut refaire un peu l'historique. Les dates de 1956 à 1960, auxquelles remonte le découpage, ne sont pas les plus importantes, car il ne s'est rien passé jusqu'en 1964, année de la création des Coder. Mais celles-ci, institutions mineures sans capacité financière, n'ont guère fait qu' « occuper le terrain » et développer l'esprit régional, ce qui n'est cependant pas négligeable.

Seule la loi de 1972, en créant l'établissement public régional



(E.P.R.), a ouvert, avec un budget régional, une ère d'action concrète. De 1974 à 1982, il y a déjà eu neuf budgets régionaux, votés par des assemblées politiques après avis des comités socio-professionnels. Cet événement a une portée historique qui va bien au-delà de la modestie des ressources. En effet, pendant cette période, la vie régionale est née et s'est développée, discrètement mais en profondeur, à travers la création ou la mise en valeur de nombreux organismes régionaux (C.C.I., chambres d'agriculture, chambre de métiers, groupements d'employeurs, unions régionales de syndicats, etc.).

Ces entités régionales ont montré depuis dix ans une activité considérable, mise en œuvre par nombre d'hommes compétents et disposant de moyens parfois importants.

Tout ce foisonnement a pour cadre les circonscriptions existantes. Il est « accompagné » par le budget régional, aux ramifications très nombreuses dans les budgets publics, parapublics ou privés.

La remise en cause du découpage, non seulement détruirait un édifice encore fragile quoique important, mais représenterait, au niveau des redistributions financières territoriales, un casse-tête inextricable.

Pour mieux apprécier une telle éventualité, il suffit de considérer la solidité inébranlable du département et des très nombreuses activités situées dans ce cadre bicentenaire, et l'on comprend que tant de gouvernements et les Républiques successives aient toujours renoncé à s'attaquer à cette citadelle. Les régions n'en sont pas encore, mais leurs fondations sont déjà trop implantées pour en modifier les frontières, sans que les inconvénients l'emportent sur les avantages. D'autant qu'aux imperfections actuelles s'en substitueraient nécessairement de nouvelles, objet de critiques réitérées.

Je n'évoquerai que pour mémoire l'aspect politique de l'affaire : chacun sait qu'un problème, fût-il d'une simplicité évidente, risque d'être compliqué à l'infini par les querelles byzantines que suscitent, toujours les intérêts politiques contradictoires.

Pour l'ensemble de ces considérations, mon opinion sur la carte des régions est catégorique : les obstacles au changement sont tels qu'il né saurait avoir lieu.

JACQUES FAVIER,
délégué F.O. au C.E.S.R. de Bourgogne.

Pertes

Je me promenais dans les jardins du parc du Luxembourg lorsqu'un petit garçon s'est approché de moi et, sans autre préambule, m'a dit : « *Monsieur, j'ai perdu 3 francs.* » Il avait six ou sept ans, était correctement habillé, l'air d'un petit ange avec ses cheveux blonds et son regard clair. Deux semaines plus tard, samedi dernier donc, c'était en dehors du parc, près de la place Saint-Sulpice. « *Monsieur, j'ai perdu 4 francs.* » Il tenait déjà compte de l'inflation.

ANDRÉ VILLE.
(Paris.)

Romans roses

Dans *le Monde Dimanche* du 11 avril 1982, Tatania Tolstoï, auteur de « romans roses », plaide sa cause avec humour. La dame en a par-dessus la tête des moralisateurs, des intellos, des esthètes et du M.L.F. qui, au minimum, lui donnent des leçons, et, au pire, l'insultent. Après tout, n'est-ce pas, quoi de répréhensible ? Le rêve est là pour permettre l'évasion. De quel droit interdirions-nous à tant de femmes de se délasser, les doigts de pied en éventail, sur la ligne Pont-de-Sèvres-Bahamas-Mairie-de-Montreuil ?

Non, nous ne comprenons pas. Nous ne comprenons pas l'étonnement de Madame Tatiana Tolstoï, ni sa colère.

Implicites dans sa diatribe, certains arguments de l'« écrivain » me rappellent des discours déjà entendus par-ci, par-là :

« L'intrigue sentimentale (des romans roses) est toujours la même (...) Damnable ? Damnable.

Comme tous les récits des conteurs populaires qui transmettent la tradition orale sans jamais s'écarter d'une trame toujours identique. »

Ainsi donc il y aurait une « culture populaire ». (...)

Affirmer l'existence d'une culture populaire c'est garantir au peuple un esprit ressemblant plutôt à de la sauce blanche. La culture populaire c'est le chanteur minable des hit-parades, c'est le journal à sensasexe ; c'est le cinéma d'épouvante... et c'est le roman rose, ce roman-photo sans les photos. La « culture populaire » est une des armes les plus redoutables contre l'émancipation du peuple. C'est l'anticulture. Ou la culture antipopulaire, comme vous voudrez.

« (les lectrices) *ne peuvent discerner un univers fictif de la réalité. Elles prennent pour argent comptant des histoires délirantes.* »

Non, T. Tolstoï a raison d'ironiser : les lectrices de romans roses ne sont certes pas d'irrécupérables demeurées, ni même les pires des idiotes. Le vieux prétexte du respect : on voudrait nous faire croire que les salauds sont ceux qui parlent d'éducation des masses. (...)

Mais bref : là n'est pas le plus important. Il faudrait mettre beaucoup de mauvaise volonté pour ne pas comprendre l'évidence suivante : même en possédant assez de présence d'esprit pour distinguer le réel de la fiction, le véritable problème est que la lectrice de romans roses s'échappe dans un rêve destiné à la maintenir dans sa réalité. Je suis bien d'accord pour dire que le rêve est nécessaire, mais pas n'importe lequel. Au lieu de jeter dans les yeux de l'ouvrière de la poudre de perlimpinpin, des songes creux d'évasions chimériques, il serait mille fois plus souhaitable de la faire rêver à un monde où elle s'épanouirait enfin. Un rêve qu'elle saurait réalisable.

Le roman rose n'a rien à voir avec la littérature. Celle-ci n'est pas un paradis artificiel, un lieu en carton-pâte destiné à faire oublier la vie (la vraie). L'imagination n'est pas gratuite. La littérature romanesque, sous peine de tomber dans la fange d'une sous-culture sans objet et sans risque, ne doit pas se contenter de répondre aux attentes faciles. C'est exactement tout le contraire. Elle doit nécessairement être réaliste ; de ce réalisme qui n'a aucun rapport avec celui que Tatania Tolstoï tente de ridiculiser mais qui consiste. (...) à s'enfoncer tout droit dans la pénombre des faux débats et des idéologies jusqu'à rencontrer la réalité. Et il est bien connu (surtout depuis Sartre et *Qu'est-ce que la littérature ?*) que montrer la réalité signifie déjà la placer dans un processus dynamique. Combien de temps faudra-t-il encore répéter que la littérature ne doit en aucun cas « faire oublier » que cela est inacceptable et que, à l'inverse, elle doit faire prendre conscience ?

LAURENT LEFILS
(Vincennes.)

PARTI PRIS

Diplomatie

Il y a des gens qui croyaient, sur la foi de quelques formules du type « j'attacherais du prix » pour dire « je veux », que le langage diplomatique était utilisé à l'intérieur des chancelleries comme il l'est, en grande pompe, à l'extérieur.

MM. Claude Cheysson et John Dobrin les ont détrompés. Le ministre français des relations extérieures et le diplomate américain ont montré que, lorsqu'ils s'adressent, l'un aux agents du département, l'autre à ses supérieurs hiérarchiques, une certaine alacrité de plume est fort bien admise. Dès lors qu'il s'agit, bien entendu, d'étrangers : des Anglais dans le cas de M. Cheysson, de M. François Mitterrand dans celui de M. Dobrin.

A vrai dire, il n'y a là rien de nouveau. Il n'est que de lire au cours des siècles les lettres à la Sérénissime République des ambassadeurs de Venise sur la cour de France ou celles de Mercy d'Argenteau à Sa Majesté impériale Marie-Thérèse sur les difficultés conjugales de son gendre Louis XVI pour s'en rendre compte.

La langue diplomatique, au cours des siècles, a pris grand peine à cacher les réalités les plus graves sous les mots les plus pompeux et les plus bénins en apparence. Mais ceux qui en usaient ont toujours eu besoin d'y voir clair et de parler clair. Entre eux.

S'ils cessaient d'user à la face du monde d'un langage codé, de baptiser « franche et cordiale » telle discussion où les meubles ont été à grand-peine épargnés, les peuples sauraient enfin à quoi s'en tenir.

Il reste à savoir si la paix du monde en serait mieux assurée. Car qui sait si elle n'est pas protégée aussi bien par l'hypocrisie bien tempérée que par la dissuasion nucléaire réciproque ?

JEAN PLANCHAIS.

Freud, Dostoïevski

J'ai été très intéressé par le commentaire que le docteur M. Benezech a fait de l'article consacré à Szondi et je ne puis que m'associer aux réserves qu'il fait à propos des vues génétiques de Szondi. En revanche, je suis tenté d'en faire d'autres concernant la théorie du parricide dans ses relations avec l'épilepsie de Dostoïevski.

Cette conception, défendue pour la première fois par le psychanalyste allemand J. Neufeld, ne peut être défendue que si on admet que les crises dont souffrait l'écrivain étaient hystériques et ou épileptiques. Je dirai, pour être concis, que le concept d'hystéro-épilepsie n'est plus guère admis et que Freud, quand il y a recours, est encore sous l'influence des idées de Charcot, dont il a suivi l'enseignement de 1885 à 1886. Il est difficile de parler d'hystérie dans le cas de Dostoïevski, tant la description faite par des observateurs est parlante. Ainsi, Strakhov (in *Cahier de l'Herne*, p. 311) : « *Soudain, de ses lèvres entrouvertes s'échappa un son étrange..., et il s'effondra sans connaissance au milieu de la chambre.* » D'ailleurs, c'est grâce à la précision des descriptions qu'on trouvera dans l'ouvrage de J. Catteau (1) qu'Henri Gastaut a pu modifier son opinion diagnostique quant à la nature de l'épilepsie dont l'écrivain était atteint. Dostoïevski décrit de façon très différente les crises d'épilepsie et les attaques d'hystérie de ses personnages.

Faut-il ajouter que le caractère héroïque de Dostoïevski, qui subit sans broncher, donc sans faire de crise d'hystérie, le simulacre d'exécution et l'interminable bagne agrémenté de menaces de flagellation, rend cette hypothèse intenable. Enfin, des travaux soviétiques récents (Fedorov, cité par Catteau) tendent à faire admettre que Mikhaïl Andréiévitch, père de l'écrivain, a succombé à une crise d'apoplexie et n'a pas été mis à mort et émasculé par ses serfs.

De toutes les façons, Freud ne dit-il pas lui-même qu'« *Elle* (la psychanalyse) *doit malheureusement déposer les armes devant les problèmes de l'écrivain* » ?

Docteur CYRILLE KOUPERNIK.
(Paris.)

(1) J. Catteau. *La Création littéraire chez Dostoïevski.* Paris, Inst. Ed. Slaves, 1978.

Psy

S'il est en ce moment beaucoup question des sectes et de leurs ravages, parle-t-on assez des très fâcheux effets de certaines psychothérapies et psychanalyses sur des sujets qui, la plupart du temps, n'en auraient nul besoin ? La fille d'un ménage de mes amis (niveau « cadre supérieur, grande école »), âgée d'une vingtaine d'années, s'était confiée à un psychothérapeute, censé lui insuffler la confiance en soi dont elle manquait peut-être encore (jolie, intelligente, études universitaires couronnées de succès). Pour quel résultat ? Elle a « ouvert les yeux », et s'est rendu compte qu'elle était malheureuse, depuis longtemps, sans que nul ne s'en doute, même pas elle, auprès d'une mère possessive et d'un père égoïste — et aussi que la grande liberté dont elle jouissait auprès d'eux n'était qu'apparence trompeuse. En fait, elle leur était trop attachée, ce qui était anormal, et elle devait rompre le plus vite possible des chaînes d'autant plus dangereuses que dissimulées sous des fleurs... Quand les parents, éberlués par son changement d'attitude et par le jargon dans lequel elle exprimait ses états d'âme — sans pouvoir, et pour cause, avancer aucun grief précis, — ont voulu prendre contact avec le psychothérapeute (tout disposés à profiter de ses conseils), celui-ci s'y est refusé : à eux de « s'interroger » pour comprendre leurs manquements...

Pour finir, la jeune personne a totalement rompu avec ses parents, les a, au véritable sens du terme, reniés, ainsi que le reste de sa famille. Il y a un an de cela, et mes amis, au désespoir, n'ont que la consolation de souhaiter qu'elle se trouve désormais parfaitement bien dans sa peau grâce à ce traitement draconien... Il est, bien entendu, impossible d'intervenir pour que de tels « psy » ne puissent plus jouir d'une totale impunité. Si, toutefois, ma lettre pouvait mettre en garde une seule famille et lui éviter une aussi douloureuse épreuve, je ne l'aurais pas écrite en vain.

Sans doute quelques rares psychanalystes peuvent-ils améliorer l'état de gens très atteints, mais la majorité des autres ont un rôle néfaste. C'est d'ailleurs l'avis qu'exprime dans ses ouvrages le professeur Baruk, éminent psychiatre : les psychanalystes créent une race de « persécutés », qui rejettent sur leur environnement (et d'abord sur leur famille proche) la responsabilité de toutes leurs frustrations, véritables ou fabriquées, et qui ne connaissent ni le dialogue ni le pardon.

A. Z.
(Paris.)

L'enveloppe

Un de mes amis, jeune professeur auxiliaire, écologiste et végétarien, vient de se voir infliger une amende de 200 F par le tribunal d'Apt, pour avoir jeté un papier dans notre belle campagne française.

Sa malchance a été, par un bel après-midi de septembre finissant, de passer le dernier — avant les gendarmes — au bord de ce pré de Buoux.

C'est en pure perte qu'il s'est déplacé et expliqué : son enveloppe, coiffant le tas d'ordures de tout un été, le désignait en toute logique comme le responsable de ce mètre cube de boîtes de conserves et autres détritus, et signait sa condamnation.

CHRISTINE ROSSET.
(Aix-en-Provence.)

VOUS ET MOI

Bon voyage monsieur Lavoisier

Lavoisier, Noir américain, soixante-treize ans. Barcelone, la gare Termino, 9 h 30 du matin. Juillet. Le soleil est là, la chaleur est là, Lavoisier est là. Petite valise à la main droite, deux bouquins dans la main gauche. Le sourire aux lèvres.

Sur la voie 6, le Catalan-Talgo pour Genève.

Il est 9 h 55, départ. Assis devant lui, moi. On ne s'arrêtera pas de bavarder pendant les dix heures du voyage. Après les présentations : j'interroge : « *Savez-vous que Lavoisier était un grand chimiste français ?*

— Bien sûr. Guillotiné le 8 mai 1794. Ce sont les risques d'une révolution. »

Né à La Nouvelle-Orléans où ses grands-parents ont connu l'esclavage, M. Lavoisier était devenu employé de la poste à New-York, où il avait appris le français, l'allemand et l'espagnol.

« L'Europe, cet énorme empire des Blancs, ça m'a toujours fasciné. Alors, un jour, après ma retraite, j'ai décidé de la connaître. Et comme j'adore les trains... »

Oui, les trains. Un de ses deux bouquins était l'*Indicateur officiel des chemins de fer suisses*. L'autre, *L'Or* de Blaise Cendrars.

« Vous savez, Cendrars est toujours en train de partir, de voyager. Il faut le lire dans un rapide en pleine vitesse. Comme lui j'ai décidé de cultiver l'optimisme. Alors je zigzague à travers l'Europe en train. Je les aime tellement que chez moi, à New-York, j'ai un train électrique. Paradoxalement, c'est ma thérapeutique contre la névrose du monde moderne. » Ainsi, M. Lavoisier avait fait du train sa maison roulante, parcourant la ville de l'Europe avec une curiosité tenace.

« C'est très simple. Il faut avoir de la volonté et être bien renseigné sur les horaires. Pour dormir, je prends toujours un train de nuit. Pas besoin de couchette. Avec cette carte de transport valable trois mois, je peux aller et venir quand je veux et en première classe. C'est fantastique. Le jour, si je ne m'arrête pas dans une ville, je voyage souvent en seconde. Rien de mieux pour connaître les gens du pays. Mais le soir, en allongeant les banquettes, on dort plus confortablement en première. Et à mon âge... »

J'ai encore appris que M. Lavoisier allait chercher son linge à Genève, et que, pour dormir, il prendrait le train de 22 h 13 pour Paris, où il allait savourer un petit déjeuner et revoir les impressionnistes au Musée du Jeu de paume. *« Après, je sauterai dans le Jean-Jacques Rousseau pour Lausanne où j'arriverai vers les 21 heures, à temps pour manger une entrecôte maître-d'hôtel au buffet de la gare et repartir par l'express de 23 h 54 pour Milan, où la Scala m'attend avec La Traviata* — in extremis — *car ce mois-ci, l'opéra se fait rare.*

— Mais tous ces va-et-vient doivent vous fatiguer énormément, non ?

— Mon cher ami, pendant trente-huit ans je me suis laissé endormir par une vie de routine abrutissante. Maison-travail, travail-maison, bonjour, bonsoir, comment ça va, tout va bien, télé, cinéma, femme, enfants, petits-enfants, maison-travail, travail-maison, etc., etc., et ces ex cœtera pouvaient remplir une cathédrale. Un jour, je me suis rendu compte que j'avais soixante-dix ans, que j'avais rien fait de ce que je voulais faire, rien vu de ce que je voulais voir, et comme je n'en ai pas pour très longtemps... C'était maintenant ou jamais. Oui, c'est fatigant. Mais cette fatigue est remplie d'un tel bonheur que je ne la sens presque pas. Ce sont trois, parfois même six mois, d'une vie intense, mais je la vis passionnément. Je ne veux plus perdre un train. Je ne peux plus me permettre de perdre un train. »

Nous nous sommes séparés à Genève. Je reverrai encore plusieurs fois M. Lavoisier à Domodossola où, venant de l'Italie, il allait jusqu'à Berne prendre une douche aux bains publics de la gare. A Munich où, par l'express de nuit, il allait à Copenhague et, puis par je ne sais plus quel train jusqu'en Laponie pour ne pas rater le soleil de minuit. A Vienne, où il sortait de l'Orient-Express où j'entrais. A Madrid, enfin où il allait prendre un train pour la côte sud et ne se rappelait plus si c'était à Dijon ou de nouveau à Genève qu'il avait laissé son linge sale.

Madrid, midi, gare Chamartin, buffet de la gare, Lavoisier et moi. *« Si j'avais votre âge je rentrerais dans un train à Lisbonne et j'irais jusqu'à Vladivostok. N'est-ce pas formidable : Lisbonne-Vladivostok ? Cecil Rhodes, que d'ailleurs j'ai mis dans ma liste noire, a eu tout de même cette grande ambition de faire une voie ferrée de Cap-Town au Caire. Vous vous imaginez cela : du sud au nord de l'Afrique en train ? Cela pouvait-être merveilleux parce que l'Afrique est le seul continent qui a encore une âme. Ce n'est pas moi qui vous le dis, c'est, ce fut Henri Miller. Mais il se fait tard et moi je veux me baigner dans la Méditerranée. Au revoir mon ami. »*

Il est parti vers le sud, moi vers l'ouest. Lui, M. Lavoisier, Noir américain de soixante-treize ans, le sourire aux lèvres. Moi, encore jeune et en bonne santé, frustré, désespéré.

Dès le prochain arrêt, dès la prochaine gare, je partirai avec toutes mes forces à la recherche de ce train perdu, ce train dans lequel je veux, nous voulons, nous devons tous entrer.

Maison-travail, travail-maison, maison-gare-train-départ... pour au moins essayer, et essayer et encore essayer de vivre. *« Bon voyage, monsieur Lavoisier. »*

PEPE DINIZ.

هكذا من الأصل

Les enfants de Maghrébins entre la différence et l'indifférence

Ils sont un demi-million à souhaiter à la fois de rester différents et d'être acceptés. Ahsène Zehraoui, sociologue de l'immigration maghrébine, analyse l'état d'esprit de la génération née en France.

AHSÈNE ZEHRAOUI

ILS sont environ cinq cent mille de moins de vingt-quatre ans. Pour les désigner, on utilise toute une série de qualificatifs plus ou moins ambigus : « enfants illégitimes » ou « enfants de nulle part ». « Génération zéro » ou « deuxième génération ».

La migration maghrébine, essentiellement composée d'hommes seuls à l'origine, ne cesse de se transformer, au fur et à mesure des années, en un phénomène familial.

Plus du tiers des Maghrébins avait moins de dix-sept ans lors du recensement de 1975. C'est dire le changement des données du problème pour les États, les peuples et les individus des deux côtés de la Méditerranée.

Alors que les parents (surtout le père) étaient venus travailler en France, les jeunes, eux, veulent y vivre.

Poutant, cela ne paraît pas évident pour tous. Djamel, vingt-trois ans, chômeur, s'en inquiète à juste titre :

« le père était en dessous du plancher : on le rejetait. Le fils, lui, il veut se mettre sur le toit : on ne l'accepte pas non plus. Qu'est-ce qu'on tolère alors dans cette société ? »

Pour bon nombre d'enfants de Maghrébins, la discrimination commence dans le milieu scolaire.

Le cas de Bachir, vingt ans, tourneur, est de ce point de vue révélateur : *« L'école, moi, je l'ai mal vécue. Je n'avais pas le goût d'étudier parce que j'étais mal reçu par le professeur. Je devais passer en sixième. Les maths, j'aimais ça et j'étais bon élève. J'avais une copine. Souvent elle copiait sur moi. Nous étions en C.M. 2. Elle est passée en sixième et moi, la directrice ne m'avait même pas présenté.*

» J'ai fait les sixième et cinquième de transition. Comme ils voyaient que je n'avais rien à apprendre, ils m'ont dirigé en cinquième normale, et en quatrième j'ai quitté. Ensuite, je suis entré en P.J.T. (Préparatoire jeunes travailleurs). Au bout d'un certain moment, ils m'ont dit : « Qu'est-ce que tu veux qu'on t'apprenne à toi ? » Des maths, j'en avais plein la tête !

» Et ils m'ont orienté ! Je voulais devenir monteur-câbleur en électronique, mais ce n'était pas possible d'après ce qu'ils disaient. Alors, j'ai appris le métier de tourneur et j'ai eu mon C.A.P.

» Ce n'est pas pour me vanter, mais j'en ai dans la tête ! J'aurais pu poursuivre loin mes études. Malheureusement, il y a des tas de choses qui nous en empêchent, en tant qu'immigrés : certains professeurs, le racisme et le reste... »

En dépit de brillantes réussites individuelles, le pourcentage des échecs scolaires parmi les jeunes Maghrébins est particulièrement élevé.

Il s'ensuit un certain malaise au sein même de la famille. Louisa, dix-huit ans, élève en comptabilité, explique pourquoi :

« Les parents veulent que leurs enfants arrivent à être des ingénieurs, des docteurs. Ils ne comprennent pas lorsqu'ils voient les garçons devenir peintres en bâtiment et les filles dactylos. »

La déception est à la mesure des grands espoirs fondés sur l'école, ultime chance d'accès à une promotion sociale tant attendue.

Filles et fils de prolétaires, les enfants de Maghrébins réalisent, en tous cas, que pour réussir leur vie, il leur faudrait surmonter beaucoup d'obstacles. Ils savent plus que d'autres, de par l'expérience qu'ils vivent, ce que signifie l'exploitation de l'homme par l'homme, le pouvoir de l'homme sur la femme.

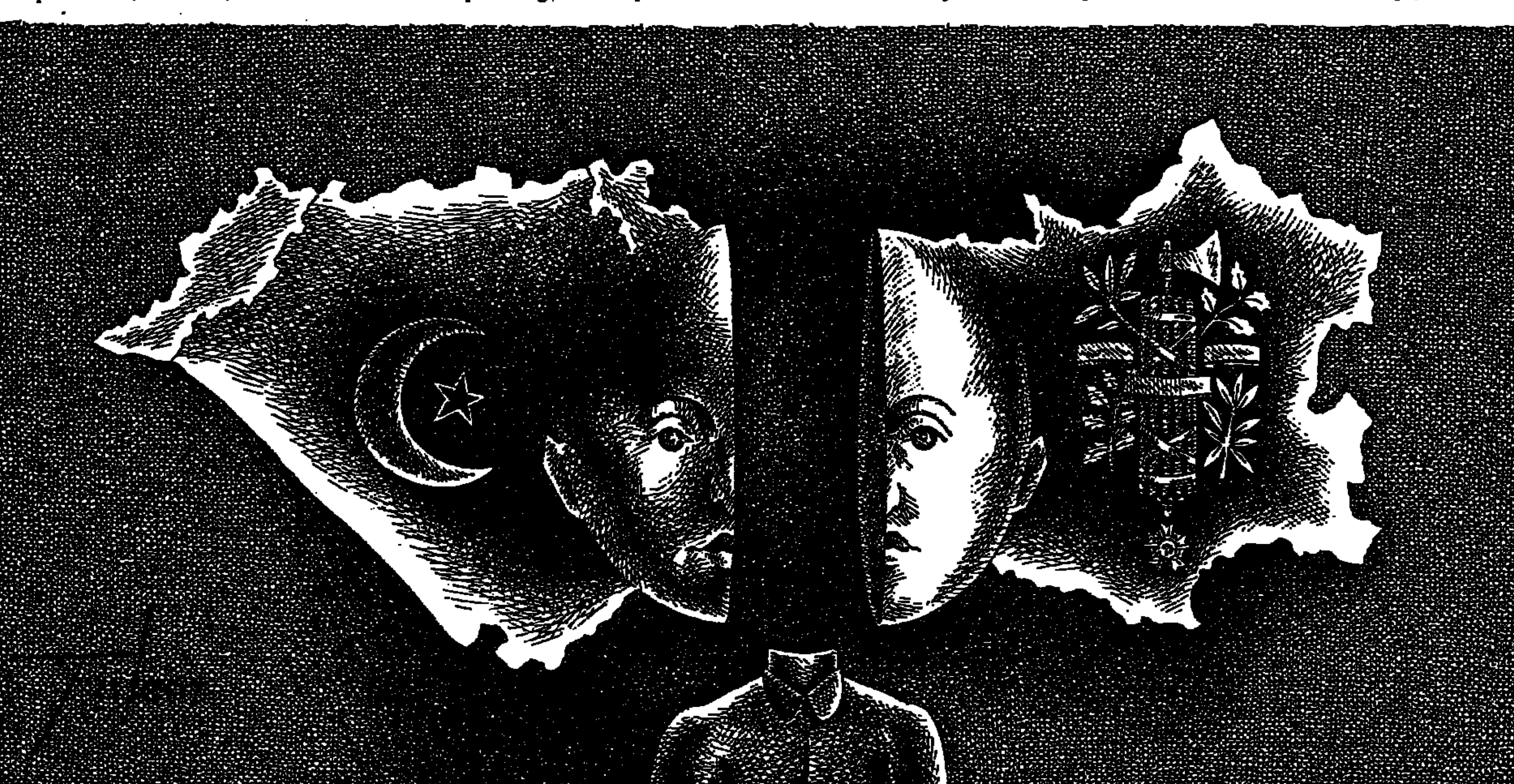
Farida, vingt ans, chômeuse, raconte comment elle essaie de le faire comprendre à ses parents :

« Au début, je ne pouvais pas sortir. Ça s'est amélioré ces derniers temps. Maintenant, je peux rester dehors jusqu'à 21 heures. C'est surtout selon le ciel. S'il est noir, je reste chez moi. Mes parents, ils ont peur quand ils voient la nuit. Ils craignent qu'on ait des relations sexuelles avec les garçons.

» Mon frère, lui, on ne le laisse rien faire à la maison ; nous avons saisi ce prétexte, ma sœur et moi, pour dire à ma mère et à mon père : « Vous voyez, c'est de votre faute. Il travaillerait mieux à l'école si à la maison vous ne l'empêchiez pas d'être débrouillard, de participer aux tâches ménagères. »

Les parents s'accrochent d'autant plus à leurs traditions et coutumes, auxquelles ils voudraient que les enfants se conforment, qu'ils se sentent rejetés du sein de la société française.

Dans les rapports parents-enfants, ce sont deux modèles culturels qui se trouvent confrontés : les problèmes de la vie quotidienne, les études, le travail, les sorties et le mariage des filles peuvent donner lieu à des malentendus et à des conflits graves.



JULEM

Ainsi, les filles, refusent de devenir femmes au foyer, comme leurs mères. Elles revendiquent le droit de sortir, d'exercer une activité professionnelle et de choisir librement leur époux (1).

« Si les parents ne nous laissent pas sortir, c'est à cause du mariage, raconte Larissa. *Les miens ne sont pas racistes, mais ils veulent quand même que ce soit un musulman. Le père veut « caser » sa fille, après il sera content. Il dira : « J'ai fait mon devoir. » Moi, je ne sais pas encore. Je sais que ce sera à moi de décider. »* Le fait que la majorité des enfants ne parlent pas la langue parentale (l'arabe dialectal ou le berbère) aggrave les incompréhensions, accentue les tensions qui débouchent parfois sur de véritables drames.

Autre refus : la reproduction de la force de travail.

« Ce n'est pas parce que mon père a été terrassier que je suis obligé de prendre la pelle et la pioche », explique Saïd, vingt-deux ans, agent commercial, qui ajoute : *« J'espère en quelque temps, en faisant un boulot honnête, amasser autant d'argent que mon père en vingt ans comme « homme à tout faire ».*

Les enfants de Maghrébins ont hérité de deux histoires en négatif : celle du père, l'immigré simple force de travail et celle de la mère, femme sans voix. Êtres, dont on connaît mal le passé, la culture. *« Quand on dit immigré,* constate amèrement Bachir, *on pense à quelqu'un de perdu, sans honneur, qui n'a plus rien. »* Cette image misérabiliste que la société, à l'instar des parents, leur donne d'eux-mêmes, les jeunes la rejettent.

« On dit que nous sommes délinquants, remarque Bachir, *parce que nous refusons de nous mettre à genoux. »*

Selon Louisa : *« Certains enfants deviennent délinquants parce qu'ils sont rejetés par la société. Ils n'ont pas d'argent et ont des problèmes dans leur famille. Ils font du bruit pour montrer qu'ils existent. »* Nourredine, dix-neuf ans, étudiant en droit, analyse encore plus clairement les causes de cette délinquance de la misère : *« Je n'ai personnellement pas de problèmes,* précise-t-il, *mais les délinquants, il y en a et il y en aura toujours dans une société où certains jeunes vont de l'école au chômage et du chômage à la prison. »*

La situation sociale d'une majorité de familles immigrées reste précaire. Farida en dresse le constat : *« Je vis à Vitry dans une cité pas très joyeuse. Il n'y a pas tellement de loisirs. C'est plutôt du béton. Les enfants s'amusent dans la rue. En général les familles immigrées ont beaucoup d'enfants. Ils les mettent dehors parce que, justement, le logement est assez serré. Moi, je vis dans une H.L.M. en F4. Nous sommes onze enfants. Mon père est manœuvre. Il est en accident de travail et ma sœur travaille dans un bureau. On essaie quand même de se débrouiller pour pouvoir payer ce qu'il faut. C'est-à-dire la carte orange, la nourriture, le loyer et tout... »*

Mais ces difficultés ne sont-elles pas aussi celles des enfants des familles ouvrières françaises qui partagent en partie les mêmes conditions sociales que les immigrés ? *« La différence entre moi et un jeune Français (pour moi, nous sommes tous égaux),* explique Bachir, *c'est que lui, il est reçu avec le sourire et moi comme une maladie inguérissable. J'ai été au chômage, ils ne m'ont jamais dit : « Voilà un boulot pour toi ». Moi, je suis le « mauvais statut ».*

Repérables

Les enfants de Mahgrébins, venus ou nés en France, estiment avoir les mêmes droits que les jeunes Français. Aussi s'expliquent-ils difficilement certaines réactions à leur égard ; *« Toute ma jeunesse, j'ai souffert d'avoir les cheveux frisés et le teint basané,* raconte Djamel. *Je suis facilement repérable surtout pour la police. Quand il y a des contrôles, le premier visé c'est toujours moi, même lorsque je suis bien habillé. »*

« Ce qui est malheureux, ajoute Bachir, *c'est qu'ils n'essaient vraiment pas de savoir qui nous sommes. Le raciste, c'est celui qui insulte l'autre sans le connaître. Pour moi, ce n'est pas l'être humain, le Français qui veut cela. Les gens sont commandés par les gros portefeuilles, ceux qui sont bien dans leur vie. L'être humain, c'est comme l'ordinateur. L'ordinateur, on lui met un fichier et il répond. L'être humain, on lui plante des choses dans la tête et il les répète.*

» Nous, malgré que nous ne sommes pas dans des clubs, nous sommes des révolutionnaires contre le racisme. On a fait comprendre à des Français que l'immigré, c'est un être humain. Rien de plus, rien de moins. Nous en avons convaincu plusieurs. Mais ceux qui sont au-dessus, on ne peut malheureusement pas les connaître : ils nous considèrent comme les déchets de la société. »

Pour les enfants de Maghrébins le droit à la différence, c'est la reconnaissance du droit à être comme tout le monde.

Or on veut constamment les contraindre à se situer, à se définir entre deux cultures, deux sociétés, deux pays.

La question de la nationalité et du service militaire pour les Algériens, source de tensions dans certaines familles et de conflits psychologiques au niveau individuel, s'inscrit dans ce contexte.

En vertu du statut de l'Algérie (considérée comme une province française) durant la période coloniale, les enfants nés en France, de parents algériens, après 1963, sont, en effet, citoyens français jusqu'à leur majorité. C'est seulement à l'âge de dix-huit ans qu'ils ont la possibilité de demander la rupture des liens d'allégeance, pour prendre la nationalité des parents.

Pour Nadia, dix-sept ans, lycéenne : *« C'est un problème pour les gens et surtout pour la loi. Depuis que je suis petite, je ne me suis jamais sentie arabe ou française. Pour moi, ça n'a aucune signification.*

» Je suis de nationalité française ; mes deux frères, ma sœur et mes parents sont algériens. Cela m'est imposé. Je n'ai pas choisi mon pays de naissance. »

Seuls les Algériens se trouvent dans cette situation pour le moins paradoxale. Car, pour ne parler que des Maghrébins, les enfants nés de parents tunisiens ou marocains, gardent la nationalité du père jusqu'à leur majorité. Ils peuvent alors opter pour la nationalité française.

Tout se passe comme si l'on voulait nier à ces jeunes la possibilité d'être « quelque part entre deux », pour reprendre l'expression de René Allio.

Accident de parcours

Au demeurant, les moyens mis en œuvre facilitent-ils un choix toujours douloureux ? Pour le moment, conformément à une circulaire de 1975, les enfants d'immigrés n'ont la possibilité d'apprendre les langues des pays d'origine que dans le cadre du tiers-temps *pédagogique*, et les efforts déployés pour promouvoir la culture populaire maghrébine restent limités.

Il est vrai que, jusqu'à présent, les sociétés française et maghrébine, les immigrés eux-mêmes, avaient tendance à considérer le *phénomène migratoire comme* une sorte d'« accident de parcours » sur les chemins de l'histoire. L'idée de l'insertion définitive est encore actuellement difficilement admise par certains.

La colonisation n'est pas étrangère à ce *type de perception et de* réaction. C'est que les rapports du passé entre le Maghreb et la France continuent d'imprégner les comportements du présent.

Les anciens, lorsqu'ils quittaient leur terre natale, pensaient rarement s'installer. Tout au long de leur séjour, ils *rêvent* de retourner dans le pays d'origine.

Le retour fonctionne d'ailleurs dans beaucoup de cas comme un mythe. Et s'agissant des familles, les parents disent : *« Nous attendons la fin des études des enfants »*, et ces derniers répondent : *« Nous verrons quand les parents seront à la retraite. »*

Avec le temps, le conjoncturel est devenu structurel et le provisoire apparaît de plus en plus comme permanent. L'immigration maghrébine a du coup changé de physionomie. D'un côté, les hommes seuls et de l'autre, les familles. Au sein de celles-ci, les enfants et leurs situations spécifiques.

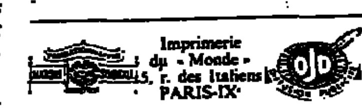
L'existence d'une importante communauté de jeunes devrait inciter à une autre démarche, susciter un autre regard sur leurs problèmes.

Les anciens immigrés pouvaient et peuvent d'autant moins s'exprimer qu'ils sont pour la plupart analphabètes ou ne disposent que de quelques rudiments de la langue française. *« La différence entre moi et mes parents,* souligne Rabei, dix-neuf ans, ajusteur, *c'est que moi je peux discuter d'égal à égal avec un Français. Je parle le même langage que lui. »* Les jeunes Maghrébins tentent de prendre la parole pour dire leurs difficultés, *leur différence, leur façon d'être.*

Leur présence interroge la société française sur ses capacités à être pluri-ethnique et pluriculturelle, à vivre et à accepter les différences. ■

(1) *Le Monde Dimanche* du 22 mars 1981.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication
Claude Julien.



Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437
I.S.S.N. : 0395-2037.

Des chrétiens au parti communiste



(Suite de la première page.)

Il est sans doute dur de le dire à propos d'une femme généreuse, d'une patience et d'une gentillesse inusables ; mais, bien qu'elle soit devenue athée, elle a exactement le comportement des « dames d'œuvres » chrétiennes de jadis : le même dévouement un peu inquisiteur, le même paternalisme, le même type de prosélytisme... Marcel, lui, est un ancien prêtre de paroisse. Venu d'un coin de Bretagne où l'Eglise était encore à même, il y a une trentaine d'années, de régenter la vie quotidienne, il a été dans sa paroisse de banlieue un curé fort autoritaire. Devenu par la suite communiste, athée et permanent d'une union locale C.G.T., il dirige le syndicat comme naguère sa paroisse, en dictant ce qu'il faut faire, ce qu'il faut dire, et en répercutant plus fidèlement que personne, avec la rigidité du doctrinaire qu'il n'a jamais cessé d'être, toutes les consignes venues de l'appareil.

De même, on ne peut pas tracer de frontière rigide entre les chrétiens du P.C. et ceux qui, à la C.G.T., partagent sa vision politique. Tel ou tel a renoncé à prendre « sa » carte du parti pour éviter des conflits familiaux ou par crainte de se couper de son entourage ; tel autre, parce qu'il est plus à l'aise dans le militantisme syndical ; tel autre, encore, parce qu'il se juge plus utile au parti en restant à sa périphérie.

La main tendue

L'aventure des chrétiens communistes a commencé en 1936. L'hitlérisme triomphe en Allemagne, le P.C. a pris conscience du danger et cherche des alliances, la JOC, lancée quelques années plus tôt pour *« reconquérir la jeunesse ouvrière au Christ »* a pris un départ vigoureux. Le 17 avril, à la radio, Maurice Thorez *« tend la main »* non pas aux chrétiens mais aux ouvriers chrétiens, appel qui se prolongera à l'intérieur du parti par des débats qui manifestent une réelle volonté de rompre avec l'anticléricalisme commun à toute la gauche et même à une bonne part des milieux simplement républicains.

L'attitude des communistes par rapport à la religion ne change pas pour autant : on propose une alliance entre exploités « malgré » l'obstacle que constitue la croyance. Un mois plus tôt, une encyclique de Pie XI a proclamé le communisme *« intrinsèquement pervers »*. Tout est donc en place, mais... les acteurs restent en coulisse. Il faudra la Résistance pour qu'ils s'en sortent et que les mains se serrent effectivement. *« En Bretagne, par exemple,* raconte Alexandre Adler (5), *en particulier dans les Côtes-du-Nord intérieures et le Finistère, il y a eu de nombreux F.T.P.* (6) *qui étaient des chrétiens fervents ; il s'est ainsi constitué des zones « rouges » sur une base catholique. »* A la Libération, les esprits sont plus tournés vers une collaboration avec le P.C. que vers l'adhésion proprement dite. Il faudra les tensions liées à la guerre froide, qui se traduisirent, côté catholique, par des condamnations en rafale de tous les « compagnons de route » du parti — pour qu'un certain nombre d'entre eux soient amenés à franchir le pas décisif aux alentours de 1950.

Les uns le font par appartenance de classe. On les trouve en particulier dans les régions catholiques du Nord, qui se révèlent plus ouvertes au communisme que les milieux laïques traditionnels : *« Cela donne un certain type de militants qui se trouveront assez à l'aise dans le stalinisme, qui attachent beaucoup d'importance à l'esprit de communauté et se soucient plus de justice sociale que de libertés qu'ils disent volontiers formelles* (7). »

Les autres se veulent communistes parce que chrétiens, au terme d'un long cheminement qui a souvent son origine dans la JOC ou dans la lecture du livre de l'abbé Godin, *France, pays de mission*. Pour eux, la foi implique un engagement radical *« au service de la classe ouvrière »*, un don de soi aux *« plus pauvres »* en qui s'incarne le Christ. Il n'y a pas de frontière entre le religieux et le politique. Pourtant, ils peuvent rarement exprimer leurs convictions, car l'athéisme est virulent dans le P.C. de l'époque. *« Cette génération qui a dû faire des ruptures si importantes est restée marquée par une liberté d'esprit particulière »*, observe Louisette Blanquart, entrée elle-même au parti en 1948.

L'A.C.O., qui naît en 1950, se définit comme un lieu de réflexion pour militants chrétiens diversement engagés dans le mouvement ouvrier ; mais l'extrême limite tolérée est la participation à la C.G.T., et il semble bien que, jusqu'en 1968, il n'y ait pas eu ou presque de communistes à l'A.C.O. et à la JOC. En revanche, brutalement stoppés dans leur action par une décision romaine de 1954, un certain nombre de prêtres-ouvriers sont entrés au P.C. dès cette époque. En outre, ici et là, commencent à se constituer des groupes informels, donc autonomes, où les communistes auront vite leur place ; par exemple à Grenoble et à Lyon.

La troisième vague

La guerre d'Algérie va relancer le mouvement. Les deux seules forces de protestation qui se manifestent alors dans le champ politique sont le P.C. et un certain nombre de chrétiens : jeunes de la JEC (8) de la Route (9), lecteurs de *Témoignage chrétien*, de la *Lettre* (10)..., ils sont d'autant plus attirés par le parti qu'ils sont minoritaires et que l'Église s'efforce de bloquer leurs initiatives. Mais *« c'est une rencontre ratée*, fait remarquer Antoine Spire. *Les chrétiens sont à la recherche d'un parti progressiste aux côtés duquel agir en faveur du tiers-monde, mais ils trouvent en face d'eux un P.C. inquiet de l'opinion de la majorité des Français, qui va finalement choisir d'apporter son soutien à Guy Mollet et de mettre une sourdine à sa politique de soutien à l'Algérie. Les plus résolus des chrétiens vont alors le dépasser sur sa gauche : ce sont les premiers signes avant-coureurs du gauchisme chrétien... »*

Malgré les déceptions, le fait d'avoir lutté côte à côte conduira des chrétiens à rejoindre ensuite le P.C. (11).

La troisième vague sera postérieure à 1968, mais elle s'annonce déjà dans les années précédentes : le marxisme se répand partout sous des formes diverses. Jean XXIII et Vatican II ouvrent les portes de l'Eglise au monde moderne. Du côté communiste, la résolution du comité central d'Argenteuil, en 1966, déclare : *« Le marxisme apprécie les changements qui se manifestent dans le monde chrétien. »* Marx n'a-t-il pas écrit que la religion n'est pas seulement résignation mais aussi protestation ? *« L'importance de l'histoire des prêtres-ouvriers n'a pas été saisie sur le moment par le parti,* reconnaît André Moine, collaborateur du comité central. *Elle a été vue seulement comme une manœuvre de l'Eglise. A la réflexion, et face à la pratique, on s'est rendu compte qu'il y avait autre chose puisque ces prêtres, avec leur foi, réussissaient à coller au mouvement ouvrier. Quant au Concile, il a bien fallu le considérer comme un tournant véritable ! »* Sous l'impulsion notamment de Roger Garaudy, des débats s'organisent entre intellectuels chrétiens et communistes.

Les barrières vacillent. *« A ce moment-là,* note Antoine Spire, *j'étais à la JEC : il y avait une sorte de fascination parmi les chrétiens pour le P.C. Nous aspirions à une action sur les structures à l'intérieur d'une grande organisation capable d'imposer leur transformation. »* Lui-même adhère à la fin de 1967.

Mai 1968 est un moment difficile pour les étudiants communistes mais ils récupèrent vite leur influence. Dès juillet, assure-t-il, le vent tourne : il peut parler de l'engagement communiste dans un camp de JEC où tous les jeunes sont gauchistes et y faire entendre ses critiques sans difficulté.

En marge de l'Eglise officielle, de petits groupes d'étudiants, communistes ou non, commencent à former des *« communautés de base »* ; les plus religieux font également partie d'associations qui cherchent à développer un *« militantisme spirituel »*. C'est le moment où le parti va enregistrer sa plus forte vague d'adhésions chrétiennes, en milieu ouvrier ou étudiant. La secousse de 1968 et les espoirs liés à la signature du programme commun vont entretenir le flux pendant plusieurs années. Les initiatives des communistes en direction des chrétiens se succèdent, elles aussi, sans discontinuer.

Deux exemples parmi d'autres : en 1974, Georges Marchais participe au rassemblement de la JOC ; et, le 25 décembre 1975, André Wurmser publie dans *l'Humanité* une « Lettre au Nazaréen » : *« Je m'adresse à toi, ô Nazaréen, avec le respect que ton prestige m'impose, à moi qui, humblement, partage ta foi dans la destinée de l'homme... »*

Il règne une certaine euphorie, à ce moment-là, dans les milieux communistes au sujet des chrétiens (12) : André Moine, citant Maxime Gremetz, parle de *« cohérence »* et de *« correspondance profonde entre les aspirations de millions de chrétiens et les aspirations des communistes »*, alors que le rapprochement concerne seulement une petite frange militante. Certes, on sait depuis un sondage IFOP-*le Point* de 1973 que 64 % des prêtres de moins de quarante ans votent à gauche, et, depuis une enquête *Figaro*-Sofres de la même année, que 44 % des Français estiment qu'on peut valablement être à la fois chrétien et communiste (proportion qui passera à 46 % en 1982). Mais les travaux menés à cette époque par Guy Michelat et Michel Simon démontrent que conservatisme et pratique religieuse sont toujours aussi étroitement liés (13).

La double appartenance

En février 1979, le parti communiste marquait néanmoins une étape supplémentaire dans sa renonciation à l'athéisme militant, en modifiant l'article premier de ses statuts. Désormais, *« l'adhésion au matérialisme n'est pas une condition d'admission au parti »*. Et, en octobre 1980, à Marseille, Maxime Gremetz en venait à affirmer que le marxisme n'est pas un athéisme, mais seulement un système de pensée qui refuse de s'appuyer sur des présupposés religieux.

Au terme de ce long parcours, la double appartenance a cessé d'être un périlleux exercice de haute voltige. Il arrive aux chrétiens de s'interroger sur la politique du parti, sur l'anticléricalisme de certains de leurs camarades. Mais leur conscience religieuse semble tout à fait en paix. *« Depuis une dizaine d'années,* assure un prêtre communiste du Havre (14), *non seulement des chrétiens gardent leur foi* [à l'intérieur du P.C.] *et estiment qu'elle s'est réévaluée, mais des camarades non croyants deviennent ou redeviennent chrétiens. »*

Produits d'une triple évolution — du P.C., de l'Eglise et de la société française, — issus aussi bien de la grande bourgeoisie et des milieux intellectuels que de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière, les chrétiens communistes forment un ensemble particulièrement hétérogène. Ils sont pourtant, et c'est peut-être ce qui les caractérise le plus profondément, des gens de l'unité : unité de la classe ouvrière par-delà la coupure entre socialistes et communistes, cégétistes et cédétistes, chrétiens et athées ; unité de l'Eglise par-delà les conflits politiques sinon par-delà les classes ; et même unité entre ces deux univers dont ils représentent l'unique et acrobatique point de jonction.

Le prix qu'ils paient pour cette soif d'unité, face aux multiples contradictions qui les tiennent en tenaille, semble bien être leur assujettissement à une logique de la simplification : Dieu, ou plutôt Jésus, est l'humanité souffrante, le parti communiste est l'instrument concret de sa défense et de sa libération ; le christianisme est l'amour, le parti, l'efficacité. Très exactement cette *« simplicité biblique »* qui transparaît dans les propos de Bernard Lacombe. Conséquence première de cette attitude : les mots pour dire la double identité sont quasi immuables. En une quarantaine d'années, ils n'ont pratiquement pas changé. Pas plus d'ailleurs que n'ont changé les attitudes profondes, ainsi que la double empreinte d'un certain mysticisme et d'une acceptation globale des structures et de ce qu'elles véhiculent.

Des noces mystiques

Du mysticisme, les témoignages sont innombrables. *« J'adhérais au P.C. au début de 1949,* raconte Emmanuel Le Roy Ladurie (15), qui en est aujourd'hui fort loin. *C'était une conversion... Toutes proportions gardées, je devenais saint Paul sur son chemin de Damas, ou Claudel derrière son pilier de Notre-Dame... Sentiment très intense, pendant une promenade nocturne à la campagne, de participation aux destins d'une humanité ascendante et collectivisée. Je ne puis comparer cela qu'à telle extase ou semi-extase d'ordre religieux que je connus lors de ma première communion privée. »* Plus la foi est vive, plus l'adhésion au parti est assimilée à une sorte d'entrée en religion, quasiment à des noces mystiques avec la classe ouvrière. Louisette Blanquart se souvient : *« J'ai fréquenté entre 1946 et 1952 une équipe de la Mission de Paris. A un moment, j'ai eu envie de suivre des cours et j'ai passé un concours. L'équipe était indignée : Comment ! Tu abandonnes la classe ouvrière...? Je me suis dit qu'ils avaient raison et je suis restée en usine. »* Ce type d'attitudes continue à exister à l'heure actuelle : Georgette Vacher en était un exemple. *« Elle avait un attachement très sentimental à la classe ouvrière comme il y en a souvent chez les chrétiens qui viennent de la JOC,* dit une autre communiste qui l'a bien connue. *C'est une femme qui faisait un travail de masse extraordinaire, capable d'écouter chacun... »*, ajoute-t-elle : apprécié sur une longue période, ce mysticisme, il faut le constater, tient la route ; des hommes et des femmes y ont puisé la force de passer volontairement une vie entière à l'usine. Mais ce qui était dans les années d'après guerre une façon comme une autre de tenter de « soulever le monde » devient dans le contexte actuel le lieu redoutable où la capacité critique s'annihile en bonne conscience : *« Je veux servir mes frères ouvriers et contribuer à leur libération. Le P.C. lutte pour cette libération. Donc je serai communiste. »*

On aborde là l'autre aspect de la logique de simplification : une acceptation globale des structures et de leur « rôle dirigeant ».

Les analyses de Renaud Dulong (16), menées à partir d'une étude comparée de la JAC (17) bretonne et de groupes de JOC, permettent peut-être de mieux comprendre ce qui s'est passé. *A priori*, la logique interne des mouvements d'Action catholique, parce qu'ils poussaient leurs membres à prendre leur milieu en charge, ne pouvait les amener qu'à une émancipation religieuse et politique. Or la JOC et l'A.C.O. ont échappé aux crises qui ont, de fait, secoué tous les autres mouvements, et elles se sont toujours pliées au fonctionnement de l'institution.

Il leur a manqué, pense R. Dulong, les deux éléments qui ont fait de la JAC un vigoureux agent de transformation du milieu rural :

— *Une église puissante et conservatrice.* L'Eglise en milieu ouvrier était faible. Une fois passé le temps des anathèmes, elle a vite compris qu'elle devait laisser à la petite troupe qu'elle influençait une liberté de fait dans ses choix politiques.

— *Un champ social ouvert.* Le milieu que la JAC avait la charge d'influencer ne disposait d'aucun syndicat ou parti capable de prendre en charge son indispensable transformation. Ses initiatives ont donc pu s'y déployer librement et prendre de l'envergure. Le champ social proposé à la JOC était, lui, occupé par le P.C. et la C.G.T. Il était très difficile d'y faire sa place au soleil, même si le développement de la C.F.D.T. a finalement démontré que ce n'était pas impossible. La volonté de changement des militants chrétiens s'est donc trouvée en quelque sorte prédirigée vers le P.C. et la C.G.T. ; et leur itinéraire, canalisé d'une institution à une autre institution.

D'où la propension à penser le parti comme une Eglise dont il est nécessaire de rester solidaire même si on en critique certains aspects ; et le choix fait par plusieurs militants chrétiens ayant d'importantes responsabilités, notamment à la C.G.T., de taire leurs désaccords actuels plutôt que de risquer de porter atteinte aux « organisations de la classe ouvrière ».

« Des demi-intellectuels »

Cette attitude explique, pour une part, que les chrétiens soient si nombreux (proportionnellement s'entend) à avoir des responsabilités dans les instances de base du parti et de la C.G.T. *« On est des demi-intellectuels très commodes à utiliser,* dit, amer, Roland F..., qui a pris ses distances depuis quelque temps. *On a été formés par les mouvements catholiques à organiser, à parler, à transmettre une vérité. Et on a toujours été habitués à ne pas maîtriser les tenants et les aboutissants de ce qu'on nous demandait... »* *« Ce n'est pas vrai de tous,* nuance Chantal Rogerat. *Mais comment est-il possible,* s'insurge-t-elle, *que des gens à qui le christianisme a enseigné une exigence d'authenticité en soient venus à accepter de soutenir publiquement des positions qu'ils désapprouvent quand ils s'expriment dans les instances du parti ou de la C.G.T. ? »*

Portant comme un fardeau l'échec social du christianisme, assoiffés d'efficacité et de rigueur, les chrétiens communistes apparaissent comme des gens qui sont entrés en guerre contre une part d'eux-mêmes et qui s'efforcent constamment de juguler leurs élans spontanés pour n'agir que sur la base d'une analyse matérialiste des faits, des situations, des rapports de forces. Peut-être est-ce cette sévère discipline qui finit par faire de quelques-uns ces hommes et ces femmes *« plus communistes que les communistes »* que certains dénoncent aujourd'hui. A moins qu'ils ne retrouvent un réflexe très anciennement répandu dans l'Eglise...

Malgré ces ombres, leur confiance en eux a beaucoup grandi depuis environ une décen-

---

CROQUIS

Malaise

Le train était presque vide quand elle est entrée. Elle avait l'air heureux de retrouver sa tranquillité intérieure après une journée lourde de labeur. Avec bonhomie, elle a survolé rapidement les différentes places qui lui étaient offertes. Elle a opté pour le milieu du wagon, côté fenêtre, et dans le sens de la marche.

Après avoir pris ses aises, elle s'est empressée d'étaler son magazine de romans-feuilletons. Mais la lumière artificielle devait lui sembler insuffisante, ou peut-être était-elle fatiguée, en tout cas, sa soif de lecture a fait long feu.

Elle a entrepris d'observer autour d'elle, quand, tout à coup, son regard s'est figé par l'expression d'une terreur sourde et indescriptible.

La ligne directrice de son champ visuel aboutissait sur un homme jeune, masqué par des lunettes à miroir, avec une bouche hargneuse, et vêtu d'une veste de blue-jean. S'agissait-il simplement d'un rejeton de l'impérialisme yankee, ou était-on vraiment en présence d'un espion endurci ? La voyageuse paraissait plutôt pencher pour la deuxième hypothèse. Ses yeux ont virevolté brusquement et se sont posés sur moi.

Je lui ai demandé gentiment combien il manquait d'arrêts pour la station de Belgrano. Elle m'a dévisagé avec méfiance, puis a répondu sèchement : « Trois. »

J'aurais voulu parler longuement avec elle, mais à Buenos-Aires la psychose de la répression paralysait tout élan de communication.

CAROLINE VARGAS.

هكذا من الإمل

nie. Nombre d'entre eux sont convaincus que leur double appartenance est une richesse, qu'ils sont aux avant-postes de la société et que les terres inconnues qu'ils y défrichent fourniront peut-être le pain des générations futures. Il ne fait de doute pour aucun que leur foi apporte *« quelque chose de plus »* au communisme. Chez certains, comme Joseph Jacquet, responsable du comité régional C.G.T. Rhône-Alpes, non communiste à cause de l'athéisme, mais qui a vigoureusement soutenu la candidature de Georges Marchais à la présidence, cette conviction alimente même visiblement une stratégie de recherche du pouvoir, avec quelques réminiscences constantiniennes. *« Il profite de ses responsabilités régionales pour mettre ses cathos partout ! »*, protestent certains communistes. Côté chrétien, Joseph Jacquet mène également une bagarre pour que ceux qui se réclament comme lui du « mouvement ouvrier révolutionnaire » aient véritablement leur place dans l'Eglise. Il a des contacts fréquents avec les autorités ecclésiastiques, écrit un livre avec Mgr Ancel. Sans avoir nécessairement les mêmes visées que lui, plusieurs groupes « informels » de Lyon, Grenoble, Saint-Etienne partagent sa conviction qu'ils peuvent être les artisans d'un large regroupement de forces. Aussi ont-ils commencé à organiser des rencontres : un débat sur « Eglise et lutte de classes » en mars 1981, et récemment, une table ronde sur la dernière encyclique de Jean-Paul II, qui a rassemblé, à Grenoble, des membres du P.S., du P.C., du P.S.U., de la C.G.T., un prêtre-ouvrier et un pasteur protestant, ainsi que des membres de l'A.C.O. et de la JOC, et une assistance de trois cents personnes.

Ces espoirs et ces projets amèneront-ils les chrétiens communistes et ceux qui leur sont proches à accepter certaines positions politiques récentes du P.C. ? Sans parler du coup dur qu'avait été pour ces fervents de l'unité la rupture de l'union de la gauche, les épisodes de Vitry et de Montigny où des immigrés se sont trouvés mis en accusation, les ont atteints de plein fouet : *« Un chrétien est capable d'accepter beaucoup de choses, y compris des choses qui peuvent paraître pires à un non-chrétien, par exemple au niveau des libertés : il peut comme la sœur Vandermeersch trouver toutes les excuses aux Vietnamiens parce qu'ils sont pauvres. Mais une atteinte à la dignité des Maliens lui est intolérable* (7). »

Plus grave encore, l'affaire polonaise : *« Un choc énorme. Walesa et Solidarité incarnent si parfaitement le mythe de la classe ouvrière assimilée au Rédempteur... »* Le 19 décembre 1981, l'A.C.O., qui compte depuis 1980 sept adhérents du P.C. parmi les quarante membres de son équipe dirigeante, a exprimé publiquement son *« émotion »* et son *« inquiétude »* par l'intermédiaire de son secrétariat national : *« Au nom de la solidarité ouvrière, nous dénonçons l'arrestation de milliers de militants ouvriers... »* Au nom de la solidarité ouvrière... ■

(5) A. Adler, historien, assistant à l'université de Paris-VIII.

(6) Francs-tireurs et partisans : organisation de résistance d'obédience communiste.

(7) Entretien avec A. Adler.

(8) Jeunesse étudiante chrétienne.

(9) Branche aînée du scoutisme.

(10) Revue issue de la Quinzaine que le Vatican avait condamnée en tant qu'expression du courant des chrétiens progressistes (68, rue de Babylone, 75007 Paris).

(11) *L'Histoire de la guerre d'Algérie*, d'Henri Alleg (Editions sociales), gomme complètement les divergences qui opposèrent alors chrétiens et communistes. Des hommes comme André Mandouze, dont l'action fut alors considérée comme provocatrice et inutile, et que les communistes se gardèrent de défendre quand il fut arrêté, sont présentés comme ayant agi la main dans la main avec le parti.

(12) Qu'illustre bien le livre de Michel Dion : *les Catholiques et le Pouvoir : crise du consensus* (Editions sociales 1980).

(13) *Classe, religion et comportement politique*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques et Editions sociales 1980.

(14) Cité par *Témoignage chrétien*, 21 juillet 1977.

(15) Paris-Montpellier, P.C.-P.S.U. 1945-1963 (Gallimard 1982).

(16) R. Dulong : « Les militants chrétiens dans la gauche française », article à paraître dans *West European Politics* (Editions Franck Cass, Londres) ; et : « Crise de l'Eglise, crise de l'Etat » *(Economie et humanisme* n° 244, novembre 1978).

(17) Jeunesse agricole chrétienne, devenue Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (M.R.J.C.).

DOSSIER

Les centrales solaires

L'énergie solaire peut-elle se substituer au nucléaire ? Un certain nombre de centrales électro-solaires ont été réalisées, démontrant qu'il était possible de produire de l'électricité grâce au soleil. Mais à quel prix !

MARTINE CHARTIER

EN FRANCE

Confrontés à la crise pétrolière des années 73-74, les pays industrialisés ont tourné les yeux vers le ciel. Ils ont redécouvert le soleil, source de chaleur et d'électricité. Ce n'est pas un hasard si, aujourd'hui, les pétroliers et les grands producteurs d'électricité s'engagent, même timidement, sur la voie solaire. Tout reste à découvrir. L'abondance, à un moindre coût, de charbon et de pétrole a fait oublier toutes les connaissances acquises dans ce domaine depuis près d'un siècle. Parallèlement aux petites installations destinées à l'habitat, se développe un courant de recherches sur des unités de plus grande importance. Les centrales solaires s'inscrivent dans ce programme.

L'une des filières actuellement explorées fait appel à la thermodynamique. La production d'électricité nécessite de très hautes températures, de l'ordre de quelques centaines de degrés centigrades. *Pour ce faire, la concentration* solaire doit favoriser la constitution d'un point chaud. Ce dernier est utilisé comme source de chaleur pour la conversion électrique. Deux systèmes sont l'objet d'études et de réalisations, les centrales à collecteur unique dites « à tour » et les centrales à collecteurs distribués.

Dans le premier cas, le rayonnement est collecté par une multitude de miroirs, les héliostats. Après réflexion, ceux-ci transmettent le flux solaire à une chaudière située au faîte d'une tour. La chaleur ainsi récupérée (entre 250 et 550 °C) est portée par un fluide qui la cède à de l'eau. La vapeur résultant de l'opération est transférée à une turbine.

Les Soviétiques semblent avoir été les précurseurs en ce domaine. Leur projet, formé dans les années 50, consistait à disposer les héliostats sur des rails cernant une tour. En France, c'est en 1976 qu'une équipe du Centre national de la recherche scientifique, animée par le professeur Félix Trombe, est parvenue à produire de l'électricité grâce au champ d'héliostats du four solaire d'Odeillo (Pyrénées-Orientales). *Cette installation qui fonctionne* depuis 1970, dispose de soixante-trois capteurs de 45 mètres carrés chacun. En remplaçant le dispositif du four par une chaudière, une puissance de 64 kW a été symboliquement délivrée au réseau.

La version « centrale à collecteurs distribués » se révèle moins performante que la première. Les températures obtenues varient de 100 à 250 °C. Les capteurs de forme parabolique cylindrique ou cylindro-parabolique sont tapissés, sur leur face interne, de miroirs concaves. Le flux solaire est absorbé et concentré dans le capteur lui-même pour chauffer le fluide. Une installation de ce type est en cours d'achèvement à Vignola, en Corse.

La collecte *du rayonnement*

L'héliostat est l'élément important du système. La disposition de chacun d'entre eux est calculée avec la plus grande précision. Pour ce faire, il est fait appel à l'informatique. Toutes les données disponibles – *ensoleillement*, météorologie, topographie des lieux, dimensionnement des miroirs, hauteur de la tour – déterminent, grâce à l'ordinateur, le positionnement de chaque héliostat. Il doit sans arrêt, avec le maximum d'efficacité et sans faire de l'ombre à son voisin, se lancer à la poursuite du soleil. Les miroirs pivotent autour de deux axes, l'un horizontal, l'autre vertical. Un microprocesseur commande un groupe d'héliostats et transmet ses ordres au moteur électrique dont il dispose. Ainsi, en cas de vents violents, l'héliostat doit se placer en position de « survie », à l'horizontale, miroirs face contre terre.

Enfin, le stockage, sous forme chimique ou thermique, est un atout de la filière thermodynamique. Encore faut-il que le soleil brille suffisamment longtemps. *L'utilisation d'un appoint constitué* par les combustibles fossiles (gaz, fuel, charbon) est sérieusement envisagée.

Thémis

La centrale solaire à tour française étend ses deux cent un héliostats au creux d'un cirque pyrénéen. Située à Targasonne, près du four d'Odeillo, Thémis – du nom du programme qui l'a inspirée : Thermo Hélio Electrique Mégawatt projet bis – bénéficie d'un ensoleillement annuel de deux mille quatre cents heures. En production normale, ses 2,5 mégawatts (MW) électriques devraient alimenter en électricité quelque quatre cents foyers.

Elle a pourtant failli ne jamais voir le jour. La collaboration engagée en 1976 entre le C.N.R.S. et E.D.F. débouche sur la définition du programme THEM. La construction d'une centrale de puissance est alors envisagée. Pour des raisons budgétaires, les pouvoirs publics repoussent le projet et demandent son redimensionnement. En 1979, il est finalement décidé la création du Centre national d'études solaires (CNESOL) doté d'un instrument de conversion thermodynamique de 2 MW. Le Commissariat à l'énergie solaire (COMES), nouvellement créé, rejoint les deux partenaires. Le groupe Cethel (composé des sociétés Heurtey, Babcock, Renault, Saint-Gobain) est chargé de la fabrication des héliostats.

Les 10 000 mètres carrés de surface réfléchissante sont composés de capteurs de 54 mètres carrés à deux panneaux supportés par des fûts en béton. Une plaque de béton de 8 mètres carrés ancre l'ensemble dans le sol. Les miroirs sont constitués d'un verre épais sur lequel repose un mince plaquage de verre argenté. Un treillis métallique assure la rigidité de l'ensemble.

La structure est calculée pour résister à des vents de 50 kilomètres-heure. Au-delà de cette force, les héliostats doivent se mettre en position de survie. Thémis a déjà été victime des mauvaises conditions météorologiques. En décembre dernier, deux tempêtes se sont abattues sur la centrale. Tous les héliostats n'ont pas répondu à l'appel de détresse. La grande surface des panneaux offre dans ce cas une telle prise au vent qu'il est impossible à l'appareil de résister. Une quinzaine d'entre eux ont plié sous la charge et cassé net.

La chaudière est logée au sommet d'une tour de 101 mètres de hauteur. Ce récepteur solaire, cavité de 4 m × 4 m d'ouverture, est tapissé de tubes métalliques dans lesquels circule le fluide caloporteur (des sels fondus), l'une des particularités de Thémis. Ce fluide est un mélange de nitrite et de nitrate de potassium et de sodium ; il est aussi utilisé pour le stockage. En charge totale, ce dernier assure à la centrale une *autonomie de cinq heures*.

Onze capteurs THEK (Thermo Hélioélectrique Kilowatt) conçus par le département d'héliophysique de l'université de Marseille, que dirige Georges Péri, renforcent le dispositif. Les sels se cristallisent à 140 °C. Ces gigantesques coupoles de 75 mètres carrés maintiennent leur température à 250 °C, évitant ainsi l'emploi d'une chaudière auxiliaire.

5 550 centrales *pour* 10 % des besoins

*Les centrales en cours d'expéri*mentation sont depuis trop peu de temps en fonctionnement pour qu'il soit permis de juger de leur rentabilité au plan économique. Les obstacles techniques rencontrés résultent de l'utilisation de techniques nouvelles – notamment les héliostats – qui pourront, après de multiples essais, être maîtrisées. Le prix d'une centrale solaire et de sa production future demeurent une inconnue. Différents éléments sont à prendre en compte. *D'importants* travaux de tuyauterie et le génie civil (fondations des capteurs et de la tour) exigent un investissement lourd (soit de 20 à 30 % du coût total). Cependant, des améliorations sont attendues. En augmentant la puissance de la centrale, les charges devraient, proportionnellement, faiblir. L'effet de série devrait faire chuter le prix des héliostats et des appareils de commande automatique.

Le coût actuel des héliostats, environ 3 000 F/m², devrait atteindre 1 000 F/m² assez rapidement. Les spécialistes américains sont plus optimistes, le fixant à 600 F/m². La partie thermique, très proche des matériels employés pour une centrale thermique, ne fera pas pencher la balance du bon côté. En tout état de cause, l'électricité solaire ne peut être mise en compétition avec l'électricité produite par des centrales classiques ou nucléaires. Le prix du kilowatt-heure solaire dans le cas de Thémis est de 5 à 7 F, voire même 10 F selon les sources, amortissement et exploitation inclus.

Conçue comme un produit exportable lors de l'élaboration du projet, Thémis se révèle donc être un ouvrage coûteux (1) pour les acheteurs potentiels, les pays du tiers-monde non producteurs de pétrole. Une fois passé au banc d'essai, la filière thermodynamique, sous toutes ses formes, pourrait cependant se révéler utile en France. Des industries lourdes, géographiquement isolées dans le sud du pays, pourraient en bénéficier. Selon les estimations de Maurice Claverie, directeur du PIRSEM (2), ce sont quelque 5 550 centrales de type Thémis qu'il faudrait installer en France pour couvrir 10 % de la consommation énergétique, soit 389 kilomètres carrés (un peu plus de deux fois l'étang de Berre). Les *États-Unis, qui disposent d'impor*tantes étendues désertiques, projettent des installations de 100 MW. ■

(1) Estimations E.D.F. septembre 1979 : 128 millions de francs (financement E.D.F., COMES, région Languedoc-Roussillon). Le coût de Thémis approche aujourd'hui 160 millions de francs.

(2) Programme interdisciplinaire de recherche sur les sciences de l'énergie et les matières premières, C.N.R.S.

A L'ÉTRANGER

États-Unis

Un petit nombre de centrales solaires sont en cours de réalisation dans le monde (1). La plus puissante d'entre elles est américaine. « Solar one » aura une puissance électrique de 10 MW. *« Elle est la seule*, note Henry Durand, président du Commissariat à l'énergie solaire, *qui soit véritablement une centrale, car conçue pour produire de l'électricité au moindre coût. »* La tour encerclée par mille huit cent dix-huit héliostats de 39 mètres carrés est installée sur le site de Barstow, près de Los Angeles en Californie. Solar One est née de la collaboration entre l'Etat (par le biais du département de l'énergie) et une société privée, la compagnie Edison. Le champ d'héliostats a été réalisé par la société aérospatiale Martin Marietta et McDonnel Douglas Astronautics. La chaudière fonctionne avec de l'eau et produit de la vapeur surchauffée.

Ces dernières années, la conversion thermique de l'énergie solaire a reçu 40 % des crédits alloués par le gouvernement aux énergies renouvelables (solaire et éolienne). *Le coût estimé de la cen*trale de Barstow se situe à près de 800 millions de francs.

Espagne

L'agence internationale de *l'énergie dépendant* de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) a choisi une province désertique au sud de l'Espagne, près d'Almeria, pour la réalisation de deux centrales de 500 kW chacune. Neuf pays ont participé à ce projet. *Les deux centrales, inaugu*rées en septembre 1981, sont situées côte à côte. La première est à collecteurs distribués. Des miroirs paraboliques à concentration font converger l'énergie solaire dans des tubes de verres noircis contenant le fluide caloporteur.

La seconde dispose d'une tour de 43 mètres dotée d'une chaudière vers laquelle converge le rayonnement collecté par quatre-vingt-quatorze héliostats. La surface totale de verre est de 3 655 mètres carrés. Le fluide caloporteur utilisé est du sodium liquide porté à 530 °C.

La production de ces deux ensembles devrait alimenter en électricité mille cinq cents personnes personnes vivant dans la région. Tout près de là, un projet national espagnol est en cours de réalisation : une centrale à tour complétée par deux cent soixante-treize héliostats, qui devrait être achevée au début de l'année 1983.

Italie

La centrale Eurélios se dresse sur le site de Catania, en Sicile. Sa mise en service est intervenue en avril 1981. Construite sous *l'égide des Communautés euro*péennes, Eurélios, avec ses cent quatre-vingt-deux héliostats, est le fruit d'une collaboration entre l'Italie, la France et l'Allemagne. La chaleur concentrée par des miroirs de 23 et 52 mètres carrés porte à 512 °C la température de l'eau contenue dans la chaudière. Le stockage thermique, de petite dimension, est constitué pour moitié par de la vapeur et pour l'autre sous forme de sels fondus.

Cette installation semble rencontrer quelques problèmes actuellement. La centrale n'a pas, jusqu'à présent, produit le mégawatt pour lequel elle est programmée. Interrogés sur la nature de ces ennuis, les services compétents auprès des Communautés européennes réservent leur réponse. En fonctionnement normal, quelque trois cents foyers devraient recevoir l'électricité produite par Eurélios.

La mer Morte, un vaste capteur

La filière thermodynamique fait aussi l'objet d'études en Israël. La mer Morte, dont la teneur en sel est très élevée, se caractérise par une température de l'eau en surface de 20 à 25 °C. Les couches plus profondes atteignent 80 à 90 °C. La forte salinité de ces eaux limite les effets de la convection naturelle. La température y est constante l'été comme l'hiver, le jour comme la nuit. Des « bassins solaires » de 1 kilomètre carré ont été aménagés pour éviter la formation de vagues et le mélange des eaux de différente densité. Une installation pilote de 300 kW borde l'un de ces bassins *qui fait office de capteur* d'énergie solaire. L'eau chaude puisée dans la mer Morte permet d'actionner une turbine à vapeur et de produire de l'électricité.

Le ministère de l'énergie envisage la construction de centrales de 5 MW, voire même 20 MW, fonctionnant selon le même principe. Une difficulté de taille fait obstacle à ce projet. Un volume important d'eau – environ 1 milliard de mètres cubes par an – s'évapore. Les eaux du Jourdain, destinées à l'agriculture, ne peuvent combler ce manque. A certains endroits, la profondeur de mer n'est plus que de 3,5 m. Les Israéliens envisagent, pour cette raison, la *percée d'un canal reliant* la mer Méditerranée à la mer Morte.

Japon

Au Japon, deux centrales de 1 MW ont été couplées au réseau électrique à l'automne dernier. Construites sur l'île de Shikoku à Nio-Cho, elles doivent pouvoir alimenter sept cents ménages en courant électrique. La centrale à tour se caractérise par la petite surface de ses capteurs. Les huit cent sept héliostats font 16 mètres carrés. La chaudière fonctionne avec de l'eau portée à 250 °C. La centrale de type miroir parabolique utilise deux mille quatre cent quatre-vingts miroirs plans de 3 mètres sur 1,5 mètre sur lesquels tombe le rayonnement solaire. Ce dernier est alors renvoyé sur les capteurs cylindro-paraboliques qui leur font face.

Ces deux expériences s'inscrivent dans le cadre des recherches entreprises sur les systèmes de production d'énergie thermique solaire, le projet Sunshine. Les autorités japonaises ont d'ores et déjà fait leurs comptes. Le coût du kilowatt-heure produit par ce moyen est de dix fois supérieur à celui produit par une centrale thermique classique. Des études sont actuellement en cours pour améliorer la technique et produire les différents éléments en séries. La construction de centrales industrielles est sérieusement envisagée par le Japon. ■

(1) L'Union soviétique entreprend actuellement la réalisation d'une centrale à tour de 5 MW en Crimée, sur le littoral de la mer d'Azov.

LES CENTRALES SOLAIRES A TOUR DANS LE MONDE

NOM	THEMIS	SSPS	EURELIOS	CESA 1	NIO	CRIMEE	SOLAR ONE
Localisation	Targasonne (France)	Alméria (Espagne)	Adrano (Sicile)	Tabernas (Espagne)	Nio (Japon)	Crimée (U.R.S.S.)	Barstow (E.-U.)
Puissance (en kW) ...	2 000	500	1 000	1 000	1 000	5 000	10 000
Héliostats (nombre) ..	201	93	112/70	273	807	1 600	1 818
Surface par unité ..	53,7	39,3	23-52	36	16	25	39.3
Surface totale (m²)	10 793	3 655	6 216	9 828	12 912	40 000	71 447
Hauteur de la tour ..	101	43	55	80	69	80	80
Fluide caloporteur .	sels fondus	sodium	eau/vapeur surchauff.	eau/vapeur surchauff.	eau/vapeur saturée	eau/vapeur saturée	eau/vapeur surchauff.
Type de stockage	sels fondus	sodium	vapeur + sels fondus	sels fondus	eau pressurisée	eau pressurisée	huile + pierres
Durée du stockage	5 heures	2 heures	30 min.	3 heures	3 heures	3 heures	3 heures

* D'après les chiffres recueillis par Claude Etievant, chef du groupe d'évaluation des systèmes énergétiques renouvelables au C.N.R.S.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), Programme interdisciplinaire de recherche sur les sciences de l'énergie et les matières premières (PIRSEM), 15, quai Anatole-France, 75007 Paris, téléphone : 555-92-25.
- *GESER (Groupe d'évaluation des systèmes énergétiques renouvelables au C.N.R.S.)*, grande voie des Vignes, 92290 Châtenay-Malabry, tél. : 661-64-24.
- Electricité de France, Direction des études et recherches, 2, rue Louis-Murat, 75008 Paris, tél. : 256-94-08.
- Agence internationale de l'énergie, 2, rue André-Pascal, 75016 Paris, tél. : 524-98-73.
- Commissariat à l'énergie solaire (COMES), 208, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris, tél. : 545-67-60.

DEMAIN

Des « boutiques de sciences » en gestation

Après le droit, la santé, la gestion... des universitaires créent des « boutiques de sciences ». Ils attendent une reconnaissance officielle.

RICHARD CLAVAUD

LES peintures de certaines salles de classe sont-elles toxiques ? Toutes les vaccinations sont-elles efficaces et sans danger ? Par quels sociologues ou quels urbanistes un comité de quartier peut-il se faire aider pour participer à un projet de rénovation urbaine ? Les vapeurs de chrome et de nickel dégagées lors du soudage de tôles en inox sont-elles nocives ?

Lorsque des comités d'entreprise, des collectivités locales, des associations, sont confrontésà de telles questions, ils ne savent pas à quelle porte frapper pour faire entreprendre des recherches. Leurs moyens limités ne leur permettent pas de s'adresser à des bureaux d'études et, jusqu'à présent, ils n'ont pas eu accès aux laboratoires. La recherche publique et parapublique travaille essentiellement pour l'Université, l'industrie et les services de l'État. Pour qu'elle s'ouvre à des demandes provenant d'acteurs sociaux peu solvables qui veulent maîtriser l'évolution de leur cadre de vie et de travail, il faut créer de nouveaux lieux de rencontre. Les « boutiques de sciences » pourraient être de ces lieux.

Une boutique est un local géré par deux ou trois permanents qui reçoivent les demandes de renseignements. Son rôle est d'abord d'aider les individus à bien cerner leur problème afin de déboucher sur un projet de recherche précis. C'est ensuite de servir de médiateur entre ceux qui se posent des questions et ceux qui, théoriquement, détiennent les réponses. Elle dispose pour cela d'un réseau de correspondants scientifiques volontaires pour intégrer ces demandes à leurs travaux. Lorsque la recherche est terminée, un rapport est remis au demandeur et, si le sujet le mérite, il peut être largement diffusé. Ce travail devrait être en grande partie gratuit, sauf si le commanditaire peut en tirer un bénéfice commercial.

Des comités se sont créés dans plusieurs villes de France pour lancer de telles boutiques, notamment à Lyon, Paris, Marseille, Grenoble, Lille, Strasbourg et Clermont-Ferrand (1). Ils se regroupent actuellement au sein d'une fédération. Chaque groupe veut cependant conserver son autonomie et ne s'appellera pas nécessairement « boutique de sciences ». On se méfie de toute tentative hégémonique qui viserait à contrôler un réseau comme cela se passe dans d'autres secteurs de l'expérimentation sociale. La boutique de Lyon regroupe une trentaine de volontaires, celle de Paris-Jussieu une cinquantaine.

La plupart de ces groupes ont déjà reçu de nombreuses demandes de recherches. Les réseaux sont prêts. Mais il manque une structure de fonctionnement et des financements. « *Nous voulons que notre action soit reconnue comme partie intégrante de notre travail de scientifique*, expliquent Jean Deutsch et John Stewart, de la boutique de Paris-Jussieu, *et non comme du bénévolat.* »

Création de postes

Les recherches entreprises dans ce cadre doivent donc se faire pendant les heures normales de travail et être prises en compte par la hiérarchie pour l'évolution des carrières. Le bénévolat est utile pour lancer des projets, mais ne permet pas un fonctionnement régulier et durable (2).

Les financements pourraient venir des institutions représentées dans les boutiques, de contrats signés avec les collectivités locales ou des ministères, des futurs conseils régionaux de la recherche, et d'organismes comme le CESTA (Centre d'études des systèmes et technologies avancées), qui a déjà été contacté par la boutique de Lyon. Pierre Clément, qui s'occupe de cette dernière boutique, espère que l'on va bientôt trouver une solution : « *Nous demandons de petits moyens par rapport à des projets plus ambitieux. Cela ne sera certes pas révolutionnaire, mais nous comptons bien enclencher de manière irréversible une autre façon de fonctionner dans la recherche.* » A titre d'exemple, la boutique de Paris-Jussieu demande 30 000 F de budget d'équipement, autant pour le fonctionnement annuel, quatre postes (quatre mi-temps, le reste sur la base de vingt chercheurs donnant chacun 10 % de leur temps, soit une demi-journée par semaine), et bien entendu l'accès aux laboratoires de l'université et du C.N.R.S.

Les discussions en cours avec les pouvoirs publics portent non seulement sur les financements et les créations de postes, mais aussi sur les statuts des boutiques : structure inter-universitaire, association loi 1901, fondation ou groupement d'intérêt public ? Ce dernier type de structure, dont la création a été annoncée récemment par le ministère de la recherche et de la technologie, pourrait être une solution efficace, mais d'après les promoteurs des boutiques elle ne pourra pas fonctionner avant la fin de 1983. Ils affirment également que le budget de l'éducation nationale est clos jusqu'à cette date, ce qui laisse peu d'espoir sur un éventuel financement de la part de ce ministère.

Alors, *que faire* ? Tout le monde crie : « Halte au bénévolat », mais les pouvoirs publics soumis aux contraintes budgétaires demandent de patienter encore un peu. Point positif, le courant semble passer entre les divers interlocuteurs. Aux Pays-Bas existent déjà vingt-cinq boutiques de sciences dont s'inspirent d'ailleurs les projets français. La boutique d'Amsterdam est reconnue officiellement par l'Université. Depuis sa création en 1977, elle a déjà reçu plus de mille demandes, dont la moitié ont fait l'objet de recherches.

Du discours aux actes

La mise en place des boutiques de sciences est difficile, car elle souffre de la rigidité de nos institutions et de l'isolement dans lequel a été maintenue la recherche. Certains chercheurs se sont enfermés dans leur tour d'ivoire, d'autres n'ont jamais pu disposer de moyens correspondant à leurs ambitions. Des organismes qui auraient dû répondre à des demandes dans des secteurs comme les maladies professionnelles, les conditions de travail, les nuisances diverses, n'ont qu'imparfaitement rempli leur mission. Ainsi il ne faut pas *s'étonner* du nombre de propositions d'études que reçoivent les premières boutiques de sciences.

Le terrain pour que naisse une recherche plus proche des préoccupations des individus a été préparé depuis quelques années par des promoteurs des enseignements « science et société », par des syndicats, des groupes militants comme le G.S.I.E.N. (Groupe de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire), les groupes information santé, biologie, Informatique et libertés, les écologistes, les mouvements de consommateurs, etc. Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est la situation politique qui, à travers la mobilisation des citoyens et la volonté des pouvoirs publics, peut permettre de passer des discours aux actes.

Les promoteurs des boutiques de sciences ont écouté avec le plus grand intérêt ce qui s'est dit pendant le colloque national sur la recherche et la technologie qui s'est tenu au début de l'année. « *Le fait est*, lit-on dans le rapport du groupe « l'Apport culturel de la recherche scientifique et technologique », *que les syndicats, les associations et les mouvements sociaux encore faiblement appareillés (qui se nomment : écologie, féminisme, organisations de consommateurs, etc.) ne disposent présentement ni de l'autorité ni des ressources qui leur permettraient d'adresser de nouvelles demandes aux institutions scientifiques ou de développer leurs propres recherches. Et pourtant il faut faire droit à leurs besoins (...) fût-ce au prix de réorganisations institutionnelles majeures* notamment *en établissant des relais sociaux entre les démarches éparses dans notre peuple et les agences spécialisées dans la recherche. Bref, en essayant de rattraper le retard social de la recherche.* » Si un accord intervient, les premières boutiques seront opérationnelles dès le mois d'octobre. ■

(1) *Lyon* : Boutique de sciences, Université Lyon-I, 69622 Villeurbanne cedex. Téléphone : (78) 89-81-24 poste 38-72.

Paris : Boutique de sciences, U.E.R. de génétique, Université de Paris-VI, tour 42, 1er étage, 4, place Jussieu, 75230 Paris Cedex 05. Tél. : 535-45-01.

– Atelier travail-santé, CLISACT, 40, Jean-Paul Roux-Fouillet, appartement 96, 11, avenue Faidherbe, 93310 Le Pré-Saint-Gervais.

Marseille : Office régional pour la socialisation de la science et de la technologie, Université de Provence, 3, place Victor-Hugo, 13331 Marseille Cedex.

Grenoble : N. Nechtschein, Centre d'études nucléaires de Grenoble, boîte postale 85, 38040 Grenoble Cedex.

Lille : Bernard Maitte, Université Lille-I, bât. SN 5, 59655 Villeneuve-d'Ascq Cedex.

Auvergne : Information scientifique et technique, 18, rue Clos-Notre-Dame, 63000 Clermont-Ferrand.

(2) Voir « Les boutiques piétinent », *le Monde Dimanche* du 25 janvier 1981.

FORÊTS

Des arbres qui poussent plus vite

Fertiliser le sol des forêts ne suffit pas pour obtenir une meilleure croissance des arbres. Les chercheurs de l'INRA obtiennent de bons succès par la voie génétique.

PATRICK BENQUET

DEUX chiffres : la France possède la moitié de la forêt européenne et pourtant le déficit de notre balance commerciale, concernant le bois, est de 11 milliards de francs par an. Un constat : nous consommons de plus en plus de bois. Une seule solution : faire produire plus, mieux et plus vite nos forêts.

Au-delà de leurs missions de protection des arbres contre les agressions multiples qui les guettent (insectes, maladies...) et de reboisement des zones décimées par les incendies et autres catastrophes, les chercheurs de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) s'attachent depuis de nombreuses années à explorer systématiquement, et avec de plus en plus de succès, toutes les possibilités d'accélérer la croissance des arbres, d'améliorer la qualité et la quantité du bois et leur résistance aux maladies. Alors que les 70 % productifs des 14 millions d'hectares de la forêt française fournissent en moyenne 3 m³ de bois par hectare et par an, certaines espèces aujourd'hui atteignent déjà le chiffre de 25 m³ par hectare et par an.

Pour ce faire il existe deux grandes méthodes résume Pierre Bouvarel, chef du département des recherches forestières à l'INRA : « *ou bien on donne plus à manger aux arbres, c'est la fertilisation ; ou bien on crée des arbres qui ont un plus gros appétit : c'est la génétique* ».

La fertilisation se fait par adjonction dans le sol d'engrais chimiques (des sels minéraux) qui augmentent la croissance des arbres producteurs de bois sans nœud. Cette méthode donne des résultats particulièrement positifs dans les cas de création de forêts (reboisement). Elle s'est généralisée dans les régions où elle s'est avérée efficace comme dans les Landes entre 1960 et 1970, où l'utilisation d'engrais phosphatés a permis en vingt ans de doubler la production des pins. Mais le prix des engrais ne cessant d'augmenter, le bilan économique – aujourd'hui positif – entre les coûts (engrais) et les gains (en bois) risque un jour de s'inverser.

D'où la mise au point d'une méthode de fertilisation biologique : la mycorhization, dérivée d'une découverte due aux chercheurs de l'INRA et qui étonnerait beaucoup les paisibles promeneurs du dimanche qui font la cueillette des champignons dans les sous-bois humides. Les corolles blanches ou jaunes qui étoilent les pieds des arbres ne sont en effet que la partie visible et la plus petite de cette plante faite pour l'essentiel d'un épais réseau souterrain de filaments blancs – le mycélium – organe reproducteur du champignon, étroitement associé aux racines de l'arbre.

C'est une association à bénéfice réciproque : le champignon, qui n'a pas de chlorophylle, retire son énergie de l'arbre qui, lui, voit sa surface de racines considérablement augmentée par le mycélium, ce qui favorise l'absorption des éléments minéraux du sol et du phosphate en particulier. « *Tous les arbres vivent en symbiose avec des champignons*, explique Pierre Bouvarel. *Mais certains sont plus efficaces que d'autres.* » Il restait à les isoler et à les inoculer aux arbres produits dans les pépinières. Les recherches ont commencé, il y a cinq ans, et les premiers résultats sont positifs. Actuellement, la sélection des champignons adéquats se fait au niveau mondial et l'INRA travaille avec Rhône Poulenc à la mise au point d'une technique de « mycorhization artificielle », la « *pilule champignon* » en quelque sorte.

Fertiliser c'est bien. Mais agir sur la génétique des arbres c'est encore mieux. La « *voie génétique* » réside d'abord dans la sélection. De même qu'on sélectionne depuis longtemps déjà les variétés de blé, on recherche maintenant les arbres qui ont « *des caractéristiques héréditaires d'une croissance rapide* ». Certaines espèces exotiques, par exemple, donnent en France d'excellents résultats.

Clonage

Comment procède-t-on ? Il faut sélectionner parmi toutes les espèces qui couvrent la terre celle qui pourrait donner les meilleurs résultats dans notre pays. Puis, au sein de cette espèce, on sélectionne à nouveau la variété la mieux adaptée, la plus performante. La constitution génétique de chaque variété est le produit d'une sélection naturelle au cours des millénaires et se transmet intégralement de générations en générations. Ce choix de la variété est extrêmement précis. Les graines du pin Douglas, par exemple, qui est massivement utilisé pour le reboisement en France, est sélectionné – dans l'Ouest américain – en fonction de la région française où il sera implanté. Ce pin produit dans notre pays 13 m³ par hectare et par an. Depuis trente ans cette méthode de sélection est utilisée pour une trentaine d'espèces (chênes, hêtres, pins, peupliers, mélèzes, épicéas...) et la réglementation actuelle impose la récolte des semences dans des régions d'origine très précisément délimitées.

Plus efficace encore que la sélection « *l'amélioration génétique* » pose des problèmes plus délicats. « *A l'intérieur de chaque population*, explique Pierre Bouvarel, *il y a des individus meilleurs génétiquement. On cherche à les sélectionner et à les multiplier pour le reboisement* ». Deux méthodes sont utilisées : le bouturage direct et le « clonage » (copie végétative). Dans le premier cas, on plante directement en terre une bouture de l'arbre sélectionné. L'inconvénient de cette méthode est que, à l'origine, il y a un seul « individu ». Si par malheur il est porteur d'une maladie ou d'un insecte bien adapté, toute la plantation est condamnée.

Avec le clonage l'écueil est évité : « *On fait pousser dans un verger à graines plusieurs boutures de l'arbre sélectionné et l'on attend qu'elles se croisent. Le père et la mère étant des champions, les rejetons le seront également* ». Ces « *vergers à graines* » existent déjà. « *A la fin de ce siècle* prédit Pierre Bouvarel, *la moitié des reboisements français proviendront de ces champions* ». Actuellement, on maîtrise déjà le clonage du merisier et du chêne. Pour les espèces rebelles au bouturage, des expériences *in vitro*, (en tubes) sont en cours à partir de petits morceaux de bourgeons ou de branches.

La technique du clonage permettra dans l'avenir de procéder à des hybridations (entre, par exemple, le peuplier européen et américain) et même de fabriquer des variétés « multiclonales » : l'arbre parfait en quelque sorte, totalement adapté aux besoins de l'homme et à son environnement.

On n'en est pas encore là ! L'arbre universel – une seule espèce pour tout le monde – n'est ni souhaitable ni souhaité. Mais chaque année, la forêt mondiale diminue de 10 millions d'hectares (à peine moins que les 14 millions d'hectares de la forêt française), ces chiffres dramatiques justifient les travaux prometteurs de l'Institut agronomique français. ■

هكذا من الأصل

CRIBLE

par Annie Batlle

REPÈRES

Étoiles à vendre

Vous ne pouvez vous offrir une vraie propriété sur terre ? *Une agence californienne*, Name a Star, *vous propose d'acheter une étoile pour 25 dollars. Vous pourrez la choisir sur catalogue et lui donner un nom. Vous recevrez* une carte céleste avec l'adresse de l'étoile et un certificat d'enregistrement. Il y a 250 000 étoiles à vendre. *Aucune n'est visible à l'œil nu.*

Name a Star, 5068 Mecca Avenue, Tarzana, California. 91356.

(*The Futurist*, 4916 St. Elmo *Avenue*, Bethesda *MD 20814* - 5089. U.S.A.)

Du sucre à partir *du petit lait*

Après cinq ans d'études et un investissement de 1 million de livres, les chercheurs de l'Office britannique de commercialisation des produits laitiers ont mis au point une biotechnologie qui permet d'extraire du glucose et du galactose du petit lait (habituellement donné aux porcs, ou jeté).

Utilisations possibles : sucrer un grand nombre de produits : friandises, aliments pour bébés, gâteaux, sauces, yaourts, entremets, etc. Le prix de revient est inférieur à celui de tous les autres produits sucrants.

(*Science et vie*, n° 776, 5, *rue de la Baume - 75008* Paris. Tél. : 563-01-02.)

Jouer au Bingo pour *mieux manger*

Une nouvelle version du Bingo (Loto), si populaire au Canada, non seulement distrait les *joueurs mais leur apprend, de* plus, à mieux se nourrir. Le Bingo-santé, conçu par Mme Denise Blouin, diététiste, informe les joueurs sur les quatre *groupes d'aliments (produits* laitiers, légumes-fruits, pain-céréales et viande), afin de les aider à faire un meilleur choix et à varier leur alimentation. Il s'adresse à tous les groupes d'âge. Le ministère des affaires sociales du Québec a réalisé la production du matériel, soit quelque 120 cartes de Bingo classiques adaptées à l'alimentation.

(*Hebdo Canada, direction des* programmes d'information à l'étranger, ministère des affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.)

La boîte miraculeuse

Au Zimbabwe, les techniciens expérimentent un nouvel appareil de cuisson à faible consommation d'énergie. C'est un simple fourneau de carton *qui fonctionne sur le principe de* la conservation d'énergie comme les marmites à vapeur. Cet appareil pourrait permettre d'économiser la moitié du com*bustible actuellement utilisé* dans le pays pour la cuisine, déclare Avis Chikwana, directrice du projet expérimental.

C'est *une* femme d'Afrique du Sud qui lui donna l'idée de cette « boîte miraculeuse » qu'elle créa en 1980. Depuis lors, elle en a fait des démonstrations dans tout le pays. Cet appareil, constitué d'une boîte en carton et de deux coussins, ne coûte que 13 dollars. Il faut 3 mètres de coton pour faire les coussins, que l'on peut bourrer avec de l'herbe, du coton, du caoutchouc mousse, des bas de nylon, des morceaux de papier journal ou de toutes sortes de matériaux disponibles.

(*Forum du développement,* Nations Unies, Palais des nations, CH-1211 Genève 10.)

BOITE A OUTILS

Evolution ou révolution

La microélectronique sera-t-elle à l'origine d'*une évolution* ou d'une *révolution de la société* ? le dernier rapport du Club de Rome — *Microelectonics and society,* — *réalisé sous* la direction de Günter Friedrichs et d'Adam Shaff, penche en faveur de la deuxième hypothèse. La pénétration de la microélectronique sera totale. l'étude brosse le tableau des interrelations avec le *développement* technologique en général, avec le développement économique, avec les spécificités nationales. Elle *évoque* les occasions à saisir, *les risques en matière d'emploi* : Alexander King formule les questions cruciales dès l'introduction : le principal objectif sera moins l'emploi tel qu'on *l'évoque aujourd'hui* que l' « occupation » dans un sens plus large. Des chapitres rédigés par des auteurs différents traitent notamment de l'impact sur l'entreprise, sur le travailleur et son lieu de travail, sur le tiers-monde, sur la guerre, sur la société de l'information. On ne *peut dire cette fois que le club* de Rome est « catastrophiste », il ouvre vraiment des pistes.

(Pergamon, 24, rue des Ecoles, 75240 Paris.)

La monnaie électronique

Le Conseil économique et social, après s'être *saisi* du problème de la « monnaie électronique », *vient de remettre ses* conclusions dans un rapport dont l'élaboration à été confiée à la section des finances, qui a désigné Nicole Gautras en qualité *de rapporteur*. Après une analyse des facteurs de l'informatisation des relations financières, et une description des systèmes électroniques de paiement actuellement en cours, le rapport décrit le comportement actuel et prévisible des acteurs à l'égard de ce type de paiement (banques et organismes financiers, commerçants, consommateurs), évoque la dimension industrielle de son extension, les aspects juridiques et monétaires, et termine par une *série de propositions.*

Les deux grandes préoccupations du C.E.S. dans l'élaboration du rapport ont été la recherche d'un équilibre entre la *sécurité de paiement électronique* et la vie privée du citoyen, et, d'autre part, la dimension économique et sociale du développement de ce mode de paiement. Compte *tenu de la prise* en compte des risques probables (transfert de charges vers les commerçants, libertés individuelles menacées...) et de la mise en œuvre de certaines dispositions qu'il développe, le C.E.S. estime que la monnaie électronique peut apporter à la collectivité nationale une « plus-value nette » par rapport aux autres modes de paiement. Il considère que le paiement électronique réduit le coût collectif des transactions et améliore leur sécurité. Il estime donc que son développement progressif et maîtrisé est souhaitable, mais que ce développement ne s'opé*rera sans heurts et* dans des délais satisfaisants que si sont remplies un certain nombre de conditions permettant d'adresser une juste répartition des *avantages attendus et de limiter* les risques inhérents à tout processus d'informatisation.

(Conseil économique et social, 1, avenue d'Iéna, 75775 Paris. Cedex 16. Tél. : 723.72.34.)

Les petites et moyennes entreprises

« Les petites et moyennes entreprises constituent une partie importante des économies ; définies comme des unités de moins de cinq cents salariés, elles fournissent la majorité des emplois industriels dans la plupart des pays membres. Il leur appartient de tirer parti des ressources technologiques disponibles pour résoudre leurs problèmes spécifiques et assurer leur prospérité. Ce faisant, elles contribuent à celle des économies nationales. » Le Comité de la politique scientifique et technologique de l'O.C.D.E. vient de publier une étude sur « L'innovation dans les petites et moyennes entreprises ». Ce travail visait principalement à : situer le rôle des petites et moyennes entreprises dans le progrès technique contemporain, suivant les différentes positions qu'elles occupent dans les structures industrielles ; identifier les caractéristiques des environnements propices à l'innovation ; préciser le contenu de politiques gouvernementales propres à stimuler l'innovation dans les petites et moyennes entreprises. Il fait l'objet de trois rapports analytiques et d'une *brochure synthétique* (44 p.) à l'intention du grand public.

(O.C.D.E.., 2, rue André-Pascal, 75775 Paris, Cedex 16).

Définir une politique de l'environnement

Le ministère de l'environnement a lancé une consultation prospective sur les problèmes d'environnement afin de définir les objectifs d'une politique basée sur une anticipation des problèmes futurs et un consensus des citoyens concernés : entrepreneurs, chercheurs, responsables politiques et responsables de mouvements associatifs, fonctionnaires locaux et nationaux. Un questionnaire d'une dizaine de pages a déjà été diffusé en France et en Europe. Il a été mis au point par le groupe de prospective du ministère.

On peut l'obtenir au 39 ter, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, tél. : 633.60.31.

ETRANGER

Une si jolie petite guerre au Salvador

Ecrivain et journaliste, Claude Courchay vient de passer plusieurs semaines en Amérique centrale et se trouvait notamment au Salvador au moment des élections. Il donne ici sa vision d'une guerre civile. Loin des mythes.

CLAUDE COURCHAY

UNE guerre, avant, se racontait le soir à la veillée. *Un vieux briscard vous* remâchait ses campagnes dans les Afriques, en tirant sur sa bouffarde.

Maintenant, un conflit se consomme en direct, sur télé-couleurs. Le modèle du genre reste le Vietnam. Ah, les fleurs oranges du napalm, les gosses grillés entre potage et clafoutis ! C'était quelque chose...

Les Etats-Unis (d'Amérique *du Nord) en ont gardé la nostalgie*. Leur presse doit donc, de temps en temps, leur en resservir une. La dernière en date a été le Salvador.

Bien sûr, pas question d'y mettre le paquet sans justifications. Pour le Salvador, c'était facile. Il s'agit du *« back-yard »*, de l'arrière-cour, des U.S.A. Et puis l'enjeu en vaut la peine. Après cinquante ans de coups d'Etat, la démocratie allait-elle avoir sa chance, grâce à de véritables élections ? Et enfin, les dominos, ces chers dominos. Si le Salvador tombe, Guatemala, Honduras et Mexique suivront.

Reprenons ces arguments. Comme arrière-cour, le Salvador, c'est un peu juste : 250 kilomètres de long sur 100 de large, avec des volcans. Un parcours de golf un peu grand.

De véritables élections ? Il ne se présentait que la D.C. (démocratie chrétienne) et des partis d'extrême droite. Tout candidat de l'opposition aurait été immédiatement liquidé. La gauche a *pris le maquis et boycotte* la *« farsa electoral »*... Et le Salvador, c'est un bien petit domino.

Il n'empêche, l'alibi restait les élections. Et la *finalité*, ce que la presse américaine appelle le *« bang-bang »*, le *show* militaire. Elle était là pour en fournir coûte que coûte. Et elle a tenu parole.

Elle en avait les moyens. Le gros de la presse campait au Camino Real, à San-Salvador, un Sheraton avec air climatisé et piscine. Pour des raisons de sécurité ; fondées, il faut le reconnaître. Dans ce petit pays, les groupes de tueurs paramilitaires sévissent en toute impunité. Et pour des raisons d'information. Les nouvelles arrivent au Camino. C'est le centre nerveux. Bien sûr, la concurrence joue sauvagement. Mais si vous voyez une équipe filer, c'est qu'il se passe quelque chose quelque part.

Sacrés Américains. *Ils* étaient donc là, en force, avec leur gilets pare-balles, leurs talkies-walkies, leurs interprètes et leurs cohortes de sherpas.

Chaque chaîne de télé U.S. disposait de six équipes au complet. De plus, dans chaque ville, ils laissaient un gars en permanence pour alerter en cas de coup dur. Ils disposaient d'un récepteur spécial pour capter les messages radio de la police et de l'ar*mée. Ils ne risquaient* pas d'être pris au dépourvu. Sur quatre cent vingt journalistes, le Camino comptait quatre cents Américains. D'autres, qui n'avaient pu trouver place dans cet hôtel, venaient tout de même prendre leur breakfast pour essayer de glaner des tuyaux.

Le résultat ? Assez comique. Cette guerre se jouait à trois : l'armée, la guérilla et la presse.

L'armée : douze mille hommes environ, n'est pas fameuse. Ces conscrits, mal payés, mal entraînés, ne font pas le poids. Ils achèvent leur croissance en attendant la quille. Seuls trois ba*taillons en veulent vraiment, le* bataillon Atlacatl, formé aux Etats-Unis, et deux autres. En gros, *deux mille hommes. Les* autres gardent des ponts.

La guérilla doit compter dans les six mille hommes. Elle a un moral bien meilleur, elle connaît infiniment mieux le terrain, mais elle n'aligne que deux mille hommes vraiment opérationnels. C'est donc une très petite guerre.

Quant à la presse, ses six cents hommes disposaient de mini-bus et de voitures de location, ornés de grands « TV » scotchés sur *toutes les vitres, sans compter* les drapeaux blancs et les panneaux *« Prensa internacional »*. Beaucoup plus mobile que l'armée et la guérilla, elle écumait le pays en permanence.

A peine un malheureux groupe de *muchachos* se pointait-il au détour d'un sentier, hop ! un mini-bus l'interceptait. D'autres suivaient. Les reporters bondissaient, mitraillaient à bout portant les guérilleros interloqués. *Un groupe de soldats* entreprenait-il de fouiller un bus ? Même chose. Pendant que les passagers, mains collées contre la tôle brûlante, se faisaient palper amoureusement, les caméras ronronnaient.

A Chalatenango, une embuscade de la guérilla avait envoyé au tapis une vingtaine de civils et une dizaine de militaires. Les cadavres des civils gisaient sur le trottoir, sous des couvre-lits bleus *ou roses. Odeur intenable.* Sanglots. Bruissement des mouches. Mais il y avait plus de photographes que de mouches.

Escarmouches

Le lundi 15 mars, un petit groupe de *subversivos* attaque en banlieue Nord, le quartier de Cuscatancingo et le marché de Mexicanos. L'armée et la garde *nationale arrivent. Quand* la presse déboule, ça tire. Droit devant, une route en pente. En bas, deux bus placés en travers. C'était pas mal, mais ça manquait d'action. Il fallait bien progresser. Les militaires n'étaient pas chauds. Les journalistes, si. Tout ce joli monde a fini par avancer, *mais c'étaient les reporters* les plus pressés. On pouvait se demander qui accompagnait qui. Plusieurs fois, des gradés, agacés, ont essayé d'arrêter la presse. Sans succès.

L'acharnement des confrères s'explique. Tout le monde attendait un festival d'escarmouches, avant les élections. Or elles étaient rarissimes. Tout ce que nous avions à nous mettre sous la dent, c'étaient quelques camions grillés, *sur la route du littoral*, *ou* quelques bus dynamités en ville. Rien de bien terrible.

Certes, l'armée lançait des opérations d'envergure. Elle ramassait sa poignée de 105, ses quelques hélicos, ses bataillons vedettes, et elle nettoyait un de ses secteurs de prédilection, le volcan de Guazapa ou le Morazán. Avant, elle bloquait la région, et aucun journaliste ne pouvait entrer, sauf Harry Mattison, de *Time*. A lui les belles photos prises d'hélico et les cadavres frais. C'est ça, les monopoles. Inutile de dire que ses petits camarades n'étaient pas ravis. Une *fois le cirque terminé*, la presse pouvait venir interroger le colonel vainqueur.

Nos malheureux *newsmen* se trouvaient frustrés. Ils étaient là pour fournir de la guerre. Le boss attendait. Ils donnaient donc un petit coup de pouce.

Nous faisions régulièrement la *route du littoral, entre le pont dé*truit sur le rio Lempa et Usulu*tan. Il y a là plusieurs groupes* de guérillas, dans les collines. La nuit, ils creusent des tranchées en travers de la chaussée, ils placent des branches d'arbre sur le bitume. Et, au matin, ils prélèvent un péage sur les bus et les camions qui se présentent. Le cas échéant, ils crament trois ou quatre semi-remorques. La routine...

Tranchées

L'*armée arrive* sans se presser vers 10-11 heures. Les soldats descendent de leurs camions et se lancent résolument à la chasse à... la pastèque. C'est la saison, et il fait soif.

Bref, un matin, nous tombons sur une tranchée fraîche, modèle standard, 40 centimètres de large sur 1 mètre de *profondeur*. Derrière, des ramures, et quelques véhicules en attente. Un car de TV arrive. Un journaliste descend, micro au poing. Dos à la tranchée, il parle. Son camarade le filme :

« Nous sommes sur la route du littoral. La guérilla vient de cou*per cette route*. Elle a *posé* des *booby-traps* (pièges) et des mines. La population ne peut se rendre à son travail... »

Or il n'y avait rien. Juste une petite tranchée. Mais les téléspectateurs américains, faute de mieux, auront eu leur ration de mines ce jour-là.

Il fallait également fournir du maquisard. A une ou deux exceptions près, tous les reportages sur les insurgés proviennent du km 83, toujours sur cette même route du littoral.

A 3 kilomètres environ du rio Lempa, en roulant vers La Union, vous voyez une borne : km 83. En face, un chemin de terre, coupé par une tranchée. C'est là. Pendant quinze jours, à peu près, on pouvait s'y rendre *comme à la foire à la ferraille.* Au bout de vingt minutes de marche, quelques *muchachos* très jeunes vous interceptaient. Au bout d'une heure, vous étiez au camp. Toutes les télés et pas mal d'hebdos y ont défilé.

Parfois, c'était plus subtil. Les guérilleros vous prenaient en charge plus loin, et vous faisaient crapahuter cinq ou six heures, de nuit, à travers des ravins. Ça revenait au même. Vous pouviez *enfin voir les joyeux castors au* repos. Admirer leur menu : *tortillas* et *frijoles*. Et partager leurs puces. Ça, les puces, ils n'en manquaient pas. Et des coriaces.

Si jamais l'armée ou les paramilitaires vous coinçaient ensuite, sur le chemin du retour, pas la peine de vous passer au sérum de vérité. Ils n'avaient qu'à regarder vos avant-bras, plus bardés de piqûres que ceux d'un *morphinomane invétéré*.

Pourquoi le km 83 ? Parce que c'était bien situé, près de la route. Et photogénique : une émi*nence, de la brousse, des che*vaux...

Au fait, qui se bagarrait, contre qui ? Du côté de l'armée, c'est clair. Les fils de bourgeois échappaient à la conscription. Seuls les gosses de pauvres et les paysans se faisaient ramasser.

Du côté de la guérilla, vous aviez affaire à des volontaires. Mais tout jeune provenant des classes pauvres, entre douze et dix-sept ans, est considéré *comme un rebelle en puissance* et, de ce fait, virtuellement condamné à mort par les tueurs d'extrême droite. Les deux journaux locaux présentent, chaque jour, de nombreuses photos de disparus, enlevés par des inconnus en armes. Donc, pour pas mal de gosses, la guérilla n'est pas seulement une possibilité, elle reste une nécessité.

Pauvres contre pauvres

Le Salvador *n'est pas* le Nicaragua, où tout un peuple se battait contre un homme, Somoza, et sa garde nationale.

Ici, c'est une guerre civile, pauvres contre pauvres. Et c'est aussi une guerre de classes *d'âge : muchachos contre* adultes.

Un proverbe, probablement cubain, dit : *« Pour un guérillero tué, trois se lèvent. »*

Vous pouvez remplacer guérillero par soldat. Sauf quand l'armée vient l'asticoter à domicile, dans ses fiefs, la guérilla ne cherche pas vraiment à « cartonner ». Dès qu'elle tue un soldat, elle a tout un village contre elle. On ne peut à la fois prétendre libérer un peuple et massacrer ses enfants. Nous avons assisté à des funérailles à Chalatenango et à El Transito. Chaque fois, toute la population était derrière les cer*cueils des soldats morts.*

Parce que, enfin, ces soldats, *par paquets, statiques, près des* camions brûlés ou des ponts, quelles belles cibles... Vu le terrain, ils étaient terriblement faciles à descendre, sans aucun risque. Sauf celui de braquer la population contre vous. Donc, les *subversivos* tentaient des coups spectaculaires : prendre une Antel (P.T.T.), une mairie. Mais ils ne cherchaient pas le beau score.

Plus la guérilla se contenait, plus la presse mettait le paquet. Pour la petite affaire de Mexicanos, la presse mexicaine s'est arrachée. Il y avait de quoi hurler, des titres énormes :

« ILS ATTAQUENT LES FAUBOURGS. »

Comme si une armée en marche venait d'atteindre une ville. En fait, deux douzaines de gosses venaient de sortir leur fusil d'une cache. Ils ne venaient pas attaquer la ville : ils y étaient. Quant aux récits de l'action, on se serait cru à Stalingrad, en mieux.

En France, ce ne devait pas être mal non plus. Nous avons reçu des coups de fil affolés :

« Alors, qu'est-ce qui se passe, mon poussin ? (1). »

Justement, il ne se passait rien. Ou si peu... Il se passait que la presse refaisait la guerre civile du Vietnam, parce qu'elle était payée pour ça.

Et du coup, elle a mis complètement à côté de la plaque, question élections. Tous les politologues *annonçaient* un pourcentage très bas de votants, quatre cent mille au maximum. La guérilla avait interdit de voter. Elle allait couper le pays en deux...

Pourtant, si vous interrogiez les gens, ils vous disaient, *tous*, qu'ils voteraient. Pour qui ? Ils ne le disaient pas. Ils avaient peur de parler, avec raison. Mais ils ont voté. Ils l'ont fait parfois sous les balles. Et voter, dans ces conditions, signifiait voter contre la guérilla.

On a compté un million et demi de bulletins. Pourquoi ?

Les Salvadoriens en ont assez de cette guerre. Ils sont profondément fatigués. Le pays est ruiné. Les entreprises ferment. Les *mamies* américaines ne vien*nent plus dépenser leurs dollars.* San-Salvador est une ville morte. Il devient de plus en plus difficile de se déplacer à travers le pays.

Les gens veulent travailler. Ils veulent vivre. D'accord, ils n'ont jamais connu la démocratie. Ils souffraient du fascisme. Mais ils en avaient l'habitude. A présent, avec la guerre, c'est pis.

Alors, si un d'Aubuisson raconte qu'il va gagner cette guerre, vive d'Aubuisson ; 60 % des Salvadoriens ont voté pour l'extrême droite parce qu'ils croient encore au miracle.

En Algérie française, entre 1958 et 1962, beaucoup de pieds-noirs ont cru au père Noël.

L'avenir ? Il n'est pas gai. L'armée ne peut gagner, parce que les raisons qui ont poussé toute une partie du peuple à se soulever sont toujours là. La guérilla ne peut l'emporter parce qu'elle *n'en* a tout *simplement* pas les moyens. Pour le moment, la situation est bloquée.

Cette guerre coloniale livrée à domicile continue. A deux niveaux. La presse s'est focalisée sur celui des opérations au grand jour. Il reste peu élevé. Elle l'a gonflé, mais ça reste tout de même une guerre de poche.

La véritable guerre, c'est celle des tueurs, des « inconnus armés » en civil qui enlèvent au grand jour tous les « suspects ». Suspects de quoi ? Allez savoir. Nous ne sommes plus dans le domaine du rationnel. Chez les gorilles, tout *peut se produire, n'im*porte quand. Pour beaucoup de Salvadoriens, le simple fait de se réveiller vivant est une victoire.

Un pays ne peut vivre en apnée. Il ne peut non plus massacrer sa jeunesse indéfiniment. Il faudra bien qu'un nouveau Salvador ait sa chance un jour. Le jour où le Congrès américain, par exemple, en aura assez de jouer aux dominos.

Malheureusement pour lui, le Salvador *fait partie du monde libre*. Libre de se faire massacrer sans problèmes. Il y a tout de même eu trente-deux mille morts en deux ans. Six cent mille exilés. Cinq cent mille regroupés dans le pays lui-même. Dix prêtres ont été massacrés par les tueurs de droite, l'archevêque Romero, assassiné alors *qu'il célébrait la* messe.

Ah ! s'il s'agissait de la Pologne... Le Salvador paie très cher sa liberté. Espérons qu'un jour il retrouvera celle de vivre en paix. ■

(1) N.D.L.R. — Cet appel ne parvenait pas du *Monde Dimanche*.

PÉROU

Ccatcca, le bout du monde

Au fin fond des Andes péruviennes, une visite à des villages indiens perdus que l'UNICEF s'efforce d'aider.

JEAN-MICHEL CROISSANDEAU

SEPT HEURES TRENTE. El señor Edwin Bustamante Arena s'impatiente. Nous sommes à Cuzco, *« nombril du monde »* pour les Incas, perché dans les Andes du sud-est du Pérou. Petit, râblé, très brun, la moustache abondante, l'air décidé, cet agronome fils de député ne manque pas d'autorité. La veille, il nous avait convoqué dans son bureau de l'Institut national de planification pour nous décrire par le menu son activité : implanter dans cinquante et une communautés paysannes de cette région des Andes, aux villages difficilement accessibles, un *« projet intégral de services de base pour l'enfance »* (Proinsebi). Cela grâce à l'aide technique et financière de l'UNICEF.

Chaque « projet » comprend quatre secteurs d'activité, en pratique étroitement imbriqués : l'éducation, la santé, l'agriculture, la pêche. Objectif : sortir ces communautés de la malnutrition et des maladies endémiques qui atteignent en particulier les enfants. Ainsi que de l'analphabétisme. Et donc éviter l'exode vers Lima. Le señor Bustamante souhaitait nous montrer ce « projet » *in situ*.

Et nous voilà dans la Toyota Land Cruiser de l'UNICEF, en compagnie de son délégué à Cuzco, M. Gareth Lyn Davies, un jeune Anglais, en direction de Ccatcca, village situé à 4 000 mètres d'altitude environ.

Nous quittons bientôt la route nationale pour la piste qui, traversant la Cordillère, mène au-delà de Ccatcca, à Maldonado, dans le Madre-de-Dios, région des chercheurs d'or. La Toyota grimpe lentement. Trous, crevasses, caillasses. Alternance de forêts d'eucalyptus et de champs cultivés, à plus de 3 000 mètres. Au-delà, végétation rare, domaine des alpagas et des champs de *papas* (pommes de terre), légume national. Le paysage est saisissant. Vert, plutôt rond. Au loin, neiges éternelles sur des sommets de 6 000 mètres et davantage. La campagne est presque riante. Il est vrai que nous sommes proches de l'équateur. A gauche ou à droite, d'impressionnants à-pic.

Trois croix dans un virage

Dans un virage, trois croix, sommairement plantées, signalent aux valeureux conducteurs qu'un de leurs prédécesseurs, imprudent ou malchanceux, est tombé dans le vide avec deux compagnons. Peut-être leur rappellent-elles aussi les vertus de la tempérance.

Soudain, droit devant nous, énorme, un camion. Il avance en crabe, le châssis complètement faussé, l'avant toujours au bord de la pente, tandis que l'arrière semble frotter la montagne. Seul moyen de transport collectif à emprunter la piste, les camions, plus usagés les uns que les autres, emmènent matériel et passagers, tous au vent, frigorifiés. Dans la cabine, à côté du conducteur, deux, parfois trois privilégiés, qui ont payé le voyage plus cher. Derrière, une barre de bois fixée dans le sens de la longueur permet à chacun de se tenir debout ou comme il peut dans les soubresauts. Des faucons décrivent de grands cercles autour de la piste, comme dans les films à suspense. On rabat les rétroviseurs pour se croiser. Ça passe.

Quatre mille deux cents mètres, le col. Les sommets semblent tout proches. Devant, de vastes vallées, complètement enclavées, où des champs sont cultivés par des paysans munis de houes et d'autres instruments antiques. Ici, deux vaches tirent des socs en bois. Là-bas, des troupeaux de lamas et de moutons broutent dans des champs en jachère.

La descente commence. Quelques centaines de mètres plus bas, arrêt. Une vingtaine de paysans sont occupés dans un champ. Ils cultivent collectivement la parcelle de l'un d'entre eux. Ils s'occuperont ensuite de la terre d'un autre. Et ainsi de suite. C'est la règle de cette communauté. Son président vient vers nous, reconnaissant ses hôtes, et les accompagne vers une étendue de culture de *papas*. Dans un coin, une expérimentation a été réalisée grâce à l'UNICEF, qui a fourni de nouvelles semences. On creuse, on arrache, on examine, on compare. Victoire, la « patate UNICEF » est plus grosse, moins terreuse, plus jaune. Et elle pousse plus vite. Bref, on en mangerait. L'expérience sera poursuivie et étendue puisqu'elle est concluante. Le señor Bustamante espère convaincre les paysans, grâce à ces patates plus « performantes », de cultiver d'autres légumes, pour varier l'alimentation et obtenir ainsi un meilleur équilibre nutritionnel. Il emporte les pièces à conviction. Tout le monde se congratule.

Virage. Nouvel arrêt brusque. Plus de piste. Disparue. A la place, un trou. Nous regardons, sidérés. *« Descendez*, dit le chauffeur, *je vais passer tout seul.* » Lentement, les quatre roues motrices aidant, la Toyota descend dans le trou, puis remonte de l'autre côté. Nous réembarquons.

Enfin, nous arrivons, fourbus, broyés, dans la vallée de Ccatcca. Voilà près de quatre heures que nous roulons. Nous avons fait 46 kilomètres. L'épreuve est rude, mais indispensable pour saisir la réalité. Comment aider ces populations ? L'absence de communications impose la réponse. Ici, nulle décision technocratique d'une administration lointaine (et d'ailleurs peu capable), nulle aide dirigée de l'extérieur, n'a de chances de succès durable sans l'adhésion et la participation des intéressés. Seule, la prise en charge de son développement par la Communauté elle-même peut aboutir. Ce constat fonde la stratégie d'intervention de l'UNICEF : tous les animateurs des différents secteurs aidés (éducation, agriculture, santé, etc.) sont élus par les communautés traditionnelles.

Devant nous, à flanc de colline, au milieu des champs, un *wawa-wassi* – jardin d'enfants – peint en vert. Modeste bâtiment rectangulaire, recouvert de tôle ondulée – une grande salle, une cuisine, une réserve, – il a été construit par la communauté de Ccatcca, sur un terrain communal, avec du matériel fourni par l'organisation internationale (1). Toute proche, l'école primaire. Devant les bâtiments, entourés d'un muret de boue séchée pour éviter que moutons et lamas n'entrent dans l'école, un magnifique robinet sur un socle en ciment. Tout neuf. Il est alimenté par l'eau qui descend de la montagne, retenue dans des bacs installés plus haut par l'UNICEF et qui filtrent les eaux. L'eau courante, au centre de l'ensemble scolaire, sera un moyen d'attraction de la population et d'éducation des mères et des enfants à l'hygiène. Derrière, un « jardin éducatif », comme dans la plupart des *wawa-wassi*, destiné à montrer aux familles les diverses cultures possibles et leurs mérites respectifs. Ici des fèves, des choux, des salades, et surtout des oignons, riches en vitamines.

De mai à décembre, une trentaine d'enfants de trois à six ans, plus ou moins assidus, sont accueillis tous les matins, du lundi au vendredi, pour y être éveillés, socialisés et préparés à l'école, par un « promoteur d'éducation » bénévole. L'après-midi, ils retournent dans leur famille, certains ayant déjà des tâches domestiques. La cuisine installée dans le *wawa-wassi* permettra de leur servir sur place petit-déjeuner et déjeuner, et de rééquilibrer ainsi leur mode de nutrition (plus de protéines et de vitamines, moins de bouillies). Les repas sont préparés à tour de rôle par chaque mère de famille, qui découvre à cette occasion des rudiments d'équilibre alimentaire.

On dort tout habillé

Il est vrai que la vie ici est rude : pas d'eau courante, pas de W.C. ; de l'électricité quelques heures par jour et seulement dans le bourg, vendue par un particulie qui la produit avec un bloc électrogène. Mais rien dans les fermes isolées. Le froid, en particulier à partir de 18 heures jusqu'au matin, qui empêche de se laver (mais qui, heureusement, détruit certaines bactéries ou en empêche la prolifération). Les maisons sont si froides que chacun dort tout habillé dans une seule pièce commune aux hommes et aux animaux, au sol en terre battue.

Nous nous apprêtons à descendre au village quand nous apercevons au loin, descendant la colline, une femme qui nous fait de grands signes. C'est la sage-femme de la communauté. Déjà âgée, toute sèche, un chapeau à large bord sur la tête, robe noire, mains et pieds douteux, elle nous parle de son travail. Elle nous montre un cahier où elle note scrupuleusement chaque jour ses interventions de « soins primaires », foulures, écorchures, etc. Elle tient aussi régulièrement le registre des femmes enceintes. Dans sa main, un grand cabas en plastique noir, fourni par l'UNICEF, qui contient son matériel pour les accouchements. Doit-il être stérilisé ? L'a-t-il jamais été ? Toujours est-il qu'elle étale tout sur l'herbe.

Elle est fière de sa situation, *car dans les communautés andines* les sages-femmes sont surtout des hommes. Pour des raisons d'autorité. L'UNICEF a dû, renoncer à former des jeunes femmes : les parturiantes et peut-être aussi leurs maris préféraient faire appel aux plus âgés – hommes ou femmes, – à l'hygiène douteuse. D'où une politique de formation systématique de « sages-hommes » pour réduire la mortalité, encore très élevée, chez les nourrissons et chez les accouchées.

Arrivée au bourg de Ccatcca. La place principale ressemble à un décor de western mexicain. Carrée, toute en terre, écrasée de soleil. Portes étroites, volets fermés, un hangar d'un côté, quelques femmes assises au pied d'un lavoir proche de la carcasse d'un vieux Dodge. Au-dessus d'une porte, une inscription : restaurant la Estrella.

Nous entrons dans une sorte d'étable, divisée en deux par une cloison faite de sacs de pommes de terre cousus les uns aux autres. Nous ne saurons jamais ce qu'il y a derrière, mais peut-être est-ce mieux ainsi. Il fait sombre. Une odeur écœurante flotte. Sur une table, un demi-porcelet découpé attire les mouches. Une vieille sans âge, cachée dans la pénombre, nous regarde. Elle finira tout à l'heure nos assiettes. Edwin Bustamante nous invite à essuyer soigneusement assiettes et couverts. Une soupe grasse et des côtelettes du défunt cochon de lait nous sont servis. La première bouillie, les secondes grillées : c'est mieux ainsi. Une infusion de coca pour finir.

Halte au centre de santé avant de partir. Depuis cette petite maison blanche entourée d'eucalyptus argentés, plutôt avenante, l'infirmière, aidée de trois « promoteurs de santé », fait face à tout. Elle accueille chacun avec un sourire qui cache une solide énergie. Une moto, dont elle se sert pour aller dans les fermes, est soigneusement rangée. Dans le hall, des affiches didactiques sur les préceptes d'hygiène essentiels (faire bouillir l'eau, construire des latrines, lutter contre la diarrhée, la rage, désinfecter une plaie). A côté, une salle de soins qui fait aussi fonction de laboratoire d'analyses. Devant la fenêtre, un microscope et des plaquettes d'analyses. Une autre pièce contient un réfrigérateur à kérosène pour conserver médicaments et vaccins.

Une mère arrive avec ses deux filles, en costume rouge et or, toutes trois le visage ensanglanté. Dispute familiale – le père était ivre. Mais l'infirmière, qui a l'œil plus exercé que nous, constate que le sang est sec. Les blessures datent de plusieurs jours : elle invite ses visiteuses à aller... se laver. Au fond, la petite pièce où elle vit pendant un mois durant, avant de redescendre en ville quelques jours.

« On laisse faire la nature »

En quelques minutes, il fait nuit. Au Pérou, pas de crépuscule, la nuit tombe vite et tôt (vers dix-huit heures). Il va falloir revenir aux phares.

Le froid nous saisit soudain. Nous commençons à remonter. De temps en temps, non loin de la piste, nous apercevons des silhouettes sombres, à proximité de maisons basses, sans fenêtre ni cheminée, pour mieux se protéger. Car il fait froid à 4 000 mètres. Si froid qu'un enfant sur deux en meurt dans la première année de sa vie.

Silence, magnifique et inquiétant, de la nuit. Dans le fond, tout là-bas, de petites lumières semblent proches. En fait, elles sont bien loin. Il nous faudra quatre nouvelles heures pour les atteindre.

Qui sait comment rendre accessibles ces villages andins complètement coupés du monde, et qui vivent encore comme il y a plusieurs siècles ? Certains sont à trois jours de marche du prochain bourg. Quand il pleut, la piste est coupée. Pour deux, trois, voir cinq jours. Là-haut, il ne fait pas bon être malade. J'interroge mes compagnons. *« Que se passe-t-il si une intervention urgente est nécessaire ? »* La réponse est sans ambiguïté : *« Si l'homme est transportable, on vient le chercher en Land Rover, pourvu qu'il y ait un chemin carrossable. Sinon, les hommes l'emmènent à pied, en brancard. Si c'est impossible, on laisse faire la nature... »* ■

(1) Le Pérou compte environ dix-sept millions d'habitants. Près de la moitié d'entre eux ont moins de quinze ans. Les moins de cinq ans sont plus de trois millions. Le taux de mortalité infantile atteint cent un pour mille. L'action de l'UNICEF au Pérou s'oriente en priorité vers les populations les plus défavorisées de l'Altiplano et des bidonvilles de Lima : 740 jardins d'enfants, 130 centres de santé, 600 jardins scolaires, ont été implantés dans les communautés par l'UNICEF, qui, à ce jour, a déjà formé 850 « promoteurs d'éducation » et 650 « promoteurs de santé ».

REFLETS DU MONDE

RHEINISHER MERKUR

Le moineau, ce poids lourd

« Aussi léger qu'un moineau », cet adage n'est plus de mise, ainsi que le révèle le Rheinisher Merkur. Il écrit : « Volez » la visière baissée. C'est la der- » nière barrière entre votre œil » et un canard pesant » 14 tonnes ! ». Cet extrait des instructions pour les unités aériennes de la Bundeswehr n'est pas conçu comme une plaisanterie et ile ne s'agit pas d'une coquille. Il est question de la menace émanant des oiseaux. Depuis que la propulsion à réaction permet de voler à des vitesses impressionnantes, tous les pilotes civils et militaires craignent une collision avec la concurrence emplumée. Et c'est surtout à cette époque de l'année qu'ils redoutent les oiseaux migrateurs.

» Des biologistes de l'Institut de géophysique de l'armée, à Traben-Trarbach, qui se penchent depuis des années sur ce phénomène, ont calculé l'effet der collisions avec les oiseaux : en vol à base altitude (150 à 500 m), la puissance d'impact d'un moineau, à une vitesse de 720 km/h, est de 1,4 tonne. L'impact d'une grue, à la même vitesse, correspond déjà à 320 tonnes. Et quand un cygne entre en collision avec un appareil lancé à basse altitude à 720 km/h, la force d'impact atteint bel et bien 480 tonnes.

» Il ne s'agit pas de simple théorie : des étourneaux, des corneilles et des canards sauvages ont déjà percé des cockpits en verre blindé, déchiré des carcasses d'aluminium comme du papier et déformé ou crevé des ailes. Il y a quelques années, un tel projectile biologique, sous forme d'une buse, a percé le cockpit d'un Startfighter, la combinaison du pilote et blessé gravement l'homme assis au manche. Après un atterrissage de fortune, il fallut extraire les restes du volatile de la poitrine de l'infortuné pilote.

» Le danger n'est pas moins grand pour l'avion et ses occupants quand un oiseau est aspiré par les tuyères. De tels accidents occasionnent chaque année des dommages de plusieurs millions de marks et ont déjà fait s'écraser au sol des appareils de la taille d'un Jumbo-Jet. On a déterminé que, près d'une base aérienne au Schleswig-Holstein, 50 % des accidents de vol étaient dus à des collisions avec des oiseaux. L'examen des restes prouve que ce sont surtout des étourneaux, des grives, des corneilles, des vanneaux, des mouettes et des perdrix qui endommagent les avions à proximité des aéroports et des bases aériennes. »

TROUD

Les privilèges des chiens

Les huit millions de chiens soviétiques sont dans le collimateur, accusés du crime le plus grave par les temps qui courent en U.R.S.S. : ils retirent la nourriture de la bouche des travailleurs. Il y a deux ans, le conseil des ministres de la fédération de Russie avait déjà imposé aux chiens et aux chats une visite médicale annuelle, dont seuls sont dispensés... les animaux du K.G.B. (sécurité d'Etat). Les animaux domestiques sont dotés d'un véritable livret de santé, où figurent jusqu'à leur nom et adresse. S'ils sont surpris en flagrant délit de « vagabondage », c'est la condamnation à mort.

A présent, c'est le journal des syndicats, *Troud*, qui joue les procureurs. Il réclame des mesures énergiques et immédiates alors que, de la façon la plus sérieuse, le comité central du parti sera prochainement appelé à adopter un plan alimentaire spécial pour l'U.R.S.S.

En tête de ses préoccupations, le journal note le fait que les chiens mangent de la viande (aucun aliment spécial pour animaux n'est commercialisé en U.R.S.S.). Or cette denrée est souvent rationnée et l'Etat la vend à perte. Selon les chiffres officiels, un Soviétique consomme moins de viande qu'un Polonais soumis à l'état de guerre. Pour donner un exemple, dans une ville comme Bakou (sud de l'U.R.S.S.), la ration mensuelle par personne est actuellement d'un kilo. Mais les chiens, eux, dévorent, selon *Troud*, des millions de tonnes de viande par an.

La solution proposée par *Troud* : limiter le nombre de chats et de chiens en instituant une taxe mensuelle sur les animaux selon divers critères... dont leur appétit. Déjà, un impôt annuel est à l'étude. Un chien serait taxé 200 roubles par an, selon un projet avancé. Mais des voix se sont élevées, faisant remarquer que, à ce prix-là (l'équivalent d'un trimestre de pension pour un vieillard), bon nombre de personnes âgées se retrouveront désespérément seules.

LE SOIR

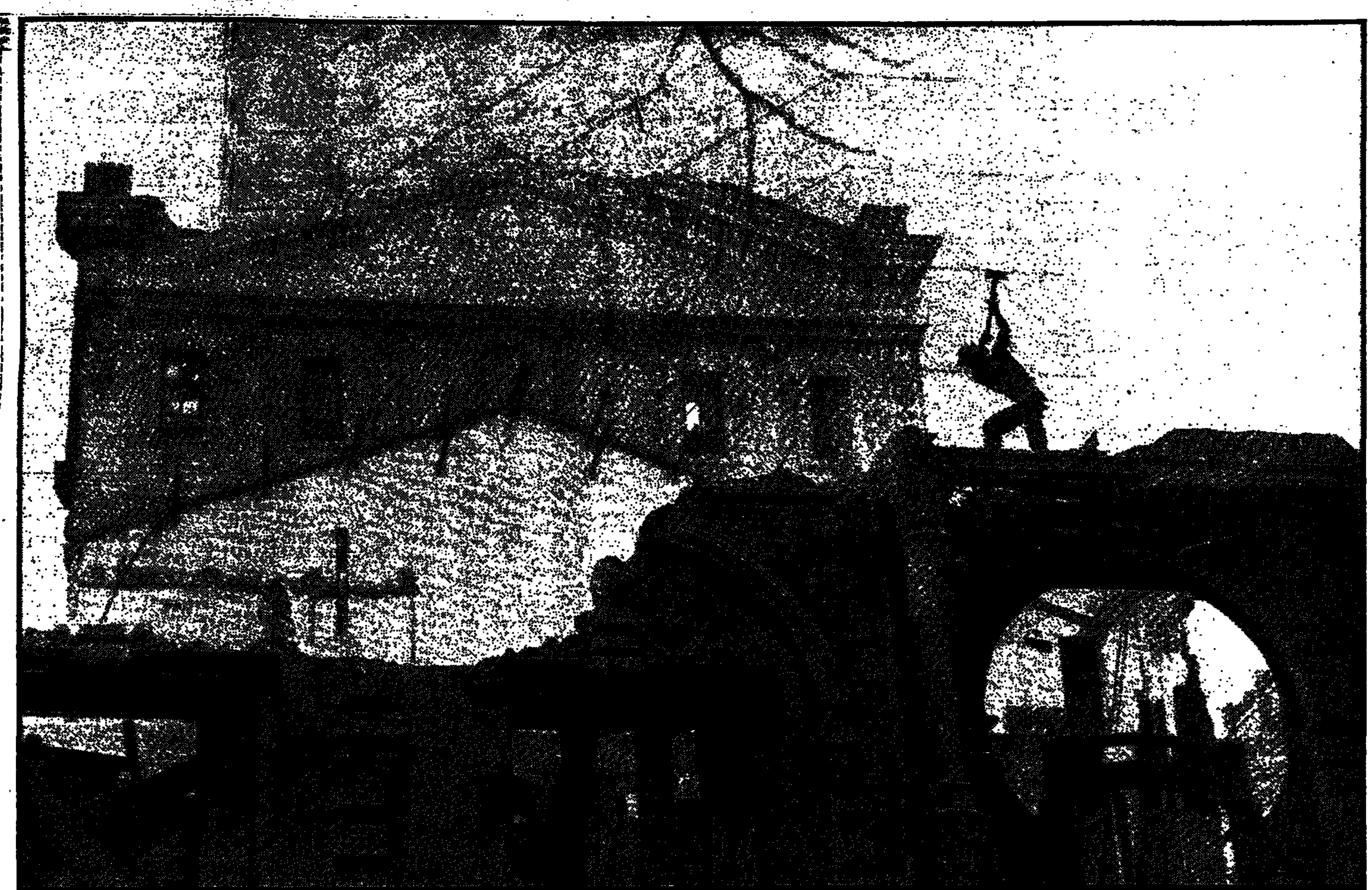
Détecteur de vie

On trouve de tout à l'exposition internationale des inventeurs qui s'est ouverte récemment à New-York. Parmi les deux cents inventions présentées par cent trente exposants venus des quatre coins du monde, le quotidien *Le Soir*, de Bruxelles, a retenu tout particulièrement le *« détecteur de vie »*, proposé par un Mexicain. Il est constitué d'un ensemble de fils électriques reliant le corps d'un présumé défunt à un système d'alarme. Selon le fabricant, c'est le seul système au monde qui permette d'éviter d'être embaumé ou enterré vivant !

FINANCIAL TIMES

Assurances matrimoniales en R.D.A.

Chaque semaine, les Allemands de l'Est ont droit, pour 15 pfennig, à un hebdomadaire dont la *« Une »* ne réserve guère de surprise mais dont l'intérieur leur offre la rubrique très prisée des petites annonces personnelles. Le *Financial Times* se livrait récemment à une analyse de contenu de cette rubrique, où ni l'imagination, ni l'humour, ni la détresse affective des cœurs solitaires ne le cèdent généralement aux préoccupations très matérielles des habitants de la R.D.A. La mention *« aime les voyages »*, indique le quotidien, signifie généralement que la dame seule attend de son partenaire qu'il possède une voiture. Celle qui a le privilège de disposer d'une résidence secondaire le fait savoir en précisant qu'elle cherche un compagnon *« qui s'intéresse au jardinage »*. Typique de cette approche assez pragmatique, cette annonce récemment parue *« cherche un compagnon (diplômé en électricité), capable de s'occuper d'un magasin d'appareils électriques à Dresde »*. Certains parviennent à échapper à la censure en demandant une insertion non pas dans la rubrique *« annonces matrimoniales »* mais dans la rubrique *« recherche de correspondants »*. Ainsi cette jeune femme de Berlin-Est qui *« cherche un correspondant qui s'intéresse... aux photos de nu »*. Parfois enfin, rapporte le *Financial Times*, les annonces matrimoniales sont signées des initiales *« m-l. W.A. »* (marxistische-leninistische Weltanschauung), ce qui signifie que le cœur solitaire est membre du parti communiste et attend de son partenaire qu'il ou elle en fasse également partie.



RENÉ BURRI/MAGNUM

Signes

Rêver sa ville

par FRÉDÉRIC GAUSSEN

LORSQUE la France eut à remettre debout les ruines de la guerre, puis à édifier ces innombrables ensembles urbains destinés à accueillir les migrants des campagnes et du tiers-monde, il apparut qu'une race nouvelle de démiurges était née : celle des architectes et des urbanistes. De leur cerveau allaient surgir les dessins et les perspectives contenant tous les gestes de notre vie : intime et domestique, civique et spirituelle, sociale et professionnelle... Leurs interventions ne laissaient rien au hasard : de la couleur des boutons de porte à l'orientation des églises, de l'emplacement des éviers à la conception des hôtels de ville et des centres culturels, ils avaient l'œil à tout, signant les moindres détails de notre environnement, prévoyant les façons dont nous allions cuisiner, circuler, flâner, nous rencontrer, jouer, travailler.

Notre confiance dans leur mission était d'autant plus grande que les bienfaits de leur action sautaient aux yeux. L'architecture concentrée et verticale permettait de donner à une foule de gens, vivant jusque-là dans des conditions sordides, des avantages auxquels ils n'osaient rêver : l'eau courante, l'air, le chauffage, la proximité des services et des commerces. Le confort et la santé — donc le bonheur...

Puis, le temps passant, un doute s'est installé. Il a semblé que toutes ces promesses mirifiques n'étaient pas tenues. On a parlé du malaise des grands ensembles et des villes nouvelles, des dangers de la promiscuité et de l'entassement, des méfaits de l'isolement et de l'insécurité, de l'ennui des jeunes et de la frayeur des vieux. Certes, ces critiques pouvaient être réfutées : les inconvénients dénoncés ne provenaient-ils pas d'abord de l'incurie des services publics ou de la rapacité des promoteurs, du chômage ou de la crise de l'école ?

Pour pertinentes qu'elles soient, ces réponses ne semblent pas entièrement satisfaisantes. Elles paraissent trop simples, trop logiques. Il y a quelque chose d'autre, de plus insaisissable, qui tient à la nature — profondément irrationnelle — du lien entre l'individu et son environnement. Il est bien difficile de savoir pourquoi on se trouve bien — ou non — là où on habite. Bien sûr, il y a des critères évidents qu'on peut lire dans la cote du marché immobilier. Certains immeubles, certains quartiers, sont plus appréciés parce que plus confortables et mieux situés. Mais cela ne suffit pas à tout expliquer. Pourquoi, par exemple, deux quartiers apparemment identiques, par leur construction ou leur population, n'ont-ils pas la même réputation ? Ou, encore, pourquoi des habitants d'un même quartier peuvent-ils porter sur celui-ci des appréciations aussi divergentes — et en tout cas très différentes de celles des gens qui en sont extérieurs ?

∴

Certains sociologues ont commencé à s'intéresser à ce phénomène et à tenter d'analyser ces curieuses relations entre l'homme et sa ville — en particulier ceux du Centre de sociologie urbaine de l'université des sciences sociales de Grenoble, dirigé par Pierre Sansot. Une récente étude, réalisée par deux membres de cette équipe — Yves Chalas et Henry Torgue — parmi les habitants de la banlieue grenobloise d'Echirolles, montre en particulier à quel point une réalité urbaine, apparemment fort banale, peut être vécue de façon diverse et contradictoire (1). A croire que, selon les interlocuteurs, on ne parle pas des mêmes lieux.

Ces deux chercheurs ont retiré de cette enquête la conviction que la thèse selon laquelle la vie des gens était conditionnée par leur cadre de vie était une idée... d'urbaniste, qui ne correspond pas à la réalité. Les relations entre l'individu et la ville sont en fait beaucoup plus subjectives. Elles relèvent de l'imaginaire. Chacun construit sa façon de vivre à partir *de sa vie personnelle, de son histoire,* de ses rêves, de ses ambitions ou ses désillusions — de son petit cinéma intérieur.

C'est ce qui explique en particulier que les citoyens aient généralement si peu de chose à dire, lorsqu'on les interroge sur ce qu'ils souhaiteraient pour leur ville ou leur quartier. Mises à par les commodités élémentaires, ils se moquent du reste. Que les urbanistes fassent leur boulot. Eux se chargent de vivre à leur façon, dans le cadre qu'on leur aura fixé. C'est un problème à régler avec eux-mêmes. Quel que soit l'agencement des rues et des immeubles, les distances et les perspectives, c'est à eux qu'il reviendra finalement de faire que ce soit joyeux ou mortel. Personne ne sera triste ou heureux à leur place.

Il y a bien des façons de regarder par la fenêtre, de faire ses courses, de prendre l'autobus, d'accompagner ses enfants à l'école, de flâner le dimanche. L'idée qu'il y aurait des quartiers pour le drame et d'autres pour la romance est bonne pour les cinéastes ou les touristes. On peut s'aimer dans les H.L.M. et s'assassiner dans les beaux quartiers. Les vieux ouvriers nantais interrogés par le sociologue Jean Peneff évoquent avec nostalgie les anciens quartiers populaires : le soir, on s'asseyait devant la porte et on causait, tandis que les enfants jouaient dans la rue. C'était pauvre et insalubre, on était fatigué, mais il y avait de l'amitié (2).

On fait sa ville comme on fait sa vie, chacun avec ses moyens et ses fantasmes. Dans leur livre *Villes imaginaires*, Alain Pessin et Henry Torgue distinguent six modèles d'habitants (3).

L'étranger. Pour lui, qui est à la fois en dedans et en dehors, la ville demeure éternellement indéchiffrable. Il ne la comprend pas. Elle ne lui parle pas. Il ne parviendra jamais à la pénétrer.

L'assiégeant. Fasciné par la ville, il désire l'investir, la mettre à sa merci, la plier à sa fantaisie mais de façon purement symbolique. L'artiste, qui fera de la ville la figuration de son imaginaire personnel, le gangster et le policier, qui rêvent de la quadriller et d'en contrôler les moindres recoins, sont des assiégeants.

L'errant. Il voit la ville comme un vaste vide à combler, un lieu de perpétuelle surprise, où tout est sans cesse à revoir. Pour lui, la ville est toujours inachevée, elle a toujours un secret à livrer. Mais, comme il va sans but, il est le jouet des manipulations. Il se croit libre, mais il suit des circuits prévus. Il ne construit pas la ville, mais se contente d'en suivre les pentes.

L'acteur. Il veut à tout prix façonner, organiser, intervenir. Il rêve de transformer, d'adapter, de laisser son empreinte. Il est convaincu qu'on a besoin de lui. L'homme politique, le militant de base, l'animateur et évidemment l'urbaniste et son double honteux, le promoteur, sont des acteurs-types.

Le solitaire. Lui n'a besoin de personne pour régler ses affaires. Il a pris le parti de se fondre dans la ville, de disparaître en elle. Il a sélectionné quelques lieux qui lui conviennent et se contente de s'identifier à eux. Il ne demande rien d'autre à la ville, n'en attend rien. Il n'a pas de projet. Il souhaite seulement s'incruster dans la place qu'il s'est choisie.

Le barbare. Vouant la ville un désir plein de haine, il rêve de la marquer, de la détruire, de la brûler. Il voit dans la ville l'image de sa propre malédiction et n'a de cesse de l'en punir. En ne signant pas ses méfaits — graffiti, bris de vitrines, détérioration d'objets publics, agressions sans motifs... — il se venge doublement, puisqu'il satisfait son agressivité et rend la ville invivable. Le forcené ou le monstre, qui par des crimes sournois et impunis font de la ville un enfer, sont des barbares très réussis.

∴

On pourrait sans doute concevoir bien d'autres modèles, tant sont diverses les sources auxquelles s'alimente l'imaginaire de l'homme des villes. D'autant que — on s'en aperçoit de plus en plus — la ville n'est qu'une partie de la vie. C'est un espace en creux. Comme pour la châtier de l'emprise qu'elle exerce sur nous, on cherche à la fuir, par la pensée ou physiquement. Les départs des week-ends, ceux des vacanciers et des retraités, montrent que beaucoup de gens des villes n'ont qu'une envie : la quitter. L'urbain est un individu en transit, vivant, mentalement et matériellement, dans un espace flou, et ne sachant pas très bien ce qui — hormis les nécessités de la vie professionnelle — le retient là où il est.

Cet état d'entre-deux, ce sentiment du provisoire, expliquent en partie les déconvenues des militants de la vie locale ou associative, qui se plaignent de l'indifférence de leurs voisins. C'est qu'en fait ils sont là sans y être. Leur esprit est ailleurs. Les projets des autres — des gens organisés — ne sont pas les leurs. Eux, ont déjà assez de mal à vivre au jour le jour, à se reconnaître dans le méli-mélo de la vie moderne, à se débrouiller avec leurs propres désirs, sans aller, en plus, s'occuper des problèmes de la cité. Si la France rurale est devenue, en trente ans, un pays urbain, les Français, eux, ne se sont pas métamorphosés pour autant. Par l'esprit, ils sont encore en chemin. Ni vraiment là-bas, ni tout à fait ici. Il faut du temps pour devenir un vrai citadin. Des générations peut-être...

Les urbanistes et les architectes ont donné à la France l'eau courante et le gaz à tous les étages. Ils ne leur ont pas donné, avec la clef de leur F4, le mode d'emploi de la ville. L'imaginaire urbain se coule moins vite que le béton. C'est pourquoi, dans ces cités nouvelles, les étrangers, les errants et les barbares sont plus nombreux que les acteurs. Violents ou passifs, beaucoup en veulent à la ville d'être pour eux une énigme. Ce n'est pas tant son inconfort ou sa laideur qu'ils dénoncent que ses aspects incompréhensibles.

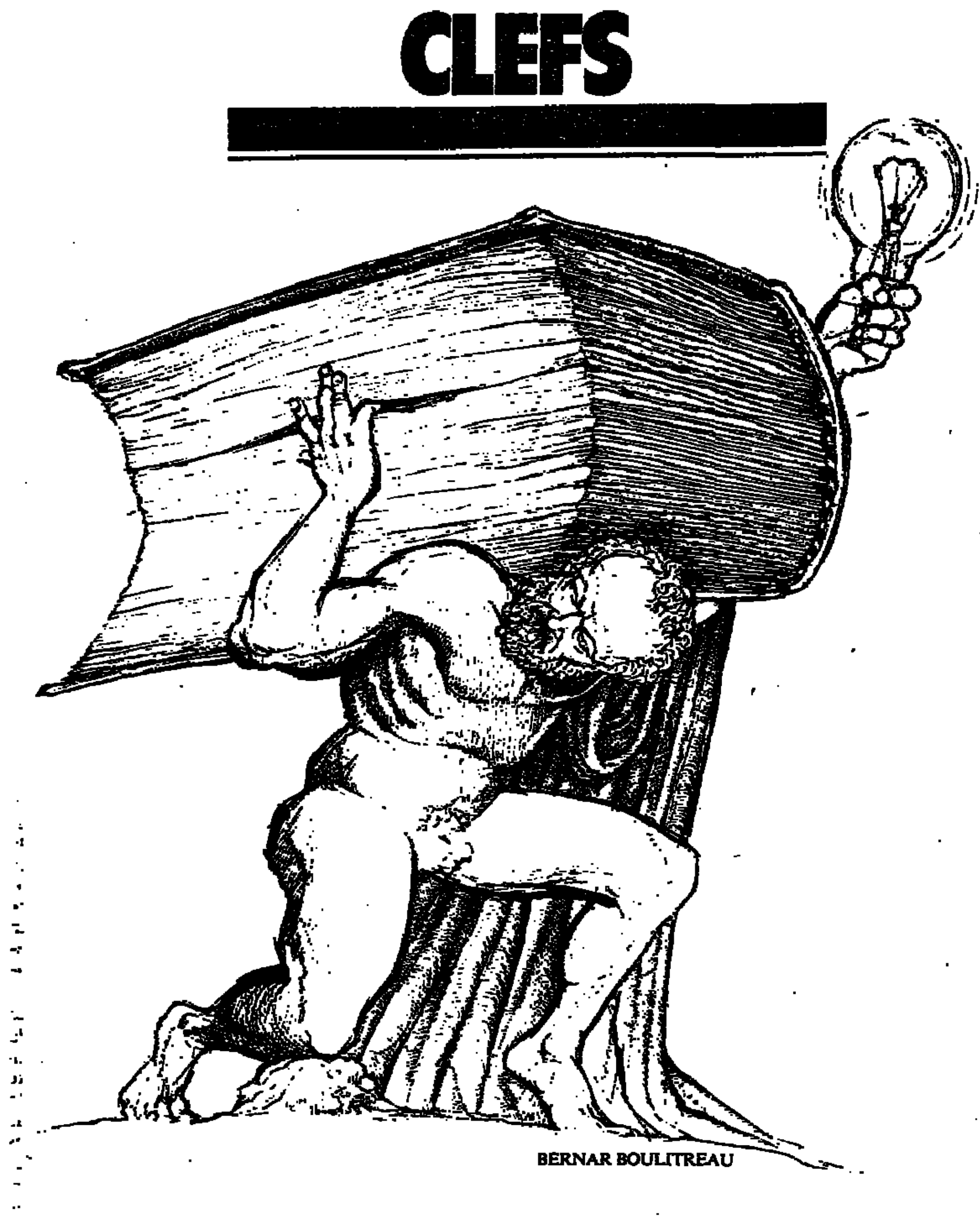
C'est son histoire qui donne à la ville son sens. Car une ville n'est pas faite seulement de pierre, mais d'hommes. Elle est le résultat d'une lente accumulation de gestes et de regards, d'habitudes et d'usages. Cela, nul architecte ne peut l'édifier. Ce sont les habitants, et non les urbanistes, qui construisent les villes. ■

(1) Yves Chalas et Henry Torgue. *La Ville latente. Espaces et pratiques imaginaires d'Echirolles*. Equipe de sociologie urbaine. Université des sciences sociales. Palais de l'université. Place de Verdun 38000 Grenoble.

(2) Jean Peneff. *Autobiographies de militants C.G.T.U.-C.G.T. Les cahiers du Lersco.* Université de Nantes. № 1, décembre 1979.

(3) Alain Pessin et Henry Torgue. *Villes imaginaires*. 1980. Editions du champ urbain. 74, rue de la Fédération, 75015 Paris.

CLEFS



BERNAR BOULITREAU

Jürgen Habermas, défenseur de la « modernité éclairée »

Avec sa nouvelle somme de 1 200 pages, le philosophe allemand Jürgen Habermas tente de faire la théorie de la société moderne. En luttant sur deux fronts : la nouvelle droite et le « social-romantisme » des gauchistes.

JACQUES LE RIDER

ON attendait depuis longtemps le nouveau livre du philosophe et sociologue Jürgen Habermas, qui avait laissé filtrer quelques éléments de ses réflexions récentes dans la préface au recueil *Situation intellectuelle de notre époque* (1), et dans son discours de septembre 1980, « La modernité, un projet inachevé » (2). Le bruit courait que se préparait un ouvrage majeur.

Une vraie provocation ! A l'heure où les démarches théoriques s'essoufflent, où les essais d'humeur supplantent les systèmes, où les éditeurs conseillent de faire court et « grand public », Jürgen Habermas publie d'un coup quelque mille deux cents pages ardues sous le titre rebutant de *Théorie de l'action communicationnelle.* Premier tome : *Pour une critique de la raison fonctionnaliste.* Deuxième tome : *Rationalité de l'action et rationalisation sociale.*

Chez Suhrkamp, l'éditeur de Francfort, on avait prudemment limité la première édition de cet éléphant philosophique à quatre mille exemplaires. Il fallut se hâter d'en retirer quatre mille... Puis encore quatre mille... Si grand est le prestige de Jürgen Habermas. A l'heure qu'il est, plus de dix mille personnes visitent le monument, et bien peu en ont achevé de tour complet. Voici un premier croquis d'orientation.

On trouve de tout dans ces deux tomes. Une impressionnante érudition, qui se traduit par trente-trois pages de bibliographie. Tantôt le style un peu soporifique d'un cours en amphithéâtre, tantôt la hardiesse improvisatrice d'un article d'actualité. Une grande patience pédagogique, mais qui s'adresse à des lecteurs déjà plus ou moins familiers de la tradition kantienne, de Hegel, de Max Weber, de Marx, de Lukacs, de l'école de Francfort, sans compter quelques références moins attendues chez Habermas : Emile Durkheim, George Herbert Mead.

Sans doute n'est-il pas exagéré de comparer la somme de Jürgen Habermas aux célèbres livres d'Adorno et Horkheimer, *Dialectique de la raison* et *Eclipse de la raison*, écrits pendant la guerre et parus en 1947. Ces deux essais pessimistes démystifiaient la tradition prétendument libératrice des Lumières. Ils montraient que la rationalisation technocratique du monde avait permis de contrôler les forces naturelles, sans contribuer au progrès moral, ni à la justice sociale, ni tout simplement au bonheur.

Les fondateurs de l'école de Francfort n'avaient jamais surmonté, après 1945, ce scepticisme désespéré. Mais Jürgen Habermas appartient à une autre génération, qui a vécu différemment le choc du nazisme et pour qui l'après-guerre et les belles années de la République fédérale ont confirmé que les institutions de la démocratie pouvaient aider à la réalisation du programme des Lumières.

Pour Jürgen Habermas, « l'automne allemand » de la fin des années 70 a constitué un traumatisme historique comparable, toutes proportions gardées, au choc du nazisme pour Adorno et Horkheimer. Les réactions au terrorisme, puis la crise économique, ont mis en évidence la fragilité des acquis démocratiques. Habermas est redevenu intellectuel engagé, après quelques années d'effacement. Et, contrairement à toutes les apparences, l'énorme *Théorie de l'action communicationnelle* est un livre militant. Un acte de foi en la démocratie moderne.

L'appauvrissement du monde vécu

Jürgen Habermas, qui se définit comme un partisan du « réformisme révolutionnaire » (3), lutte sur deux fronts. D'un côté contre la nouvelle droite qui parodie la critique des Lumières par Adorno et Horkheimer en identifiant modernité et nihilisme, interventions de l'Etat et totalitarisme, critique du militarisme et connivence avec le communisme, féminisme et destruction de la famille, gauche et terrorisme. Ces nouveaux réactionnaires veulent faire table rase de toute modernisation sociale, pour revenir aux sources du capitalisme, présentant la régression comme un progrès.

De l'autre côté, Habermas ne veut pas céder au « social-romantisme » des mouvements contestataires, écologistes, alternatifs, pacifistes... dont la coalition bigarrée représente près de 10 % de l'électorat de R.F.A. Il analyse, avec une évidente sympathie mais aussi beaucoup de sévérité, ces enfants terribles des Lumières, qui veulent mener à bien leur émancipation en coupant court à toute réflexion théorique. Ce spontanéisme ne peut, dans le meilleur des cas, que maintenir passagèrement des formes de vie frappées d'archaïsme.

Ces mouvements s'insurgent contre la « *colonisation du monde vécu* » qui constitue un des thèmes majeurs de l'ouvrage. Montrant l'actualité de Max Weber, qui décrivait le « *désenchantement du monde* » sous l'empire de la raison froidement instrumentale, Habermas rappelle qu'au départ les Lumières visaient la réconciliation de la technique avec la rationalité morale et les valeurs esthétiques. Bien au contraire, la rationalisation d'une culture des experts et des spécialistes appauvrit le monde vécu.

La modernisation sociale induite par les mécanismes de la croissance bouleverse l'écologie des formes de vie. « *La rationalité économique et administrative envahit des domaines de l'existence où dominent les tâches de la tradition culturelle, de l'intégration sociale et de l'éducation, et qui relèvent d'autres critères : ceux d'une rationalité communicationnelle.* »

On touche ici au cœur des deux volumes de cette *Théorie.* L'école de Francfort, même au temps de son exil américain, était restée coupée des grands courants de la philosophie anglo-saxonne. Or Habermas élargit son horizon théorique en exploitant la philosophie analytique et surtout le pragmatisme de George Herbert Mead.

Transparence

La philosophie et l'anthropologie analytiques ont montré que toute culture, toute forme de vie, tout jeu de langage, constituent leurs propres critères de rationalité. Chez Mead, la théorie de l'interaction révèle que la tradition du pragmatisme recèle également une théorie de la rationalité. Enfin, Habermas réactualise Emile Durkheim, chez qui la société a par rapport à l'individu les attributs de la raison : relativement permanente et transcendante aux individus.

Synthétisant ces courants de pensée, Habermas réaffirme sa confiance en une rationalité qui assure le progrès de la communauté humaine. Et cette rationalisation se présente comme indissociable du langage. L'utopie habermassienne d'une forme de vie « communicationnelle » se rapproche un instant de l'herméneutique de Hans Georg Gadamer (4), qui loge toute vérité dans le dialogue. Mais Habermas refuse de s'en tenir à la discipline herméneutique où le moment de l'autorité l'emporte sur celui de la critique.

La lourde machine de Jürgen Habermas relève le défi que la crise économique et psychologique de la démocratie moderne lance à la réflexion philosophique. A l'hypercomplexité de la société contemporaine correspond l'hypersubtilité d'un montage théorique proche de l'éclectisme. Habermas défend la « *modernité éclairée* » contre les réactions « post-modernes » et le romantisme antimoderne. A droite, on se moquera de sa foi inébranlable en la raison, à gauche on le trouvera beaucoup trop sage.

« *L'Etat moderne doit être la* polis *grecque, sans l'esclavage* », écrivait Horkheimer en 1942. A son tour, Jürgen Habermas rêve d'une transparence intersubjective qui reconcilierait socialisation et spontanéité, interdépendance et liberté, résistance et tolérance. Mais cette théorie du fonctionnement possible d'un concensus rationnel met cruellement en évidence combien nous sommes encore loin de l'achèvement du projet des Lumières... ■

(1) Compte rendu dans *le Monde Dimanche* du 16 décembre 1979.

(2) Traduit par Gérard Raulet dans *Critique.* Numéro spécial *Vingt ans de pensée allemande*, septembre 1981.

(3) Interview de J. Habermas dans le *Monde Dimanche* du 19 octobre 1980.

(4) Interview de H.G. Gadamer dans *le Monde Dimanche* du 19 avril 1981.

* Jürgen Habermas, *Theorie des kommunicativen Handelns*, 2 volumes, 534 p. et 634 p., éditions Suhrkamp Francfort, 48 DM (relié : 98 DM).

RELÈVE

Felix Rohatyn : un banquier contre Reagan

Ancien gouverneur de la Bourse de New-York, associé de la banque Lazard Frères, Felix Rohatyn, a sauvé de la faillite la ville de New-York en 1975, grâce à la stratégie de la concertation. Il rêve d'appliquer cette thérapeutique à la nation tout entière, pour la sauver de la crise et de Reagan.

PIERRE DOMMERGUES

DÈS l'été 1980, lorsque la convention de Chicago avait choisi M. Ronald Reagan comme candidat du parti républicain à la présidence, Wall Street n'avait pas caché sa réticence à l'égard d'un programme économique considéré comme archaïque. Aujourd'hui, c'est un rejet franc et massif dans la communauté des grandes affaires.

La question de l'après-reaganisme se pose – moins en terme de personnalités que de philosophie politique. Un virage plus à droite n'est pas à exclure, mais un retour à un libéralisme *new-look* paraît plus vraisemblable. Le grand patronat américain sait – aujourd'hui comme hier – que seule la paix sociale peut assurer la reprise durable des affaires.

Quels peuvent être les axes d'un néo-rooseveltisme dans un monde où la croissance est réduite, où la puissance américaine n'est plus ascendante, où la différence s'accentue entre les classes sociales et les nations ? L'Etat aura un rôle accru dans l'accumulation du capital. La concertation se développera dans le cadre de la décentralisation. Des sacrifices seront exigés de tous les partenaires sociaux. Mais sur quelles bases ?

Ancien gouverneur de la Bourse de New-York, associé de la banque Lazard Frères, administrateur de plusieurs sociétés américaines et étrangères, Felix Rohatyn a sauvé de la faillite la ville de New-York en 1975. La concertation est au cœur de sa stratégie. Réunis autour d'une table, sous sa présidence, les représentants des syndicats, des banques et des autorités de la ville et de l'Etat ont élaboré un nouveau « contrat social ». Une telle thérapeutique peut-elle être appliquée à l'échelle de la nation ?

***

« On parle du déclin relatif de la puissance américaine sur le plan intérieur et extérieur. Quel est votre diagnostic sur l'état de la nation ?

– L'économie américaine est très faible. Une relance temporaire n'est pas impossible. Mais je ne vois aucun signe d'amélioration à terme. Le taux d'intérêt va peut-être fléchir, mais trop tard et insuffisamment pour permettre la relance. La situation est la plus grave que j'aie connue depuis plus de trente ans que je suis dans les affaires.

» Il y a des facteurs objectifs – tels que le taux d'intérêt, – mais il y aussi une perte de confiance sans précédent. La menace d'un déficit budgétaire d'un demi-trillion de dollars au cours des prochaines années inquiète, au même titre que l'accroissement du budget militaire qui s'accompagne d'une baisse des revenus de l'Etat. Les gens ont peur. L'administration avait tant promis. Tous les problèmes devaient être réglés sans peine, comme par magie. Le président Reagan est le maître de la communication. Il a dit aux Américains ce qu'ils voulaient entendre. On l'a cru. Mais maintenant rien ne va plus. Reagan est en train de payer la rançon d'un système de télévision qui transforme les hommes en héros, mais qui montre aussi les rois dans leur nudité.

– Comment s'explique la grève de l'investissement, qui a commencé bien avant l'arrivée au pouvoir du président Reagan ?

– Deux raisons essentielles : la faiblesse de la consommation intérieure et la pression de la concurrence étrangère. Il y a deux façons d'investir : ou bien vous empruntez, ou bien vous mettez de nouvelles actions sur le marché. Ce qui a constitué la force économique et industrielle de notre pays, c'est son marché des valeurs. Ce marché est mort il y a une dizaine d'années. Sauf dans quelques secteurs de croissance – comme l'énergie et les technologies de pointe. Mais les industries traditionnelles de l'acier ou de l'automobile ne sont plus capables de créer un capital d'actions. Par suite, leur capacité d'emprunt est limitée. Elles empruntent trop (Chrysler), ou pas assez, et finissent par tomber dans des difficultés financières.

» Ajoutez à cela la récession et les réductions d'impôts. L'impôt sur les bénéfices n'a pas disparu, mais il a été fortement réduit. Un grand nombre de sociétés ne paient pratiquement plus d'impôts. Si vous avez de l'argent en banque, il est plus intéressant de le placer sur le marché financier, à 15 ou 16 % avant l'impôt. Nous avons créé des structures qui favorisent l'épargne, mais pas l'investissement. L'administration Reagan doit comprendre que l'épargne ne produit pas automatiquement l'investissement. On ne construit pas des usines parce qu'il y a des dégrèvements d'impôts, mais parce que la demande l'exige. Nous avons tué la demande. Nous avons créé une situation où les Américains épargnent alors qu'ils devraient consommer.

Sécurité à vie

– La dislocation de la coalition libérale, formée par Roosevelt à l'époque du New Deal, n'explique-t-elle pas, plus en amont, la dimension politique de la crise ?

– Cette coalition regroupait les sudistes, les cols bleus, les Noirs, les Hispaniques, les juifs, les citadins, les syndiqués – bref, ceux qui voulaient progresser dans la hiérarchie sociale. Le programme était centré sur le développement de la demande, et non de l'offre. L'alliance reposait sur la croissance, l'emploi et la sécurité. La sécurité, c'était la protection des dépôts bancaires et des hypothèques, et, sur le plan social, l'aide notamment aux personnes âgées.

» Mais, avec la grande société du président Johnson, les exigences se sont accrues : « *Nous voulons la sécurité à vie, l'assurance à 100 % contre la maladie et contre la pauvreté. Le tout indexé au coût de la vie.* » Les intentions étaient bonnes, mais certaines applications se sont avérées excessives : elles ont détruit l'esprit d'initiative, créé la confusion entre la notion d'égalité des chances et celle d'égalitarisme, et engendré la faillite.

» C'est une des raisons du ressentiment de la classe moyenne, persuadée que l'Etat gaspille son argent, soit en le donnant à des gens qui ne travaillent pas, soit en menant des guerres qu'elles ne veut pas.

» Un autre facteur de désintégration est le déclin des partis politiques. La télévision a sa part de responsabilité, puisqu'elle permet à un candidat de se faire élire sans base politique, sans programme, sans engagement envers son parti – à la seule condition qu'il dispose de l'argent nécessaire pour se faire connaître. Le président Carter, par *exemple, ne représentait* pas les démocrates.

Concertation

– Première métropole touchée par le fléau de la crise fiscale qui allait dévaster la plupart des cités américaines, New-York était, en 1975, au bord de la faillite. Vos amis, comme vos ennemis, reconnaissent que vous avez « sauvé » la ville. Votre stratégie de sortie de crise était fondée sur la volonté de concertation et le principe du partage des sacrifices. Vous avez jeté les bases d'un nouveau contrat social. Quelle a été votre démarche ?

– Il fallait impliquer la responsabilité de chacun, et en particulier de l'Etat de New-York. Techniquement, nous avons institué deux organismes : le MAC (Municipal Assistance Corporation), composé de neuf personnalités privées, chargé de restaurer la situation financière de la ville. Le F.C.B. (Financial Control Board), composé de trois personnalités indépendantes et de quatre élus (le gouverneur, le maire, les contrôleurs financiers de l'Etat et de la ville), dont le rôle est d'accepter, refuser ou amender le budget.

» Nous avons réuni – autour d'une même table – les forces essentielles de la ville, à savoir les syndicats des employés municipaux et les banques. Dans ces négociations, je représentais l'Etat de New-York. De fait, l'Etat, les syndicats et les banques ont négocié ce qu'on peut appeler un contrat social. Pour des raisons *stratégiques*, nous avons pensé – le gouverneur, ses adjoints et moi-même – que le seul type de solution crédible était d'intéresser les syndicats. Ces derniers disposent d'énormes fonds de retraite – 9 milliards en 1975, aujourd'hui 12, 13 ou 14 milliards. Je proposai donc aux syndicats de devenir co-investisseurs, presque à parité avec les banques.

» Ensuite, il a fallu obtenir des concessions des uns et des autres. Pour les syndicats, la réduction de la force de travail, des salaires et des avantages sociaux en même temps que l'amélioration de la productivité. Pour les banques, des taux d'intérêt faibles et à long terme. Pour les politiciens, la suppression de la gratuité de l'enseignement supérieur (un acquis vieux de cent vingt ans) et l'augmentation du tarif des transports publics. Pour l'Etat de New-York, la prise en charge du coût de fonctionnement des tribunaux et du système pénitencier.

» La négociation n'a pas été facile. Les salaires ont été gelés pendant deux ans. Les syndicats ont apporté 2,5 milliards de dollars, les banques 1,8 milliard et nous avons réussi à trouver en tout 8 milliards au cours des six au sept dernières années. Après quoi, nous sommes allés à Washington, unis. Là aussi, c'était une première. Et nous avons dit au *gouvernement fédéral* : *« Vous n'avez peut-être pas envie de nous aider, mais si la ville s'écroule, c'est l'Etat de New-York tout entier qui s'écroule avec elle. Au lieu d'un problème de 12 milliards de dollars, vous en aurez un de 35 milliards. Voyez où est votre intérêt. »* Le gouvernement nous a apporté son soutien financier.

» Le bilan est globalement positif. En ce qui concerne les syndicats, la concertation a permis de maintenir le niveau de désaccord au point le plus bas que nous ayons connu dans cette ville. Le dialogue permanent entre le syndicat et la banque est assuré grâce à un organisme, M.U.F.L. (Municipal Unions and Financial Leaders), qui organise, tous les mois ou tous les *deux mois, une rencontre entre* les leaders syndicaux et les leaders financiers de la ville.

– Cette stratégie locale de sortie de crise – fondée sur la négociation entre les partenaires sociaux et impliquant la responsabilité accrue des pouvoirs publics – peut-elle être *reprise sur le plan national* ?

– La stratégie est plus difficile à réaliser sur le plan national. Mais, il y a des solidarités. La nation, comme New-York, est divisée en zones riches et pauvres, et les différences de classes sont très marquées. L'ensemble du pays, comme New-York, a perdu de très nombreux emplois par suite du déclin de la productivité et de l'augmentation des charges sociales. L'Amérique tout entière doit sortir du déséquilibre budgétaire par la croissance.

» Le gouvernement a non seulement le droit – mais le devoir – d'intervenir afin de réduire les déséquilibres et créer une certaine stabilité. Mais la planification nationale n'est pas la solution et l'Etat doit créer des emplois *par l'intermédiaire du* secteur privé.

» Je propose que soit créée une banque d'investissement d'Etat, comparable au Reconstruction Finance Corporation des années 30. Fonctionnant selon les principes de MAC, cet organisme doit être géré par des représentants du secteur privé, nommés par le président, confirmés par le Sénat, et responsables devant ces instances. Pas de présence politique, ni syndicale dans cette banque. Cet organisme devrait avoir trois fonctions.

» 1) Sur le plan de l'investissement, soutenir les industries qui ont besoin de capitaux (comme l'automobile et l'acier), mais en exigeant en contrepartie une réorganisation sérieuse des coûts sociaux, de la gestion et de la productivité.

» 2) Sur le plan économique et social, rééquilibrer les régions et créer des emplois dans le cœur des villes. Nous devons apporter le travail dans les ghettos et instaurer un lien plus étroit entre l'école et l'usine.

» 3) Favoriser les négociations ponctuelles avec les syndicats et les pouvoirs publics.

» Dans le monde où nous vivons, le capital va continuer à être rare. Les inégalités auront tendance à se renforcer. La société entière risque d'exploser. Un des problèmes les plus importants est celui de la justice dans la redistribution de la richesse et dans l'égalité des chances. Les efforts devront être exigés de tous. Je ne crois pas qu'on puisse, en démocratie, légiférer des sacrifices, sauf dans la brutalité, l'injustice et à contretemps. Seule, la négociation permet d'éviter les tensions sociales les plus graves.

» Je considère également qu'il importe d'opérer secteur par secteur, région par région. J'ai toujours été favorable à une politique des revenus fondée sur l'impôt. Mais aujourd'hui les problèmes sont si complexes que je suis revenu à une approche plus humble, plus ponctuelle, plus informelle. Cette méthode ne résout peut-être que 50 % des problèmes, mais c'est mieux que rien.

Socialisme à la française

– Si vous étiez européen, à quelle famille de pensée appartiendriez-vous ?

– En Allemagne, je serais sans doute social-démocrate. Mais je me sens également assez proche des Japonais, bien que je sois favorable à une intervention beaucoup plus directe de l'Etat. J'admire leur réussite sur le plan de la productivité, de l'inflation et de la sécurité de l'emploi. Leur système d'éducation forme des personnes efficaces. Ils savent limiter la gratification de leurs besoins immédiats en échange d'une certaine participation à la *vie de leur entreprise et de leur* nation. Mais à quel prix ! Voyez l'impact, sur leur psychisme, de la compétitivité et de l'agressivité. Je n'aimerais pas vivre au Japon. L'Allemagne et le Japon ont beau jeu d'atteindre de tels objectifs, lorsqu'ils abandonnent aux Etats-Unis l'essentiel du coût de la défense occidentale.

– Que pensez-vous du socialisme à la française ?

– J'ai beaucoup d'estime pour les objectifs de M. Mitterrand, bien que je me situe à sa droite en ce qui concerne la façon de les atteindre. J'ai en particulier une opinion très différente en ce qui concerne les nationalisations. Je n'ai aucune objection à ce que l'Etat ait des intérêts dans une entreprise considérée comme stratégiquement importante. Mais je pense que la nationalisation à 100 % est une erreur.

» Pour avoir travaillé avec la régie Renault, je sais qu'une entreprise nationalisée peut être efficace et qu'elle peut préserver son indépendance vis-à-vis de l'Etat. Pourtant, je considère que la tentation bureaucratique est plus grande que lorsqu'une partie des actions demeure dans le secteur privé. Les syndicats ont tendance à court-circuiter le patron et à s'adresser directement au ministre. Et puis, tout bêtement, l'Etat français aurait pu faire de grandes économies. Elf, le C.F.P. fonctionnent parfaitement. Les mêmes résultats auraient pu être atteints en prenant moins de risques.

– Quelle image a-t-on de la France dans les milieux d'affaires américains ?

– A dire vrai, dans ces milieux, la France n'est pas une priorité dans la liste des préoccupations. Le sentiment général est que M. Mitterrand a beaucoup mieux réussi qu'on ne le pensait. Deux interrogations demeurent néanmoins : la France va-t-elle se replier sur elle-même pour résoudre certains de ses problèmes économiques intérieurs et pencher vers un certain protectionnisme ? L'autre interrogation, d'ordre idéologique, concerne, aujourd'hui encore, la participation des communistes au gouvernement.

Tiers-monde

– Comment évaluez-vous les orientations politiques de la France en ce qui concerne le tiers-monde ?

– Le président Mitterrand est un grand homme d'Etat. C'est une des rares personnalités qui ait une vision historique des problèmes. Il a beaucoup réfléchi et il sait où il va. Pour ce qui est du tiers-monde, il y a des limites à ce qui peut être fait, mais, en gros, je souscris à sa façon d'aborder les problèmes. Je suis convaincu que la meilleure façon de nous aider est d'aider le tiers-monde. Nous avons besoin des marchés du tiers-monde et nos clients doivent être solvables. Il faut réduire la faim, et accroître la stabilité. L'idée reaganienne, selon laquelle cet objectif peut être atteint par l'extension de la libre entreprise dans le tiers-monde, est une absurdité. Il ne faut pourtant pas être romantique : le général de Gaulle ne disait-il pas que les nations n'ont pas d'amis, seulement des intérêts. Il est difficile de s'embarquer dans un très vaste programme d'assistance financière quand on a près de 10 % de chômeurs dans son propre pays.

» Je crois qu'il faut commencer par sortir de nos problèmes, ce qui ne veut pas dire que nous devons renoncer à une aide multilatérale d'un type nouveau. Il va falloir également éviter la tentation des axes exclusifs – pour nous, Américains, l'axe Nord-Sud dans notre propre continent – au détriment de l'axe Est-Ouest, Japon-Etats-Unis-Europe, par exemple.

– Un plan Marshall à l'échelle planétaire est-il concevable ?

– L'aide au tiers-monde implique de gros capitaux qu'il faudra trouver dans les pays qui les ont accumulés et qui n'en font pas un usage très productif. Je pense bien sûr à l'OPEP. Le dialogue Nord-Sud dépend de l'Ouest, mais aussi des pays producteurs de pétrole et de l'Union soviétique.

» Si le plan Marshall a réussi, c'est que l'argent a été investi dans des pays qui possédaient déjà une infrastructure culturelle, éducative et politique, capable de démultiplier la mise de fond. Déverser de l'argent dans des pays sans infrastructure ne sert qu'à accroître la corruption et la richesse d'une minorité. Bien sûr, il faut explorer des voies nouvelles. L'aide économique, c'est comme la danse : il faut être deux partenaires pour réussir. Le processus est délicat : si vous posez des conditions, on vous accuse d'intervenir dans les affaires intérieures du pays. Si vous ne le faites pas, l'argent est gaspillé.

– Quel avenir pour les Etats-Unis ? Après le reaganisme, l'Amérique sera-t-elle prête à accueillir une nouvelle version du New-Deal, un néo-rooseveltisme, fondé sur une *croissance réduite ou nulle*, un nouveau contrat social susceptible de réduire l'instabilité nationale et internationale ?

– L'alternative n'est certes pas le retour aux solutions de la grande société du président Johnson. Ou bien nous restons à droite et même nous renforçons le virage à droite – ce qui n'est pas impossible s'il y avait, disons, des troubles raciaux cet été dans nos grandes villes. Ou bien, effectivement, nous optons pour une voie franchement plus modérée – avec des objectifs philosophiques humbles, comme ceux que j'ai suggérés. Et nous procédons de façon pragmatique, au coup par coup.

» Aujourd'hui, il faut prendre les problèmes, les uns après les autres. Il faut créer des conditions de stabilité – pour cinq, six... ou dix ans au mieux. Je ne crois pas aux solutions définitives, ni communes pour tous. On ne peut pas légiférer sur tout. Les lois devraient devenir caduques au bout de dix ans. Les circonstances changent si vite qu'il faut savoir changer avec elles. » ■

SCHATZBERG

GÉNÉALOGIE

L'État civil en Grande-Bretagne

PIERRE CALLERY

L'ANGLETERRE et la France sont tous deux pays de vieille civilisation. La création de l'état civil apparaît de façon nette, dans l'un et l'autre pays, à peu près à la même date : 1538 (1) pour l'Église d'Angleterre et 1539 (2) pour le clergé français. L'état civil dressé par l'État fut institué en Grande-Bretagne à partir de 1837 (3). Il l'avait été en France dès 1792 (4).

Il semblerait donc, à première vue, que la recherche généalogique chez nos voisins d'outre-Manche soit à peu près analogue à celle que nous menons en France et que le résultat en soit du même ordre.

En fait, de notables différences rendent la comparaison particulièrement intéressante.

Aussi bien chez les Anglais que chez nous subsiste le cas exceptionnel et ponctuel du plus vieux document d'état civil. Un petit village du Derbyshire (Crick) possède des actes remontant à 1344. Celui de Givry (Saône-et-Loire) commence en 1334.

Toutefois ces minutes sont lacunaires quelques dizaines d'années plus tard. Une autre tentative eut lieu en Ille-et-Vilaine à Roz-Landrieux, de 1451 à 1528 mais fut également interrompue ensuite.

Les documents anglais furent d'abord écrits sur des feuilles de papier très fin. Se rendant compte de leur grande fragilité, les responsables décidèrent en 1598 qu'ils seraient reproduits sur des registres en parchemin. Malheureusement, le texte royal le prescrivant indiquait de recopier depuis le début *« et particulièrement depuis la première année du règne de Sa Majesté »* (Elisabeth Iʳᵉ, en 1558).

On en conclut évidemment dans les paroisses anglaises que les minutes antérieures à 1558 n'avaient pas à être recopiées ! Elles ne le furent que très rarement et ont souvent été détruites.

C'est de cet acte de 1598 que date l'obligation d'une copie annuelle des minutes à l'intention des archives de l'évêché.

En France, la tenue d'un double exemplaire ne fut prescrite et appliquée que *progressivement* (5).

De même, les minutes de catholicité, elles-mêmes, mirent un certain temps à apparaître, surtout en allant vers le sud du pays. Le délai fut plus long, semble-t-il, que dans les paroisses anglicanes. Toutefois on trouve des registres de catholicité, commençant au milieu du XVIᵉ siècle et se poursuivant sans solution de continuité jusqu'à nos jours, sans que le cas soit réellement exceptionnel. (Ainsi, pour donner un exemple au pied levé, les minutes de la paroisse de la Couture, au Mans, commencent en 1552...).

Les registres anglais seraient donc apparus plus régulièrement, et le chercheur français qui découvre une référence en Angleterre à cette toute première période a quelques chances d'obtenir satisfaction. Mais la plupart des registres paroissiaux sont lacunaires de 1642 à 1660, période terriblement perturbée par la guerre civile.

L'incendie de Londres

Mais, direz-vous, les Anglais n'ont pas connu, sur leur territoire métropolitain, ces guerres destructrices de nombreuses archives que subit la France. Il reste que le grand incendie de Londres qui détruisit tous les registres paroissiaux de la capitale britannique en 1666 eut lieu deux siècles avant les incendies de la Commune révolutionnaire parisienne... Ajoutons enfin que les nombreux bombardements de la période 1940-1945 sont responsables également de nombreuses destructions d'archives.

Les registres paroissiaux français ne concernent que les catholiques, les registres anglais que les anglicans. Autant il est rare de retrouver des minutes relatives aux protestants dans l'état civil catholique français (il faut effectuer toute une recherche des *sources lorsque l'on étudie des* protestants), autant les registres anglicans dressèrent souvent des actes de dissidents.

Néanmoins, les registres des catholiques anglais furent toujours tenus séparément. Par ailleurs, tant d'un côté que de l'autre, la recherche de l'ascendance juive est presque toujours irréalisable.

Les registres paroissiaux anglais se retrouvent soit au bureau du Record Office du comté en question (équivalent anglais du dépôt des Archives départementales françaises), soit au Public Record Office (6), à Londres, pour les registres des Églises dissidentes.

La tenue de l'état civil n'est plus confessionnelle en France depuis la Révolution. L'Angleterre et le pays de Galles n'ont connu cette réforme qu'en 1837.

Le bureau central est situé à Londres (7). Son entrée est gratuite et aucune pièce d'identité n'est requise. Des registres trimestriels, alphabétiques et par catégories (naissances, mariages ou décès), sont disposés sur des étagères d'accès libre mais l'on ne peut consulter qu'un seul registre à la fois.

Les données ne contiennent pas plus que les tables décennales françaises : nom, prénoms, lieux et références. L'ambiguïté des homonymes demeure donc toujours monnaie courante.

Pour en savoir plus, il est alors nécessaire de remplir un formulaire et de payer. Le certificat est remis ou envoyé par la poste quelques jours plus tard. Le prix demandé fait maugréer les généalogistes britanniques : plus de 44 francs par copie intégrale (8). C'est là, sans doute, que réside la grande différence entre les recherches en Angleterre et en France (9) ! ■

(1) Ordonnance du 5 septembre 1538.

(2) Ordonnances royales de Villers-Cotterêts d'août 1539.

(3) Depuis le 1ᵉʳ juillet 1837.

(4) Décret de l'Assemblée nationale du 20 septembre 1792.

(5) Ordonnance de Blois de mai 1579, rappelée et complétée dans l'ordonnance d'avril 1667 et par la déclaration du 9 avril 1736.

(6) Public Record Office, Chancery Lane, London WC 2A 1 HP.

(7) St-Catherine's House, Kingsway, London WC2B 6JP.

(8) 4,60 livres sterling ; 9 livres sterling par correspondance.

(9) La copie intégrale d'un acte est fournie gratuitement en France. Il suffit de joindre le montant de l'affranchissement de la réponse.

POESIE

Joseph GUGLIELMI

Joseph Guglielmi est né à Marseille en 1929. Il a notamment publié l'*Eveil* (E.F.R. 1977), *Le Maïs trop blanc* (Orange export, 1977), *la Préparation des titres* (Flammarion, 1980). Il est également l'auteur d'essais : *Ponge et la lumière critique, le Dégagement multiple, la Ressemblance impossible : Edmond Jabès*. Au début, à la fin, il y a des lectures et, entre elles, la musique du vers, de la voix rythmée. Dans son désir de figurer une unité, le poète dessine la carte tendre d'un pays du manque. Le sens, qui n'est jamais *a priori*, se perd et renaît au plaisir de la bouche. Il excède toute prosodie au gré des emprunts les plus divers, d'Hölderlin à Lao Tseu. Cette opération classique croise la réflexion sur la poésie, sur les langues voluptueuses.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Fins de vers

Oh j'ai tremblé et pareil
Au nuage-lune je m'en vais
Le voyageur dans le matin
Humide sa main elle écoute
La plaine et la mer brillante
Posées les montagnes de bois
Sur les épaules l'eau
Des brisants sous les jambes
En tailleur là est la lumière
Et les soupirs elle couchée
Nue sur le dos avec passion
Fous les hommes et les mères
Sommeils de cape et d'épée
Soupirer chanter et rire
Etre au monde et à l'envers
Sur l'écran mouvant du fleuve
L'écran béant tissé de couleurs
Le mûrier au travers de l'été
Brûlait sa dernière feuille
Au retour de Cerveteri
Pointes de feu
Sagesse ronde du miroir
Tes cuisses sont parfaites
Comme le maquillage coup
Coupe la vie en deux
Acte à la fois superbe
Et terrible le poète
Lumineux comme le poil d'Hélène
Le fleuve coule cette voix
Qui n'est pas la connaissance
Mais la chèvre qui chante
Hölderlin
Une poignée de notes calcaires
Ou vert suspendu dans le vert
Du vent clair
Contre les pierres
Les genoux la rive en cheveux
La montagne des gestes
Où le sang coule comme le vent
Manger l'oiseau une jambe nue
Lever le ciel à ses lèvres
Dans le souffle baiser
Baise la bouche
Plier le ventre de platane
Avec la main
La pensée de toucher

ACTUELLES

Une guerre inutile

« *Les nations commerçantes de l'Europe moderne, industrieuses, civilisées, placées sur un sol assez étendu pour leurs besoins, ayant avec les autres peuples des relations dont l'interruption devient un désastre, n'ont rien à espérer des conquêtes. Une guerre inutile est donc aujourd'hui le plus grand attentat qu'un gouvernement puisse commettre : elle ébranle, sans compensation, toutes les garanties sociales. Elle met en péril tous les genres de liberté, blesse tous les intérêts, trouble toutes les sécurités, pèse sur toutes les fortunes, combine et autorise tous les modes de tyrannie intérieure et extérieure. Elle introduit dans les formes judiciaires une rapidité destructive de leur sainteté, comme de leur but ; elle tend à représenter tous les hommes que les agents de l'autorité voient avec malveillance comme des complices de l'ennemi étranger ; elle déprave les générations naissantes ; elle divise le peuple en deux parts, dont l'une méprise l'autre, et passe volontiers du mépris à l'injustice ; elle prépare des destructions futures par des destructions passées ; elle achète par les malheurs du présent les malheurs de l'avenir.* »

Au chapitre XV, intitulé : « *Résultats du système guerrier à l'époque actuelle* », du petit livre de Benjamin Constant, *De l'esprit de conquête*, écrit en novembre 1813, paru en janvier 1814 à Paris. Notons que Roger Caillois l'avait republié en 1944, au profit du Comité français de secours aux victimes de la guerre, à Buenos-Aires, Argentine.

JEAN GUICHARD-MEILI.

JEUX

En morceaux

BERNARD SPITZ ET OLIVIER CHAZOULE

QUELQUE peu malmenés au royaume des jeux de patience par l'invasion des cubes, anneaux et autres casse-tête en tout genre, les puzzles font peau neuve. A côté des sempiternels paysages en fleurs et des reproductions des tableaux de maître, apparaissent des motifs résolument plus modernes : science-fiction, bandes dessinées, cinéma et même un brin d'érotisme.

Cette évolution est d'autant plus remarquable que le puzzle a souvent été caractérisé par une certaine tendance au conservatisme dans les thèmes abordés, comme nous le rappelle Linda Hannas dans le livre qu'elle a consacré à l'histoire de ce passe-temps (1). Né vers 1760 dans l'atelier d'un petit imprimeur londonien, un certain John Spilsbury, sous la forme de cartes géographiques gravées et coloriées à la main sur des planches d'acajou découpées ensuite, le puzzle n'évolua en effet que très lentement. Il fallut attendre vingt ans pour que l'on eût l'idée de représenter autre chose que ces cartes, destinées à inculquer quelques *notions de géographie aux têtes* blondes fortunées de l'époque. Mais l'audace en la matière fut vite contenue : morale, poésie, religion, histoire... le didactisme régna jusqu'à la moitié du dix-neuvième siècle.

Éducatif

Entre-temps, les techniques évoluèrent. Le recours à des bois plus légers en Europe, au carton et au contre-plaqué aux États-Unis, l'utilisation de matrices permettant la fabrication en séries industrielles, l'emploi de nouveaux systèmes d'impression permirent aux fabricants de donner libre cours à leur imagination. Quelques-unes des plus importantes firmes de l'industrie actuelle du jouet, comme Milton Bradley (le fabricant du Simon) ou Parker Brothers (éditeur du Monopoly), assurèrent leur prospérité d'alors grâce au puzzle.

En Angleterre, comme outre-Atlantique, la gamme des sujets traités s'élargit considérablement. Les modèles « éducatifs » assez intemporels continuaient d'être en vogue. C'est ainsi que les enfants purent réviser leur alphabet, apprendre l'histoire de leur pays, étudier la faune animale, voire même parfaire leur catéchisme, grâce à ces petites pièces appelées ici « images morcelées » et là « puzzles ».

Mais des thèmes plus proches de l'actualité firent également leur apparition. Les grands évé*nements, catastrophes, guerres*... eurent droit à leurs puzzles. Ceux-ci jouèrent même un rôle de propagande important pendant le premier conflit mondial. Le domaine des transports fut cependant celui qui bénéficia de la plus large utilisation. La passion avec laquelle nos contemporains suivirent les progrès du chemin de fer, de l'automobile ou de l'aviation se retrouve dans le grand nombre de modèles consacrés à ces drôles de machines. C'était là une façon amusante de découvrir les nouveaux engins, d'apprendre les noms techniques des pièces, mais aussi un passe-temps particulièrement apprécié pour occuper les longues heures de voyage. Linda Hannas a retrouvé un article, écrit en 1924 dans le *Daily Mail*, où il est dit qu'une bonne moitié des voyageurs des trains Pullman s'adonnaient ainsi aux plaisirs du puzzle, et même qu'il était fourni, au moment des repas, des petites pancartes *Prière de ne pas toucher* pour protéger les précieux travaux.

On n'en est plus là aujourd'hui, même si le puzzle, longtemps chasse gardée des Anglo-Saxons, a connu en France une expansion spectaculaire dans *les années 70. Ce sont en effet* quatre à quatre millions et demi de coffrets qui sont vendus chaque année dans l'hexagone.

Un peu plus de la moitié d'entre eux sont destinés aux enfants : ce sont les modèles de moins de 500 pièces, selon la classification adoptée par les éditeurs. Parmi les thèmes proposés : beaucoup d'animaux, d'images sportives, de cartes géographiques. Des scènes de la vie quotidienne ont introduit un nouvel aspect à la fonction didactique du puzzle. Ainsi la série « Didacta » de Ravensburger propose, en moins de 50 pièces, *Circulation routière* ou *En faisant des commissions*. Dans le même ordre d'idées, Nathan édite en boîtes de 60 pièces *Rentrons chez nous* ou *A la petite école*.

Mais c'est la *bande dessinée* qui l'emporte largement dans les productions destinées aux plus jeunes. Et d'abord, dans toutes les tailles, sur tous les matériaux et dans toutes les présentations possibles, l'univers de Walt Disney ; pas moins de trente-huit modèles dans le catalogue Nathan. Une innovation récente, cependant, offre au jeune public quelques superbes coffrets : la science-fiction. Nathan propose en 250 pièces un extrait du *Trou noir* et, en 800 pièces, un vaisseau spatial qui ne manque pas d'allure. Pour les plus grands, Dujardin a réalisé en 1 500 pièces un somptueux *les Envahisseurs*. Enfin, les puzzles des séries Projections et Galaxy offrent, en 551 et 200 pièces, des images de mondes inquiétants et de combats intersidéraux qui *raviront tous* les amateurs de « SF ».

Cinéma

Pour les adultes, les fabricants ont fait un effort esthétique qui se traduit par l'enrichissement de la gamme des tableaux classiques, avec l'introduction, notamment, d'artistes contemporains comme Escher ou Vasarely. Autre nouveauté : le cinéma fait chez tous les fabricants une entrée en force. Ainsi Nathan a misé sur les affiches célèbres, entre autres *les Temps modernes* et *Autant en emporte le vent* en 1 000 et 500 pièces. La boutique Jeux Descartes (2) propose une série de six puzzles représentant de grandes vedettes – Bogart, Marylin, Chaplin... – *dans* un montage graphique stylisé rappelant leurs plus fameux rôles, en 1 500 pièces. Citons enfin Stars, également chez Dujardin, en 1 000 pièces, sans célébrités cette fois, mais avec un esthétisme provocateur sur le thème de la femme-objet qui ne manque pas de saveur.

Les adultes, comme les enfants, ont leurs images favorites. Chez les uns, elles avaient pour nom Mickey, Donald ou Pluto ; chez les autres, elles s'appellent Marion ou Laura et, sans doute par timidité, se réfugient derrière des titres au flou aussi artistique que les photos : *Filles aux bouquets, Confidences, Dans les dunes.* David Hamilton a ainsi pris le relais de Disney, envahissant le catalogue Ravensburger, tandis que chez Dujardin, sur le thème « Rêve et esthétique », on s'est contenté de s'inspirer du célèbre photographe en prenant tout de même soin de dénuder un peu plus les modèles.

Audacieux ou didactique, le puzzle ne mérite toutefois jamais autant son nom que lorsqu'il dépasse la simple reconstitution d'une image pour devenir un véritable défi à la patience et à l'intelligence. Historiquement, le premier du genre est peut-être le Double Decker, un puzzle anglais en trois dimensions. Aujourd'hui, des astuces ont permis de sophistiquer le jeu : ainsi cette idée de constituer le puzzle autour d'un miroir métallique qui renvoie une image normale, mais sans lequel le jeu n'offre qu'une image anamorphosée du motif à représenter. Le comble du raffinement est aussi celui de la simplicité : un puzzle *tout blanc, comme celui auquel* joue Laurence Olivier dans *Sleuth* (3), est bien finalement le puzzle le plus difficile du monde. ■

(1) *Le Livre du puzzle*, par Linda Hannas. Éditions Fernand Nathan. Richement documenté, l'ouvrage se présente sous la forme originale d'un coffret comprenant d'une part le livre, d'autre part deux grands classiques du puzzle : le *Queen Mary* et *Tom Kitten, le chat.*

(2) Club jeux Descartes, 5, rue de la Baume, 75008 Paris.

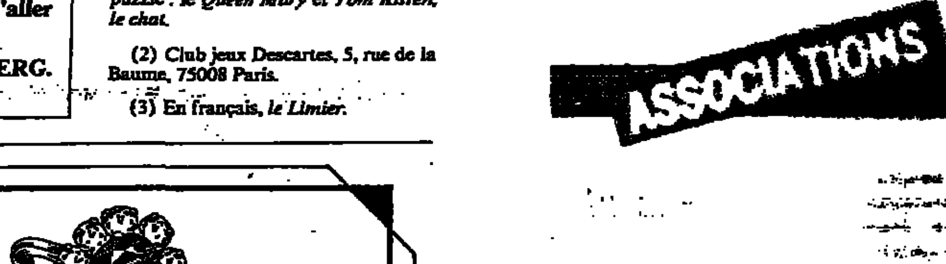
(3) En français, *le Limier*.

CONTE FROID

Le puritanisme

Les mots sales lui faisaient tellement horreur que, malgré ses sentiments religieux, il refusait d'aller à la confesse.

JACQUES STERNBERG.



هكذا من الأصل

SERVICES

CONSOMMATION

Livres : des abonnés malgré eux

Sept millions et demi de lecteurs ont dépensé deux milliards de francs en 1980 pour acheter romans, essais ou encyclopédies par voie de catalogues et de prospectus. La vente de livres par correspondance se porte bien, à tel point qu'elle en arrive à réaliser le quart du chiffre d'affaires de l'édition.

Pourtant, la quinzaine de grandes entreprises qui se partagent ce secteur n'aiment guère qu'on parle d'elles : « Cette forme d'édition a mauvaise réputation, au moins auprès de ceux qui font les réputations », expliquent les responsables. Il est vrai qu'elle touche bien des susceptibilités et qu'elle suscite encore bon nombre de polémiques. Certains reproches apparaissent aujourd'hui peu fondés. D'autres conservent malheureusement toute leur actualité.

C'est la nature même du produit vendu — le livre, objet culturel et presque sacré — qui a provoqué les plus anciennes controverses. Les professionnels admettent qu'ils se sont contentés, pendant longtemps, d'éditer prudemment les grands classiques pour *« remplir les bibliothèques »* de volumes à vocation plus esthétique que réellement littéraire.

En 1982, Balzac et Victor Hugo voisinent sur les catalogues avec des collections heureusement plus riches et plus éclectiques. Pourtant, on continue de reprocher à la vente par correspondance de céder à la facilité, puisqu'elle se cantonne dans l'édition de titres au succès acquis d'avance : on ne publie Marguerite Yourcenar qu'à l'occasion de son entrée à l'Académie, on prolonge éternellement le succès d'Agatha Christie, on attend le verdict d'« Apostrophes » pour un auteur réputé plus difficile. Sans parler des encyclopédies de vulgarisation ou, pire, de la vogue des « digests », ces livres au rabais qui proposent la lecture d'œuvres amputées du « superflu ». Les spécialistes de ces condensés précisent cependant qu'ils n'agissent qu'avec l'accord express des auteurs ou de leurs ayants droit auxquels ils procurent un supplément de diffusion apprécié.

Quoi qu'il en soit, on peut se demander s'il ne s'agit pas là d'un mauvais procès. Qu'on le déplore ou non, l'édition en V.P.C. ne se donne pas pour mission de découvrir de nouveaux talents. La plupart des entreprises s'adressent à une clientèle composée en majorité de cadres moyens et d'employés qui osent s'avouer peu familiarisés avec le monde de la lecture et déconcertés par la profusion de titres disponibles. A ceux-ci — et aux autres — les catalogues proposent des sélections de romans à des prix compétitifs, des ouvrages scientifiques ou historiques conçus avec rigueur et sérieux, dont certains sont même d'une qualité remarquable.

« Nous donnons aux gens le goût de la lecture, se félicite un éditeur. *Trente-neuf pour cent de nos clients déclarent lire plus grâce à cette formule. »*

Cadeaux dangereux

Cette profession de foi serait sans doute plus convaincante si elle s'accompagnait de méthodes commerciales irréprochables. Ce *n'est malheureusement pas le cas* et, pour l'équipe juridique de l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.-*Que Choisir*), le livre possède un triste record : il devance, par le nombre de protestations qu'il suscite, tous les autres secteurs de produits commercialisés de cette façon.

Bien plus que de rares cas de malhonnêteté professionnelle, c'est la nature même des formules de vente qui est à l'origine de ces différends.

Il faut savoir que la vente d'un livre isolé ne peut faire vivre une entreprise de V.P.C. Avec une commande moyenne de 40 F, un client ne devient « rentable » qu'à partir de son second achat. Pour conserver leurs prix compétitifs et éviter d'envoyer les invendus au pilon, les éditeurs ont impérativement besoin de prévoir leurs tirages et de pouvoir tabler sur des séries régulières. Aussi s'efforcent-ils constamment de démarcher de nouveaux lecteurs et de « fidéliser » cette clientèle.

Sans doute le marketing de certains apparaît-il d'autant plus racoleur qu'il s'applique à vendre un produit « culturel ». Pour recruter un canditat, certains n'hésitent pas à annoncer des offres promotionnelles fracassantes, à promettre des conditions avantageuses pour les réponses rapides, à jouer sur le registre de la culpabilisation ou de l'intérêt financier : combien de consommateurs se sont-ils plaints de trouver dans leurs boîtes aux lettres ces publicités qui imitent à s'y méprendre un procès-verbal de contravention ou un mandat postal de 200 000 F ? *« L'essentiel est que le client ouvre l'enveloppe »*, admet un éditeur.

Dès cet instant, on propose au correspondant involontaire de souscrire à une série de formules compliquées, qui ont toutes un objectif commun : le faire adhérer à un processus de vente automatique qui le dispensera par la suite d'avoir à demander expressément un ouvrage pour le recevoir. *« C'est ainsi,* explique-t-on à l'U.F.C., *que bien des gens se retrouvent liés par des engagements qu'ils n'auraient jamais acceptés s'ils en avaient compris la portée. »*

Cela commence avec le livre que l'on commande « à l'essai » pour une dizaine de jours. Un « cadeau » dangereux qui a conduit nombre de consommateurs à acquérir des ouvrages plus par inertie ou négligence que par réel intérêt littéraire. Un client a même eu la surprise de recevoir, trois jours avant le terme de cet examen gratuit, une lettre de l'éditeur le félicitant pour avoir *« décidé de conserver cette magnifique encyclopédie »*.

Le nouvel « abonné » adhère alors à un système de vente par série (il reçoit régulièrement des livres avec la possibilité d'accepter ou de refuser chaque proposition), ou encore à un club : dans ce cas, il s'engage à acheter un minimum de livres dans l'année. S'il dépasse la date limite de commande, on considère qu'il a « choisi » la sélection du mois. Faute d'avoir réellement assimilé le processus, il se retrouve submergé par des envois qu'il n'a pas l'impression d'avoir commandés, et poursuivi par des rappels de paiement menaçants.

Lorsque, à ces malentendus courants dans le secteur du livre, viennent s'ajouter des impondérables (inhérents au système V.P.C. lui-même), les problèmes deviennent apparemment insolubles : retards postaux, colis égarés ou anomalies de facturation achèvent d'exaspérer toute une frange de consommateurs déjà mal à l'aise.

Certains éditeurs mettent, il est vrai, leur point d'honneur à expliquer les formules qu'ils proposent, et ils vont jusqu'à contre-interroger le client par écrit pour s'assurer qu'il adhère en toute connaissance de cause.

N'est-ce pas là, finalement, la preuve que tous les intéressés gagneraient à une simplification de ces contrats ? Il ne suffit pas de reprocher au client sa mauvaise interprétation des clauses. *Encore faut-il que celles-ci soient* aisément compréhensibles. Un simple problème de communication, sans doute. La difficulté du dialogue ne constitue-t-elle pas l'écueil majeur en matière de vente par correspondance ?

BÉATRICE D'ERCEVILLE.

Savoir acheter par correspondance

— Lisez avec la plus grande attention les clauses de l'engagement auquel vous souscrivez : durée de validité, rythme des envois, possibilités de renoncement...

— Dans toute votre correspondance, indiquez clairement vos références. Conservez dans un dossier tous les éléments de ce courrier (offres publicitaires, réponses de l'éditeur...).

— Lorsque vous demandez l'examen gratuit d'un livre pendant plusieurs jours, méfiez-vous des délais. Si vous décidez de refuser l'offre, vous pouvez vous faire rembourser les frais de retour par l'éditeur : l'offre étant « gratuite », elle n'est supposée entraîner aucune dépense de votre part.

— Si vous êtes poursuivi pour des factures injustifiées, exigez de la part de l'entreprise une photocopie du bon de commande signé de votre main. Seul l'existence de ce document constitue la preuve de votre dette.

— Vous pouvez, à tout moment, vous faire rayer des fichiers d'adresses des entreprises, pour arrêter de recevoir des publicités par la poste. Demandez un « bon de radiation » au Syndicat des entreprises de vente par correspondance, 60, rue La Boétie, 75008 Paris.

— En cas de litige, adressez-vous à une association de consommateurs et signalez votre problème au Syndicat de la V.P.C. Celui-ci tente le plus souvent de trouver une solution amiable auprès de ses adhérents.

Responsable de la rubrique :
JOSÉE DOYÈRE

ASSOCIATIONS

par Yves Agnès

Actualités

Habiter en groupe

Les habitants qui *« veulent prendre en charge collectivement leurs logements »* ont une association : « Mouvement habitat groupé autogéré » (M.H.G.A.). *« Concevoir soi-même son logement, choisir son environnement, son terrain, ses voisins, se retrouver entre copains, entre personnes d'un même club, d'une même profession, d'une même confession... »* Puis *« dessiner les plans avec l'architecte, faire des appels d'offres aux entreprises, se passer de promoteur, d'agence immobilière, d'intermédiaire en général... tel est le vécu et la pratique des groupes qui se créent pour habiter « autrement ».*

« Entre l'isolement du pavillon bien délimité et l'anonymat du grand collectif, nous écrit cette association, *le groupe est le point fort de la vie urbaine, sous les formes les plus diverses. Maisons groupées, constructions autoconçues en groupe, appartements réaménagés, location en commun : toutes ces formules sont utilisées. Chaque groupe a une taille limitée permettant une connaissance mutuelle et une prise de décision collective. La vie de groupe se développe grâce à un pourcentage important de la surface habitée (10 à 20 %) affectée à des locaux communs, qui permettent aussi la formation de liens avec la vie sociale du quartier ou de la commune. Dans le domaine de l'habitat social, des opérations de plus grande envergure peuvent se réaliser, conçues comme des fédérations de plusieurs groupes de base. »* Le M.G.H.A. publie une revue trimestrielle, *« Habitants »*, et un bulletin intérieur.

★ Mouvement Habitat groupé autogéré, 29, rue Alphonse-Bertillon, 75015 Paris. Tél. 532-03-69.

Les coulisses de la création

L'Association nationale pour le développement des loisirs culturels se propose de *« faire découvrir la France... autrement ! »*. Avec le concours de créateurs (artistes, metteurs en scène, écrivains, musiciens), d'historiens, musicologues, elle veut ouvrir au public *« les coulisses de la création »* et favoriser la rencontre entre celui-ci et les créateurs.

L'Association organise des journées, des week-ends ou des séjours de plus longue durée ; elle a deux animatrices à mi-temps. Du 13 au 18 juillet, un séjour musical est organisé en Provence à l'occasion des festivals. Escales à Aix, Orange, Vaison-la-Romaine, Avignon, Sénanque ; un musicologue servira de guide en permanence.

★ Association nationale pour le développement des loisirs culturels, Nouveaux week-ends, 24, rue Nungesser-et-Coli, 75016 Paris. Tél. 605-21-00.

Culture d'aujourd'hui

Un « collectif » d'universitaires, de pédagogues et d'écrivains a créé « Actual » (Association pour la culture, la technologie, l'urbanisme, les arts et les lettres), une association qui s'intéresse à la diffusion de la « civilisation contemporaine ». Cela veut dire aussi bien la culture générale (pensée moderne, littérature et peinture contemporaines...) que des techniques modernes : informatique, vidéo, lecture rapide, marketing... Actual organise des stages pour les personnels d'entreprise (formation permanente) et apportera son concours (conseil et réalisation) à d'autres associations ou services d'animation culturelle.

★ *Actual, 271, rue Saint-Jacques,* 75005 Paris.

INITIATIVES

L'enfant, d'abord !

« L'enfance ne peut plus longtemps demeurer la plus silencieuse des minorités et doit devenir une priorité nationale » : tel est le credo du Groupe de recherche et d'action pour la petite enfance (GRAPE). Cette association milite *« pour améliorer les conditions d'accueil des jeunes enfants ; pour valoriser le travail et la vie des adultes en prise directe avec les enfants ; pour faire évoluer positivement les relations adultes-enfants dans une optique de respect et d'échange pour découvrir tout ce que nous avons à apprendre ensemble. »* Elle édite un journal mensuel *(l'Enfant d'abord !)* ; le numéro spécial de janvier 1982 est un « Guide des assistantes maternelles, des parents et des services employeurs » (12 F). Du lundi au vendredi, de 14 heures à 18 heures, fonctionne une écoute téléphonique gratuite : *« Allô ! petite enfance »* (tél. 296-22-85). Le GRAPE organise des stages de formation et effectue un travail de recherche. Des journées nationales ont eu lieu les 13 et 14 mai à Lille sur *« décentralisation et enfance »*.

★ GRAPE, 70, Galerie Vivienne, 75002 Paris. Tél. 296-22-32.

Accueillir un enfant en vacances

Près de deux millions d'enfants ne partent pas en vacances, estime le Secours populaire français, qui est à la recherche de cinq mille familles d'accueil pour cet été, afin d'aider cent mille enfants à changer d'air. En 1981, le Secours populaire a aidé 34 465 personnes à partir en vacances, dont 3 671 personnes âgées et 30 794 enfants ; 2 198 familles avaient accueilli un enfant gratuitement.

Le Secours populaire prend en charge les frais de transport et d'organisation ; il souscrit une assurance pour l'enfant et la famille d'accueil. Pour financer cette opération, l'Association lance une souscription, *« les bons de soleil »* (carnet de dix bons de 15 F numérotés donnant droit à une distribution de cadeaux).

★ Secours populaire français, 9, rue Froissart, 75003 Paris. Tél. 278-50-48.

Doc' à la carte

Trois documentalistes ont fondé en janvier une association, « Eurêka doc ». Pour ceux qui n'ont pas la possibilité d'avoir un centre de documentation intégré, pour ceux qui manquent de temps ou ne savent pas où diriger leurs recherches, Eurêka doc se présente comme une « agence de recherches documentaires ». Elle peut *« répondre rapidement à des questions précises »*, établir des bibliographies, constituer des dossiers, faire des recherches iconographiques, des revues de presse, etc.

★ Eurêka doc, 29, rue Dareau, 75014 Paris. Tél. 535-08-15.

CONSEIL

LES APPORTS DE BIENS

La loi du 1er juillet 1901 ne reconnait pas aux associations de droit de recevoir des dons et des legs. Cependant les fondateurs ou leurs amis souhaitent aider matériellement au démarrage de l'activité ou participer aux différentes étapes du développement. Ils peuvent dans ce cas faire appel à la technique de l'apport.

L'apport consiste à transférer à une personne morale — en l'occurrence une association déclarée — un bien mobilier ou immobilier, avec affectation à l'objet social défini dans les statuts, en se réservant le droit d'en exercer la reprise, pour soi-même ou pour des ayants droit (soit lors de la dissolution soit dans telle autre circonstance déterminée dans l'acte d'apport). L'article 15 du décret du 16 août 1901 prévoit expressément la reprise des apports en cas de dissolution ou de dévolution des biens.

L'apport peut avoir lieu en jouissance ; dans ce cas, il est assimilable à un usufruit et soumis aux mêmes conditions de durée : trente ans quand il n'est pas accordé à un particulier (article 619 du code civil). Il peut avoir lieu en toute propriété, c'est-à-dire que l'association bénéficiaire peut en disposer librement sous réserve naturellement qu'il participe effectivement au développement de son objet social.

Sur le plan fiscal, les apports sont soumis à une imposition particulière. Pour les apports mobiliers, la perception d'un droit de 1 % est fixée par le code général des impôts (article 810). Pour les apports immobiliers, le régime d'imposition varie selon la nature des personnes en présence (C.G.I. article 809, *paragraphe* 2).

Cette technique de l'apport, qui permet aux associations déclarées de résoudre leurs problèmes mobiliers ou immobiliers, n'est pas avantageuse pour les associations — notamment celles qui sont reconnues d'utilité publique — qui échappent dans certains cas aux droits de mutation à titre gratuit *(article 795 du C.G.I.). Mais,* dans tous les cas, elle n'entraine pas d'appauvrissement de l'apporteur, qui dispose à ce titre d'un véritable droit de créance. Reste à fournir la preuve de l'apport. Lorsqu'il est fait à titre initial (lors de la création de l'association), il peut figurer dans les statuts et a un certain caractère constitutif ; lorsqu'il est fait au cours de l'existence, il est généralement opéré par acte notarié, surtout s'il s'agit de biens ou de droits immobiliers. ■

* Cette rubrique est rédigée par *Service associations*, 24, rue de Prony, 75017 Paris. Tél. : 380-34-09.

PUBLICATIONS

La vie associative sur Antiope

Le programme de télétexte Antiope (diffusé chaque matin sur Antenne 2) comporte maintenant une rubrique sur les associations, diffusée chaque samedi vers 10 h 45 : *« Vie associative 82 »*. Ce magazine comprend des actualités, des informations pratiques et juridiques, la présentation d'activités d'associations. Les associations sont invitées à s'adresser à A 2 Antiope, en envoyant régulièrement leurs informations, publications, etc., avec la présentation de l'Association.

★ A 2 Antiope, « Vie associative 82 », 158, rue de l'Université, 75007 Paris.

RENDEZ-VOUS

Le tiers-monde au-delà du tourisme

Faire connaître les pays du tiers-monde au-delà des seuls aspects touristiques est la vocation du Centre d'échanges et de voyages internationaux pour études de développement (CEVIED). Cette association, agréée par le secrétariat d'Etat au tourisme, organise des voyages dans divers pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Ils sont *« fondés sur l'échange avec les hommes et les femmes des pays visités »*.

« Les populations sont rencontrées dans leur vie quotidienne, mais aussi à partir des actions qu'elles mènent dans leur vie quotidienne mais aussi à partir des actions qu'elles mènent dans leur lutte pour le développement. Viennent ensuite les contacts avec les responsables syndicaux, politiques, religieux, économistes, sociologues capables de faciliter une découverte d'ensemble des problèmes du pays. L'échange entrepris sur place est normalement appelé à être poursuivi au retour sous différentes formes que chacun réalise à sa manière (correspondances, envoi de documents, accueil en contrepartie et éventuellement soutien à des projets à portée collective) ». Les futurs participants à un voyage doivent le préparer en équipe. Le CEVIED édite d'autre part un bulletin de liaison destiné à ses adhérents, *« Voyages-informations »*.

★ CEVIED, 19, rue Vauban, 69006 Lyon. Tél. (7) 865-05-77.

Art populaire breton

Le Centre breton d'art populaire organise du 28 juin au 4 juillet, à Brest, un stage comportant divers ateliers : harpe celtique, cornemuse, bombarde, tin whistle, flûte traversière en bois, danse contemporaine bretonne. Les ateliers sont animés par des spécialistes. Prix (hébergement non compris) : entre 150 F et 350 F pour cinq jours, selon les disciplines.

★ Centre breton d'art populaire, 37 *bis*, rue Victor-Hugo, 29200 Brest. Tél. (98) 46-05-85.

AUDIOVISUEL

La télévision, second souffle de l'édition vidéo

Après avoir largement puisé dans la production cinématographique, l'édition vidéo va-t-elle maintenant se tourner vers la télévision ? C'est ce que suggère un certain nombre d'initiatives présentées lors du dernier Marché international des programmes de télévision (MIP-TV) qui s'est tenu à Cannes du 24 au 30 avril dernier.

Le mariage entre les deux secteurs est d'ailleurs affaire de raison. Les coûts de production télévisuelle sont tels aujourd'hui qu'il faut être assuré de vendre dramatiques et séries sur le marché international pour continuer à produire. Demain, la diffusion vidéo représentera une source d'amortissement non négligeable pour un certain type de production. De l'autre côté, l'édition vidéo, lorsqu'elle sort du domaine cinématographique, coûte tout aussi cher. Elle trouve donc dans la télévision soit un partenaire financier, soit un patrimoine exploitable à moindre coût.

Mais, pour si prometteuse que soit cette union, elle n'en rencontre pas moins de sérieuses difficultés. Au premier chef, l'imbroglio juridique : le nombre et la diversité des ayants droit sont tels sur la plupart des émissions que toute tentative d'édition prend des allures de « quête du Graal ». Plus psychologique, le second obstacle est tout aussi gênant : les spectateurs n'ont jamais reconnu aux émissions de télévision, quelle que soit leur qualité, ce statut culturel qu'ils accordent volontiers au cinéma.

Même le vocabulaire des professionnels trahit cette curieuse dépréciation : ainsi, au MIP-TV, on n'échange pas des œuvres mais des heures d'antenne. Comment, dans ce cas, justifier de la pérennité indispensable à l'édition sur vidéocassette ?

Dans le cadre de sa mission de diffusion culturelle, l'Institut national de l'audiovisuel a tenté de lever l'hypothèque en éditant un catalogue de vidéocassettes destiné aux réseaux institutionnels de l'éducation et de l'animation. Sept cents émissions de télévision disponibles en location et classées en quelques grandes catégories (histoire, sciences, littérature, théâtre, etc.). On y trouve aussi bien les grandes dramatiques de Lorenzi ou de Bluwal que les reportages de « Cinq colonnes à la une » ou les séries documentaires de Pascale Breugnot ou Jean-Claude Bringuier.

De la grande télévision, qui mérite mieux qu'une diffusion éphémère, et dont on peut espérer que la vidéocassette lui confère enfin ce statut d'œuvre que, curieusement, la télévision lui a toujours refusé. Mais, pour réussir cette métamorphose culturelle, l'INA doit dépasser les réseaux institutionnels et convaincre le grand public. Ainsi cette année, « Les rois maudits », feuilleton adapté par Marcel Jullian de l'œuvre de Maurice Druon, apparaissent en trois cassettes dans le catalogue Adès. De son côté, R.C.V. annonce une nouvelle collection « Les grandes heures de la télévision », dirigée par Armand Panigel.

Les émissions pour la jeunesse, elles, ne cherchent pas de cautions culturelles. Elles bénéficient de la fidélité inconditionnelle du jeune public et, surtout, d'un environnement promotionnel redoutable (magazines, tee-shirts ou autres gadgets). Aussi l'édition sur vidéocassette de *Goldorak, Emilie ou Ulysse 31* s'inscrit-elle tout naturellement dans un système de droits dérivés déjà parfaitement rodés. Chaque éditeur a aujourd'hui dans son catologue une ou plusieurs de ces séries d'animation, dont le succès commercial est assuré par l'impact télévisuel.

Dans un tout autre domaine, les émissions musicales ont à leur crédit l'engouement récent des téléspectateurs et le précédent de l'édition phonographique. En revanche, leur exploitation cumule les problèmes juridiques de la télévision et ceux du monde musical. Aussi, l'Opéra de Paris a créé cette année l'événement en participant pour la première fois au MIP-TV comme producteur audiovisuel. Rolf Liebermann, son ex-directeur, a en effet obtenu l'accord de tous les ayants droit, employés et musiciens, pour la diffusion des vingt-quatre opéras enregistrés par Antenne 2. On verra donc bientôt en vidéocassette *la Belle Hélène*, dirigée par Alain Lombard et mise en scène par Jérome Savary, ou *l'Enlèvement au sérail*, dans la réalisation de Giorgio Strehler.

La dernière initiative est sans doute la plus audacieuse. Elle émane d'une société cinématographique, *La Guéville*, dirigée par Danielle Delorme, et son principe est simple : l'édition vidéo n'est-elle pas le meilleur moyen de conserver le témoignage vivant des grandes personnalités qui ont marqué leur temps. La vidéocassette allie alors la séduction de l'audiovisuel et la valeur du livre de référence. Pour son premier numéro, la collection « Témoins » a su convaincre Jean Genet de se raconter pour la première fois devant la caméra d'Antoine Bourseiller. Elle poursuit ensuite son travail d'édition avec des valeurs sûres : Mikis Théodorakis, Carolyn Carlson, Philippe Soupault, Oscar Niemeyer, etc.

L'entreprise a reçu le soutien du ministère de la culture mais aussi, ce qui est plus important, de FR 3, qui accepte de partager les risques financiers. Les cassettes sortiront dès septembre prochain simultanément à leur diffusion sur l'antenne.

De la diffusion de son propre patrimoine jusqu'à la production originale, la télévision peut apporter un sang neuf à l'édition vidéo. Pour cela, il faut qu'elle sorte du ghetto juridique, financier et esthétique où l'a enfermée la seule programmation des antennes nationales. La création par la nouvelle loi sur l'audiovisuel d'une société chargée de commercialiser les programmes montre bien que l'enjeu n'a pas échappé aux pouvoirs publics.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Vidéocassettes sélection

Cours de piano

Apprendre le piano devant un petit écran ? Voilà de quoi faire frémir les professeurs de conservatoire et sourire les sceptiques. Pourtant, Jacqueline Massel, auteur-producteur et interprète de cette vidéocassette, n'en est pas à sa première réussite déconcertante.

Depuis deux ans, elle enseigne à plus de deux cent cinquante adultes le piano... par correspondance ! Muni d'une méthode écrite, l'élève enregistre pour son professeur ses exercices et ses interprétations sur une simple cassette son. Jacqueline Massel la lui renvoie après avoir enregistré sur la seconde face ses corrections et ses conseils. La formule a conquis d'emblée tous ceux qui n'ont « pas le temps », ceux qui, en province, ont du mal à trouver un professeur, ceux aussi qui n'osent pas parce qu'ils se croient trop âgés. Beaucoup de femmes ont ainsi découvert, après la quarantaine, qu'on peut pratiquer la musique sans être enfant prodige.

Mais le piano n'est pas qu'une affaire d'oreille. Il faut encore respecter des doigtés corrects et savoir lire les notes. Aussi, l'image s'imposait. Ce premier cours sur vidéocassette est destiné aux débutants. Il épargne aux adultes les exercices trop fastidieux et lie intelligemment l'apprentissage du solfège et la découverte du clavier. En vingt leçons, on va tranquillement de l'étude de la portée et de la position des mains jusqu'aux accords et au passage du pouce pour finir sur un petit menuet en rondo de Jean-Philippe Rameau.

La caméra va régulièrement de la partition au clavier avec des cadrages simples et précis. Pas d'effets ni d'esthétisme gratuit ; l'image est ici simplement pédagogique et, par là, efficace. Ceux qui auront profité de ces premières leçons découvriront en septembre une seconde vidéocassette destinée à leur donner les premiers éléments d'une technique pianistique et à les guider dans leurs premières interprétations.

« *Le Cours de piano* » de Jacqueline Massel, en vente dans toutes les FNAC ou sur commande à Petite Académie de musique, 47, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris (prix : 600 francs T.T.C.).

1981, l'année choc

Le choc de l'année 1981 ? Voyons : l'attentat contre le pape ? L'atterrissage de la navette spatiale ? Le visage de François Mitterrand le 10 mai à 20 heures sur les écrans de télévision ? Ne cherchez pas, elles sont toutes là, toutes ces images qui ont fait la « une » des journaux ou les scoops des actualités télévisées. Et ne cherchez pas non plus dans cette vidéocassette un dossier analytique, un recul critique ou une mise en persective. Non, simplement des images dans leur défilement chronologique implacable. C'est ça le choc.

On oublie vite la voix *off* qui légende les photos de l'agence Gamma ou les extraits de reportages. On tente vainement de retrouver une part de l'émotion originelle, de l'impact premier de telle ou telle image. On renonce même au sens. Il ne reste plus que ce kaléidoscope géant, cette bousculade monstrueuse. Les morts succèdent aux morts, les hommes politiques répondent à d'autres hommes politiques, le sourire de la star s'efface sur le charnier d'un tremblement de terre. Très vite, jusqu'à l'écœurement.

Alors, pourquoi cette fascination ? Sans doute parce que *« 1981, l'année choc »* pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous installe paradoxalement dans une sérénité blasée. Souvenez-vous de Fabrice del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démiurge qu'est le téléspectateur confortablement assis dans son fauteuil.

« *1981, l'année choc* » — Une coproduction Gamma—Chanel 80, diffusée par R.C.A. Vidéo.

Films

Parmi les grands classiques :

Les Bas-Fonds, de Jean Renoir, d'après Maxime Gorki, avec Jean Gabin et Louis Jouvet. Edité par Cinéthèque et diffusé par G.C.R.

Les jeux sont faits, de Jean Delannoy, d'après Jean-Paul Sartre, avec Micheline Presle. Edité par Cinéthèque et diffusé par G.C.R.

Dans la catégorie des films policiers :

Plein Soleil, de René Clément, avec Alain Delon. Collection « Série noire ». Edité par G.C.R. et diffusé par G.C.R.

L'Équipe spéciale, de Domenico Paolella, avec Marcel Bozuffi. Edité par U.G.C. Vidéo et distribué par R.C.V.

Pour les amateurs de films musicaux :

Summer holiday, de Peter Yates, avec Cliff Richard. Edité par Thorn EMI Vidéo et distribué par R.C.V.

Bongo man, de Stefan Paul, avec Jimmy Cliff. Edité par A.M.V. et distribué par R.C.V.

Et encore :

Le Rempart des béguines, de Guy Casaril, avec Nicole Courcel et Anicée Alvina. Edité par Cinéthèque et distribué par G.C.R.

La Mémoire courte, de Eduardo de Gregorio, avec Nathalie Baye et Philippe Léotard. Edité par Proserpine éditions.

Les Zozos, de Pascal Thomas. Distribué par R.C.V.

J.F.L.

PRATIQUES

VIDÉO



Un « parcmètre » pour vos cassettes

Dans un avenir très proche, peut-être dès le mois d'octobre, les cassettes que vous louerez à votre vidéo-club habituel posséderont éventuellement un nouveau dispositif : un compteur. Ce compteur digital ne vous servira à rien. Il se bornera à enregistrer combien de fois la cassette a été visionnée. Pourquoi tenir une telle comptabilité ? Lorsque les éditeurs de vidéocassettes préenregistrées autorisent un point de vente ou un vidéo-club à louer au public leurs cassettes, il est, en général, prévu un droit locatif que le détaillant doit reverser à l'éditeur pour chaque location. Or les éditeurs, dans leur ensemble, se plaignent amèrement de percevoir des droits très inférieurs à la réalité et recherchent un moyen d'« assainir la situation », c'est-à-dire de pouvoir contrôler les rotations de leurs cassettes.

Le nombre de locations étant pratiquement invérifiable, on *s'oriente donc vers un contrôle* plus simple à réaliser : celui du nombre de visionnages. Le compteur incorporé à la cassette se déclenchera automatiquement chaque fois que la bande sera lue par le magnétoscope. Conséquence immédiate : de telles cassettes ne seront plus louées au public pour une certaine période seulement mais seront facturées selon leur utilisation. C'est évidemment le moyen le plus simple de mettre un peu d'ordre dans une pratique souvent anarchique. Il reste à espérer que le public ne paiera pas trop cher ces innovations juridico-techniques.

Encore plus petit

Les Japonais ont décidément une grande passion pour la miniaturisation. Après le Flat-T.V. de Sony et autres merveilles lilliputiennes, Matsushita annonce (pour ce printemps aux Etats-Unis et peu après en Europe) la sortie d'une TV couleur dont l'écran mesure 5 cm de diagonale. Une prouesse technique, certes, mais est-ce vraiment l'écran idéal pour y admirer la finale du Mundial ou les chevauchées de John Wayne dans les grands espaces ?

Nouvelles cassettes : *prudence*

En attendant la mise en service des nouvelles usines de vidéo-cassettes, on voit apparaître depuis quelque temps sur le marché des marques « inconnues », souvent importées de Hongkong par des grossistes avisés qui trouvent là un créneau rentable, face à la pénurie actuelle. Toutes ces cassettes aux noms peu familiers ne sont *pas forcément de mauvaise qualité*, certes, mais on ne peut cependant que recommander à l'utilisateur une certaine circonspection. Il est préférable de faire un test sur une cassette avant d'en acheter un lot. D'autant qu'une bande de mauvaise qualité ne se bornera pas à vous donner un enregistrement déplorable, elle risque aussi d'encrasser sérieusement les têtes de votre magnétoscope.

Connections

Si vous avez déjà tenté de relier votre magnétoscope ou votre téléviseur à d'autres appareils audiovisuels (un autre magnétoscope, une chaîne hi-fi, etc.), vous avez pu constater que la chose n'est guère facile avec les câbles d'origine. Surtout si les deux appareils ne sont pas de même marque. C'est pour pallier cet inconvénient que 3 M propose maintenant sa gamme R.S. 80 : une série complète de cordons de raccordement en tout genre ainsi qu'un « kit » universel qui permettent de relier entre eux à peu près tous les appareils audiovisuels actuellement disponibles. De plus, 3 M édite un catalogue très clair et précis qui vous permettra de choisir la ou les solutions les plus adaptées à vos besoins.

MICHEL CAEN.

HI-FI

Les bras tangentiels

Dans la chaîne haute fidélité, la platine tourne-disque est le seul élément qui ne soit pas totalement affranchi des contraintes mécaniques héritées de ses glorieux ancêtres. L'amateur de musique peut choisir entre différentes techniques pour l'entraînement du plateau, le recours ou non-à l'automatisme, ou la forme du bras.

En théorie, le bras tangentiel est la solution la plus satisfaisante pour lire convenablement le sillon, car le déplacement de la pointe de lecture suit très exactement le chemin tracé par *le stylet graveur lors de la fabrication* de la matrice du disque. Cette disposition rend l'erreur de piste pratiquement nulle si on compare ce système aux platines équipées de bras conventionnels, qu'ils soient droits ou en « S ». Le système de compensation de la force centripète — parfois appelé « anti-skating » — disparaît pour cause d'inutilité, améliorant ainsi l'équilibre des voies stéréophoniques. *Enfin la rectitude et* la longueur modérée du bras réduisent considérablement les phénomènes de résonances.

Toutes ces performances sous-entendent que les déplacements du bras s'effectuent avec une très grande précision nécessitant des techniques de positionnement perfectionnées. Dans le matériel « haut de gamme », l'asservissement du moteur est souvent effectué à l'aide d'un *microprocesseur couplé* à des détecteurs optiques ou *infrarouges*. Ceux-ci peuvent mesurer la moindre déviation et faire réagir l'ensemble en conséquence. Cette oscultation permanente de la surface du disque permet, sur certains modèles, le repérage précis des plages musicales et la mise en place de l'élément lecteur à l'endroit choisi.

On trouve des platines à bras tangentiel dans une gamme de prix allant de 1 500 F, pour les tourne-disques assortis aux mini-chaînes, à plus de 4 000 F pour les ensembles plus sophistiqués.

PHILIPPE PÉLAPRAT.

RADIO

Publicité ou mécénat ?

Publicité ou non, il faudra bien que le gouvernement précise sa position concernant le financement des radios libres. Plusieurs solutions sont envisageables : petites annonces, « sponsoring », mais aussi mécénat des entreprises...

En effet, selon l'article 238 du Code général des impôts, les entreprises peuvent consacrer un pour mille de leur chiffre d'affaires, déductible de leur bénéfice imposable, à des organismes dont l'objet est d'intérêt général, de caractère philantropique, social, éducatif, scientifique et culturel. De là, pour les animateurs de radios libres en quête de fonds, à entrevoir par ce biais une source possible de financement...il n'y a qu'un pas, que le ministère de la communication se refuse à laisser franchir. Selon l'Admical (*Association pour le développement du* mécénat industriel et commercial), que préside M. Jacques Rigaud, le mécénat est un moyen de communication, une des voies par lesquelles l'entreprise s'exprime dans des conditions qui, si elles profitent directement à la culture (les secteurs privilégiés ont été traditionnellement les arts plastiques et la musique, plus récemment le théâtre et le cinéma), servent *aussi, par l'effet répété d'une signature discrète*, directement ses propres intérêts.

Il ne s'agit donc pas d'un acte de pure philantropie, et le nom de l'entreprise qui accepte d'octroyer quelques fonds à une radio libre pour financer un programme précis (concerts, documentaires...) doit pouvoir être prononcé à l'antenne. Publicité ? Il ne s'agit pourtant pas de la promotion d'une marque, ni de celle d'un produit, mais *l'Admical se refuse*, en l'absence d'un feu vert du ministère, à exposer les entreprises à la moindre poursuite. Aux États-Unis, en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne, et depuis peu aux Pays-Bas, le rôle joué par les entreprises en matière de culture et de communication va croissant. L'Admical estime que le mécénat des entreprises françaises pourrait, lui aussi, avoir un bel avenir, et surtout dans les régions si défavorisées en matière de culture.

* Admical : 1-3, avenue Gabriel, 75008 Paris.

ANNICK COJEAN.

PHOTO

Zooms grands-angulaires

L'avantage essentiel des appareils reflex 24 X 36 réside dans la possibilité d'utiliser des objectifs interchangeables. L'équipement le plus courant est constitué, outre l'objectif normal de 50 mm de focale, d'un grand angulaire de 35 mm qui permet de photographier dans un champ plus large (63° au lieu de 46°) et d'un téléobjectif de 100 ou de 135 mm qui, à l'inverse, *embrasse un champ plus étroit* (24° ou 18°).

De plus en plus, les opticiens proposent aussi des objectifs à focale variable (les zooms) qui permettent de modifier la focale (et donc l'angle de champ embrassé). Ainsi, un zoom dont la focale peut varier de 35 à 100 mm couvre-t-il un champ de 63° à 24° et peut-il remplacer les trois objectifs classiques de 35, 50 et 100 mm. *Mais un* zoom n'est pas sans défauts. Il est généralement plus gros qu'un objectif à focale fixe, souvent moins lumineux et, parfois, de moins bonne qualité. Cependant, les progrès de l'optique parviennent à réduire ces inconvénients, et les zooms sont des objectifs de plus en plus appréciés.

La tendance actuelle est à la réduction sensible de l'encombrement et à l'élargissement des focales vers la zone grand-angulaire (difficile à réaliser, les courtes focales exigeant, notamment, plus de lentilles que les téléobjectifs). Dans cet éventail de focales de moins de 50 mm, de nouveaux objectifs, tous japonais, ont été commercialisés ou annoncés ces dernières semaines. Chez Tokina, tout d'abord, ce sont trois zooms compacts. 1 : 4 — 4,6 de 28 à 135 mm avec mise au point descendant à 5 cm ; 1,4 de 25 à 50 mm avec mise au point à 50 cm et 1 : 3,5 — 4,5 de 35 à 200 mm.

Chez Makinon, un zoom couvre les focales de 28 à 80 mm avec mise au point sur 28 cm. Tamron, enfin, propose un objectif similaire 1 : 2,8 — 4 de 28 à 80 mm et un zoom 1 : 3,5 — 4,5 de 35 à 135 mm. Cet objectif est également commercia*lisé par Sigma. Il permet* une mise au point à 30 cm.

ROGER BELLONE.

ACTUALITE DU DISQUE

Classique

« Parsifal » l'« enfant du miracle »

Hans Jürgen Syberberg avait souhaité utiliser pour son film sur *Parsifal (le Monde* du 20 mai) l'enregistrement de Pierre Boulez à Bayreuth en 1970 (5 disques DG, 2740.143), mais il se heurta au veto de Wolfgang Wagner, furieux du film-interview réalisé avec sa mère Winifred par le cinéaste. Non sans audace, Daniel Toscan du Plantier, directeur de Gaumont, proposa alors de faire une nouvelle version confiée à Erato.

Perplexité de Michel Garcin, directeur d'Erato : comment lutter contre Knappertsbusch, Boulez et Karajan ? Avec crainte et tremblements fut cependant engendré l'« enfant du miracle », car qui aurait eu l'idée de faire une œuvre aussi chargée de souvenirs et de tabous avec l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, sous la direction d'Armin Jordan (malgré la réussite de leur récent *Pelléas)* ?

Le résultat est étonnant : un tissu orchestral allégé, transparent, d'une couleur parfois presque impressionniste, avec cette direction toujours sous tension, profondément dramatique, et cependant libre et lumineuse, d'une ferveur comme lavée par la lumière méditerranéenne de ses empâtements trop germaniques.

La réussite n'est pas moins grande avec les chanteurs réunis par Jean-Pierre Brossmann, directeur adjoint de l'Opéra de Lyon : Reiner Goldberg est (mis à part Vickers, personnage hors série) le plus beau Parsifal qu'on ait entendu depuis longtemps, voix de flamme, jeune, flexible, virile (nullement le « chevalière-glaçon » que nous offre Syberberg), mais sans l'ombre de cette rusticité vulgaire où se complaisent certains *heldentenors* ; Yvonne Minton (Kundry) *déploie* de façon incomparable sa voix lisse et mystérieuse comme un miroir où les cris jaillissent du tréfonds de l'être, comme ces tendresses d'un timbre chatoyant qui porte tant d'ambiguïtés mystiques et sensuelles ; Aage Haugland campe un étonnant Klingsor, possessif, gourmand, et d'une séduction irrésistible...

Grands personnages aussi l'Amfortas de Wolfgang Schöne, fouillé par la douleur où il puise une souveraine grandeur, le poids d'humanité de chacun de ces mots qu'il savoure amèrement, comme le Gurnemanz de Robert Lloyd, admirable de piété, de compassion fraternelle, portant sur ses robustes épaules tout le drame et l'espoir de Montsalvat, sans oublier le puissant Titurel d'Hans Tschammer, des écuyers et filles-fleurs tels que Britt Marie Aruhn, Hanna Schaer, Eva Saurova, Jocelyne Chamonin, et le magnifique Chœur philharmonique de Prague. (5 disques Erato, NUM 750.105, ou 4 cassettes, MCE 750.105 ; un disque d'extraits, NUM 75.037, ou une cassette, MCE 75.037.)

JACQUES LONCHAMPT.

« La Traviata » par Riccardo Muti

La discographie n'est pas avare de *Traviata* : celles des chefs (Toscanini, Giulini, Kleiber), celles des divas (Sills, Caballé, Sutherland), et, légendaires, celles de Callas, plus ou moins bien entourée et dirigée, en plus ou moins bonne forme vocale, mais ayant rendu le rôle à son *univers romantique et dramatique*, dont les sopranos pépiants *l'avaient retiré*. Tout semblait dit, et voici que Muti remet tout en question : l'ordonnance des tempos, qu'il bouscule et accélère, créant une urgence et une fièvre qui emportent l'œuvre ; le détail des couleurs qu'il nuance jusqu'à la sophistication, reflet idéal du monde clos et décadent qu'il décrit.

Sous sa direction, ni étrangère ni surajoutée mais au contraire complice et disciplinée (aucune note aiguë *ad libitum*, mais toutes les reprises), une équipe de vétérans démontrant l'autorité de l'expérience : Alfredo Kraus, dont *le chant n'est qu'élégance du style* (son Alfredo ressemble à un portrait de Lamartine), et dont la technique sans faille sert le belcantisme de l'œuvre ; Renato Bruson, avec sa profondeur de baryton-Verdi et sa souveraineté de phrasé, transformant un rôle conventionnel en grande figure noble ; Renata Scotto enfin, le vibrato assagi, l'aigu rassuré, chantant dans un *fil di voce* des phrases pathétiques, composant tout en demi-teintes un personnage au destin scellé dès le début du drame, d'une passion se muant en sacrifice.

Avec le Philharmonia Orchestra et les Chœurs Ambrosian, une interprétation qui fera date, fondue dans une direction d'une magistrale cohérence (3 d. EMI, 167-43127 9).

ALAIN ARNAUD.

Les « Feux d'artifice royaux » de Haendel

La version musicologique des *Feux d'artifice royaux* manquait au catalogue. La voici, enregistrée *par l'Academy of Ancient Music*, qui, d'emblée, se pose en concurrente très sérieuse pour les meilleures approches traditionnelles comme Leppard et Marriner. le grand atout est ici la variété de timbres qu'apporte un orchestre d'instruments d'époque, avec la réjouissante verdeur des bois et des cuivres, surtout où brillent d'infaillibles trompettes et cors naturels.

C'est un disque sans arrière-pensée, d'une interprétation qui se veut divertissement, dans le plus pur esprit des fastes du dix-huitième siècle. Rien de radical donc dans le style de Christopher Hogwood et de sa formation, mais une mécanique baroque qui respire dans une atmosphère vibrante et enjouée, à l'image de la fête historique que la musique ressuscite (la paix d'Aix-la-Chapelle de 1748).

Complétée, entre autres, par la *Sonate pour flûte en la mineur*, à la séduction tout italienne, cette vision euphorisante du populaire chef-d'œuvre s'impose en tête de la discographie. Et c'est à ses rythmes virtuoses et sonorités incisives que les haendéliens et les autres demanderont désormais la vérité dynamique du *« famoso Sassone »* (Oiseau-Lyre-Barclay, 595151).

ROGER TELLART.

« La Damnation de Faust » par Solti

On est d'abord fasciné par le chatoiement de l'orchestre, ses irisations, ses envols de ligne. On se sent berliozien pour la vie ! Et puis, avec la minutie maniaque que donne l'écoute patiente, on relève un rien d'emphase, de sophistication. C'est Sir Solti qui se laisse emporter par ses excès. On se prend à regretter la rigueur de Colin Davis, la subtilité d'André Cluytens. Il faut peut-être plus de sobriété, plus d'effacement pour aborder ce récit d'une douleur. Mais, on finit par se laisser emporter par cette fougue, submerger par cette splendeur de sons et de couleurs. La passion est communicative, fût-elle immodeste !

Il n'en va pas de même des interprètes. Ni leurs dons naturels ni leur talent ne sont en cause. Mais, d'une part, il y a l'histoire, brillant de noms : Jouatte, Singher, Crespin, Gedda, Baker... En art, l'héritage est toujours un péril. Ensuite, il y a Berlioz, c'est-à-dire le génie musical « français », soit un phrasé, une articulation, un ton. On peut être *un mozartien ou une rossinienne* idéaux et ne pas avoir accès à ces « valeurs », façonnées par Rameau et Racine. Question de tempérament et, surtout, de culture. On ne peut rien reprocher à ces artistes ni vocalement ni techniquement. Sauf ce qui échappe au reproche, d'être fondamentalement étrangers à un univers et à son esprit.

Dans une discographie sans version pleinement satisfaisante, une de plus, éminemment orchestrale, mais sans réponse définitive, à la question de Faust.

Avec Kenneth Riegel, José Van Dam, Frederica von Stade, Malcolm King, les chœurs et l'Orchestre symphonique de Chicago (*3 d. Decca*, 591.239, BA-321).

A. A.

Un précurseur : Giacinto Scelsi

En l'absence de disques de musique contemporaine de tout premier rayon, il faut attirer l'attention sur celui-ci, qui a le mérite de sortir de l'ombre un compositeur *considéré* par beaucoup de membres de la nouvelle génération comme une sorte de père spirituel. Né à La Spezia en 1905, Giacinto Scelsi s'est orienté à partir de 1952 vers des solutions radicales teintées parfois d'ésotérisme ou de mysticisme, et qui font que se reconnaissent en lui aussi bien un Ligeti ou un Feldman, que des moins de quarante ans.

Il fut un des premiers à tirer les conséquences de l'épuisement du sérialisme, et la démarche de ses *Quatre pièces sur une note*, pour orchestre de chambre de vingt-six musiciens, a été tellement reprise, que, si l'on n'en connaissait pas la date (1959), on accuserait vite Scelsi de plagiat. *Pranam II* pour neuf instruments (1973), *Okanagon* pour harpe, tam-tam et contrebasse amplifiée (1968), et *Kya* pour clarinette solo et sept instruments (1959), sont les autres facettes d'un talent auquel l'Ensemble 2e2m, dirigé par Luca Pfaff, rend ici un hommage mérité (R.C.A., FY 103).

MARC VIGNAL.



Jazz

RED RODNEY : « Live at the Village Vanguard »

Ils ont eu bien de la chance, les *noctambules* du Village, en ces *soirs de 1980 où l'on recevait* Red Rodney, Ira Sullivan et trois rythmiciens remarquables, dont le drummer Tom Whaley, un de ces milliers de musiciens comme en abrite et en révèle constamment New-York. Red Rodney, plus brillant, plus acrobatique qu'autrefois *(Lodgellian Mode)*, Ira Sullivan, calme, rêveur, au bugle *(A Time for Love)*, jouent aussi bien l'un que l'autre, et, souvent, s'affrontent, rivalisent de puissance et d'adresse.

Blues in the Guts est l'apothéose de l'ensemble, avec son introduction de trompette et de ténor très dissonante, en triton, son thème démentiel, pas commode du tout à articuler, mais que les deux hommes ont dû maîtriser en un tournemain, et, enfin, son duo post-bop improvisé qui déménage à la folie. Musique joyeuse, vigoureuse, éclatante comme il en est peu (Muse MR 5209 Distribution Wea).

STAN GETZ : « The Steamer »

L'invention jazzique paraît toujours liée, chez les grands, à l'invention d'un son. Epais chez Hawkins, léger chez Young, il est, aussi, léger chez le disciple Getz, mais alors, sans brume. Getz a su capter, au contraire, une éblouissante lumière. C'est ce son, en premier lieu, qui nous frappe. Par lui Getz se donne comme le plus original des « Brothers », à savoir : Sims, Steward, Giuffre, auxquels on doit apparenter Al Cohn.

La critique s'est perdue en dé*coupages de cheveux en quatre* lorsqu'elle a voulu distinguer des sonorités chaudes en dehors, froides en dedans, ou froides en apparence, chaudes en réalité. Il y a des timbres travaillés, comme celui de Getz, qui brisent net ces spéculations mandarinales. Tempéré, mais radieux de part en part, le chant de Getz est un chant d'allégresse que Lou Levy, Leroy Vinnegar, Stan Levey, qui l'accompagnent en cette séance, ont, manifestement, contractée (Verve-Polydor 2304 523).

FLETCHER HENDERSON : « Indispensable »

De l'époque où les musiciens *de Harlem se présentaient* cravatés, en costume chic et souliers bicolores, on écoute ces trente-six plages, qui ont trente-six qualités. Fletcher eut, de 1927 à 1936, un orchestre de vedettes, avec Joe Smith, Red Allen, Roy Eldridge, Jimmy Harrison, Jay Higginbotham, Coleman Hawkins, Chew (et non Chu) Berry, Buster Bailey, Omer Simeon, *John Kirby*, Sydney Catlett, *pour* ne citer que quelques noms de ceux que l'on retrouve en un double album qui comporte une plage inédite, un *Singin'the Blues* inspiré de « Bix and Tram ».

Bill Challis a harmonisé, pour trois « saxes », l'exposé de Trumbauer. Rex Stewart reprend le solo de cornet de Beiderbecke et Russel Procope, clarinette, celui de Jimmy Dorsey. Un orchestre noir rend ainsi hommage au meilleur groupement blanc des années vingt, et à Bix surtout, *« young man with the horn »*, qui avait apporté au jazz un climat poétique et un pathétisme nouveaux (R.C.A. Collection Jazz Tribune, PM 43 691).

LUCIEN MALSON.

MICHEL GRAILLIER « Dream Drops »

Des pianistes de cette classe, même l'Amérique n'en regorge pas. Alors, vous pensez, en France ! Et pourtant, le nom de Michel Graillier n'est encore guère connu hors du cercle des noctambules qui fréquentent les clubs parisiens où il galère depuis plus de dix ans, toujours impeccablement. Il n'avait jusqu'à présent qu'un seul disque à son actif, en solo (*« Toutes ces choses »*, Open II), très prometteur. Celui-ci, conçu et enregistré avec le plus grand soin, varié dans ses compositions et ses formules, représente sans aucun doute une étape décisive dans sa carrière. L'instrumentiste est en pleine possession de *ses moyens, son toucher allie* magnifiquement délicatesse et puissance.

Plus important : c'est un styliste qui se révèle ici, en solo, ou dialoguant avec lui-même au synthétiseur, avec la trompette feutrée de Chet Baker, avec le pianiste Michel Petrucciani ou le contrebassiste J.F. Jenny Clark, un maître, et le batteur Aldo Romano. Le titre, une fois n'est pas coutume, résume parfaitement sa musique. Ce sont bien des *« gouttes de rêve » que Michel* Graillier distille avec une sensibilité exquise, jamais mièvre : grave et passionnée comme chez Bill Evans, qu'il suit sans une ombre de servilité. Meilleur disque publié jusqu'ici par un producteur, Jean-Jacques Pussiau, amoureux du piano, cet album franchira les frontières (Owl Records 026).

MICHEL CONTAT.

Rock Variétés

ICI PARIS « Allô le monde... Ici Paris »

Le premier album de ce groupe parisien ne valait pas même l'encre qu'on aurait pu dépenser pour le citer. Les progrès que traduis celui-ci en sont d'autant plus éloquents. Voilà un disque original et pas seulement à un niveau français. Un disque patchwork constitué de morceaux qui sont autant de petits scénarios autonomes mis en musique et en couleurs avec goût, et un humour qui suffit à combler certaines lacunes. Car si Ici Paris n'est pas toujours à la hauteur de ses ambitions, il en a au moins le mérite, et c'est déjà suffisant pour qu'on s'y attache.

L'inspiration est diversifiée, l'imagination constamment renouvelée, c'est ainsi que l'on s'envole vers les arabesques de Bagdad, qu'on entre en contact avec les hommes-robots par l'intermédiaire de la voix qui double Kirk Douglas, qu'on s'accroche au volant de la Cadillac de l'enfer et qu'on succombe aux charmes *particuliers de l'homme-éléphant*. Au terme de ce voyage organisé par la voix espiègle, sensuelle et mutine de la chanteuse, on est véritablement séduit par ce rock senti qui ne se prend pas au sérieux et ne craint pas les clins d'œil, comme ce morceau, que l'on doit jouer en 45 tours, et qui évoque, avec force pirouettes et grand orchestre, les musiques de dessins animés. *« Allô, Ici Paris... le monde a entendu votre appel »* (Gaumont Musique, Distr. WEA, 753811).

BLONDIE « The Hunter »

La sortie de ce nouveau disque de Blondie met un terme aux rumeurs qui ont couru pendant un temps sur la séparation du groupe s'appuyant sur les disques solo de Debby Harry, produit par Chic, et de Jimmy Destri, au demeurant tout aussi décevants. Blondie, on le sait, n'a depuis longtemps que peu de rapport avec le petit groupe new-yorkais qui enluminait la « new-wave » américaine de ces compositions acidulées, et ce disque en est évidemment le juste reflet, celui du groupe « top », champion des hits-parades internationaux, qui, *passé à la moulinette du show*-business, satisfait les exigences de sa fonction. Une production tentaculaire, toujours celle de Mike Chapman, qui engloutit les compositions dans un son émasculé, dont les échos résonnent de plus en plus dangereusement dans les gouffres de la variété internationale.

Au sein de l'usine Blondie, le couple Deborah Harry-Chris Stein ne trouve plus grand place pour éponger son esprit d'aventure entre les cadences infernales d'un rock manufacturé. Les interventions insidieuses et acérées de Chris Stein à la guitare sont pratiquement absentes. Quant à *Debby Harry, elle s'entête à chanter* de cette voix haut perchée qui a fait son succès, alors qu'elle n'est jamais aussi bonne et expressive que lorsqu'elle redescend dans les graves.

Pas un mauvais disque, mais un disque qui ne sert à rien, sans racines, perdu là-bas dans les sphères de la grande consommation. Un disque de routine comme on va au boulot, par habitude plus que par passion (RCA, CDL 1384).

MOON MARTIN « Mistery Ticket »

Moon Martin est un mélodiste talentueux qui a le don, en quelques harmonies bien choisies et une parcimonie d'effets, de concocter des *chansons cossues* et joliment agencées. C'est ce que l'on appelle ordinairement l'efficacité. Moon Martin en a fait la preuve en composant des titres qui ont été des succès en d'autres bouches, comme le *Cadillac Walk* de Mink Deville et le *Bad Case Of Loving You* de Robert Palmer. Echange de procédés, qu'on ne *qualifiera pas de bons pour l'occasion*, Robert Palmer a produit le nouveau disque de Moon Martin.

Or, plus qu'un enregistrement de celui-ci, il s'agit d'un enregistrement de celui-là, dont l'omniprésence envahit chacune des plages. Les mélodies sont accablées du son rigide des synthétiseurs — dont Palmer fait un emploi abusif ces derniers temps — qui se prête mal à la sensibilité de Moon Martin. Sa voix fragile ne trouve pas un terrain suffisamment aéré pour être mise en valeur. Enfin, et pour ne pas l'accabler davantage, on n'insistera pas sur cette composition, *Firing Line*, qui ne se distingue de *Bad Case of Loving You* que par le texte (Pathé-Marconi, 2C 068 400087).

JOHN HIATT « All of a Sudden »

Evidemment la ressemblance avec Graham Parker est frappante à bien des égards. Le même registre de voix, le timbre noir, cassé,qui fonctionne à l'arraché sur un rock musclé à la frontière du rhythm'n blues et du boogie. Comme Graham Parker, John Hiatt n'a pas su faire son trou depuis plusieurs années, ne réussissant pas à imposer une image, un gimmick, susceptibles d'accrocher le public. Il a pour lui sa voix et l'authenticité de sa création, des compositions sans détours, presque à l'état brut, ici un peu plus stylisées qu'à l'habitude par la production de Tony Visconti, dont on a pu vérifier l'habileté aux manettes à diverses reprises avec David Bowie (CBS, GEF 85580).

STEVIE WONDER « Original Musiquarium I »

« Original Musiquarium I » est un double album qui réunit la plupart des grands succès de Stevie Wonder depuis 1972. De *You Are The Sunshine Of My Life* à *Master Blaster*, en passant par *Superstition* ou *Living For The City*, le disque retrace dix ans d'une carrière discographique irréprochable menée par l'un des plus grands compositeurs de notre temps. Quatre *titres inédits (Ribbon In The Sky, That Girl, Front Line, Do I Do)* ont été enregistrés pour la circonstance, tandis que les autres compositions ont été remixées spécialement par les soins de Stevie Wonder (Vogue, 428009).

STATUS QUO « 1982 »

Cet album fête le vingtième anniversaire de Status Quo, une existence pratiquement unique dans le domaine du rock et une carrière dont le succès ne s'est jamais démenti, avec un rock qui tient autant du hard que du boogie. Les albums se sont suivis au fil des années, se ressemblant les uns les autres. Celui-ci n'échappe pas à la règle et ressemble déjà à ceux qu'ils enregistreront dans vingt ans. Reste à savoir qui, du public ou du groupe, craquera le premier. Misons sur le groupe (Phonogram, 6302189).

ALAIN WAIS.



SERGUEI

Mon père

par Roland Jaccard

AVEC mon père, j'ai perdu mon lecteur le plus attentif ; le plus exigeant aussi. Il ne lira pas ces quelques bribes de souvenirs, et c'est peut-être mieux ainsi ; il m'aurait sans doute encouragé à les écrire, tout en me mettant en garde contre l'apitoiement facile ; aux épanchements du cœur, il préférait l'humour. Il était tout, sauf sentimental. Il ne s'exprimait d'ailleurs librement qu'en compagnie de gens dégagés de toute opinion et placés comme lui au point de vue d'une bienveillante ironie universelle.

Il est mort le jour de mes quarante ans. Il était arrivé à l'âge où l'on n'a plus d'âge et où, inexorablement, tout nous rappelle que nous approchons de la station terminale. Le voyage achevé, il est temps de mourir, c'est-à-dire de rentrer chez soi.

Depuis le début de l'année, ses forces déclinaient. Par orgueil, il inventait mille subterfuges pour masquer la terrible lassitude qui précède la mort ; il la narguait par la discipline qu'il s'imposait quotidiennement et, par cette volonté inflexible de vivre encore chaque instant et de le chérir.

Il redoutait cependant de devenir un poids pour son entourage. Dans ses articles, il professait un aimable stoïcisme. Jamais je ne l'ai entendu se plaindre. En revanche, il ne cachait pas que le jour où la somme des désagréments l'emporterait sur celle des plaisirs, il demanderait à son médecin de l'aider à mourir.

Dans mon for intérieur, je craignais qu'il n'accordât pas ses actes à ses paroles. Je voulais pouvoir être fier de lui jusqu'au bout. Il le savait. Et c'est sans doute pourquoi il a dû considérer que cette mort volontaire, la plus belle selon Montaigne, serait le plus précieux cadeau qu'il pût encore m'offrir pour mes quarante ans. Par son geste, il voulait m'enseigner à vaincre la peur de la mort et m'insuffler un peu de ce courage qui, parfois, me fait défaut.

Je ne me souviens pas avoir jamais eu honte de lui. Il s'était construit une citadelle intérieure dans laquelle il vivait en paix. Il n'éprouvait guère le besoin d'en sortir pour communiquer avec autrui. Seule la compagnie des femmes l'amusait encore. Il contemplait le spectacle du monde avec un tel détachement – détachement serein d'ailleurs, et jamais méprisant – que rien ne semblait plus pouvoir l'émouvoir. Les événements politiques le distrayaient de même que les matches de football. Il était socialiste, moins par conviction que par générosité. Quelques jours avant d'entrer en clinique, il me téléphona, non pas pour m'apprendre sa décision, mais pour commenter la politique de Mitterrand. Il la jugeait habile. C'est la dernière fois que j'entendis sa voix.

Son principal défaut, nous le connaissions tous, et lui-même n'en faisait pas mystère : c'était la vanité. Il attachait un soin minutieux à son apparence physique. Rien ne lui importait tant que de séduire. Il avait été diplomate, mais il aurait pu être acteur. Avec son crâne rasé, sa lippe sensuelle et ses yeux bleus d'officier prussien, il ressemblait d'ailleurs étrangement à Eric von Stroheim. Une soirée où il n'avait pas brillé, c'était une soirée ratée. Il parlait d'abondance, brodant sur les thèmes les plus divers, mais ne se livrait jamais. J'ai souvent regretté d'en savoir si peu sur son existence.

Nos rapports, sans être tendus, étaient plutôt froids. Il évitait la compagnie des hommes et, lorsque, par hasard nous nous trouvions dans le même restaurant, seuls l'un et l'autre, nous occupions des tables différentes. Il était dépourvu d'esprit de famille à un point rare et, peu avant sa mort, il m'avait recommandé de toujours agir en homme libre, c'est-à-dire indifférent aux liens du sang. Il ne souhaitait même pas, avait-il ajouté, que j'assiste à son incinération. Il me conseillait d'être toujours plus égoïste, ce qui signifiait dans son esprit de me détourner de tout ce qui était pénible ou douloureux et, surtout, de ne jamais renoncer à un plaisir au profit d'un devoir. Quand j'étais enfant, il me répétait volontiers que je devais considérer chaque jour comme le jour de mon anniversaire. *Carpe diem* était un de ses mots favoris.

IL avait été journaliste et professeur, mais seule la carrière diplomatique l'avait vraiment comblé. Il avait dû renoncer, dans le déshonneur, à la suite d'un drame absurde. Alors qu'il était en mission à Cologne, une femme juive avait tiré sur lui à bout portant. En l'espace de quelques secondes, il avait perdu un rein, la rate et son poste au département politique. A Berne, on ne badine pas avec la moralité. Il continuait cependant à traiter les femmes avec une indulgence amusée, comme s'il se fut agi d'enfants irresponsables. Il lui eût répugné de tenir des propos misogynes, mais toute son attitude témoignait à leur égard d'une condescendance seigneuriale. C'est sans doute pourquoi elles recherchaient tant sa compagnie.

Mon père était fier que j'écrive dans les journaux. Il ne me le disait pas, mais je l'apprenais par ma mère. Ainsi, quand, à quinze ans, je publiai dans la *Gazette de Lausanne* mon premier article sur le bouddhisme, il en acheta une quinzaine d'exemplaires qu'il glissa subrepticement dans les boîtes à lettres de ses amis les plus proches.

Souvent, il m'encourageait à écrire plus librement, à ne pas me dissimuler derrière des travaux universitaires et à ne pas me limiter à des critiques d'ouvrages psychanalytiques ou psychiatriques. Pourtant, sans me l'avouer vraiment, j'étais persuadé qu'il me faudrait attendre sa mort pour m'exprimer plus spontanément. Non seulement, je redoutais son jugement, mais je ne tenais pas à ce qu'il eût une connaissance trop précise de ma vie. Or, ne concevant pas la littérature autrement que comme la découverte de vérités qui font mal, je me montrais fort elliptique dans les quelques fragments autobiographiques qu'il m'arriva de publier de son vivant.

Dans *les Chemins de la désillusion*, j'avais tracé son portrait et il en avait été flatté. Mais il regrettait que je n'aille pas plus profond dans la voie de l'introspection. A vrai dire, nous nous faisions à l'un et à l'autre le même reproche : celui d'avancer masqués. Ce dialogue qui n'a pas eu lieu de son vivant, je tente de le poursuivre solitairement au fil de ces pages que je remplis de souvenirs, amertume et amour mêlés, comme s'il m'y invitait.

La dernière fois que je l'ai vu, c'était au mois d'août dans un grand hôtel au-dessus de Montreux, surplombant magnifiquement le lac Léman. Je revenais du Japon. Nous nous étions installés dans un petit café et, après m'avoir questionné sur mon voyage, il me lut un article *qu'il destinait à une revue d'étudiants*. Il y était question d'un vieux sage qu'il avait rencontré alors qu'il était adolescent et qui, d'évidence, n'était autre que lui-même. Ce vieux sage discourait sur l'existence et prodiguait de ces judicieux conseils qu'on a d'autant plus de plaisir à entendre qu'on ne les suit jamais.

Mon père avait été marqué par la philosophie d'Alain et ses propos sur le bonheur constituaient une arme contre la pesanteur de la vie. Je l'écoutais la gorge nouée, indifférent aux lieux communs qu'il alignait (je précise que je ne méprise pas les lieux communs : les cimetières aussi sont des lieux communs), mais sensible aux ravages exercés par le temps. Lorsqu'il eut achevé sa lecture, il me demanda mon opinion. Je le félicitai, il ne fut pas dupe et me rétorqua qu'il m'était difficile, compte tenu de mon état, de le critiquer.

Il m'étonna lorsqu'il me confia qu'il ne pensait jamais au passé, il vivait chaque instant avec le maximum d'intensité, chassant de son esprit toute trace de nostalgie, il goûtait modérément aux sombres plaisirs d'un cœur mélancolique. Je savais qu'il était au bord du gouffre, mais il y avait encore une telle tenue chez lui que, l'espace d'un instant, je le crus immortel. Lorsque je voulus l'aider à traverser la route en lui tenant le bras – il était presque aveugle, – il se dégagea brusquement. La faiblesse, l'infirmité, lui faisaient horreur. Il refusa toujours de se promener avec sa canne blanche.

Les effusions sentimentales n'étaient pas précisément son genre. Il supportait mal qu'un homme le touche ou l'embrasse. A cet égard, les derniers mots qu'il prononça sont significatifs. Le médecin qui avait accepté de l'aider à quitter ce monde aussi dignement qu'il est possible, lui caressa l'épaule et les bras après lui avoir injecté de fortes doses de morphine. Ma mère était présente. Elle savait, bien sûr, le déplaisir que lui procuraient ces attouchements si attentionnés, mais elle n'osait pas intervenir. Quand le médecin quitta la pièce, mon père se tourna vers elle et, avec un sourire complice et ironique, lui dit : « *As-tu observé comme il me caresse ? C'est certainement un homosexuel...* » Ce furent ses dernières paroles.

Il avait laissé un cahier avec des indications très précises sur tout ce qu'il convenait de faire après son décès. Il voulait un cercueil israélite dans le bois le plus simple. Il voulait être incinéré et que ses cendres fussent dispersées. Il voulait que la presse ne mentionnât pas sa mort. Il ne voulait pas de cérémonie religieuse. « *Toute la vie d'un homme se résume à un bol de cendres* », dit un proverbe bouddhiste.

Lorsque je revins du crématoire, je m'installai à la terrasse d'un café, « L'Escale », dont nous étions tous deux des habitués. Je l'ai déjà écrit : je venais d'avoir quarante ans. Mon père ne lirait plus jamais mes articles. Et pourtant, j'avais l'impression que le temps s'était arrêté, qu'il était là, à mes côtés, et qu'il m'encourageait. C'était un vieux lutteur, et il m'incitait à persévérer, à ne pas me laisser envahir par le doute, la lassitude, la dépression. A tenir bon, quoi qu'il pût m'en coûter. Et, lorsque le moment serait venu, à suivre son exemple. Sans pathos. Sans regrets. Heureux de m'être donné entièrement à la vie de telle sorte que la mort n'ait plus rien à prendre.

Oui, je l'entendais, je l'approuvais. Mais je songeais aussi à Stefan Zweig cherchant une compagne qui « *le libérerait de la solitude de la dernière seconde* ». Zweig l'avait trouvée en la personne de Lotte Altmann, lorsqu'il se suicida à Pétropolis, le 22 février 1942. Cette compagne, je veux croire que je la rencontrerai aussi.

J'étais encore à la terrasse de « L'Escale », lorsque j'aperçus à une table proche de la mienne une lycéenne dont le profil, la coiffure à la chienne, ainsi que la voix, me rappelèrent le visager de Van. Van que j'avais vue vingt ans auparavant ici même pour la première fois. Je l'avais aimée, et je l'avais perdue. Le destin ou le hasard me permettaient en cet instant précis de contempler ce qui avait été le plus chatoyant de mes jardins intérieurs et qui n'était plus qu'un ossuaire.

Je n'insisterai pas sur les sombres pensées qui traversèrent mon esprit, mais elles tournaient toutes autour d'un thème unique : comment avoir le courage, la force d'affronter les quelques années qui, vraisemblablement, me restent à vivre ? Peut-être, pour persévérer dans l'existence, faut-il éviter de se poser ce genre de questions. Et puis, si mon père avait tenu bon, peut-être tiendrais-je bon aussi.

Lorsque je quittai « L'Escale », j'étais dans le même état d'esprit que ce personnage de Sherwood Anderson dont la mère vient de mourir : « *Dans un léger haut-le-cœur, il se voit simple feuille que le vent chasse par les rues du village. Il sait qu'en dépit de ce que racontent les autres il devra vivre et mourir dans l'incertitude, chose balayée par les vents, chose destinée comme le grain à se dessécher au soleil. Il frissonne et regarde autour de lui avec avidité. Déjà, il entend la mort qui appelle. De tout son cœur, il veut s'approcher d'un être humain, toucher quelqu'un de ses mains, être touché par la main d'un autre. S'il préfère que cet autre soit une femme, c'est qu'il pense qu'une femme sera douce, qu'elle comprendra.* »

J'aurais aimé m'approcher de cette lycéenne, j'aurais aimé reconnaître Van, j'aurais aimé que le temps fût vraiment aboli. Elle m'aurait embrassé, je lui aurais proposé d'aller au cinéma Atlantic voir *la Soif du mal*, d'Orson Welles ; ensuite, nous aurions peut-être dîné chez nos parents. Comme la mort semble lointaine, invraisemblable, quand elle ne frappe pas ! Comme le passé semble beau quand il est aboli ! Nous nous apitoyons sur des fantômes que nous n'aimions pas et nous ressuscitons les morts pour mieux nous délecter du charme morbide du présent. Ce n'est pas la vie qui est sordide ou attrayante, ce sont les tableaux que nous en tirons. On ne se méfiera jamais assez de la littérature.

ON ne se méfiera jamais assez de soi non plus. Mon père, qui était coquet, passait des heures à s'observer dans la glace du vestibule. Il essayait divers chapeaux, divers vestons. Il posait. Moi aussi, je pose. Je ne pense pas qu'il faille se le reprocher. L'authenticité est un leurre. « *Le premier devoir de l'homme est d'être aussi artificiel que possible*, disait Oscar Wilde. *Personne n'a encore découvert quel était le second.* »

La nuit tombe. Ma mère m'apporte la lettre de condoléances du médecin qui a assisté mon père. Il a une écriture heurtée et sensible qui me rappelle celle de Cioran. Il écrit : « *Cette fin de souffrances tant souhaitée laisse, pour nous, un immense vide... Mais nous avons tout de même la consolation d'avoir pu soutenir et obéir aux souhaits les plus intimes de cette fin de vie, une vie si courageuse ces dernières années, si admirable dans ce souci de ne pas peser sur les autres. Ce fut ma tâche privilégiée d'avoir pu accompagner jusqu'au bout ce courage, cette acceptation et ce sourire reconnaissant de votre époux.* » Je rends la lettre à ma mère. J'aimerais être seul pour pleurer. Je me borne à dire : « *C'est beau.* » Je songe aux vers de Hugo : « *Mon père, ce héros au sourire si doux...* » Je serai incapable de dire en ce moment précis si je l'ai vraiment aimé, ni ce qu'il représentait pour moi. Mais je sais que je suis fier de lui. Je me contemple dans son image. Il me laisse en héritage sa vanité. Son courage, il faudra que je le gagne. ■